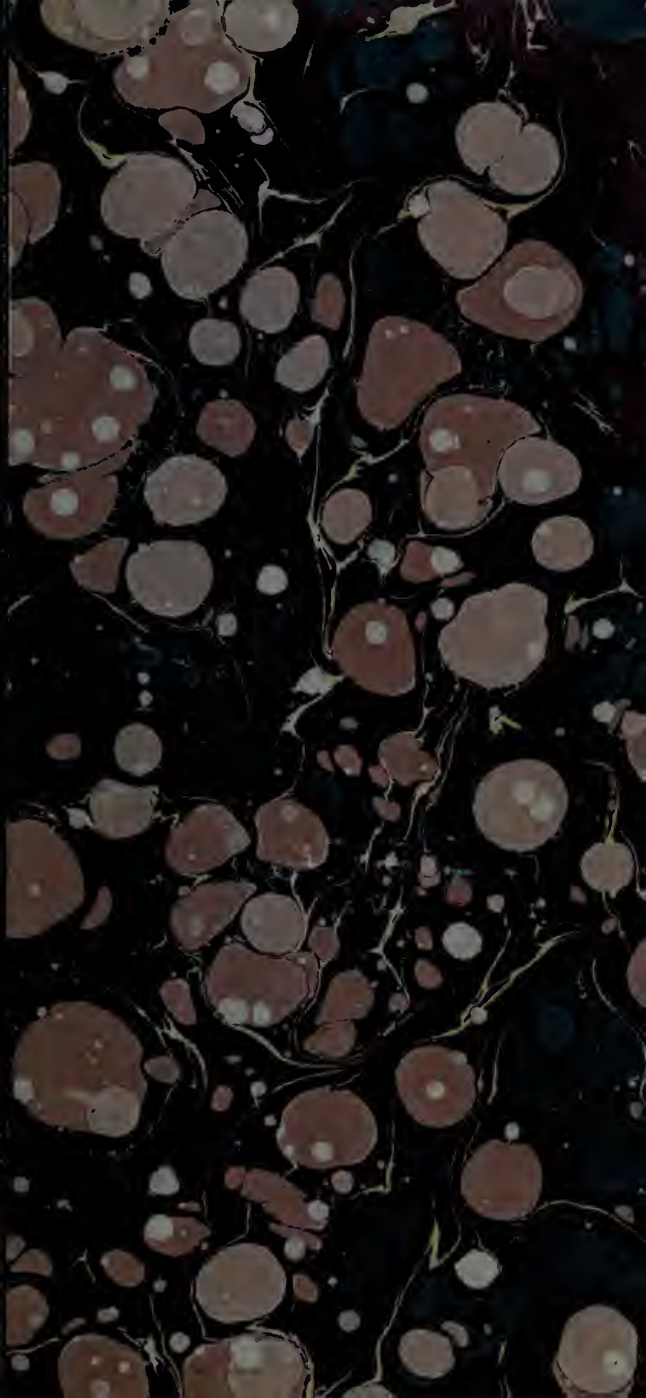
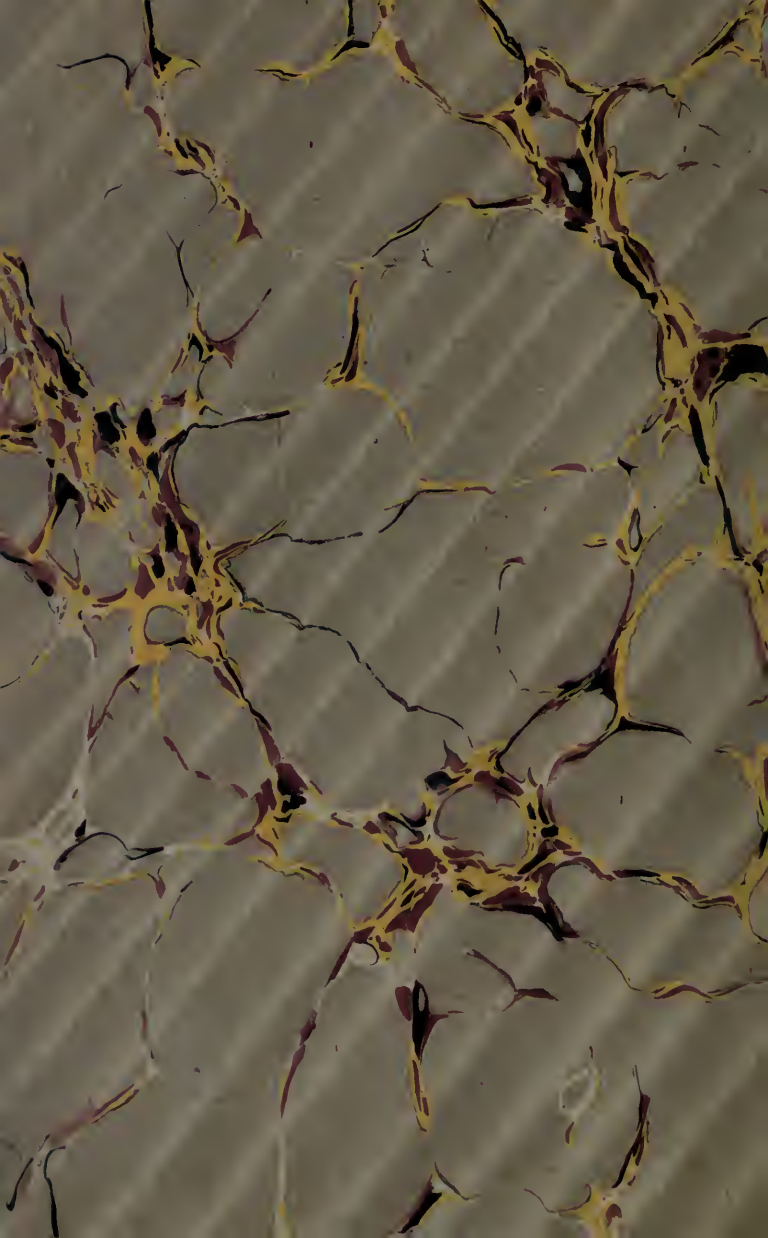
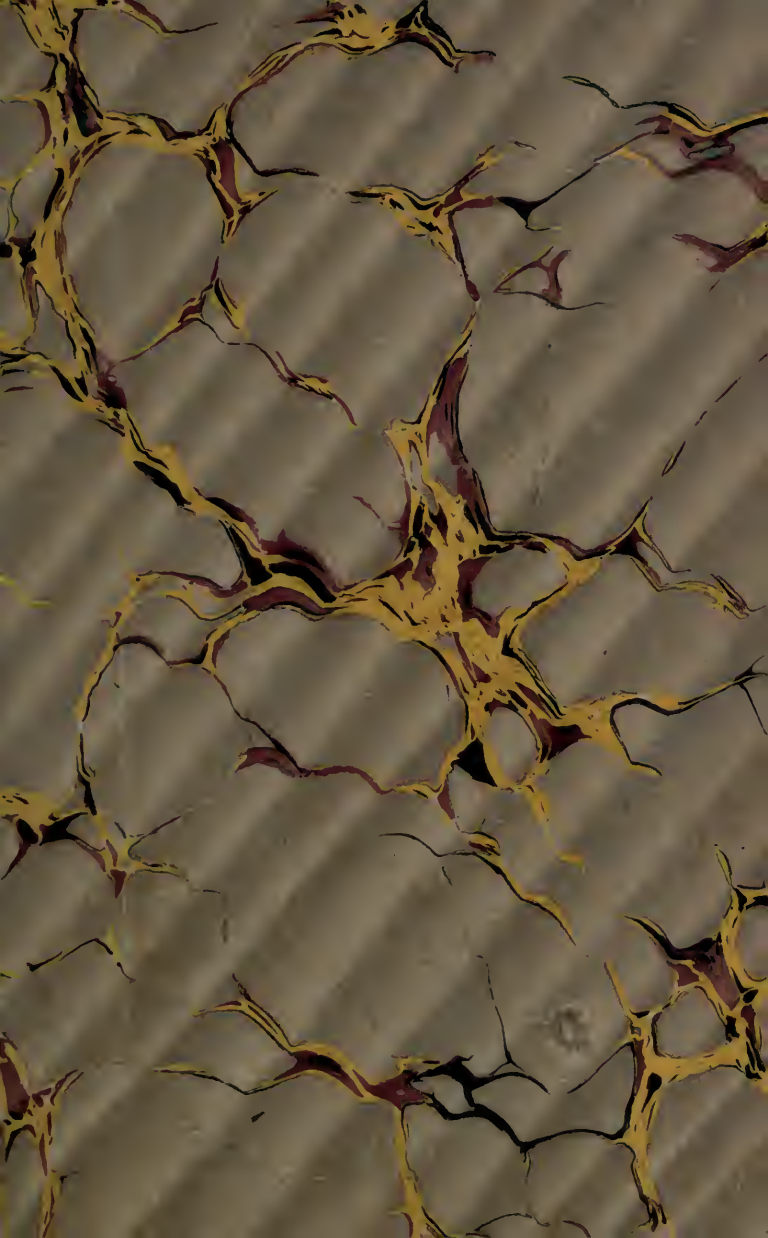


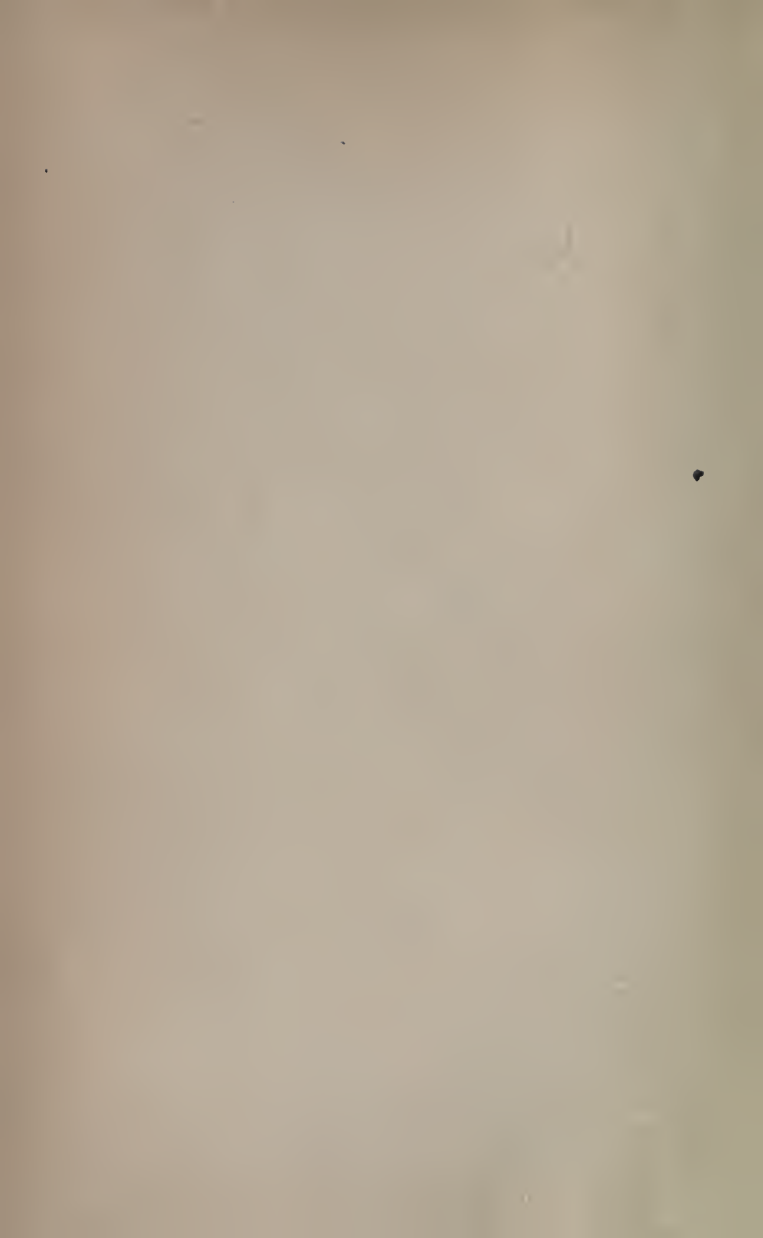


3 1761 06992801 8









L'ESPRIT NOUVEAU

DANS

L'ACTION MORALE ET RELIGIEUSE

L'ESPRIT NOUVEAU

DANS

L'ACTION MORALE & RELIGIEUSE

PAR

L'ABBÉ J. ^{JOSEPH}CRESTHEY

PARIS

LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C^{IE}

Editeurs du Journal des Economistes, de la Collection des principaux Economistes
du Dictionnaire de l'Economie politique,
du Dictionnaire du Commerce et de la Navigation.

RUE RICHELIEU, 14

—
1895

Tous droits réservés

36812
11/10/95

BJ

1059

C7

L'ESPRIT NOUVEAU

DANS

L'ACTION MORALE ET RELIGIEUSE

L'espoir d'un esprit nouveau ne s'est pas complètement évanoui avec l'apparition du personnage qui eut le bonheur d'en inventer la formule.

Saluée dès le début comme un mot historique, cette formule répond trop bien aux aspirations du public pour que nous la laissions glisser dans notre nuit avec l'éclat éphémère d'un simple météore. D'autres boutades qui ne valaient pas celle-là ont eu une fortune.

L'esprit nouveau, éclairant d'un jet inopiné les horizons de l'avenir, semble venir fort à propos stimuler les désirs des honnêtes gens et surtout éclairer leurs efforts. Nous voudrions

montrer comment en effet cette lueur encore indécise peut diriger leurs tâtonnements à travers les obscurités d'une situation évidemment difficile.

Dans quelle mesure ont-ils raison d'attendre la régénération de la France de l'action morale et religieuse ? C'est une question fort délicate, que des esprits plus compétents ont traitée récemment avec une maîtrise devant laquelle nous n'avons qu'à nous incliner¹. Ces discussions n'ont pas eu pour résultat de nier l'importance sociale de la Morale et de la Religion ; mais elles ont démontré que, d'une part, la Morale et la Religion exercent peu ou point d'influence sur la prospérité économique des nations, et que, d'autre part, elles ne peuvent elles-mêmes se développer de manière à produire leur pleine mesure d'efficacité, qu'à la condition de trouver un milieu favorable dans une bonne organisation sociale.

Nous avons tenu à préciser ce point de départ qui nous permettra fréquemment d'éviter bien des équivoques.

¹ MM. Demolins et H. de Tourville, dans la *Science sociale*, février, mai, juin 1894, à propos d'un livre de M. Paul Desjardins : *Notre esprit, Union pour l'action morale*.

Mais l'importance de l'action morale et religieuse n'en reste pas moins considérable pour quiconque s'intéresse à la régénération de la France.

Néanmoins la nécessité d'un esprit nouveau venant diriger cette action nous a semblé tellement évidente, que nous avons cru devoir écrire ce modeste ouvrage pour indiquer d'une façon précise et réfléchie le sens exact, la ligne de conduite, plus sûre nous l'espérons, que devraient suivre les gens de bien et spécialement les catholiques, dans leurs louables efforts contre les ennemis de la paix et du progrès.

Puissent-ils ainsi profiter sans nouvelles erreurs, en l'appliquant à leurs idées, de l'heureuse modification introduite par l'annonce d'un « esprit nouveau », dans les préoccupations nationales !

J. CRESTEY.

Juillet 1894.

CHAPITRE PREMIER

ETAT ACTUEL DE LA MORALE EN FRANCE

- § I. — La société moderne éloigne l'humanité de la morale.
- § II. — Ceux qui veulent tuer la morale paraissent être les esprits médiocres.
- § III. — L'influence des démoralisateurs est cependant considérable sur les masses.
- § IV. Premier caractère de la décadence morale : elle se généralise.
- § V. — Deuxième caractère de la décadence morale : elle devient cynique.
- § VI. — Troisième caractère de la décadence morale : elle absorbe nos loisirs sans nous permettre de les employer utilement.
- § VII. — Quatrième caractère de la décadence morale : elle tue nos facultés vitales.
- § VIII. Cinquième caractère de la décadence morale : elle flétrit jusqu'à la femme et à l'enfant.

§ I. — *La société moderne éloigne l'humanité de la morale.*

Rêver une société où la morale règne en souveraine incontestée, imposant sa répression salutaire aux débordements publics des scandaleuses intempérances, maintenant la vie privée des familles et des citoyens sous l'heureuse influence d'une atmosphère idéale, « saturée

des parfums aimables et vigoureux qui émanent de la vertu », comme diraient également Jean-Jacques Rousseau et M. Jaurès, imaginer enfin cette humanité parfaite forgée dans le cerveau des philanthropes disparus et des socialistes renaissants, avec la plénitude de la justice, de la charité, de la sagesse et du bonheur, ce sera toujours une utopie irréalisable dans l'avenir comme elle le fut dans l'histoire.

Néanmoins, il y eut des périodes, parmi les siècles passés, où les aspirations générales de la société, bien que démenties souvent par mille faiblesses ou monstruosité dans la pratique de la vie, tendaient avec sincérité, avec ardeur vers la réalisation de ce gouvernement moral auprès duquel les polices et les lois ne sont que des tyrannies impuissantes. Des époques telles que le Moyen-Age ont pu être discutées, critiquées à beaucoup de points de vue : incontestablement elles avaient du moins l'avantage de se trouver entraînées vers une perfection morale supérieure par la pratique assidue du Christianisme. Sans doute, la fougue d'un sang jeune et impétueux brûlait encore les veines de nos aïeux dans cette civilisation primitive. Pour avoir été régénérés par le baptême, les fils des Goths et des Huns, des Francs et des Burgondes ne se sentaient pas moins portés à se précipiter dans le crime avec une étourderie et une violence plus excusables en de telles natures que la froideur d'un scepticisme blasé ne peuvent l'être en nous-mêmes. Mais la vigilance de l'Eglise et la vigueur de la conscience étaient toujours là, faisant surgir les âmes de leurs décadences passagères, relevant les vain-

cus isolés, préservant la masse d'une abdication générale, pour emporter les individus et les foules, les particuliers et le corps social entier dans une constante et irrésistible envolée vers le Bien, le Beau, le Grand et le Parfait, vers le Ciel que leur montrait le prêtre et vers le Dieu qui les attendait au Ciel.

Aujourd'hui, l'étude de l'état moral où se trouvent les sociétés civilisées et particulièrement la France nous conduit à une constatation diamétralement opposée. Loin d'être retenues, elles se sentent poussées sur cette pente terrible des mauvais instincts. Seul frein capable de diriger l'humanité sans l'asservir, la contrainte intérieure de la conscience disparaît de plus en plus : et c'est en vain qu'une fois la bête déchainée on prétend la dompter avec le mors et la cravache : ni la Loi, ni la Justice, ni la Science ne pourront l'arrêter jusqu'à ce qu'elle touche aux abîmes.

Heureusement, le principe de régénération fait en même temps son œuvre : et comme toujours ce principe est intime, il réside dans la conscience. C'est de lui seul que nous pouvons attendre la réhabilitation de la morale.

A regarder les choses dans leur ensemble, il est facile de voir que dans une fraction des classes supérieures ce principe exerce son empire bienfaisant, tandis que la décadence se précipite avec une vitesse croissante dans les masses populaires, après avoir déjà perverti jusqu'à l'extrême l'autre fraction des classes dirigeantes devenue inaccessible à toute préoccupation d'ordre moral.

§ II. — *Ceux qui veulent tuer la morale paraissent être les esprits médiocres*

Au fait, la portion éminente de la société qui, volontairement, s'entête dans cette course facile de la bête déchaînée mériterait bien d'être confondue sur ce point avec le simple vulgaire. De part et d'autre, même inconscient affollement dans la satisfaction stupide d'un instinct irréflecti. Que ce soit le bourgeois dénué de scrupules, jouissant pour le plaisir de jouir sans aucun souci de ses devoirs ni de ses semblables ; que ce soit le lettré ou l'artiste, l'amuseur public s'appliquant à assouvir cette fringale de jouissance en distillant goutte à goutte, ou en déchaînant par irruptions le flot des voluptés cristallines ou fangeuses : tous font preuve d'une médiocrité de caractère, d'une pauvreté de philosophie et de réflexion auxquelles n'a rien à envier la faiblesse naturelle de l'âme populaire.

Il faudrait faire une bonne fois justice de ces pédantesques prétentions à l'émancipation définitive de la raison et du cœur, des sens et de la chair, que proclame sur toutes les modulations du dilettantisme et de l'audace la littérature en vogue dans le beau monde, rayonnant de là sur mille autres manifestations de la vie publique et privée, atteignant ainsi jusqu'à l'âme de la France elle-même.

Ce qui nous porte le plus à sourire en face de cette attitude empruntant tour à tour des allures de Diogène et d'Alexandre, c'est la naïveté de l'outrecuidance, et

c'est ensuite la misère infiniment désolante et méprisable de l'inconséquence et de l'étourderie.

Tous gens de talent sans aucun doute, ils en sont arrivés, faute de réflexion et de caractère, à ce point de vaniteuse illusion, que, pour se pavaner, glorieux et triomphants comme l'oiseau rare dans la charmante volière de leur public élégant et vain, aussi vapoureux que sentimental, dénué de réflexion et de sens malgré tout son esprit, ces malheureux s'imaginent, avec la meilleure foi du monde, avoir conquis du même coup le reste de l'humanité. Chaque jour, sur le ton de l'imperturbable conviction propre au cabotin qui se sent maître de ses effets, nous les entendons déclamer, en mille nuances chatoyantes et variations séductrices, leur stupéfiante affirmation, leur audacieux mensonge. A les en croire, le monde moderne aurait enfin relégué la tyrannie de l'antique morale parmi les songes creux des théologies archaïques. Quant à nous, fidèles amis de ce qu'ils dédaignent avec tant de bravoure, ils nous traitent comme un minuscule et négligeable vestige des illusions encombrantes et rétrogrades destinées à disparaître complètement de la planète régénérée. N'avais-je pas raison de voir dans cette superbe attitude la naïveté même de l'outréculance la plus rare? De parti-pris, ils ferment les yeux sur les dispositions réelles de l'humanité civilisée et de l'humanité encore barbare : la première, fortement imprégnée de christianisme et très éloignée de leur propre avilissement ; la seconde, travaillée par l'action morale et religieuse qu'elle accueille avec une ardeur croissante de jour en jour. Mais

ils espèrent que l'audace même de leur calomnie finira par frapper l'imagination de la foule, par emporter l'adhésion de sa pauvre âme éblouie, de sa maigre intelligence ahurie, de son faible cœur vaincu, et par l'entraîner avec eux sur le chemin toujours glissant où déjà elle s'est laissée choir. Malheureuse humanité, mets-toi en garde contre les faux prophètes et les mauvais pasteurs. Le Christ t'en a prévenue, et lui ne trompe pas.

Au reste, nous trouvons ces glorieux hérauts de la pensée mondaine plus méprisables encore par la faiblesse de leur jugement, par la ténuité de leur capacité de réflexion. C'est en vain que la nature vous a doué d'une certaine subtilité d'analyse sentimentale, d'une âme capable de saisir la délicate poésie des choses et surtout les raffinements inconnus de la volupté : je ne vois en vous que le crime d'employer ces talents au service de la flatterie, de les prostituer aux exigences malsaines d'un public vain et pervers, je n'y découvre aucunement l'affirmation du Moi que doit chercher en lui et dans les choses ce qui convient, du Moi qui sait ce qu'il fait et qui fait ce qu'il veut. Non, ces beaux esprits ne cherchent point ; ils ne savent, ne font et ne veulent que ce que leur milieu factice, stérile et dépravé leur impose. Ne leur demandez pas s'ils ont compris les besoins du monde et s'ils s'évertuent à y remédier : ils croient avoir l'intuition de l'avenir dans la perspective étroite et essentiellement fautive de leur clientèle, qui les enrichit en bonnes pièces d'or de sa pauvreté mentale. Sans vouloir le comprendre, ils su-

bissent une tyrannie, qui les amuse : et ils croient qu'elle les élève ! Ce sont des passifs, esclaves inconsidérés d'un sentiment vague, sans consistance. Misérables jouets d'une fantaisie contre nature, ils se pavent, fiers et vainqueurs, à travers les salons des capitales, en se figurant que le reste de l'univers est à leurs pieds ! Il est difficile de pousser plus loin la folie aveuglante de l'orgueil, de méconnaître avec plus d'effronterie ou d'ignorance la réalité ambiante. Et de la sorte, ils deviennent à nos yeux des végétations humaines inférieures, à la psychologie élémentaire, au développement entravé dans la phase immatérielle ; ce sont des êtres atrophiés, en qui manque le dernier cachet de la nature évoluant vers sa perfection : le cachet de l'intelligence.

Oui, osons le dire, ces « princes de la pensée » — non pas tous, mais ceux dont nous parlons —, ces « directeurs des consciences laïques », ces « analystes » élaborant la psychologie de l'avenir, pour tout dire en un mot ces « intellectuels » ne sont pas des intelligents, car ils n'ont pas l'intelligence de la vie présente et future, ils s'en font une représentation fautive puisée dans leur imagination névrosée, ils n'en connaissent pas la réalité générale, les aspirations et les besoins positifs, le travail latent et fructueux, l'avenir vaste et fécond en régénérations.

Après d'eux nous devons élever au pinacle — fussent-ils doués d'un talent formulaire et modal moins sémillant, moins « prenant » —, ces autres esprits dont le côté sérieux des choses et des idées occupe l'attention

d'une façon prépondérante. Il en existe dans le roman et la poésie comme dans la philosophie et l'histoire, il s'en est trouvé au théâtre comme à la Chambre, dans le journalisme comme à l'Institut ; souvent, ils ont su conquérir, par leur valeur, les faveurs du public aussi bien que leurs concurrents, les délicats ou les cyniques stercoraires : mais au moins, ils savaient réfléchir et comprendre, ils avaient en partage les dons de l'Intelligence et du caractère, ils ne se laissaient point entraîner à l'aventure sous la pression d'une épidémie d'étourderie, ils voyaient et ils regardaient autour d'eux, puis par-delà leur cercle, puis plus loin encore, toujours en avant, en hauteur et en profondeur, à travers les cieux et la terre. Ils trouvaient ainsi l'âme de l'humanité, et souvent ils devinaient Dieu. C'est en effet parmi eux que se recrutent, de plus en plus nombreux, les « néo-catholiques », à qui il manque simplement la foi, ce brin de paille et cette montagne, pour marcher avec nous, la main dans la main, à la conquête des libertés et des félicités dont le monde a réellement besoin : et ce ne sont pas celles que s'imaginent nos paons empanachés à l'étroite cervelle.

Ridicules et vains comme ces derniers se montrent tous les jours, était-ce donc trop leur faire injure que de les ranger, dans notre classification morale, parmi les foules inconscientes qui vont où on les pousse, sans trop savoir ni comment, ni par où, ni par quoi, ni pour quoi ? Elles aussi, elles s'appliquent de tout leur pouvoir, de toutes leurs facultés, à réaliser leur petite besogne et leur petit bonheur le mieux possible, une

fois poussées dans la voie qu'elles ne savent pas. Il y a parité absolue. Ni eux ni elles n'ont su choisir, parce que nul parmi eux, nul parmi elles, n'a su réfléchir, comprendre et vouloir. Des uns et des autres nous devons donc avoir également pitié.

Mais la pitié principale que nous éprouvons est assurément en faveur des foules. Quant aux égarés de la haute sphère sociale, le seul traitement qui puisse les atteindre est celui du mépris et de l'oubli : laissons-les pulvériser leurs efforts en jongleries sensuelles et dissolvantes. Ceux qu'ils ont déjà démoralisés ne sont plus dignes d'intérêt ni capables de relèvement. Quand ils se seront complètement épuisés à regarder ces jongleurs, ils disparaîtront, et tout sera dit.

§ III. — *L'influence des démoralisateurs est cependant considérable sur les masses.*

Cependant, l'influence de leur odieuse campagne de corruption se propage de plus en plus rapidement dans les masses qui nous intéressent : et voilà pourquoi encore nous devons nous occuper d'elles, victimes dépourvues, du moins, des moyens de réfléchir, ce qui est leur excuse. Par les « masses », nous n'entendons pas seulement ici les classes populaires, mais aussi ce nombre considérable de gros ou petits bourgeois absorbés par les préoccupations de la vie pratique, et qui ne se sentent ni le goût ni le temps d'étudier leur devoir,

de chercher leur voie. C'est aux intellectuels à la leur montrer.

Et, comme nous venons de le rappeler, ces derniers, les vrais intellectuels, se rapprochent de plus en plus, grâce à l'impartialité de leur clairvoyance, de la conception que nous nous en étions faite, nous croyants, nous catholiques, nous prêtres. Pourquoi ? Parce qu'ils voient le monde à l'œuvre, sur la terre vraie, et non dans leur fantaisie dévergondée. Ils constatent que sous l'impulsion de la fraction toujours restée fidèle ou déjà régénérée des classes dirigeantes, les masses elles-mêmes ont tendance à entrer résolument dans la voie de la morale et de la Religion. Aussi est-ce avec satisfaction que nous citons ces paroles non équivoques d'un auteur peu suspect de cléricisme, M. Paul Bourget : « Oui, mon voyage en Amérique m'intéresse infiniment... J'y aurai gagné aussi de connaître la pensée d'un des hommes les plus grands de notre âge, l'admirable archevêque de Saint Pol. Le christianisme m'apparaît plus que jamais comme conciliable avec tout le monde moderne, puisqu'il l'est ici... cela reconforte et console de bien des découragements, lorsque, pensant à l'avenir de notre chère et vieille Europe, nous la voyons si voisine d'un monstrueux cataclysme... Il faut croire, et l'on peut croire ici que tout ne sombrera pas dans ce dernier et épouvantable orage ¹. »

Seulement, toutes les sociétés ne sont pas orientées

¹ Lettre du 13 nov. 1893. (L'archevêque de S.-Pol est Mgr. Ireland.)

exactement comme le peuple américain, jeune, avide d'avenir, et n'ayant pas sur les épaules tout le poids d'un passé où le mal a fini par l'emporter peut-être sur le bien. En Europe, les masses sont hésitantes, portées dans quelques-unes de leurs aspirations à des extrémités sans mesure, mais pour les plus fondamentales dépourvues d'équilibre et de décision : prêtes, en somme, à céder en aveugles à la pression la plus forte.

Or, il arrive qu'en France, malgré leurs besoins réels et même de belles aspirations latentes dont elles ne se rendent pas compte, elles sont plus disposées à céder à la pression funeste des soi-disant « intellectuels », dont nous venons de démasquer la tactique en montrant qu'ils affirment effrontément le mensonge de leur victoire pour la mieux préparer à l'avance.

Comment se fait-il que ce soit là effectivement la tendance générale des masses, s'il est vrai, comme nous le prétendons, que leurs besoins réels y sont opposés et même que leurs aspirations intimes se dirigent plutôt de notre côté ? Cette antithèse étrange peut être rattachée, si l'on veut, à la faiblesse et à l'inconséquence de notre nature misérable, si prompte à se laisser entraîner dans les plaisirs faciles que réprouvent, au for de la conscience et au fond de l'instinct, le sentiment commun de nos devoirs et de nos véritables intérêts. Resterait à savoir pourquoi encore une pareille perversion est actuellement le lot spécial de la race française ? Nous en trouverions la raison dans la mauvaise organisation sociale dont nous souffrons, et qui rejaillit funestement sur toutes les manifestations de notre vie

nationale, publique ou privée. Mais ces considérations trouveront leur place au cours de notre étude, et ne doivent pas nous retarder plus longtemps, dans la recherche que nous avons entreprise du véritable état moral de la France.

Avec les bons esprits dont nous avons cité plus haut l'un des plus remarquables, avec tous les honnêtes gens qui, bien que loin de l'Eglise, et très loin, reconnaissent comme nous la nécessité de régénérer la France, nous croyons qu'un des moyens les plus puissants pour promouvoir cette régénération est de travailler au développement de l'action morale et religieuse, sans préjudice toutefois de l'action sociale, ce qui est le danger.

Par conséquent nous déplorons amèrement la démoralisation qui s'accroît de jour en jour dans notre malheureux pays ; et, pour bien faire sentir la nécessité d'en arrêter l'inquiétant développement, nous croyons devoir spécifier les cinq caractères saillants que revêt aujourd'hui la décadence morale. Elle se généralise, elle s'affiche cyniquement, elle absorbe nos loisirs, elle diminue nos facultés vitales, elle atteint même ce que jusqu'à présent la pudeur la plus élémentaire nous avait contraint de respecter, la femme et l'enfant.

§ IV. — *Premier caractère de la décadence morale : elle se généralise.*

La moralité d'un individu comprend deux questions bien différentes : la probité dans les relations sociales,

puis l'intégrité des mœurs proprement dites. Sous ce double point de vue, nous constatons que la décadence morale se généralise en France, en pénétrant de plus en plus profondément les masses qui jusqu'alors en avaient été préservées.

Ce fait ne paraît pas nécessaire à démontrer, tant son observation est facile et universelle. Mercure a toujours été le dieu des marchands aussi bien que des voleurs. Cependant, notre civilisation dix fois séculaire avait fini par imposer à l'ensemble du mouvement économique un caractère d'honorabilité qui inspirait la confiance. A présent, nous entendons les honnêtes gens se plaindre chaque jour que les affaires dépravent la conscience, excitent à l'injustice et à la fraude, entraînent l'oppression de l'employé par le capitaliste, la ruine du petit rentier par le gros agioteur. Du haut en bas de la hiérarchie industrielle, commerciale et financière, c'est une progression incessante d'indélicatesses, d'attentats, de monstrueuses exactions, dont la trame s'étend, englobant de plus en plus de victimes et ourdie par des mains de plus en plus nombreuses. On peut le dire, la probité disparaît. Un très grand nombre de ceux qui en observent les lois ne le font que par nécessité et intérêt : leur désir et leur espoir est de trouver le plus tôt possible l'occasion de s'enrichir rapidement par quelque moyen frauduleux. Les rares honnêtes gens qui conservent l'estime de la probité et la résolution d'y rester fidèles malgré tout, quoi qu'il en coûte, ne se rencontrent plus guère que parmi le groupe assez restreint des catholiques égarés

dans les affaires. C'est un grand avantage des professions libérales, et, à l'opposé, des professions ouvrières de présenter moins fréquemment de ces tentations où l'appât de l'intérêt fait si facilement chavirer la conscience moderne. Et voilà pourquoi, sans doute, les catholiques sont plus nombreux dans ces deux classes. Mais il n'est pas jusqu'aux masses populaires, où le sens moral ne commence à s'oblitérer étrangement sur ce point. Lors des récents événements du Panama, bien des observateurs ont constaté, soit dans les centres urbains, soit même au fond des campagnes, que le pauvre peuple, bien que berné et meurtri par les malversations désastreuses qui ont rempli cette déplorable affaire, trouvait encore le courage d'approuver les chéquards de la Chambre comme les financiers véreux de l'entreprise, en répondant tout bas aux justes mais vaines indignations de la presse indépendante : — Bah ! ils ont bien fait, pendant qu'ils étaient au pouvoir ; je voudrais bien être à leur place, pour m'enrichir aisément à mon tour !

C'est principalement sur la question de l'intégrité des mœurs, que la valeur morale de la France décroît généralement. Des hautes sphères sociales où elle régnait déjà en souveraine au siècle dernier, il était impossible que la corruption ne rejaillît pas enfin sur les classes inférieures. Comme en tous les mouvements viciaux, c'est d'en haut que part le principe, et c'est en bas qu'il vient aboutir. Longtemps les foules, imprégnées du christianisme vivifiant leurs volontés et redressant leurs instincts, ont résisté à cette puissante

vibration de volupté ; mais elle devait se propager infailliblement à travers l'inerte masse, comme l'onde calorique partie d'un astre incandescent finit par émouvoir un astre dense après avoir plus facilement révolutionné une simple nébuleuse. Nous en sommes à cette période. La dissociation vibratoire des sens sous la poussée de l'instinct animal pénètre successivement les couches humaines. Inutile de rappeler ici les diverses manifestations de cette décadence. On sait quelle lâcheté préside généralement à l'observation des plus importants devoirs. La chair veut jouir tout en évitant les conséquences onéreuses, elle s'ingénie à rester stérile. Mais elle recherche d'autant plus avidement le plaisir pur et simple, la jouissance brute, toujours dégradante et funeste, que par miséricorde le Créateur avait attachée à sa fonction légitime pour la rendre à la fois plus aimable et plus féconde. Voilà ce qui est déplorable et très inquiétant. Cette aberration se propage, elle devient la plaie de provinces entières après avoir dévoré les grandes cités. D'infâmes calculs règlent aujourd'hui les lois de la génération d'après les conseils d'une prudence mesquine, lâche et énervante. Des machinations plus odieuses encore préviennent les inconvénients du vice hors de la famille. Mais on ne peut les empêcher qu'à demi, malgré tout l'art et toute la science : aussi la santé publique se déprime, en même temps que le caractère s'abat. C'est une contagion. Jusque dans le secret des campagnes la vigueur de la jeunesse s'énervé, tandis que le nombre des naissances décroît et ne compense plus celui des décès. La plume

hésite à rappeler ces déplorables vérités. Mais nous sommes obligés de nous mettre en face de la réalité de plus en plus menaçante, sous peine de ne rien comprendre aux nécessités du temps présent et de ne pouvoir trouver les remèdes qu'il y faut apporter.

§ V. — *Deuxième caractère de la décadence morale : elle devient cynique.*

Ce qui nous semble aggraver de façon à la rendre terrible cette lamentable situation, c'est que, tout en se généralisant, l'immoralité devient aussi plus effrontée. Toute espèce de pudeur disparaît. Cette dernière sauvegarde de la faiblesse inhérente à tout homme, cette honte et ce remords qui, dans la société chrétienne d'autrefois, relevaient journellement l'individu de ses défaillances, et de plus imprimaient à l'ensemble de la société un cachet de dignité imposant le respect et favorisant la fidélité, tout cela s'est évanoui. Ni dans les affaires ni dans les mœurs ce facteur d'ordre et de noblesse ne se retrouve.

Dans la vie privée, les gens n'ont plus le courage ou l'amour-propre de mettre au pilori, de stigmatiser et de fuir celui qui s'est rendu coupable de faux, qui s'est acquis une fortune malhonnête, qui a souillé son honneur d'une façon quelconque. On accepte le fait accompli du succès, quels qu'en aient été les moyens. Tout parvenu s'impose, eût-il été voleur de mouchoirs pour commencer. Dans l'esprit public, le machiavé-

lisme n'a gardé aucun caractère odieux, pourvu qu'il ait su réussir. A force de s'affirmer sans vergogne, les moyens louches; l'escroquerie, le mensonge, la déloyauté sous toutes ses formes sont parvenus à se faire accepter sans que l'on pense à établir une enquête, ou sans que l'on ose se souvenir. Puisque le public, bien que victime, se fait complice par son silence, à quoi bon se gêner? Inutile même de se cacher, l'hypocrisie est devenue superflue autant que la droiture. Souvent on aura avantage, qui plus est, à se vanter de son cynisme : la force commande le respect, l'audace emporte les montagnes, et il n'y a plus à emporter qu'un fétu, ce petit effarouchement superficiel des braves gens, qui bientôt hocheront de la tête et fermeront les yeux. Aussi, les petites villes paisibles du fond de la province regorgent-elles de faillis frauduleux, autrefois à la tête de grosses affaires dans les centres, puis échoués savamment en ruinant leur clientèle, et venus ici terminer doucement leurs jours en jouissant de leurs revenus mis à l'écart en temps opportun. Vous croyez que les citoyens de la petite ville traitent ces rentiers en brebis galleuses, en parias indignes de frayer avec la société qu'ils ont trompée? Au contraire : ces messieurs paraissent cossus et bien posés, d'ailleurs sages et rangés, affables et bons vivants, c'en est assez, ils deviennent du premier coup et pour le reste de leur vie les premiers bourgeois de l'endroit, recherchés, choyés, vantés comme jamais un maire ou un curé de la localité n'ont pu l'être, après avoir dépensé toute leur existence pour le bien de leurs semblables.

Du moins la machine gouvernementale, dans cette France où l'on attend tout du gouvernement, devrait-elle donner l'exemple de la décence et de la justice, en protégeant les moutons du troupeau contre les loups de la montagne et le cheval qui donne laborieusement sa course contre les tigres et les panthères. Nullement : panthères, tigres, loups et autres fauves ont pour eux la force, et nous assistons à une réédition palpitante des « Animaux malades de la peste ». Inutile de rappeler ici les faits de tout genre dont les dernières années ont été les témoins scandalisés. Juifs ou chrétiens, tous les exploiters sont démasqués, traqués avec perspicacité et courage par la presse indépendante, à laquelle nous nous empressons de faire honneur. Mais le Gouvernement reste réfractaire, protège secrètement ces mêmes exploiters, et tout en paraissant procéder en justice contre leurs manœuvres criminelles, s'arrange de manière à récompenser par l'impunité, par la liberté ou même les glorifications officielles, les libéralités que ces bandits du grand monde ont su témoigner à propos à leurs juges. De la sorte, tout sentiment d'honneur disparaît peu à peu de la conscience publique, en même temps que le renom de probité et d'esprit chevaleresque attaché au simple mot de « France » s'efface au yeux de l'univers. Nos petits neveux, en étudiant l'histoire, ne pourront s'empêcher de rougir de honte, si n'étant pas encore tombés plus bas que nous dans la décadence, ils comparent l'antique horreur de nos fiers aïeux pour la moindre indécatesse avec notre grossière et mortelle insouciance en face de l'in-

famie brutale ou tortueuse, toujours pardonnée, toujours réhabilitée pourvu qu'elle ait fini par triompher.

Même spectacle de cynisme révoltant dans la question des mœurs proprement dites. Grâce à la complaisance du public de plus en plus facile et de plus en plus exigeant, la littérature en vogue affiche avec un sang-gène toujours croissant, sur un ton égrillard qui finit par vous secouer et vous étourdir comme une musique trop éperdument enivrante, des tendances à l'impudeur avouée et fièvreusement grivoise, des complaisances toutes spéciales pour la pornographie crue ou la spirituelle gaudriole ; elle s'ingénie, dans le roman, à maquiller en courtisane cette pauvre humanité qu'elle prétend observer en artiste impartial. Le théâtre, avec la complicité extrême de la police, invente à chaque instant les représentations les plus excitantes pour les sens blasés de leurs habitués de premier ou de troisième ordre : mais loin de prendre l'initiative de la répression, les honnêtes gens, les catholiques en particulier se contentent de lever langoureusement les yeux au ciel, et s'en remettent pour la vigilance publique à quelques législateurs de hasard et de réputation douteuse : ce qui achève de rendre la vertu ridicule. Au reste il y a longtemps que, jusque dans les milieux les plus simples et les plus modestes, elle n'est plus respectée, cette pauvre vertu. Le courage du vice effronté et le mépris de l'honneur extérieur ont envahi la France entière. Il n'est pas de trou de province où l'on ne croit s'inspirer des besoins de la civilisation et répondre au progrès moderne en imitant de

près ou de loin les mœurs du Quartier Latin. Encore ne s'aperçoit-on pas qu'à cette imitation manque au moins le cachet intellectuel, il suffit d'en avoir adopté le débraillé et l'impudence. On se fait gloire d'être un homme à « bonnes fortunes », ou, femme, d'être courtisée par les gredins.

§ VI. — *Troisième caractère de la décadence morale : elle absorbe nos loisirs sans nous permettre de les employer utilement.*

Il arrive forcément que le plaisir — plaisir de faire fortune aux dépens d'autrui ou plaisir de s'épuiser en jouissances malsaines — est devenu la préoccupation dominante d'un grand nombre de Français. A peine terminées leurs affaires régulières, au lieu de songer à se reposer doucement au sein d'une famille d'autant plus aimable qu'elle serait plus nombreuse, ils recherchent la fièvre du jeu ou celle de la volupté.

On le sait, les règlements administratifs ont été impuissants à arrêter cette passion du jeu spécialement propre aux Français ou autres races dégénérées, telles l'Italie et l'Espagne : les règlements administratifs ne changent pas les dispositions fondamentales d'un peuple. Si les maisons de jeu officielles sont fermées, mille autres, occultes et louches, sans contrôle, sans dignité, se sont ouvertes à tous les détours du chemin. Et puis il y a le pari mutuel, il y a les courses, il y a vingt autres occasions, tolérées par la police, où les naïfs et les

passionnés viennent enfouir leur fortune ou leurs économies. Chaque jour des familles y trouvent la ruine, et des ruinés le désespoir. C'est à croire que bientôt la France ne sera plus composée que d'étourdis et d'enfants affolés par la furie du jeu, chacun tenant d'une main ses jetons et de l'autre son revolver, comme les vieux conquistadores espagnols ou les aventuriers des mines d'or. Quelle différence d'attitude, avec la sage et virile méthode que les races énergiques emploient pour charmer leurs loisirs, variant le plaisir de l'affection familiale aux sports les plus hardis, de la lecture calmante, rassérénante, à la pratique charmeuse et idéale d'un art qui vous ennoblit, vous console des maux de la terre !

Entrons maintenant dans un salon : qu'y voyons nous ? Au milieu de quelques élégants oisifs, qui, doués de la plus prodigieuse puérilité, passent leur existence à dissiper leurs rentes en plaisirs stériles, nous nous trouvons auprès de braves gens, pères de famille, sérieusement appliqués pendant toute la journée à leurs affaires. Et comment vont-ils se délasser pendant cette soirée, où ils ont amené leur femme après avoir laissé les enfants à la maison : singulière manière de conduire son ménage ! Après les banalités d'usage, divers groupes ne tardent pas à se former, tout indiqués à l'avance. Ce sont d'abord les petits groupes où l'on « flirte » — vilain mot, entre nous. Et que résulte-t-il de ces *a parte* équivoques ? Il en résulte que Monsieur et Madame — les légitimes — se surveillent, se jaloussent, s'attendent au retour pour scandaliser le foyer par une logomachie

acrimonieuse, et se promettent une vengeance pimentée à la première occasion. — En dehors de ces aveugles jouets du plaisir, les autres, qui s'en amusent, se réunissent en groupes par affinités naturelles. Les hommes d'un côté causent uniquement des potins égrillards de la journée, de leurs chasses, chiens et chevaux, ou de leur dernière partie de pêche, suivant leur monde, et aussi du théâtre. Ne leur parlez pas de la moindre question sérieuse, des intérêts de la France, de l'armée ou des colonies : ils n'y entendent rien, et ne sont pas capables de vous donner la réplique. N'essayez pas de les lancer en Amérique ou en Asie, chez nos voisins les Belges ou les Anglais : ils ignorent profondément les manifestations vitales du reste du monde. Ne comptez pas davantage sur les idées et la littérature : à part le dernier roman, ils sont étrangers à tout le mouvement de la pensée humaine. N'ayez pas le malheur de vous rabattre sur la politique : là ils diront bien quelque chose, mais ce ne seront que des insanités discordantes, chacun apportant la bribe d'idée qu'il a rencontrée le matin dans son journal. — Si par hasard vous avez le malheur de vous retourner vers le groupe des femmes, vous serez plus déçu encore : parmi ces dames il n'est question que de chiffons. Aussi un peu des infidélités conjugales environnantes, des intimes détails de ménage que la pudeur devrait proscrire. Mais surtout de chiffons. Toilettes et parfums, couturières et modistes, fêtes et triomphes de ballerines, voilà ce qui occupe et tyrannise la pensée frêle, le cœur va-poreux de ces mères de famille.

Sans doute, ce n'est encore là que la spécialité des

hautes classes jusqu'aux limites inférieures d'une certaine bourgeoisie ; mais la foule qui végète au-dessous en fait de plus en plus le but de ses aspirations, le modèle de ses propres divertissements. Le roman, le journal, les fêtes officielles, tout le milieu, ne s'appliquent-ils pas à exciter la convoitise des laborieux envers le luxe des oisifs ? Et c'est là un malheur. Il en résulte que l'esprit propagé dans les masses est un esprit de vanité sotte et de sentimentalité friable, dissolvante, très dangereuse. Il faut se délasser, je le sais bien. Le travailleur a besoin de se détendre les nerfs, assurément. Mais il y a une manière de se reposer, de se distraire, intelligente autant qu'aimable, digne autant que plaisante, conservatrice de l'idéal que ne doit jamais perdre de vue la conscience autant que régénératrice des forces perdues et douce pour le cœur avide d'affection. Ce genre d'amusement, de plaisir, nous l'oublions et le méprisons de plus en plus. L'homme fatigué à la fin de sa journée s'épuise davantage à jeter sa gourme, à s'alcooliser, à s'enfiévrer, à se gaspiller en brutalités de bête ou en raffinements de névrosé ; la femme se dégénère au contact ses sentimentalités malsaines ou se neutralise sous la tyrannie du colifichet ; toute la race s'appauvrit, devient méprisable, incapable de lutter avec les races concurrentes. Il est vrai, nous avons vite fait de nous en consoler en constatant avec orgueil que nous sommes les grands amuseurs du monde. Nous n'exportons plus guère que des toilettes et des peintures croustillantes, des cuisiniers et des baladins, des filles de joie et de théâtre, des romans endiablés et des constitutions

politiques. Alors, toute la horde des parleurs à la mode, de s'écrier : Voyez donc quel beau rôle la France tient actuellement dans le monde ! Ainsi Athènes autrefois était la reine de l'univers civilisé. Comme on nous envie notre esprit, notre intellectualité surprenante, comme on cherche à se tremper des effluves vivifiantes qui émanent de notre cœur !... Et cinquante ans après, Athènes était envahie par les « Barbares ». Autrefois appelés les Romains, les « Barbares » demain seront pour nous les Anglais, les Prussiens ou les Socialistes. C'était bien la peine de tant les amuser !

§ VII. — *Quatrième caractère de la décadence morale : elle tue nos facultés vitales.*

C'est qu'en effet, un quatrième caractère de notre stupide fringale de plaisir, c'est d'abattre nos facultés vitales : et c'est là le plus inquiétant. Y avons-nous bien réfléchi ? N'avons-nous jamais été frappés de ce lamentable spectacle de jeunes gens qui arrivent à vingt ans en connaissant déjà le fond des misères humaines ? Ne nous sommes-nous point demandé si cette légèreté de mœurs n'était pas une des causes de la stérilité honteuse où se trouve réduite la France ? Et puis, nous sommes-nous inquiétés comme il conviendrait de cet envahissement de l'étranger ? Habitué à mille dépenses inutiles, l'ouvrier français exige une paye plus élevée que le Belge ou l'Italien : et il s'étonne, il se révolte que ces derniers le supplantent sur le chantier, où ils font de meilleure besogne à moins cher ? Ce n'est

pas que l'Italien mange moins, puisque le Belge mange plus. C'est que le Français est plus vicieux, plus dépensier, plus frivole, et qu'il a dissipé étourdiment une partie de cette belle vigueur dont l'avait richement pourvu la nature. Aussi, bien que moins chargé d'enfants, bien que vivant sur son propre sol, il n'est pas de taille à lutter. Et nos faux patriotes qui s'en viennent proposer des lois pour expulser l'ouvrier étranger ! Quel aveuglement ! Relevez donc plutôt notre race, arrangez-vous pour lui rendre un peu de sang français, et commencez par ne plus donner l'exemple de la débauche, qui tue. Quant au patron, le voilà lui aussi réduit aux abois, devant un sac d'avoine que lui envoie l'Amérique, devant un meuble que lui expédie la Bavière, parce qu'il ne parvient plus à produire ou à fabriquer à si bon compte. Ici, ne nous aventurons point à rechercher les causes multiples, la plupart d'ordre purement social : disons seulement que si les habitudes générales des Français étaient plus viriles, moins efféminées, ils auraient plus d'application, de force, d'intelligence à apporter à l'amélioration de la terre et de l'usine : il en résulterait, de ce simple fait de la morale mieux respectée, un surcroît de prospérité économique. De toutes façons, la vertu finit par être récompensée, n'en déplaise aux sceptiques de la philosophie et aux loustics de la littérature. Certes, ce n'est point en perfectionnant de plus en plus notre système de corruption générale, que nous parviendrons à refaire les forces génératrices qui jusqu'à présent avaient assuré notre sauvegarde et notre triomphe.

On pourrait assigner la même influence à la probité dans les affaires, car très certainement les calculs trop intéressés, en se généralisant dans une nation, finissent par l'entraîner à des inconvénients majeurs, que l'on regrette trop tard.

§ VIII. — *Cinquième caractère de la décadence morale : elle flétrit jusqu'à la femme et à l'enfant.*

Mais nous avons hâte de quitter ce sujet, en terminant par une réflexion plus attristante encore, sinon plus féconde en mortelles appréhensions. La disparition du sens moral est activement propagée par les ennemis du bien public jusque dans les milieux que nous avons tenu jusqu'ici à respecter selon les exigences de la plus élémentaire pudeur : on s'applique à flétrir la femme et l'enfant. Ces deux êtres, tout d'innocence et de candeur, ces deux derniers vestiges de la pureté des cieux, ces deux bijoux dont toutes les sociétés humaines jusqu'à nos jours ont été fières de conserver intacts l'éclat et la transparence, on trouve ridicule de ne pas les faire participer à nos débordements, de les préserver autant que possible de notre contagion.

Notre monde a multiplié le nombre des névrosées incapables d'une idée sérieuse et d'un sentiment généreux.

Quant à l'enfant, n'en disons rien. Nous savons seulement qu'il est bien préparé, dès son entrée à la caserne, à envisager et à partager sans étonnement ni

hésitation les grossièretés d'une soldatesque à qui l'on permet trop aisément de perdre toute retenue.

Nous aurions pu développer longuement cette rapide esquisse. A quoi bon, pour le but que nous poursuivons ? Il nous suffisait d'établir sans illusion l'état réel de la morale en France. Car, avant de discuter les moyens d'y remédier, il était indispensable de bien connaître les nécessités véritables auxquelles nous avons à subvenir.

L'impression générale que doit nous laisser cette revue à vol d'oiseau, c'est que la France marche avec une rapidité croissante et véritablement effroyable vers sa décadence générale et complète.

Heureusement, comme nous l'avons insinué, il y a en elle de sérieux éléments de régénération, surtout parmi les classes dirigeantes.

Mais avant de justifier cette affirmation, que nous rappelons seulement ici afin que personne ne se désole prématurément, il nous faut établir le second plan de notre tableau, et montrer quelle est la situation actuelle de la Religion dans notre malheureux pays.

CHAPITRE II

ÉTAT ACTUEL DE L'ÉGLISE EN FRANCE

- § I. — Combien y a-t-il de Français qui tiennent à l'existence de l'Église ?
- § II. — Ce que le monde pense du clergé.
- § III. — Pourquoi le paysan veut garder son curé.
- § IV. — L'éducation est à peu près le seul emploi qui maintienne le prestige du clergé.
- § V. — Pourquoi le clergé est considéré comme une simple classe de bourgeois.
- § VI. — Bonne foi du public.
- § VII. — A vrai dire, l'Église ne rend pas encore tous les services que la société moderne en attend : 1° au point de vue intellectuel.
- § VIII. — 2° Au point de vue matériel.
- § IX. — Aussi le peuple n'estime plus le clergé, cependant il le jalouse.
- § X. — Maux que la législation a causés à l'Église ; 1° lois contre l'enfance.
- § XI. — 2° Lois contre la morale publique.
- § XII. — 3° Lois contre le recrutement du clergé.
- § XIII. — 4° Lois contre le culte.

Le grand, et presque unique dépositaire de la Religion en France, est l'Église catholique.

Il importe donc de nous rendre compte, avec toute l'exactitude possible, sans parti-pris en aucun sens, de

la situation actuellement occupée par cette Église dans l'opinion publique et dans les diverses manifestations de notre vie sociale.

§ I. — *Combien y a-t-il de Français qui tiennent encore à l'existence de l'Église?*

Le nombre des chrétiens qui tiennent encore à la conservation du clergé par principe de foi, est fort difficile à préciser en France. Les plus récentes tentatives démontrent l'impossibilité d'établir une statistique des catholiques sincères, fidèles aux pratiques religieuses : à plus forte raison ne pourra-t-on jamais dénombrer ceux qui, ayant abandonné la fréquentation de l'Église, reconnaissent cependant la nécessité du prêtre et réclament son secours à l'occasion. En toute hypothèse, il paraît impossible de dire que ces deux catégories forment la majorité des citoyens français. En certaines paroisses, c'est encore la presque totalité. En certaines autres, il n'y a plus que trois personnes assistant à la messe du dimanche et remplissant leur devoir pascal : Monsieur le curé, sa servante et son sacristain. On voit des localités où le sacristain même se fait introuvable, où l'on ne peut absolument pas trouver un enfant de chœur, parce que les ressources de la fabrique ne sont pas assez considérables pour satisfaire les exigences de ces Messieurs.

Rien n'est alors comparable à la moisissure dont se couvrent les dalles, à la crasse dont se ternissent

les vitraux, à la couche de vert de gris funèbre et sépulcral dont se revêtent voûtes et piliers, sinon l'épais linceul d'indifférence malveillante qui assombrit les âmes, et l'horrible dépôt de scories sous lequel se corrompent les cœurs.

Comment espérer que cette lamentable situation ne s'étende pas de jour en jour? On met tout en œuvre pour en faire l'état universel et permanent de la France : et à l'encontre, nous verrons combien peu de résistance oppose le clergé, qui ne sait en vérité où donner de la tête. Sous l'effort d'une presse ironique et licencieuse, les moindres coins de nos campagnes sont visités par le sarcasme de Voltaire et le sophisme de Rousseau, par le cynisme de Zola et le dilettantisme moqueur de Renan, tandis que les centres urbains, depuis longtemps, sont infestés par le blasphème de Proudhon, désorganisés par l'inepte égalité à laquelle on croit encore depuis Robespierre, surexcités par le rêve germanique du socialiste Karl Marx, démoralisés enfin par ce que l'on est convenu d'appeler le plaisir, ce plaisir tout spécial, qui, oscillant à Paris entre le Bal des Vaches et les bouges des faubourgs, entre l'ex-Théâtre Libre et le Moulin Rouge, se fait apôtre du mal jusque dans les profondeurs les plus reculées des provinces où pénètre l'écho de ce cabotinage éhonté!

Voudrait-on fonder au moins quelque espérance sur les classes qui se font encore appeler dirigeantes, grâce au prestige d'un euphémisme traditionnel? Mais nous ne voyons plus en elles que d'égoïstes héritières de la bourgeoisie omnipotente, enfantée par la première

moitié de ce siècle. Nous n'avons rien à attendre, pour le moment, des classes moyennes parvenues et enrichies. Il est très juste de dire que pour elles l'ouvrier est une matière à exploiter, l'argent un instrument de plaisir, la société un paradis de voluptés où la femme est encore le beau fruit défendu. On n'exagère rien, et il faut le dire très haut. Quiconque cède aux charmes de l'oisiveté et vit plus ou moins de ses rentes, devient en France ce que l'on appelle un viveur. Celui qui, malgré sa fortune, travaille encore, l'est généralement aussi, mais à un degré moindre, suivant la mesure où ses loisirs et ses revenus le lui permettent. Néanmoins, le travail exerce par lui-même une certaine vertu préservatrice : et c'est précisément dans la partie laborieuse des classes dirigeantes que nous trouvons quelques éléments encore sains, qu'il nous serait facile de rendre actifs et dévoués ; en même temps, il est possible de faire surgir les autres de l'abîme de leur affaissement : l'aveuglement, l'inconscience et l'entraînement leur confèrent une certaine dose d'irresponsabilité, par suite de la mauvaise organisation de l'état social entier. Souvenons-nous en : là se trouve notre meilleur espoir, si nous savons débrouiller dans cette masse les vertus secrètes, et en faire agir les ressorts intimes.

Pour ne pas être accusés de la passer complètement sous silence, remarquons enfin que l'aristocratie, dont l'aumône froidement sympathique et la tutelle dédaigneusement protectrice nous soutiennent encore, cependant nous cause peut-être plus de mal que de bien par

le double fait de ses susceptibilités politiques, et de son insouciance impardonnable à l'égard des véritables œuvres de reconstitution sociale.

Si nous voulions établir le bilan des citoyens français qui profitent encore de la vieille institution sacerdotale, les chiffres officiels se réduiraient considérablement. Trente-six millions de catholiques sont chose facile à inscrire sur les cadastres de l'État : le prêtre qui connaît les âmes sait à quoi s'en tenir sur la valeur de pareilles statistiques, mensongères comme toutes les autres. De ces trente-six millions, il serait téméraire de n'en pas retrancher vingt-cinq. Les autres peuvent garder encore sans erreur le titre de catholiques : mais si l'on doit considérer ceux-là mêmes comme sincères, combien en devrait-on compter qui soient véritablement éclairés ? S'ils peuvent encore être appelés consciencieux, combien ne se montrent pas abattus par de désolantes habitudes de faiblesse et d'inertie ? Si nous pouvons les regarder comme réellement religieux et croyants, combien en trouvera-t-on qui soient pieux, énergiques dans l'accomplissement de leur devoir, charitables et dévoués ? Les modèles ne se chiffrent jamais par millions. Autrefois du moins ils pouvaient se nombrer par milliers ; aujourd'hui, ce serait à peine par unités, par individualités éparses et perdues, et de ce fait même impuissantes. La classe ouvrière comprend huit millions de citoyens : où trouver chez elle de nombreux groupes d'honnêtes gens, comme il n'en manquait pas autrefois ? Quant aux classes rurales, on sait avec quelles lamentations

le clergé de province constate leur progressive décadence. Nul ne pourrait prouver qu'il y ait encore la moitié des paroisses de campagne voyant régulièrement affluer à l'Église la majorité de leur population ; et la majorité moyenne ne représentant guère elle-même que la moitié de la somme totale, en défalquant les vieillards, les malades et les enfants, nous voilà conduits à constater que le quart à peine de nos bons paysans — race autrefois si forte et si religieuse — conserve encore les traditions du passé malgré l'invasion du scepticisme et de l'irrégion.

Il y a donc, dans notre pays, vingt-cinq millions de chrétiens baptisés qui ne se soucient en aucune façon de l'existence du clergé, considéré comme représentant de Dieu, comme dispensateur de la vérité, des grâces et des sacrements apportés au monde par Jésus-Christ.

§ II. — *Ce que le monde pense du clergé.*

Dans une bonne partie des hautes sphères de la société, le clergé passe pour une superfétation, pour un vestige décoratif des croyances évanouies, pour le représentant honorable d'une morale devenue inaccessible, pour le docteur sans influence d'un dogme suranné, pour le ministre délaissé d'une chapelle trop étroite, pour le soutien des âmes faibles, scrupuleuses et rétrogrades.

Dans l'un de ses derniers articles, où il établissait

avec la conscience qui le caractérise le bilan de l'Église catholique, M. Taine constatait, non toutefois sans une sorte de mauvaise satisfaction inavouée mais évidente, la lamentable situation du prêtre, fixé encore à toutes les bornes du chemin que parcourt l'humanité, comme une sentinelle pour garder le poste où personne aujourd'hui ne pense plus à s'arrêter, mais où il tient à demeurer inébranlable dans l'espoir de temps meilleurs.

Que fait cet homme dans notre monde ? se demande-t-on de toutes parts. Ne semble-t-il pas, à parler humainement, qu'il ait cessé, du moins qu'il cesse de plus en plus d'y remplir le rôle de directeur efficace des consciences, par lequel s'expliquaient dans les siècles passés son existence et ses privilèges ? N'y a-t-il pas lieu de souhaiter qu'il disparaisse lentement de notre état moderne, comme en ont disparu les aristocraties devenues également inutiles ?

Ainsi raisonnent les penseurs avancés, économistes pratiques, philosophes issus de 89, idéalistes idolâtres du progrès indéfini, et toute la séquelle des gens « intelligents », qui se nourrissent de la littérature créée par cette école, très en vogue.

Ainsi raisonnent également, dans les classes populaires, les socialistes, anarchistes, possibilistes, blanquistes, bref tout le fond remuant et prodigieusement audacieux des couches ouvrières, à la campagne aussi bien qu'à la ville, prenez-y garde.

Et pesez, si vous le pouvez, la menace terrible qui s'accumule sur nous, du double poids de cette coalition entre les esprits qui pensent et les esprits qui remuent.

Dieu est avec nous ; mais enfin l'Église de France n'a pas les promesses d'immortalité comme l'Église universelle. L'Église d'Afrique, si prospère du temps de saint Augustin, a bien disparu. C'est une plaisanterie, de répéter sans cesse, d'une voix trémolissante, les bras levés au ciel : Dieu ne permettra pas que la France périsse ! La France de Clovis, la France de saint Louis ! — Est ! n'est-elle pas aussi la France de Louis XV, de Robespierre et de Ferry ?

Seulement, nous aimons à nous consoler en pensant que le gros de la nation tient encore à nous, non pas par principe de conviction et de foi, non par attache à la religion et par affection pour ses ministres, mais par l'effet de cette tolérante disposition propre à tout honnête homme conciliant, et puis par vanité ou par intérêt.

Beaucoup se disent : A quoi bon tracasser les prêtres et les moines ? Ils n'ont jamais fait de mal à personne, quelquefois ils font du bien. Ne peut-on pas les laisser vivre à leur fantaisie comme tout le monde ?

Ce sont des bourgeois comme les autres.

Ils ont le droit à l'existence ainsi que tout bon *bourgeois* qui ne trouble pas l'ordre public.

Tel est le langage de ces légions de petits ou gros bourgeois qui redoutent effroyablement le socialisme. Ils savent bien que si une révolution balayait le clergé, ce ne serait plus comme en 93 au profit de la bourgeoisie : elle y passerait la première.

§ III. — *Pourquoi le paysan veut garder son curé.*

Tel est aussi le langage des paysans, dans la plupart des provinces devenues généralement indifférentes à la religion. Ces gens-là tiennent énormément à leur curé. D'abord, parce que c'est un personnage qui fait bien dans le tableau, c'est un mannequin très décoratif. C'est un être intelligent : et rien n'est frappant comme ce phénomène, que le peuple tient à se trouver en contact avec un être intelligent. Non point pour en recevoir des conseils et une direction efficace : il s'en défie plutôt, depuis cent ans ; mais pour le plaisir de se donner du relief par le seul fait de sa présence. On aura beau faire, cet instinct populaire subsistera. Les gens sont fiers de tout ce qui relève leur commune. Ils se rendent solidaires d'une individualité supérieure qui fait corps avec eux. Cela les distingue aux yeux de leurs similaires. Ils se moqueront du village voisin si le curé de ce village ne se tient pas si bien que le leur, ne se montre pas si beau parleur, n'est pas aussi savant. Il en est de même des ouvriers. Dernièrement, l'un d'eux me disait : En vérité vous faites de belles choses ; nous autres nous ne sommes pas assez intelligents pour en faire autant. Un autre, un homme qui cherchait de l'ouvrage : Moi, voyez-vous, j'aime à parler avec les gens intelligents. Au reste, ce phénomène devient rapidement sensible pour quiconque se donne la peine de causer familièrement avec le bon peuple.

Il faut reconnaître toutefois que là n'est pas la principale raison de l'attachement public à l'égard du clergé. Vienne le moindre souffle, cette petite raisonnette céderait comme un fétu. L'on tient au curé, avant tout, parce que de grands intérêts matériels sont inhérents à son existence. Le clocher est encore un point d'attraction. C'est autour de lui que se concentre tout le petit commerce local. On vient le dimanche à la paroisse du petit bourg par vieille habitude, en amenant de l'argent pour acheter et des marchandises pour vendre, à la foire sur la place de l'église. Très souvent les louanges divines retentissent moins dans cette église que l'écho des cris de bestiaux et de la dispute des commères. On en profite pour traiter ses petites affaires avec l'homme de loi, pour demander conseil à l'entremetteur, pour faire ses provisions chez l'épicier, le pharmacien, le marchand de vaisselle, et plus encore chez la mercière et la faiseuse, car les jeunes paysannes aiment bien les parures aujourd'hui. Or, si monsieur le Curé n'était pas là, ce mouvement s'évanouirait : on irait de préférence aux grandes foires, qui offrent le double attrait du plaisir et du bon marché. Voilà pourquoi, aux yeux des petits commerçants, monsieur le Curé est nécessaire.

En dernière analyse, lorsqu'on se demandait, lors des récentes terreurs, si le peuple consentirait à laisser fermer les églises et chasser les prêtres, on était obligé de reconnaître que, dans la plupart des diocèses, le gros de la population n'était plus attaché à ces vieilles institutions que par ces considérations d'intérêt vulgaire.

§ IV. — *L'éducation est à peu près le seul emploi qui maintienne le prestige du clergé.*

Il n'y a plus guère que la question de l'éducation où nous ayons conservé une partie notable de notre influence.

On aime les Frères et les Sœurs, parce qu'ils élèvent mieux les marmots ; mais la plupart des bourgades, même de celles qui pourraient entretenir des Frères ou des Sœurs, sont réduites à l'école laïque, et le curé n'exerce aucune influence sur l'éducation ; à force d'instances et d'habiletés il peut à peine obtenir des familles de lui envoyer leurs enfants pour le catéchisme. Le catéchisme est devenu le dernier souci des parents. Ils tiennent encore à ce que les enfants fassent leur Première Communion, parce que cette cérémonie, purement extérieure à leurs yeux, est considérée comme l'entrée dans la vie ; mais ils voudraient bien que le curé laissât accomplir l'entrée dans la vie sans cette préparatoire instruction religieuse : à quoi cela sert-il ? Aussi, pour rien au monde ils n'enverront leurs enfants au catéchisme de persévérance, ni ne penseront à leur donner le conseil d'assister ensuite à la messe chaque dimanche. Notre influence sur l'éducation du peuple ou du moins la formation de son âme est ainsi extrêmement réduite. Même dans les pays de foi légendaire, comme la Vendée, le garçon qui a cru sur parole son curé jusqu'à 20 ans, perd toute foi à la caserne, et quand il

en revient, répond à ceux qui lui parlent de religion : Laissez-moi donc tranquille avec votre pendu (Jésus-Christ)!

Dans les hautes classes, nous sommes en meilleure situation : nous possédons à peu près la moitié de l'instruction secondaire, le tiers de l'instruction spéciale et le quart de l'instruction supérieure. Encore est-ce là ce qui fait le plus enrager nos ennemis.

§ V. — *Pourquoi le clergé est considéré comme une simple classe de bourgeois.*

Il résulte de cet ensemble de conditions, que le public considère le clergé, non plus ainsi qu'autrefois comme le représentant nécessaire d'une religion indispensable, mais comme *une simple caste de bourgeois*. L'église est notre bureau, où nous traitons les affaires de dévotion avec ceux qui désirent encore notre ministère, de la même façon que le notaire dans son étude. Le collège est le lieu où nous nous rendons utiles et où nous gagnons notre pain, comme le pion des lycées et le professeur sorti de l'école normale. Le catéchisme, la prédication sont notre métier de docteur en morale, comme l'enseignement de la physique industrielle est le métier du petit savant qui parle, en beaucoup d'endroits, à la mairie de la commune.

On nous voit circuler dans la rue, à travers champs : on se demande ce que nous faisons là ? Il y a une réponse fréquente : très bien, disent les uns, il va à ses

affaires comme le médecin toujours trottant — ou bavardant quand « l'ouvrage chôme ».

Mais d'autres, se demandant aussi qu'elle est enfin la raison d'être de ce bourgeois, pour qui « l'ouvrage chôme » presque toujours, et qui s'en va, se promenant tranquillement à travers la vie aux frais des contribuables, s'obstinent à ne pas trouver de réponse suffisante. Le monde se voit ainsi conduit fatalement et irrévocablement à considérer le clergé comme une caste spéciale de bourgeois et à méconnaître complètement sa mission surnaturelle. On voit le prêtre pontifier à l'église comme le magistrat pontifie au tribunal, on sait qu'il y enseigne la religion comme le professeur du lycée enseigne la rhétorique, on voit en lui un officier de morale comme dans le commissaire un officier de police. Juge, docteur et gendarme, on accordera à la rigueur qu'il est ainsi triplement utile à l'ordre public. Tout cela ne donne aucune idée de son caractère surnaturel. Ses cérémonies liturgiques, dont les enfants sont fatigués dès l'âge de la première communion, paraissent bien moins intéressantes que la revue de Longchamps et que le ballet de l'Opéra ; ses meilleurs sermons semblent une répétition fastidieuse de vieilles choses mystiques auxquelles on ne comprend rien ou de principes de morale que l'on connaît parfaitement mais que l'on ne veut pas observer et dont on ne veut plus recevoir le fâcheux enseignement ; ses sacrements passent pour de petites niaiseries de dévotion à l'usage des bonnes femmes ; en un mot, toute sa religion est considérée comme entièrement facultative, avec une nuance de respect dans cer-

tains esprits, de mépris dans certains autres, avec une ignorance profonde et une indifférence transcendante chez la plupart.

§ VI. — *Bonne foi du public.*

Les gens n'y mettent pas de malice, les trois quarts du temps. Ils se laissent entraîner, sans réflexion, par le courant général, perdant peu à peu la notion la plus élémentaire de leurs devoirs de chrétiens.

Un bon curé de petit village me faisait part dernièrement de sa désolation en constatant cette décadence toujours croissante. Et c'était au fond de la campagne de l'un de nos meilleurs diocèses. En vérité, il faut avoir grand pitié de ces pauvres gens, englobés, avec l'inconscience de moutons menés à l'abattoir, dans le système général de déchristianisation et d'immoralité que d'audacieux sectaires font pénétrer jusque dans les coins les plus reculés de la France.

Un philosophe que l'on ne suspectera pas de cléricanisme, M. Jules Simon, a récemment décrit cette calamité en observateur judicieux :

« Arrêtons notre pensée sur ces villages éloignés de toutes les routes et sur la maison du petit cultivateur. Est-ce une maison ? Hommes et bestiaux, malades et valides, enfants et vieillards y grouillent dans l'obscurité, parce qu'il y a une taxe sur l'air et la lumière. Pas d'autre place publique que le cimetière où l'on se retrouve le dimanche autour des tombes. La mairie est une chambre dans un cabaret.

« Au milieu du cimetière s'élève l'église, ordinairement vieille et déjetée, plus haute que tout ce qui l'entoure, avec son petit clocher et son toit d'ardoise, qui se voit de loin. A côté de cette église, il y a une maison, à peine plus commode et plus propre que les habitations des villageois. Dans cette église et dans cette maison habite un homme qui est aussi pauvre que ceux qui l'entourent, Le cultivateur a toujours sa soupe, quand il rentre le soir ; lui, quand il n'en a pas se cache pour manger sa croûte de pain sans être vu. Le métier de ce misérable est de donner tous les jours ce qu'il n'a pas, et il y parvient ; c'est son industrie particulière, qu'il a apprise au séminaire en même temps que la théologie. Quand il a bien travaillé toute la semaine à baptiser les naissants, à bénir les mariages, à enterrer les morts, à consoler les agonisants, à panser les blessures, à fournir des remèdes, à faire le catéchisme aux enfants, il chante la messe le dimanche et fait un sermon pour remercier Dieu en son nom et au nom de toute la paroisse. Cet homme, cette église, ce sermon, ce catéchisme pour les petits, c'est tout ce qui entre d'idéal dans la cervelle du paysan. Hors de cela, il ne connaît que l'éternel labeur ; il a cet éclair dans ses ténèbres, cette joie dans sa peine, ce rayon de grandeur et d'avenir. La religion, qui lui donne des consolations, lui donne aussi des préceptes. Elle est pour lui la patrie et le devoir. Elle lui parle une langue qu'il est capable de comprendre. Elle lui fait en quelque sorte sa conscience.

« Mais le paysan dont je viens de parler, où est-il ?

Dans nos souvenirs. Ce n'est pas lui que rencontrera le prédicateur socialiste ; c'est un paysan désabusé, qui reste à fumer sa pipe dans le cimetière pendant que le curé est occupé dans l'église à faire un sermon pour les femmes. Il envoie son fils à l'école et sait, par conséquent, qu'on en a retiré tous les catéchismes. Le maître d'école a un petit livre dont personne ne se soucie, et qu'il fait apprendre par cœur aux enfants. Ce petit livre sera désormais avec le gendarme la règle de toute leur vie. Bientôt, grâce au progrès, les enterrements civils et les mariages civils s'introduiront au village. On y propagera aussi la nouvelle doctrine sur le serment. On nous fait une loi pour cela, que M. le maire aura d'abord quelque peine à leur faire comprendre. Dans tous les actes de la vie où l'homme engage sa promesse ou son témoignage, il y aura pour les crédules et les rétrogrades l'ancienne manière, qui est le serment, et pour les hommes de progrès, pour les grands philosophes, la manière nouvelle, qui est une simple déclaration et n'évoque point l'idée de Dieu. »

Les choses sont pires encore à la ville.

Vous auriez été prendre au fond des forêts vierges de l'ancien monde une tribu de sauvages, et vous l'auriez transplantée subitement dans nos cités où le christianisme fleurit depuis dix-huit siècles, vous auriez à peu près la même valeur morale primitive et inconsciente, dénuée de tout principe, je parle même des principes les plus élémentaires. Car nous ne parvenons même pas à incruster dans l'esprit de nos jeunes générations l'idée qu'il existe un Dieu.

L'épicière du coin est une excellente personne. Sans doute, elle a pu avoir ses petits torts dans sa jeunesse, mais à présent, mûre et mère de famille, elle jouit de la meilleure réputation du quartier. Vous lui demandez pourquoi donc on ne la voit jamais à la messe le dimanche. Le plus naturellement du monde, elle vous répond qu'elle n'a pas le temps, elle y irait volontiers, elle aime la religion, mais vous vous butez à cette stupide raison, inexpugnable en face de tous vos arguments, que le temps lui fait absolument défaut. Elle envoie ses plus jeunes enfants au catéchisme. Vous demandez au garçon jusqu'à quel âge il suivra la messe le dimanche et communiera au moins à Pâques, il répond sans sourcilier : jusqu'à 14 ans. Ce n'est pas pour vous faire la niche, il le dit comme la chose la plus simple, la plus évidente. Vous lui demandez pourquoi, s'il y a obligation de nous unir intimement avec Dieu à 13 ans, ce ne serait plus obligatoire à 14, à 15, à 20, toute la vie ? Il n'a jamais réfléchi à cette question, il répond : Je ne sais pas, mais personne ne le fait, j'imité les autres. L'idée que la religion pourrait bien être une chose surnaturelle, sacrée, imposée par Dieu à tous les hommes, est totalement absente de l'esprit public. Il y a une incroyable bonne foi à cet égard. On ne peut pas dire que cette bonne foi excuse, personne n'en sait rien. Ce qui nous importe, à nous catholiques, c'est de changer cet état de choses.

§ VII. — *A vrai dire, l'Église ne rend pas encore tous les services que la société moderne en attend : 1° au point de vue intellectuel.*

Si l'Église ne rend plus en beaucoup d'endroits les services d'ordre spécial pour lesquels le clergé s'était constitué dans les siècles antérieurs, du moins serait-on en droit de demander aux catholiques des services d'un nouveau genre, devenus nécessaires dans l'état de choses créé par le progrès moderne, et également en rapport avec leurs idées, leur éducation et leurs aptitudes. On cherche vainement.

De plein gré, nous nous sommes laissé expulser du gouvernement, de la gestion des intérêts publics et sociaux, de tout ce qui fait la vie de la nation. La politique est entièrement desservie par les francs-maçons : et les partisans de l'Église n'y peuvent même plus lutter contre le flot envahissant des athées et des panamistes, qui ont tout laïcisé, histoire de nous être désagréables. Quelle est l'influence des catholiques dans le journalisme ? Où trouver une branche quelconque de l'organisme social où ils puissent être considérés comme des gens utiles au pays ? Et malheur aux rares ecclésiastiques qui tentent quelques efforts pour combler ce vide ! La jalousie des confrères qui en sont incapables ; la crainte qu'éprouvent les amateurs de paix de se trouver obligés à imiter ce zèle imprudent ; la pusillanimité bien connue des supérieurs hiérarchiques toujours mécontents des initiatives qui pour-

ront leur créer la plus petite affaire ; tout conspire, dans le sein même du clergé, à décupler l'hostilité haineuse des sectaires extérieurs et l'apathique défiance du bon peuple, pour ramener les malencontreux audacieux, avides d'exercer enfin une influence sociale, à des sentiments plus sages, c'est-à-dire plus mesquins et plus faux, puisqu'ils sont la négation même des nécessités principales du temps présent.

Voudrait-on chercher quels services le clergé rend dans la science ? Le bilan n'est guère difficile à établir. Il est passé, le beau temps où les abbés Haüy et Spallanzani créaient la cristallographie et la physiologie médicale, où les Bénédictins et les Dominicains fondaient de splendides et lumineuses écoles d'histoire, où les Bossuet et les Malebranche représentaient les plus profondes théories philosophiques. Modestement cantonnés dans l'éducation de la jeunesse et de l'enfance, où notre influence diminue chaque jour, il suffit qu'un prêtre témoigne d'une certaine originalité dans une branche quelconque des sciences, histoire, exégèse ou autre, pour qu'immédiatement nous le chassions des Universités catholiques, comme pour donner une éclatante démonstration de l'accusation suprême dont nous accable ce siècle sans foi, quand il prétend que notre foi est ennemie de la science. Très réellement il existe encore un effroi secret de la caste sacerdotale à l'égard de la science : du moins manifeste-t-elle à son endroit une froideur soupçonneuse. Le clergé catholique néglige, de parti-pris, les ressources diverses qu'il pourrait trouver en lui-même pour avancer d'un grand pas

sur le terrain scientifique. Dépositaire d'un grand nombre d'archives locales qui encombrant les sacristies et les évêchés, il se contente de les laisser ronger par les vers, au lieu de les exploiter pour en extraire quelque chose comme une puissante apologie de l'action de l'Église dans les siècles antérieurs. Autre exemple : quelle immense collection de documents ethnologiques ne pourrait-on pas recueillir, pour en compenser une science nouvelle, de la situation exceptionnelle que les missionnaires occupent au milieu des peuplades les plus reculées, où nul autre Européen ne réside ! Au lieu de profiter de cet avantage, nous laissons des laïques créer avec le Musée Guimet une science des religions aux tendances rationalistes, qui va puiser dans les coins inconnus de l'univers où nous résidons seuls, les objets, les traditions, les textes qui peuvent servir à démolir pièce à pièce la Bible et l'Église. En vain prétendons-nous leurs allégations mensongères : nous sommes réduits à combattre avec un simple syllogisme appuyé sur le postulat de la foi les mille observations et découvertes, analyses et reconstitutions, arguments techniques de tout genre, apportés ainsi contre nous par une science qui nous revenait de droit. Mais que faire, quand on sait que les diverses congrégations de missionnaires établies en Chine refusent de participer d'étudier sérieusement le chinois, cette langue encore si obscure, sous prétexte qu'ils redoutent de découvrir dans les livres sacrés les textes embarrassants pour l'apologie traditionnelle, que les rationalistes signalent au simple flair ?

Si la science nous est fermée, pourrions-nous dire du moins que nous avons fait accomplir aux arts des progrès analogues à ceux de l'architecture ogivale, née et grandie dans la cellule des moines du XII^e siècle? Hélas, trois fois hélas! nous sommes obligés d'avouer que, non seulement le génie artistique a depuis longtemps déserté le clergé, mais que les gens de goût ne foisonnent plus guère dans la cléricature. C'est grande pitié, de voir ces abominables remaniements que, sous le nom de restaurations, de bons curés font subir à leurs églises. Comment la plupart osent-ils convier les fidèles à venir s'agenouiller devant cette galerie d'horreurs décorée du nom de « Chemin de Croix », que l'on prendrait plutôt pour une collection de grossières devantures de cheminée où un artiste de village aurait caricaturé les Kermesses de Téniers? Même en nous écartant de pareilles enluminures, que rencontrons-nous, la plupart du temps, sur les autels et dans les niches? Une foison de plâtres bariolés, aux figures cadavéreuses où les vestiges du choléra sont destinés à représenter l'ascétisme des saints; ou, au contraire, des têtes grimaçantes à force de tendresse mièvre et de ridicule sentimentalité: voilà, n'est-il pas vrai, les chefs-d'œuvre que le clergé se trouve fort heureux d'acheter à si bon compte aux marchands de bondieuserie qui encomrent à Paris le quartier de Saint-Sulpice. Où est l'art, également, dans le chant des églises qui ne sont pas assez riches pour entretenir une maîtrise? Quel attrait peuvent présenter au public, même le plus fruste, ces chantres grossiers, ces paysans ou

ces maçons à qui le curé jette trois mètres de calicot sur les épaules, met un antiphonaire poudreux entre les mains, sans qu'ils en sachent lire les notes, et confie la charge sacrée de chanter à la place des anges les louanges du Très-Haut? Quel est le fortuné diocèse où les prêtres s'occupent avec quelque soin à former un petit chœur d'enfants pour exécuter convenablement l'admirable chant grégorien, lorsque plusieurs expériences ont démontré combien cette formation est facile et en même temps intéressante? Comment ne comprenons-nous pas que tout conspire dans nos églises à rebuter le public le moins amateur des délicatesses de l'art?

Et que dire de la littérature cléricale? Que l'on nous montre aujourd'hui dix écrivains ecclésiastiques? Dix écrivains catholiques devrais-je dire? Le public n'a pas besoin d'y mettre de la malice pour constater que les lettres ne nous couvrent guère plus de lauriers que l'art et la science. Ne me parlez pas de cette littérature spéciale d'études théologiques absolument inabordables au commun des mortels, ou de ces pieuses élucubrations écrites dans un style gélatineux et réservées à un cercle étroit de dévots. Le mouvement général de la pensée nationale semble ne tirer aucun profit de l'immense somme d'intelligence endormie dans nos cent mille cerveaux, bien que tous nous ayons appris le latin. Retranchez de la circulation tout ce que nous imprimons : la France gardera exactement le même rang parmi les sociétés civilisées. On lit beaucoup les auteurs français à l'étranger : Y lit-on les ouvrages

d'un seul de nos prêtres ? Et voilà que la grande prédication elle-même, ce dernier fleuron, se détache de notre antique couronne. Non seulement les foules n'accourent plus autour de nos chaires d'universités comme aux temps héroïques d'Albert-le-Grand et d'Abeylard, mais elles fuient nos principales chaires d'églises, parce qu'elles ne trouvent plus dans nos orateurs le talent traditionnel, ou parce que, lorsqu'elle les voit tenter de réels efforts, elle contaste avec tristesse que, sous prétexte de viser à l'originalité ils atteignent l'extravagance.

Bref, tous les rayonnements de l'auréole intellectuelle qui autrefois entourait l'Église d'un prestige mérité, sont allés nimer la tête laïque de la science profane, de l'art païen et de la littérature mondaine.

§ VIII. — 2° *Au point de vue matériel.*

Peut-être cette décrépitude s'explique-t-elle parce que les catholiques se seront laissés absorber par les nombreuses préoccupations matérielles nécessaires aujourd'hui pour lancer la société chancelante dans une nouvelle voie de prospérité ? Il n'en est rien. Nous faisons profession de mépriser ou bien de redouter tout ce qui touche à la terre. Par vocation, nous nous croyons interdit, nous prêtres, de nous mêler des intérêts du pauvre peuple. Ni l'agriculture, ni la finance, ni le commerce, ni l'industrie, ni rien de ce qui fait pratiquement la vie d'une nation, ne nous semble digne

d'occuper notre pensée, faite uniquement pour le ciel. Nous avons oublié que les Bénédictins ont transformé les Barbares en leur donnant l'exemple du travail, et d'un bon travail, celui qui consiste à bien labourer, à connaître les bonnes semences, à manier habilement les meilleurs engrais ; nous ne semblons pas nous douter que l'intelligence des intérêts agricoles serait encore aujourd'hui un excellent moyen de maintenir le paysan dans la religion. Nous nous estimons sans doute plus spirituels que les évêques du XVIII^e siècle, parce que nous avons renoncé à traiter comme eux les affaires des corps de métiers, les aménagements de la voirie, l'entretien des ponts et chaussées. Nous n'imaginons pas que nous puissions acquérir la même influence que le clergé américain aux États-Unis en nous mêlant activement aux intérêts d'une cité ouvrière, en montrant de la compétence lorsqu'il s'agit d'établir des égoûts ou un tramway électrique, en proposant et soutenant des institutions de crédit, des caisses d'épargne, des agences de placement, des bureaux de services gratuits. En un mot, notre dignité, notre fameuse dignité sacerdotale s'oppose à notre ingérence dans tout ce qui ne se rapporte pas directement au service de Dieu : comme si ce n'était pas servir Dieu que de venir en secours à ses amis les pauvres ? L'Évangile est pourtant formel sur ce point.

C'est là sans doute que l'Église de France va se ratrapper : secourir les pauvres ? Mais elle ne fait pas autre chose. Elle ne s'occupe qu'à recueillir et à distribuer des aumônes. — Tout d'abord, non, ce n'est pas

l'Église en général qui passe sa vie à cette occupation généreuse : c'est seulement une petite minorité de prêtres zélés et de congrégations charitables. Mais il y a même là une illusion, dont nous ne nous sommes pas rendu compte, ce qui n'empêche pas le public d'en être instinctivement mécontent. On l'a dit avec beaucoup de finesse et de bon sens : l'aumône a tué la charité. Nous avons habitué les hommes dévoués et nous nous sommes habitués nous-mêmes à croire que la charité consiste essentiellement à faire l'aumône, à distribuer de l'argent. Ceci est complètement faux, ceci est le simple côté matériel et superficiel de la charité. La charité consiste avant tout à relever les victimes de la vie. Relever leur caractère par la bonté, par le dévouement assidu de la personne et de la parole ; relever leur moral par la réhabilitation sociale et familiale ; relever leur énergie et leur intelligence en leur donnant du travail et surtout l'amour du travail. Qu'avons-nous fait dans ces divers ordres d'idée ? Nous n'avons pas encore fondé, que je sache, une seule œuvre d'assistance par le travail, — Et puis autre illusion qui frappe encore plus le public — nous croyons faire beaucoup, parce que nous nous maintenons à peu près dans les institutions de bienfaisance léguées par nos devanciers : et nous délaissions totalement les besoins nouveaux qui surgissent à chaque instant dans la société contemporaine. Et comme ces besoins sont les plus frappants, les plus pressés, le peuple finit par estimer plus que nous les braves gens, laïques athées, protestants ou juifs, qui le secourent en cette nouvelle

nécessité. Il constate que l'assistance publique est plus généreuse que nous ; il voit que ses enfants abandonnés, ses blessés, noyés, tuberculeux ou vagabonds, tous ces mille miséreux que l'industrie jette chaque jour sur le pavé des grandes villes, trouvent plus d'assistance auprès de l'initiative civile ou politique qu'auprès de la générosité catholique, absorbée, dit-elle, par son lot antique de charités sans doute admirables mais désormais insuffisantes.

§ IX. — *Aussi le peuple n'estime plus le clergé, et cependant il le jalouse.*

Que voulez-vous que pense le public en face de cette insuffisance manifeste ? La conclusion toute naturelle n'est-elle pas que l'Église catholique a fait son temps, qu'elle cesse de jour en jour d'avoir sa raison d'être, et que le bien général de la société demande à ce que l'on fasse disparaître rapidement cette superfétation encombrante, dont les services sont, moins encore qu'avant la Révolution, en rapport avec les privilèges ?

Nous ne parviendrons jamais à éviter cette appréciation fâcheuse, qui devient par la force des choses de plus en plus générale, tant que nous n'aurons pas changé complètement de tactique, d'après les indications que, suivant l'avis des plus sages, nous donnerons au moment opportun.

Nous devrions nous faire une bonne fois la psychologie de tous ces incrédules qui ne fréquentent pas l'église, ne comprennent pas combien notre rôle reste

divinement nécessaire, malgré tout, par la prière et le sacrifice que nous offrons chaque jour ; il ne sont pas à même de constater combien la présence du prêtre, même dans les milieux où son influence apparente est nulle, relève le niveau moral des populations, partout ailleurs tombées aux dernières limites de la dégradation ; ils ne savent pas compter toutes les âmes que notre ministère envoie encore au ciel aux heures suprêmes. Aussi, ce spectacle de notre inactivité extérieure les indispose-t-il sourdement. Dans une crise, ils seraient prêts à se débarrasser de nous, comme de tous les *bourgeois qui vivent à ne rien faire*. Comme en eux, ils voient en nous des parasites, qui cherchent à jouir de la vie, sans travail, en profitant de la sueur du pauvre peuple. D'un œil triste et jaloux, il nous suivent, circulant incessamment à travers les châteaux et les presbytères étrangers, nous promenant journée entière dans les campagnes, nous voiturant en chemin de fer, de préférence en seconde classe, nous payant de jolies petites excursions de touriste en Suisse et aux Pyrénées, de bonnes saisons de bains de mer en Bretagne. Les petites gens connaissent le type du curé voyageur, de l'abbé précepteur. Les gueux se disent, grommelant entre leurs dents, qu'en vérité notre condition est préférable à la leur, et que telle famille de leur connaissance a fait un bon calcul en déterminant son jeune garçon à entrer au Séminaire, il sera plus heureux dans sa petite existence bourgeoise que s'il avait continué comme eux la pénible profession de ses parents.

Donc, le prêtre est un *bourgeois* qui ne fait vivre per-

sonne, puisqu'il ne fournit même pas de travail comme le patron ; un bourgeois qui ne contribue pas à la bonne marche de la société, puisqu'il ne produit rien dans la presse et ne travaille pas dans le gouvernement ; un bourgeois qui tient un établissement, l'église, où dans beaucoup de localités personne n'a rien à faire ; un bourgeois dont on fait usage, par habitude, pour jeter de l'eau bénite sur l'anneau des mariés, sur la tête des nouveaux-nés, sur le cercueil des morts, avec des cérémonies qui produisent un assez bel effet, mais dont on se passerait bien à la rigueur ; un bourgeois qui apprend la morale à la marmaille et qui instruit la jeunesse pour les familles qui tiennent, malgré tout, à ce genre de précepteurs : pour cela, passe encore ; mais, en définitive, si cette mode était destinée à disparaître, l'instituteur est là au village, et l'université à la ville. En résumé, cette espèce de bourgeois n'est pas, à beaucoup près, la plus indispensable.

Ainsi vingt-cinq millions de Français feraient la psychologie du clergé, n'était la foire qui se tient chaque dimanche sur la place de la petite église, ou la musique qui se fait à grand orchestre les jours de fête à la cathédrale.

§ X. — *Maux que la législation a causés à l'Église : 1° lois contre l'enfance.*

Ce n'est pas tout : à côté de ces dispositions malveillantes des particuliers, il y a les conditions déplora-

bles, de plus en plus intenable, que nous a faites une législation haineuse en faussant l'esprit et même la lettre d'un Concordat protecteur.

Il ne faut pas nous le dissimuler : la campagne séculaire de politique haineuse et de persécution sournoise, menée par l'esprit révolutionnaire et impie contre l'esprit conservateur et religieux sous prétexte de progrès, a réussi ces dernières années à triompher sur toute la ligne : et déjà elle porte, sur presque tous les points de la France, ses fruits ignominieux et dangereux de scepticisme frondeur, d'immoralité joviale, de matérialisme cynique évoluant de plus en plus vers la bestialité des races définitivement condamnées.

Il suffit, pour s'en faire une conviction absolue, de parcourir en observateur attentif les provinces autrefois les mieux établies dans la double prospérité des institutions sociales et des pratiques religieuses et morales. Sauf de petits coins très reculés où la prétendue civilisation moderne n'a pas encore fait pénétrer de rameaux malfaisants, tous nos diocèses ressentent déjà d'une façon douloureuse le contre-coup des lois néfastes que nous avons eu la faiblesse de laisser dresser contre l'action de l'Église comme des barrières intangibles.

La loi scolaire interdisant de prononcer le nom de Dieu dans le local destiné à l'enseignement de l'enfance populaire, cette loi d'hypocrite neutralité, aboutit généralement, comme l'avaient prophétisé de rares prévoyants, à rendre complètement impossible l'instruction religieuse de la jeunesse, spécialement dans les

campagnes¹. Déjà les anciennes familles se souciaient fort peu de remplir ce rôle d'auxiliaires du prêtre grâce auquel, dans une société vraiment chrétienne, les jeunes générations apprennent si aisément, au contact des anciennes, les vérités et les pratiques nécessaires au maintien de la morale et de la religion. A plus forte raison les pères et mères nouveaux, qui petit à petit prennent possession de la situation, après avoir été élevés dans l'indifférence croissante, sont-ils de moins en moins disposés à veiller sur la conduite de leur famille, à lui faire apprendre le catéchisme, à lui donner à la fois le précepte et l'exemple de la prière quotidienne, de l'assistance à la messe dominicale, comme aussi de la fidélité conjugale et de la sobriété des mœurs. Tout cela, prétendent-ils, regarde uniquement le curé. Soit encore, si le curé pouvait effectivement remplir le rôle assidu du père et de la mère matin et soir, comme dans une maison d'éducation. Mais voici les vingt-cinq mille communes rurales de France, dont la population est habituellement disséminée sur une étendue de plusieurs lieues. Comment donner aux enfants l'instruction religieuse dans une mesure conven-

¹ Il est vrai que, dans certains centres urbains, comme à Paris, elle a eu pour contre-coup l'avantage de stimuler le zèle du clergé, qui sous le précédent régime se reposait avec trop d'insouciance sur l'enseignement du catéchisme fait officiellement à l'école par l'instituteur. Aujourd'hui les enfants des écoles laïques sont mieux instruits de la Religion, lorsqu'ils suivent les cours spéciaux de catéchisme. Mais il n'en est pas ainsi dans l'ensemble de la France : et nous faisons une observation générale.

ble? Ce ne peut-être les jours ordinaires après la classe de l'instituteur, au sortir de l'école. Car cette malheureuse jeunesse, assommée déjà par une pédagogie abstraite qui pendant de longues heures mornes et sédentaires essaie de lui bourrer le cerveau d'un fatras inutile de connaissances profanes, cède malgré toutes les supplications au besoin si naturel de grand air et de mouvement physique, et s'envole au plus tôt à travers la liberté et le plaisir. Le curé ne peut donc songer sérieusement à mettre la main sur ces pauvres martyrs que les jours de congé, le jeudi et le dimanche. Mais alors il faut compter uniquement sur la bonne volonté de ces têtes légères. Rien ne les contraint, rien ne les attire même : au contraire, le trop rare plaisir de pouvoir prendre leur ébats à leur aise, les engage à fuir cet autre magister en soutane, M. le curé, dont ils ne comprennent en aucune manière la mission supérieure et dont l'enseignement leur paraît aussi ennuyeux que celui de l'école. Il faut donc que le curé lui-même, ne disposant presque jamais d'aucune personne de bonne volonté, se mette à battre les buissons et à parcourir les chaumières pour réunir son petit troupeau. Les distances rendent cette tâche pratiquement impossible. Et c'est ainsi que nos ennemis sont parvenus à faire une génération sans Dieu. Dieu? C'est à peine si les enfants d'aujourd'hui, les hommes de demain, ont entendu prononcer son nom autrement que dans un blasphème.

Il y a bien une période de dix-huit mois où l'on tient encore à ce que les marmots suivent assidûment

le catéchisme hebdomadaire : c'est la période préparatoire à la première communion. Mais nous voyons, hélas, par les résultats les plus palpables, combien cette sorte de chauffage temporaire, non entretenu par la famille, est insignifiant et nul. Tous les prêtres de France se plaignent amèrement de l'ignorance désolante, de la légèreté, de la veulerie lamentables avec lesquelles les nouveaux communicants accomplissent, sous un tel régime, cet acte capital pour leur avenir moral et religieux.

Non, ne cherchons point à nous dissimuler la réalité : le siècle prochain s'ouvrira sur une France déchristianisée.

Et nous ne parviendrons à lui infuser de nouveau la sève catholique qu'en réformant avant tout la loi scolaire. L'enfant ne peut pratiquement s'instruire des vérités et des obligations religieuses qu'au contact journalier d'un instituteur animé lui-même de sentiments religieux, qui se préoccupe sans cesse de mêler, au cours de ses classes, l'enseignement du catéchisme, de la morale évangélique et de l'histoire ecclésiastique, à l'enseignement de l'écriture, de l'arithmétique et de la géographie. En dehors de cette pratique patiente et continuelle, la jeunesse ne peut que végéter dans l'ignorance et se perdre dans mille habitudes vicieuses. Si le maître d'école et la mère de famille ne se font pas les auxiliaires dévoués du curé, le curé sera toujours impuissant. La neutralité le supprime. Et c'est pourquoi cette neutralité est un mensonge.

Au reste, nul n'ignore de quel esprit de prétendue

neutralité se montrent animés les trois quarts des instituteurs actuels. Il se passe chaque jour des choses révoltantes. Ce méchant petit blanc-bec diplômé d'un simple livret et qui ne saurait enseigner autre chose que les éléments dont a besoin une population illettrée, se permet fréquemment de dauber le curé dont les études ont été vingt fois plus fortes que les siennes, et d'insulter publiquement les enfants fidèles au catéchisme. Je pourrais citer telle commune où l'instituteur, voyant entrer quelques minutes en retard à l'école un enfant qui vient de remplir un service de chœur à l'église, l'apostrophe d'un air gouailleur en disant : Tiens, voilà Jésus-Christ qui rentre ! Vous imaginez-vous que le malheureux, accablé aussitôt des quolibets de ses camarades, se sente disposé à continuer ses habitudes religieuses ? — Or, pensons-y, il en est souvent de même pour la morale.

§ XI. — 2^e *Lois contre la morale publique.*

C'est qu'en effet il y a pis encore : les désastres moraux vont s'accumulant avec les autres lois, dont la savante complication réussit graduellement à étouffer tous les germes d'une religion dix-huit fois séculaire et toujours bienfaisante.

Pendant que nous écrivons ces lignes, d'indignes législateurs, atteints de je ne sais quelle folie sectaire, proposent d'abolir la formule religieuse du serment judiciaire : comme si la formule laïque d'une simple pro-

messe sur l'honneur devait être beaucoup plus efficace pour imposer au public l'obligation alors si importante d'être sincère !

Un autre, plus fou encore s'il est possible, n'imagine rien de mieux que d'empêcher la justice de punir l'adultère : il trouve sans doute que ce crime n'est pas encore assez fréquent, puisqu'il veut en faire disparaître les dernières entraves !

La loi qui autorise et consacre le divorce n'a pas encore porté ses ravages dans les campagnes : Mais dans les centres urbains elle fait accepter peu à peu ses applications de plus en plus nombreuses comme l'évolution légitime et naturelle de l'esprit public, contre les opinions conventionnelles et les vieux préjugés sociaux, grâce à l'effronterie d'une littérature malsaine qui a pris à tâche de pervertir les consciences. Au reste, ce n'est peut-être là que le petit côté de l'influence pernicieuse exercée par cette législation dissolutive du foyer conjugal. Elle a surtout produit ce résultat souverainement néfaste, de répandre définitivement dans les masses populaires le discrédit attaché à l'institution du mariage par l'infâme sophisme de la libre-pensée. Non seulement le mariage religieux a cessé d'être une obligation divine aux yeux de l'ouvrier enrégimenté par la franc-maçonnerie comme aux yeux du bourgeois voltairien ; mais, à Paris du moins, le mariage pur et simple lui-même, le mariage civil, c'est-à-dire l'union perpétuelle et sanctionnée par une loi, a cessé d'être considéré comme sacré, comme conforme aux principes de la nature raisonnable. Une grande partie de la popula-

tion des faubourgs, depuis longtemps, ne se marie plus à l'église, le fait est connu : mais voilà que les gens ne tiennent plus même à se marier à la mairie. Lorsqu'ils se soumettent à cette formalité, cela cesse d'être par un sentiment de respect envers l'acte grave qu'ils accomplissent pour toute leur vie : cela devient une simple garantie légale qu'ils prennent en faveur de leurs enfants. Aussi nos législateurs athées, sentant l'opinion prête à la consécration de cette campagne d'animalisation populaire, projettent-ils déjà de frapper le dernier coup, en décrétant que les enfants naturels seront pourvus au point de vue des droits civils de tous les avantages réservés jusqu'à présent aux enfants légitimes. Dès ce jour, en dehors des gens qui par conviction se marient avec la bénédiction du prêtre, toute convenance cessant de plus en plus d'y obliger les incrédules, il n'y aura plus que des concubinages honteux et passagers de mâle à femelle. La France aura fait un grand pas vers sa chute définitive.

§ XII. — 3° *Lois contre le recrutement du clergé.*

Pour qu'une réaction énergique contre ce débordement de naturalisme grossier fût possible, il faudrait au moins que le recrutement du clergé, cette force qui a toujours contrebalancé dans l'histoire la puissance de l'enfer, devînt plus abondant et plus facile. Loin de là, les lois militaires obligeant les jeunes clercs à passer comme tous les citoyens sous les drapeaux, a frappé

dans leur source même les générations sacerdotales. Ce n'est pas que les séminaristes qui ont une véritable vocation la perdent à la caserne comme on l'avait supposé. Sur ce point, la mesquine prévision de nos ennemis qui ne savent pas ce qu'est une âme de prêtre, a été trompée. Mais une conséquence lointaine, échappée à leur courte vue, est venue cependant, par la force des choses, servir leurs desseins. Ce sont les familles chrétiennes qui, autrefois désireuses de faire parvenir au sacerdoce un de leurs enfants, se refusent aujourd'hui à favoriser leurs vocations, par crainte de l'avenir, et ce sont aussi les prêtres de paroisse qui hésitent à exercer sur leur entourage une influence en ce sens. Le jeune homme, ainsi retardé dans son éducation cléricale, nécessitera un supplément de frais en vérité bien pénible pour sa famille presque toujours pauvre, ou pour M. le curé qui souvent est obligé de se charger de son entretien. Et puis, faire tant de sacrifices pour s'exposer à voir le séminariste jeter le froc après avoir subi la contagion de la caserne : car enfin ce malheur se voit, bien que rare ! Ce n'est pas tout : l'âge où l'on est appelé au service est encore celui des hésitations et des ardentes recherches pour un certain nombre. Il ne manque pas d'excellents prêtres, rendant aujourd'hui de bons services à l'Église, qui étaient entrés au grand séminaire sans être bien fixés sur leur avenir, un peu pour échapper à l'enrôlement militaire, un peu par tendance au dévouement sacerdotal, un peu encore pour imiter leurs confrères : et sous l'influence favorable de l'atmosphère cléricale, leur vocation s'était

heureusement affermie, avait pris corps, s'était nettement accusée ; finalement ils avaient découvert que c'était bien là leur vraie voie, ils auraient regretté toute leur vie de ne pas y être entrés. Mais voilà que juste à ce moment délicat où, en face d'une question si grave, l'âme ne se possède pas encore, il faut commencer par subir l'influence délétère d'un militarisme matérialisant et presque toujours corrupteur. L'Église perd ainsi chaque année de bons serviteurs et les âmes des pasteurs dévoués. Les ordres religieux se trouvent spécialement atteints par cette mesure, qui, par une injustice sans autre excuse que la haine, refuse de mettre leurs sujets sur le pied des étudiants ordinaires, et les oblige au service intégral. De toute manière, cette loi satanique produit fatalement son effet, qui à la longue s'accroît et finit par devenir une calamité pour le catholicisme.

Il entrait d'ailleurs dans le plan maçonnique d'abattre avant tout les congrégations religieuses. C'est dans l'exécution de cette odieuse entreprise, qu'aucun prétexte plausible n'est jamais venu justifier, que l'habileté de nos adversaires, comme aussi leur cynisme et leur impudent abus de la force légale, se sont manifestés avec le plus de succès. Ne pouvant encore prendre le clergé séculier par la famine, parce que le vol de l'indemnité nationale due à la cession qu'il avait faite de ses biens en faveur de l'État aurait entraîné l'abolition du Concordat — infamie à laquelle l'esprit public n'était pas encore préparé, ils ont du moins inauguré ce système à la Julien l'Apostat contre les Ordres reli-

gi eux, non soldés par le Gouvernement. Les résultats ne se sont pas fait attendre. La misère est à la porte des Sœurs de charité ; les pauvres et les malades du monde civilisé, plus déshérités que les sauvages de l'Océanie, n'auront bientôt plus pour les soulager dans leurs souffrances que le service dédaigneux et brutal des infirmières laïques joint aux largesses aveugles de l'Assistance Publique qui n'a jamais séché une larme. Encore quelques années de ce régime, et toutes les Congrégations auront déserté la France, ou seront mortes sur place : telle est l'exacte vérité que les catholiques feraient bien d'envisager sans illusion.

§ XIII. — 4^e *Lois contre le culte.*

Il y avait cependant bien quelque moyen de tracasser le clergé paroissial jusque dans cette question vitale de la finance : c'était de s'attaquer aux fabriques, dont la comptabilité, non réglementée par le Concordat, ne jouissait pas encore de la salutaire influence de l'Administration ministérielle. Rien pourtant de plus naturel et de plus nécessaire, à ce que prétendent les fanatiques de la Loi. Ne faut-il pas protéger les fabriciens contre eux-mêmes, contre leur étourderie, contre leurs faiblesses ? Assurément, la chose est connue, aucun Français n'est capable de bien gérer ses intérêts, tout seul, sans le contrôle paternel de l'État. Il faudra donc que chaque fabrique tienne six ou sept registres bien en règle, paie les droits d'inspection, se soumette à

toutes les formalités législatives. Bref, il advient que les quatre cinquièmes des communes rurales n'ayant qu'un très médiocre roulement de fonds, sont obligés d'assumer des frais qui dépassent souvent leurs recettes, et que nos bons paysans de fabriciens, outrés de toutes ces complications auxquelles ils ne comprennent rien, de ces tracasseries bureaucratiques incomparablement disproportionnées avec la valeur des quelques sous qu'ils ont à remuer, deviennent mécontents, s'aigrissent, et tirent leur révérence à M. le curé, en laissant aller les choses à vau-l'eau. C'est alors l'officier civil qui entre en fonctions, et toute la recette qui passe au trésor.

Restait un ennui : c'est que cette taquinerie vexatoire et ruineuse ne portait aucun dommage aux fabriques des paroisses urbaines assez populeuses pour être obligées déjà par leur importance de tenir une comptabilité en règle. Qu'à cela ne tienne. Nos vigilants législateurs ont là en réserve, depuis plusieurs années, une loi qui ne tardera pas à être votée, et qui atteindra les grosses paroisses dans leurs intérêts les plus considérables. C'est la loi sur le service des pompes funèbres. Cette entreprise, à la charge et au profit des paroisses syndiquées, est pour elles une source de revenus absolument indispensables pour entretenir le nombre de vicaires strictement nécessaire. Faites-en un service civil au profit de la commune ou de l'État, c'est la ruine du clergé des grandes villes, qui, on ne l'ignore pas, est entièrement à la charge des fabriques.

Nous ne parlerons pas de la fermeture des couvents,

de l'interdiction des processions. D'un bout à l'autre, le système catholique, dont la France s'est trouvée si heureuse dans les siècles passés, est battu en brèche par un ennemi irréconciliable, aussi habile qu'audacieux.

Le tableau que nous en avons esquissé ne paraîtra exagéré qu'aux esprits aveuglés par je ne sais quelle somnolence pesante, ou peut-être par quelque enthousiasme naïf. Sans doute aussi certains pusillanimes nous reprocheront-ils d'en avoir étalé la misère avec trop d'évidence : ils ne pourront dire, toutefois, que ce soit avec une mauvaise complaisance secrète. C'est au contraire avec le sentiment pénible d'une grande douleur, d'une humiliation et de l'indignation généreuse que doit faire naître en toute âme chrétienne le spectacle des afflictions de la sainte Église, causées par le péril où se trouvent les âmes et le discrédit où s'évanouissent les grandes idées régénératrices.

Mais il fallait se mettre courageusement en face de la situation réelle que nous a faite le monde moderne, je veux dire la partie malsaine du monde qui essaye d'accaparer le progrès moderne, au détriment de la masse, au fond si pleine de bonne volonté, que le monde serait heureux de voir entrer dans la voie du salut. Le monde désire son vrai bonheur et sa véritable prospérité : c'est aux gens de bien à lui prouver qu'ils en détiennent le secret, et à ne pas se laisser bernier perpétuellement par les bandits ¹.

¹ Nous en avons assez dit pour montrer que nous ne pouvons partager sans de nombreuses restrictions les opinions émises par « un catholique » (?) dans un livre récent intitulé : *La Réforme*

religieuse et sociale et l'Esprit nouveau (Soit dit entre parenthèses, nous ne nous sommes nullement inspiré de ce titre, parce que notre manuscrit était terminé avant son apparition). L'auteur s'applique à démontrer, — plus longuement que solidement, — l'estime que nous devons porter aux lois sectaires dont nous venons d'exposer les funestes effets. Bien qu'animé des meilleures intentions, bien que fertile en réflexions ingénieuses et en projets de réformes incontestablement nécessaires, il nous est impossible d'admettre avec lui que la loi scolaire soit utile. Elle le serait peut-être si les Frères des écoles étaient réellement inférieurs à leur mission et presque toujours dépourvus de vocation religieuse comme l'auteur le prétend avec une forte exagération. Elle le serait si les instituteurs laïques étaient animés de loyales intentions envers la Religion et la Morale : l'auteur en leur attribuant cette qualité fait preuve de charité mais verse dans l'utopie. — Quant à la loi militaire, qui lui agréé plus encore, son tort est de croire qu'elle ait réellement la vertu d'épurer le clergé. Outre que la grande majorité des vocations sacerdotales sont plus réfléchies et plus sérieuses que ne le pense l'auteur, nous pouvons croire que la bonne manière d'éliminer les vocations fausses ne réside point dans le militarisme, mais devrait résider dans une meilleure organisation des Séminaires. Dans un autre ouvrage nous aurons l'occasion de nous expliquer à ce sujet.

CHAPITRE III

DISCERNEMENT DES RESPONSABILITÉS ET PRINCIPE DE LA TACTIQUE

- § I. — Faut-il faire peser les responsabilités sur les radicaux?
- § II. — Puissance de l'idée en général.
- § III. — Preuve de ce principe par les récents événements concernant les radicaux.
- § IV. — Les catholiques militants doivent-ils harceler les conservateurs?
- § V. — Les catholiques sont-ils coupables?
- § VI. — Quelle est la responsabilité du clergé?

Il est d'usage en France de rejeter toujours sur les hommes la responsabilité des événements, tandis que la fatalité de l'organisation sociale en est seule coupable : et cette organisation elle-même, ce ne sont point les hommes qui l'ont faite, malgré ce qu'on en pense généralement, car ils la subissent ; habituellement leur grand mérite se réduit à lutter contre un entraînement, comme aussi leur grande faute à y céder, souvent avec les meilleures intentions du monde.

Sur qui retombe la responsabilité de la décadence générale que l'on constate en France, et dont nous ve-

nons de considérer l'un des aspects, le côté moral et religieux, point de vue capital, on en conviendra, sinon le plus important ?

Chacun, à cette question, de s'écrier, naturellement, que la responsabilité en retombe sur ses adversaires. Les conservateurs désignent à la vindicte publique les républicains nuance radicale ; les radicaux tombent, à bras raccourcis, sur les conservateurs et les catholiques à la fois, se félicitant d'avoir déjà, pour le plus grand bien du peuple, abattu leur antique puissance ; de leur côté, les catholiques poursuivent les radicaux de concert avec les conservateurs, mais se mettent à dénoncer maintenant l'esprit tardigrade et égoïste des conservateurs eux-mêmes ; enfin, tous à la fois croient nécessaire, chacun à leur point de vue, d'accabler le clergé du reproche d'obscurantisme et de routine, l'accusant de n'être pas à la hauteur de sa mission.

Pour nous, nous croyons devoir affirmer, tout d'abord, qu'il faut rechercher le principe directeur des opinions par-delà les personnes qui représentent ces opinions, c'est-à-dire, rechercher la loi des événements par-delà le mécanisme des partis ; ensuite, qu'avant de songer à stigmatiser les autres, chacun ferait bien de se réformer soi-même.

§ I. — *Faut-il faire peser les responsabilités sur les radicaux.*

Sont-ce les révolutionnaires et les radicaux qui sont les coupables ? Oh ! certes, je ne chercherai point à

les justifier. D'eux assurément nous vient une grande partie du mal. Mais personnellement ils ne sont point des géants qui mettent tout en branle : ce sont des fantoches qui sont agités. Et par quoi ? Qui tient les ficelles ? Par l'idée révolutionnaire, par le radicalisme. — Mais d'où vient cette idée ? Elle ne vient pas des hommes, elle vient des événements. — Et qui donc a imprimé la marche aux événements ? C'est le concours de circonstances où se meut la France depuis plusieurs siècles : les hommes n'en ont été que les instruments, souvent aveugles. Pour qui étudie l'histoire avec réflexion et impartialité, il est facile de se convaincre, avec Taine, avec l'école de Le Play, que la Révolution ne fut que le résultat naturel, fatal, de la centralisation développée à outrance par les régimes antérieurs, lesquels s'imaginaient, sans qu'il fût possible de penser autrement, que ce système était nécessaire pour la prospérité de la France¹. Successeurs de cette aberration que la Révolution elle-même, malgré les changements de forme extérieure, ne fit qu'accentuer au paroxysme, nos modernes radicaux, en versant dans le socialisme, subissent les illusions qui depuis trois siècles ont amené progressivement la France à sa ruine matérielle et morale. Leur système est donc dangereux, il est exécrationnel, tant que vous voudrez. Mais pour un bon nombre, ces braves gens, comme les Louis XIV, comme les Turgot, comme les Mirabeau, comme les Napoléon, sont profondément

¹ Voir plus loin, chap. VII, le développement et la preuve de cette idée capitale.

convaincus qu'ils travaillent pour le bien public; ils se considèrent comme possesseurs du secret de toutes les prospérités; ils ne voient que dans leurs idées la possibilité de réaliser le progrès et d'atteindre la plus grande somme de bonheur, pour eux d'abord, cela va sans dire, et pour le public, auquel ils sont à leur manière aussi dévoués que nous-mêmes. L'émancipation de la raison et des mœurs leurs paraît, autant que la pure démocratie en politique déterminant l'active protection des travailleurs par l'Etat, la condition essentielle du perfectionnement de l'humanité. En tout cela, ils se trompent; mais, croyons-le, ils sont de bonne foi, pour la plupart.

Il faut donc que nous luttons contre leurs idées, contre le principe faux qui les entraîne, contre l'organisation sociale qui fait naître perpétuellement ces politiciens néfastes. Mais il faut aussi que nous sachions plaindre plutôt qu'anathématiser les personnes. Pourquoi? Parce que les querelles de personnes ne servent à rien, tandis que la discussion des idées est toujours féconde.

Nous affirmons là une vérité qui semblera paradoxale aux hommes ardents éblouis par la lutte à laquelle ils se mêlent avec activité. Mais cette vérité est capitale et mérite que nous nous y arrêtions un instant. Outre le rapport intime qui la relie avec la question présente, elle sera pour le lecteur une préparation nécessaire aux considérations qui rempliront la seconde partie de cet ouvrage, la plus importante à notre avis.

§ II. — *Puissance de l'idée en général.*

Il y a une différence complète entre ces deux systèmes de combat : attaquer une tendance de caractère et attaquer une idée, comme méthode de bataille et comme résultat définitif.

Celui qui attaque une tendance de caractère se réduit presque fatalement aux petites questions de personnes. Il peut se révéler comme un tribun foudroyant, auréolé d'éclairs et de tonnerres, portant des coups mortels ; il peut apparaître sur la scène publique en spadassin glorieux ; il peut passer aux yeux des foules pour un rédempteur sublime. Mais s'il parvient à modifier la forme apparente des choses, celles-ci resteront, au fond, exactement au même point de prospérité ou de décadence. D'où cela vient-il ? C'est qu'il n'a pas remué une idée sérieuse et féconde. Le journalisme entier s'épuise à ce jeu, de nos jours ; et l'on sait qu'il ne met pas beaucoup d'idées en branle. Aussi n'exercera-t-il une influence sérieuse pour le bien de la nation que du jour où il sèmera les idées régénératrices. On répondra que jusque vers le milieu de ce siècle le journalisme fut rempli d'idées et cependant n'exerça pas une autorité plus bienfaisante. Certainement son autorité fut au moins plus saisissante : l'histoire entière de ce temps est là pour témoigner que rien dans le Gouvernement ne pouvait se faire sans la presse. Mais reste à savoir quelle sorte d'idées il mettait alors en

mouvement. C'étaient des idées incapables par elles-mêmes de collaborer à la vraie prospérité nationale : des « principes de gouvernement », des préoccupations de parti, des théories, de nouvelles constitutions...; et voilà pourquoi son autorité, bien que réelle, ne fut pas bienfaisante.

Quiconque saisit, au contraire, une bonne idée, par elle-même substantielle et productrice de résultats utiles, possède entre mains une force occulte bien supérieure à toutes les fulgurations de celui qui jongle avec les sentiments. Le penseur qui s'adresse à la raison de ses semblables les domine et les conquiert tôt ou tard, tandis que le batailleur qui s'adresse à leur caractère ne fait que les aigrir s'il parvient à les abattre. L'idée est pour ainsi dire impersonnelle, elle plane au-dessus de l'humanité, plongeant en chacun de nous des racines plus ou moins profondes suivant que notre raison est plus ou moins apte et disposée à l'admettre. Peu à peu, sans bruit, sans secousse, elle fait son chemin, bientôt elle s'impose : et celui des batailleurs d'à côté dont elle se trouve confirmer les opinions instinctives, se flatte, glorieux et triomphant, d'avoir remporté la victoire, en oubliant d'y associer celui-là seul qui a secrètement disposé les choses de manière à lui livrer son ennemi sans coup férir.

Presque tous les Français ont ainsi la déplorable et aveugle habitude d'attendre des résultats bien plus considérables d'une agitation éclatante que d'une pensée paisible.

N'hésitons pas à le déclarer : ceci est une erreur. On

admire, certes, avec raison, les grandes âmes qui ont imprimé au monde une sorte d'élan vers l'infini, les génies aux vastes conceptions, les saints aux héroïques entreprises, aux miracles éclatants, qui semblent avoir pris dans leur main géante l'humanité de leur temps, pour la jeter palpitante et régénérée aux pieds du Christ. Je ne puis comprendre l'odieux parti-pris des progressistes de notre école fin-de-siècle, qui méconnaissent les services rendus par ces grands hommes à l'humanité et semblent avoir pris à tâche de les ensevelir dans le dédain des oublis éternels. Mais à côté de ces personnalités éblouissantes, on n'accorde généralement aucune attention à d'obscurs penseurs, qui ne laissent pas détourner leur attention sur les petits faits d'actualité dont tout le monde s'entretient, qui ne cherchent pas, il est vrai, à subvenir aux besoins immédiats et accidentels de la société souffrant autour d'eux, mais qui concentrent tout l'effort de leur intelligence, toute l'activité de leur vie, sur une étude plus profonde de l'humanité. Ils ne se laissent point arrêter par les phénomènes superficiels, toujours les plus frappants et qui passionnent la curiosité du vulgaire ; ils abandonnent à d'autres le soin — indispensable, très certainement, mais moins fructueux qu'on ne le pense, — de subvenir aux nécessités actuelles les plus pressantes. Pour eux, ils recherchent la constitution intime des choses, les lois essentielles qui en régissent l'évolution, les conditions qui doivent en assurer la prospérité, les causes d'où découle fatalement leur décadence. Et quand ils sont parvenus à découvrir le secret ressort auquel

personne ne pense, ils posent les principes qui doivent diriger l'action, ils indiquent aux hommes actifs le sens dans lequel il leur faut opérer, s'ils veulent que leurs efforts soient durables, que leurs réformes affectent le fond même de l'humanité, et non pas seulement les conditions transitoires où elle se trouve dans le petit cycle d'années que comprend la génération présente. — Eh bien, ces penseurs, on devrait les élever dans l'estime publique à un rang supérieur. A part un cercle étroit d'érudits, nul ne les apprécie, nul ne les connaît souvent ; mais leur travail, pour n'avoir rien d'éclatant, n'en exerce pas moins une influence occulte incomparable, par la profondeur des réformes qu'il détermine et par la stabilité des institutions qu'il provoque, après une longue période de travail laborieux, après une pénible incubation, après une fermentation intime sans apparences capables de frapper le regard du vulgaire.

Si l'on consulte l'histoire des saints, il est facile de voir que ceux dont l'action s'est perpétuée à travers les siècles avec un réel caractère de force, de durée, d'efficacité persévérante, sont précisément ceux qui se sont rapprochés davantage, soit instinctivement, soit par suite d'une intuition supérieure, de ces principes véritablement scientifiques. Comparez, par exemple, saint Benoît, le civilisateur des Barbares, et saint François Xavier, l'apôtre des Indes. L'œuvre du premier, merveilleuse dès son époque même, se maintient bien après lui, perpétue à travers les siècles son action bienfaisante, travaille sans cesse les populations de la Gaule,

et finit par en faire la France ; l'œuvre du second disparaît avec lui. Cela tient à la différence des procédés. Saint Benoît établit une organisation vigoureuse de moines fixés au sol, une institution capable de se perpétuer indéfiniment en se recrutant dans la race même dont elle soulage les besoins ; il fonde, en un mot, un principe d'action, conforme à la nature des choses, qui, par l'élaboration intime et sans éclat des éléments sociaux, les féconde peu à peu, les transforme progressivement, les développe dans le sens de leurs bonnes qualités naturelles, sans rien brusquer, sans rien fausser, sans rien précipiter. Saint François Xavier procède tout autrement. Nature impétueuse qui ne savait pas mettre de bornes à ses aspirations, il parcourt toute l'Asie, sème sur son passage des flots de bénédictions, suscite les plus étonnants prodiges de conversion, mais ne fonde rien de stable, néglige de commencer à mettre en œuvre, par une solide et silencieuse formation, dans un coin privilégié quelconque, les éléments sociaux propres à fructifier dans l'avenir : aussi son œuvre superficielle est condamnée à périr avec lui. De nouveau il a fallu tout recommencer de nos jours. Sans aller chercher si loin nos exemples, il nous suffirait de citer tel ou tel missionnaire bien connu en divers points de la France, ce véritable apôtre populaire qui évangélise avec tant de zèle les cités, les bourgades et les campagnes. Il va, il parle, il subjugue. Il s'enflamme, on s'attendrit ; il tonne, on se soumet. En tout endroit résonne sa parole, en tout lieu les âmes lui sont ouvertes. Tout théâtre lui semble bon pour parler de Dieu,

pour faire accepter les injonctions du devoir. Tavernes et lieux de plaisir, places publiques et cercles ouvriers, l'entendent à sa sortie de l'église. Il s'impose, il fait passer le souffle saint de l'Esprit, il transfigure. Cherchez vous-même six mois après ce qui reste de ce bel enthousiasme ? Peu de chose. Tout serait à recommencer. L'oubli, la routine, l'indifférence, la passion du nouveau ont étendu leur linceul sinistre sur ces âmes instables. L'apôtre a su les exciter, les mettre en mouvement, il n'a pas su fixer leur constance dans la perpétuité du mouvement reçu. Il eût fallu savoir organiser quelque chose de stable, qui subsistât après lui et perpétuât naturellement son influence. Il eût fallu fonder des institutions capables de soutenir et de porter continuellement le peuple dans les voies du salut, après l'avoir cinglé du vigoureux coup de fouet incapable de produire autre chose qu'un élan initial et sans durée. Il eût fallu consacrer une partie de cette merveilleuse et sainte activité à établir dans chaque paroisse les nouvelles œuvres catholiques dont nous aurons l'occasion de parler : syndicats agricoles et syndicats ouvriers, patronages ruraux et patronages urbains, comités et confréries, presse et conférences, en un mot tout l'ensemble du système, déjà si complet quoique si imparfait. Sans institutions bien organisées, rien ne dure. Sans un engrenage naturel et stable, qui vienne prendre jour par jour les hommes et les entraîner en leur épargnant tout effort extraordinaire, leur bonne volonté retombe vite dans le néant.

§ III. — *Preuve de ce principe par les récents événements concernant les radicaux.*

Ces considérations ne sont nullement oiseuses. Elles se rapportent de près à notre sujet.

De même que dans l'action morale, religieuse ou sociale, partout en un mot où il s'agit de manier des âmes et des hommes, la puissance de l'idée, de la méthode, de l'organisation, est plus considérable que la puissance de l'action débordante et d'un zèle enflammé : de même, dans la bataille, la stratégie froide et habile d'une idée bien conduite, démonstrative, arrive plus facilement et plus définitivement à démonter un ennemi, à l'écraser s'il ne se rend pas, à en faire un ami s'il veut être loyal, que la fureur de la polémique ne parvient à le pourfendre.

Si donc nous savions employer avec patience, et aussi avec une sérieuse valeur scientifique, — deux choses dont nous sommes presque complètement dépourvus —, le système de la persuasion, nous verrions bientôt les quelques esprits réfléchis espacés dans les rangs de nos adversaires, prêter attention à nos paroles, étudier enfin nos idées, en découvrir infailliblement le bien fondé, et entrer en relations sérieuses avec nous. Eh bien, ce sont uniquement ces esprits éminents, habituellement animés d'intentions droites et de dispositions réelles de dévouement au bien public, qu'il nous importe d'orienter vers nous et de gagner à

notre cause : car ce sont eux qui disposent de la masse bavarde et folle qui les entoure.

Il suffit de considérer les plus récents événements pour se convaincre que cette tactique est possible et combien elle serait féconde ¹.

Se rappelle-t-on quelle fut, dans le camp de nos pires ennemis, l'attitude des hommes vraiment intelligents et réfléchis, en face de l'évolution que le parti catholique, sur l'invitation de Léon XIII, accomplissait vers la République constitutionnelle? Tous furent frappés de l'opportunité de cette idée émise par le chef de l'Église : et tous, oubliant les emportements passionnés dont ils étaient souvent coutumiers quand il s'agissait des polémiques de parti, s'inclinèrent sans hésiter parce qu'ils étaient en face d'une bonne idée.

M. Goblet lui-même dut rendre au Souverain Pontife cet hommage : « Le Pape actuel sait ce qu'il veut, et il le veut bien. » Un pareil mot sur ces lèvres hargneuses ne s'était jamais rencontré tant qu'il était question de répondre aux invectives et aux lamentations des catholiques. — L'opportuniste nuance radicale, M. Gerville-Réache, appelle le programme du Saint-Père « pratique et grandiose, » et écrit dans *l'Éclair* du 18 juin 1892 un article dont nous devons citer ces paroles, caractérisant si bien la disposition où se trouvent, parmi nos adversaires, les hommes sérieux et convaincus, d'accepter franchement la discus-

¹ Au reste, elle est l'expression de la volonté si éclairée du Souverain Pontife lui-même. (Lettre à Mgr Fava, 22 juin 1892.)

sion des idées, sans jamais s'être laissé émouvoir par les acerbités de la polémique :

« Je me représente le parlement français devenu homogène au point de vue constitutionnel, les députés et les sénateurs plaçant loyalement et définitivement la République en dehors et au-dessus de leurs contestations : que de grandes choses seraient possibles ! Combien de *desiderata* seraient successivement réalisés ! Nous formerions deux grands partis : l'un à tendances conservatrices, l'autre à tendances progressistes. Mais l'un et l'autre ne songeraient plus à ces mesures de guerre et de représailles dont on trouve la trace dans plus d'une de nos lois, lois de défense et de sûreté faites contre des oppositions anti-constitutionnelles et pour vaincre des militants, mais qui seraient hors de saison en face d'adversaires réclamant comme nous-mêmes de la République. (Il cite comme exemple la loi de l'expulsion des princes et les lois antireligieuses). Nous pourrions, bien loin de nous diminuer les uns les autres en essayant de nous déconsidérer, travailler à fortifier et à asseoir les amitiés et les alliances de la France. Nous rivaliserions d'enthousiasme et de persévérance à améliorer le sort des humbles, des faibles et des petits... »

M. de Freycinet, en face de ce revirement, combat, chose étrange, la séparation de l'Eglise et de l'Etat : lui aussi, autrefois exaspéré par les clameurs, se laisse toucher par l'idée. — Un sénateur de gauche. M. Labiche, admet alors qu'il ne faut plus être sectaire : « La République libérale, c'est la République ouverte à tous

les hommes de bonne volonté. Le gouvernement d'un grand pays comme le nôtre ne doit pas être le patrimoine d'un groupe de sectaires. » — M. Jules Ferry prend le mot à son compte, et déclare : « La République est ouverte à tous les hommes de bonne volonté et de bonne foi... Que ceux qui ont fait leurs preuves républicaines et que ceux qui demandent à les faire, soient les bienvenus. » Aurait-on jamais amené un homme de ce caractère à nous considérer comme des gens de bonne volonté et de bonne foi, si une idée n'était venue frapper son esprit après toutes les injures, d'ailleurs méritées, qui étaient venues inutilement harceler son humeur ? Se serait-on imaginé que cet homme, l'auteur même des lois scolaires, prononcerait jamais des paroles telles que les suivantes, adressées au Conseil général des Vosges : « Notre République est ouverte à tous ; elle n'est la propriété d'aucune secte, d'aucun groupe, ce groupe fût-il celui des hommes qui l'ont fondée ? » Après avoir fait tout son possible pour anéantir les catholiques parce qu'il considérait leurs opinions religieuses comme incompatibles avec la forme républicaine, le voilà qui les accueille et s'engage implicitement à abandonner la lutte contre eux, du jour où, s'adressant à son esprit, nous sommes venus lui dire : Vous êtes victime d'une erreur, votre bonne foi est trompée, nous ne sommes pas ce que vous imaginez.

C'est maintenant un protestant. M. Waddington, qui, surmontant ses préoccupations de parti, est frappé par la vérité, et vient déclarer, sans arrière-pensée ou

l'avouera, que « la République doit être reconnaissante à Léon XIII. » — C'est aussi M. Constans, le crocheteur de couvents, qui se soumet à la force de l'idée : « Les républicains doivent être tolérants, dit-il..... La tolérance, c'est le respect bienveillant de la liberté d'autrui, même lorsqu'elle nous gêne.... Aujourd'hui, les catholiques, obéissant à l'ordre que leur en a donné le chef de la catholicité, déclarent renoncer aux hostilités. Nous les suivrons sur ce terrain nouveau, car nous n'avons aucun intérêt à entretenir la division au sein des enfants de la même patrie.... Nous ne suspectons la bonne foi de personne. » (Discours de Toulouse, 6 juin 1893). — C'est enfin le gouvernement, par l'organe de M. Carnot et de M. Dupuy, qui confirme ces dispositions d'esprit de nos adversaires.

Il en serait ainsi, croyons-le, en toute autre question.

Nous devrions sans cesse nous rappeler ces belles et sages paroles, que je trouve dans la préface d'une excellente brochure ¹ :

« Parmi les *incroyants sincères et éclairés*, beaucoup se sont mis à l'œuvre. Ils ont fait revivre autour d'eux la notion et le sentiment du devoir, du respect, de la bienveillance et de la pitié. Ayant lu l'histoire, ils ont vu et ils ont dit que le christianisme est le meilleur soutien de l'humanité ; ayant lu l'Évangile, ils ont vu et il ont dit que l'idéal suprême, pour la vie comme

¹ *L'Eglise et le Siècle* (discours de Mgr Ireland), Préface de M. l'abbé F. Klein. p. 14.

pour la doctrine, se rencontre en Jésus. Qu'ils continuent ainsi à répandre la lumière et la paix. Qu'ils augmentent au centuple, pour l'universelle harmonie des esprits, le nombre des fidèles inconnus dont se compose la plus grande et la plus belle des institutions divines, cette société mystérieuse et sainte qu'on appelle l'âme de l'Église. »

L'auteur s'adresse ici particulièrement aux gens de lettre, à ces littérateurs en vogue appelés néo-catholiques, dont il a établi la psychologie dans une étude des plus intéressantes, des plus rassurantes aussi pour l'avenir de notre foi. Mais nous pouvons, nous devons avoir les mêmes dispositions de tolérante conciliation envers les hommes voués à l'action, lorsqu'ils se montrent prêts à descendre avec nous sur un terrain commun pour discuter des idées et un plan de réforme sociale. A quoi bon repousser la main qu'ils nous tendent loyalement, et refuser un secours qu'ils seront disposés à nous accorder en s'apercevant enfin que nous ne sommes pas animés de passions étroites, de rancunes implacables, mais que nous voulons faire alliance avec tous les partis décidés à travailler comme nous au bien public ?

Comment le comte de Mun, à la tête du parti conservateur, est-il parvenu à faire accepter par les Chambres récalcitrantes cette liberté d'association encore si rudimentaire ? Est-ce à force de tirades déclamatoires et d'éreintements soit du régime, soit de ses représentants présents ou passés ? Non, ce fut par une exposition documentée, une discussion serrée, une affirmation grave et convaincue. Cette allure comporte je ne sais

quoi de royal et d'autoritaire, de lumineux et d'insinuant, qui apaise les esprits excités, commande l'impartialité, impose l'assentiment et enlève les suffrages. Il en est de même en toute autre question.

Le sentiment et les personnes sont de leur nature changeants, prompts à l'oubli, accessibles au relâchement ; l'idée au contraire et les institutions gardent perpétuellement un caractère de fermeté infrangible, et exercent une sorte de coaction morale parfaitement compatible avec la liberté, mais fort nécessaire pour aider et entraîner la faiblesse des foules.

Au lieu donc de nous épuiser en récriminations bruyantes et stériles, nous ferions de meilleure besogne si nous consentions une bonne fois à nous astreindre au labeur silencieux et judicieux qui nous permettrait de découvrir d'abord pour notre profit la vérité complète, puis de l'exposer d'une manière saisissante et définitivement victorieuse.

Au lieu de nous perdre sans trêve et sans mesure dans de misérables discussions concernant la personne de nos adversaires, la tendance de leur caractère, la forme de leurs préférences, nous serions mieux inspirés de nous attaquer une bonne fois à leurs idées, d'en démontrer l'inanité et d'établir solidement les nôtres, ou plutôt celles qu'une étude sérieuse nous montrerait comme les meilleures. Nous n'avons pas à craindre que le nombre de nos auditeurs diminue : car, en vérité, le public dont nous disposons n'est déjà pas bien nombreux. Mais, très certainement, nous trouverions bien manière de les intéresser au moins autant que peuvent

le faire les polémiques personnelles, par l'exposé vivant des idées pratiques propres à opérer la régénération désirée. Une grande partie du public est assourdie de ces clameurs et saturée de ces fadaises auxquelles nous ont habitués simultanément la presse et la politique. On a besoin d'une nourriture plus positive, on réclame, une lumière plus sûre et plus fixe : il faut un phare au milieu de ces éclairs et de ces tonnerres.

§ IV. — *Les catholiques militants doivent-ils harceler les conservateurs ?*

Nous en pourrions dire autant au sujet des reproches que les catholiques croient devoir adresser aux conservateurs, en se distinguant, comme catholiques militants, des conservateurs purement platoniques.

Il est devenu fort à la mode de dauber les conservateurs et de les charger, comme le bouc émissaire, de tous les péchés d'Israël. Si la France agonise, si l'Église périclite, si les esprits sont vides et les cœurs égarés, la faute, affirme-t-on de toutes parts, en est aux conservateurs. Par leur étroite préoccupation de s'enrichir et de jouir quand même, ils se sont évertués, durant ce siècle entier, à opprimer le pauvre peuple, à arrêter tous les élans de l'esprit moderne vers la liberté, à entraver les bonnes intentions des gens dévoués qui voudraient étendre une partie de la prospérité dont ils jouissent seuls, à tous les membres, même les plus humbles, de la nation. Les conservateurs n'ont prétendu conserver l'ordre

social traditionnel que parce qu'ils s'y trouvaient bien à leur aise, grassement nourris de riches prébendes. Les conservateurs, au fond, tiennent avant tout à conserver « leur bourse et leur maîtresse, » suivant un mot célèbre : périsse après cela le monde, peu leur importe. Les conservateurs, en un mot sont ennemis de toute réforme : il faut donc les supprimer.

Ces pauvres conservateurs ne savent plus que devenir. On refuse de les croire lorsqu'ils affirment qu'ils sont pétris de bonnes intentions. Et ces bonnes intentions sont pourtant très réelles chez la plupart d'entre eux. Il est injuste de les rendre responsables de tout le mal. La crise actuelle vient de multiples causes profondes, auxquelles la situation des conservateurs doit son origine par le jeu naturel des choses, sans qu'ils aient cherché le moins du monde à en aggraver les inconvénients à leur profit. Il s'est trouvé que leurs intérêts étaient en concordance avec la stabilité des institutions, avec le maintien de l'ordre, de la sagesse, de la morale, avec les principes politiques et économiques jusqu'à présent jugés nécessaires pour la prospérité publique, mais qu'en même temps un certain nombre de réformes, apparues récemment comme indispensables, les effarouchaient et leur semblaient pénibles à concéder. Il faut donc les encourager dans la première question, mais au lieu de les harceler au sujet de la seconde, leur démontrer paisiblement, avec clarté et preuves péremptoires, que les réformes redoutées sont également nécessaires, également conformes à leurs principes supérieurs, également exigées par leurs propres intérêts, sinon immé-

diatement, du moins en vue d'un avenir de plus en plus imminent. Soyons convaincus que leur bon sens et leur bonne volonté finira, en face de la sollicitation continue de notre raison calme et sûre de ses découvertes, par se laisser convaincre et nous donner son concours tandis qu'en prolongeant davantage nos méchantes querelles de critiques mécontents, nos bourrades d'Alcestes indignés, nous ne parviendrons qu'à révolter le caractère de tant de braves gens, destinés, après une petite évolution facile, à devenir nos meilleurs auxiliaires.

Ce système, je le sais, ne sera pas du goût de tous les honnêtes gens habitués à déclamer avec une égale virulence contre les conservateurs et les radicaux. Ils prétendent, non sans quelque apparence de raison, que c'est une illusion de vouloir convaincre des hommes décidés à se boucher les oreilles. Surtout en face des radicaux et des socialistes, ils considèrent comme impossible d'exposer une idée et d'entamer une discussion. Lorsque, par hasard, l'un de nos écrivains, l'un de nos orateurs s'évertue à leur démontrer scientifiquement la fausseté de leurs doctrines et la vérité des nôtres, on voit ces gens se débattre en hurlant comme des démons, nous accabler d'invectives et d'injures auxquelles la dignité de la Chambre parlementaire ne leur interdit même plus de conserver une apparence de décence. Nous sommes noyés dans le flot de préjugés aveugles et sourds qui répondent tumultueusement, comme répondrait à un poète disant des vers dans la montagne un torrent venant soudain déchaîner sur lui des éboulements de roches et de glaciers. Nous croyons alors devoir ripos-

ter sur le même ton, et la bataille se perpétue à coups d'épée dans l'eau. De la sorte on n'aboutit à rien. Il valait mieux réserver tant d'efforts inutiles pour faire de bonne besogne avec ceux qui veulent réfléchir. Laissons la foule, ne prenons l'habitude de nous chaparder avec elle que dans les réunions anarchistes, là où le seul argument est de montrer que l'on n'a pas peur et de crier le plus fort. Et encore, M. l'abbé Garnier, qui a l'habitude de ces meetings tapageurs et sauvages, est-il convaincu lui-même que l'exposition loyale, très paisible de nos belles idées, de nos bonnes intentions, est plus efficace que les braveries et les violences.

Mais, il faut bien le dire, les hommes zélés et dévorés de magnanimes intentions, qui ne manquent pas en France, ne sont pas encore plus disposés que les catholiques en général à admettre la nécessité et l'efficacité de cette nouvelle tactique. Tous, plus ou moins, ont l'habitude d'accorder leur confiance aux grandes démonstrations ampoulées, comme les enfants qui préfèrent le bastringue de la musique foraine aux suavités de nos opéras.

§ V. — *Les catholiques sont-ils coupables ?*

Est-ce maintenant sur les catholiques qu'il faut faire retomber la responsabilité de l'état de choses actuel ? On ne s'en fait pas faute : et les esprits les mieux intentionnés, les cœurs les plus ardents sont les premiers à se récrier aujourd'hui en face de l'inertie des catholiques français, de leurs divisions byzantines, de leur fai-

blesse dans la résistance, de leur insouciance sous les insultes quotidiennes, et de leur incapacité avérée à tenter le moindre essai fructueux de reconstitution sociale.

Soit encore : mais comme les catholiques, à leur tour, ont beau jeu pour se défendre, si l'on se place sur ce terrain des intentions, du caractère et des efforts personnels ! Ils sont prêts à montrer, et ils montrent chaque jour avec ostentation les progrès assurément indéniables qu'ils ont réalisés en ce siècle dans une foule de nouveaux genres d'activité en rapport avec les besoins du monde moderne. C'est l'enseignement reconquis pied à pied, l'enseignement secondaire après des luttes héroïques, l'enseignement primaire du peuple grâce à des sacrifices d'argent immenses, enfin l'enseignement supérieur par l'établissement des Universités. C'est la jeunesse enrégimentée, au sortir de la tutelle de cet enseignement, les cercles et conférences, les réunions amicales et réconfortantes où les catholiques de nos jours sont si heureux de pouvoir se grouper et se retremper à leur entrée dans la vie, tandis que nous avons connu un étudiant en médecine de 1850, qui ne trouva pas à Paris un seul camarade pour l'imiter et le soutenir dans la pratique courageuse de ses devoirs de chrétien. C'est le mouvement général des esprits, qui ont abandonné cette attitude dédaigneuse affectée par la bourgeoisie issue de 1830 ; et les catholiques d'aujourd'hui sont fiers à juste titre de montrer le grand nombre d'hommes du monde qui fréquentent ostensiblement les églises, sans avoir suivi l'exemple de lamentable et universel

abandon légué par leurs devanciers. C'est la sympathie qui de plus en plus s'attache au prêtre et aux principes évangéliques, pénétrant jusqu'à la littérature légère, laquelle après avoir abandonné la morgue insolente témoignée par les écrivains de jadis envers la religion et la morale, en vient même à saluer au passage avec déférence et admiration ces vieilles institutions chrétiennes trop oubliées, mais en réalité trop bienfaites pour pouvoir être méprisées davantage. C'est le peuple lui-même qui, de divers côtés, s'afflige aussi de l'indifférence générale, et par une réaction que son bon sens lui montrera de plus en plus nécessaire, accourt vers l'Église et saisit sa main loyalement tendue. C'est le succès inespéré des journaux catholiques populaires, par où s'exerce quelque peu l'influence de notre presse, autrefois complètement fermée au public. C'est l'établissement de mille nouvelles œuvres de bienfaisance ou de patronage ; c'est la multiplication étonnante des congrégations et des vocations religieuses ; c'est l'érection de nouvelles églises sur tous les points du territoire : tout cela réclamant des générosités immenses, sans cesse renouvelées, dans un temps où toutes les fortunes sont éprouvées et où la misère devient générale. C'est l'élan merveilleux imprimé aux grandes œuvres du dehors, au denier de saint Pierre, à la Propagation de la Foi, à la Sainte Enfance, et c'est aussi l'expansion considérable des missionnaires : merveilles de foi et de dévouement où vont se perdre sans relâche l'or et le sang de la France. Que sais-je ? S'il fallait énumérer toutes les institutions nouvelles que les catholiques ont inventées et

soutenues avec un zèle que tout esprit impartial doit reconnaître admirable, il y aurait un volume bien rempli à écrire. Nous avons passé sous silence bien des initiatives, et des plus étonnantes : les Conférences de saint Vincent de Paul, le Vœu national au Sacré-Cœur, l'OEuvre de saint François de Sales et les missions diocésaines, et tant d'autres ! En vérité, les catholiques ont la répartie facile et sûre : non, peuvent-ils affirmer, nous n'avons pas laissé périr la foi, nous avons certainement fait tout ce qui était en notre pouvoir pour lui imprimer une nouvelle vie, et peut-être, à aucune époque de l'histoire, les amis de l'Église n'ont-ils su tenter de si louables efforts. Si les choses vont mal, ce n'est point notre faute ¹.

Il faudrait donc que les esprits vraiment attachés à la prospérité religieuse et morale de la France cessassent une bonne fois de cultiver ce genre, où le mauvais goût le dispute à la maladresse, ce genre faux et injuste, qui consiste à dénigrer de parti-pris les dispositions et les tentatives des catholiques. Les catholiques ne peuvent rien dire, ne peuvent rien faire, sans que ces messieurs, qui se prétendent leurs meilleurs

¹ Nous aimons à croire que le lecteur ne verra pas une contradiction entre ce paragraphe et le chapitre où nous avons retracé la décadence de l'Église en France. Ceci est un rayon de lumière au milieu de l'ombre générale du tableau. Nous avons annoncé des signes de régénération. Ce que nous venons de dire en est un, nous en verrons d'autres en temps voulu : et c'est pourquoi, tout en nous attristant sur le présent, nous espérons beaucoup dans l'avenir moral et religieux de la France.

amis, n'en prennent occasion de s'amuser à leurs dépens par une interprétation malicieuse de leurs intentions, par une appréciation équivoque de leurs entreprises. Il y a manière de dénaturer complètement le sens et la portée des faits tout en les exposant avec une apparente bienveillance. Dernièrement, nous étions en relations avec l'un des plus brillants étudiants catholiques de Paris, qui se trouvait précisément atteint de cette étrange manie de ridiculiser ou d'amoindrir tout ce qui se fait dans son parti. Bien qu'homme d'esprit jusqu'au bout des ongles, bien que réputé pour ses petits vers qui font le tour du quartier latin, autant que pour sa haute intelligence qui le désigne comme un de nos hommes d'avenir, ce brave garçon ne trouvait rien de plus spirituel et de plus convaincant, au cours de nos discussions sur la situation des affaires publiques, que de nous servir d'un air triomphant les trois ou quatre arguments saugrenus et railleries ineptes que l'on emprunte volontiers, dans un certain monde, au génie des Homais, des Prud'homme, des Brid'oison et des Gêrôme Paturot. Regardez-moi donc, s'écriait-il sur le ton de certains journaux bien pensants, faisant ici chorus, on ne sait pourquoi, avec la *Lanterne* et l'*Intransigeant*, regardez-moi ces comédies burlesques décorées du nom de « congrès catholiques », où la naïveté de l'enthousiasme le dispute à l'enflure des rodomontades et au donquichotisme des emballements ! Tout n'est ici que puffisme et rhétorique creuse. La fièvre du charlatanisme et l'outrecuidance de la prétention ne peuvent dissimuler le vide absolu des idées, l'insuffisance ma-

nifeste des moyens, la mesquinerie des efforts en face des besoins réels de la société. Quand les catholiques ont lâché deux ou trois phrases ronflantes, quand ils ont accroché leur « idéal » au bout du « Labarum », quand ils ont rappelé « la France des croisades et de saint Louis », quand ils ont bien fait retentir le cri de leurs « immortelles espérances », ils s'imaginent tout bonnement que le monde est sauvé... etc. Nous pourrions continuer longtemps avec notre ami sur ce ton. Nous préférons étudier silencieusement les idées sérieuses émises dans les congrès catholiques à côté de ces démonstrations bien naturelles de foi et de fervente espérance : et nous y trouvons, quoi qu'on en dise, un fond solide, des vues justes et fécondes. Nous y trouvons aussi des illusions, de faux principes, des tactiques maladroites ; mais, je vous le demande, le moyen de diriger des esprits bien intentionnés dans une voie plus sûre et de leur indiquer un genre d'opérations plus scientifiques et plus fructueuses, est-ce de s'évertuer à aigrir le caractère de ces gens, voués au bien général, tout en restant soi-même dans la posture d'un oisif gouaillieur ? est-ce de tourner en ridicule toutes leurs faiblesses en fermant obstinément les yeux sur leurs qualités ? est-ce d'exagérer à plaisir l'infériorité réelle de leur action, en refusant de reconnaître la véritable valeur de leurs tentatives ? Ne serait-ce pas plutôt de travailler avec eux, fraternellement, en leur donnant l'exemple des vertus qu'ils n'ont pas encore eu le temps d'acquérir, la patience et la méthode, la froide impartialité et la profondeur logique ? Certès,

nous serions bien plus utiles à leur cause, que nous prétendons aussi la nôtre, en nous donnant la peine de proposer à leurs réflexions et de discuter, avec l'autorité de la science qui s'impose toujours à force de persévérance, un plan serré, lumineux et complet, une doctrine sûre, impartiale et pratique.

§ VI. — *Quelle est la responsabilité du clergé ?*

Faut-il maintenant accepter de confiance les récriminations que de tous côtés on élève contre le clergé ?

Sans nul doute, une bonne partie des reproches que lui adressent les esprits judicieux, désireux de provoquer les réformes nécessaires, est parfaitement fondée. Ce n'est pas nous qui, par un esprit de corps mal entendu et par un aveugle amour-propre, nous plaindrons jamais de ces tentatives qui surgissent de tous côtés pour attaquer un certain nombre de préjugés néfastes dont souffrent de plus en plus notre hiérarchie sacerdotale. Nous sommes prêt, au contraire, à étudier de près cette question capitale, dussent tous les anathèmes des inconscients et des pusillanimes s'écrouler sur notre tête !

Mais il nous semble que ce serait encore un procédé aussi injuste que stérile, d'aborder cette question délicate en lui donnant un caractère de polémique personnelle. Au lieu de s'attaquer à l'esprit clérical, au corps ecclésiastique, à l'institution de la « sacerdoeratie antique » égarée dans le monde contemporain, il sera

plus habile et plus juste de proposer simplement, dans les termes d'une discussion courtoise et sous la forme d'une étude documentée, les observations et les raisons qui nous portent à indiquer certaines modifications comme nécessaires, peut-être même certaines volte-face comme urgentes.

Ce n'est point que la fidélité à ce ton réfléchi et paisible s'impose pour toutes les questions et en face de tous les points de vue. Nous n'envisageons ici que le côté intellectuel, et nous l'avons choisi de préférence parce qu'il est de beaucoup le plus important. Mais si quelqu'un abordait la critique, assurément nécessaire elle-même, de l'état moral du clergé, il y aurait peut-être lieu de choisir un autre genre de causerie. La vivacité de l'allure, l'humeur de l'observation portée volontiers jusqu'à la raillerie, bien que laissant apercevoir les éclairs d'un feu intérieur et la sincérité d'un zèle vraiment apostolique, seraient sans doute un système compromettant pour l'auteur mais plus capable de stimuler la bonne volonté du lecteur ou d'aiguillonner son insouciance.

Et ce serait là une œuvre utile à entreprendre. Au clergé, plus qu'à tout autre classe sociale, s'impose aujourd'hui l'obligation de se réformer soi-même avant de songer à transformer les autres. A n'en pas douter, une réforme est nécessaire en lui, non pas seulement dans les questions d'ordre intellectuel, mais aussi au point de vue moral. Avant de chercher au dehors ce qui peut bien entraver le progrès des choses et celui des âmes, il devrait bien se demander ce qui, de son

côté, s'oppose à la conservation de son antique influence, quelle est la part de responsabilité qui lui incombe dans cette décadence. Rien ne sert, en effet, de nous bercer en de trop douces et trop vaniteuses illusions. Sachons envisager la réalité en nous-mêmes comme au dehors. Ayons l'impartialité de découvrir la cause du mal partout où elle se trouve, fût-ce au fond de notre cœur, et ayons le courage d'y porter le fer rouge.

Il semble que le clergé français est aujourd'hui trop enclin à se reposer dans la satisfaction indolente de sa moyenne vertu et dans la confiance faussement surnaturelle que lui inspire le caractère divin de sa mission.

Certes, nous ne devons pas oublier que Dieu est avec nous, que sa grâce est promise à nos moindres efforts. Mais à quoi sert de nous endormir dans cette persuasion abstraite ? Plutôt que de nous consoler si facilement, en répétant que si la terre nous abandonne le ciel nous reste, nous agirions d'une manière plus apostolique en recherchant activement ce que les hommes pensent de nous, quels sont les reproches qu'ils nous adressent et qui justifient leur abandon. Car enfin, de cette opinion du monde à notre égard dépend pratiquement l'influence que nous pourrions exercer sur nos semblables.

Or, il est un fait, c'est que les gens s'appliquent à fermer les yeux sur nos qualités réelles pour ne voir que nos défauts. Très certainement, le clergé de France est encore excellent, on le dit même meilleur qu'il n'a

jamais été dans aucune période de l'histoire. Il est effectivement, nul ne peut en douter, rempli de bonnes intentions. De plus, il saisit toutes les occasions qui se présentent de faire le bien autour de lui. Mais on ne lui sait pas gré de tout cela : d'une part, on s'obstine à constater que ses bonnes intentions restent inefficaces parce que souvent elles sont inactives; d'autre part, on remarque malicieusement que les occasions de faire le bien qui se présentent d'elles-mêmes sont tout à fait rares, et que le clergé ne cherche guère à en susciter de nouvelles, ce qui exigerait la plupart du temps un bouleversement dans les routines auxquelles il se condamne.

Les gens, hélas ! ne considèrent pas davantage la suprême dignité du sacerdoce, le caractère sacré dont le prêtre est revêtu par le fait même de sa consécration au service de Dieu. Les gens sont évidemment aveugles et sots : ils ne veulent accorder d'estime au prêtre que dans la mesure de sa valeur personnelle, suivant qu'il se montre à la hauteur de sa suprême dignité et de son caractère sacré ; ils pensent, en un mot, que pour porter les reliques, on peut parfaitement rester quand même un sot animal, si l'on n'est pas un dieu.

Bien plus, les gens méconnaissent les réels et grands sacrifices dont la vie du prêtre se compose, et qu'il accepte jusqu'à sa mort en vue des âmes à qui il veut être utile. Loin de lui en savoir gré, le public moderne refuse de lever les yeux vers cette montagne de mérites, il en gratte le pied pour y découvrir de minuscules défauts.

Il est certain, pourtant, que si les esprits n'étaient pas envahis par les mille préjugés du monde, il y aurait lieu d'admirer ce phénomène, inexplicable autant que colossal, d'une caste entière de cent mille hommes, se recrutant sans défaillances, et se condamnant de propos délibéré à une existence ingrate : pourquoi ? pour l'amour de Dieu, ce principe abstrait auquel le monde ne croit plus ; pour l'amour des âmes, cette chimère que la science prétend réduire en fumée ; pour l'amour de la vie future et de la récompense éternelle, cette vieille conception démodée qui n'a jamais enrichi personne. Qui peut engager ces insensés à se priver pour toute leur vie des joies de la famille, à s'abstenir, comme leurs vœux les plus sacrés les y obligent, de la plus légère infraction aux exigences de ce perpétuel et austère célibat ? Qui peut les déterminer à accepter cette vie obscure au fond d'un presbytère de campagne où l'usage — le lamentable usage — les relègue loin de la société de leurs propres paroissiens ? Ou bien, cette existence sacrifiée dont l'activité dévorante sera dépensée toute au profit d'une misérable population de faubourg ? Qui les condamne à ces mesquines rétributions si disproportionnées à leur valeur, à leur science, à leur dévouement ? Rien ne leur était plus facile que de profiter de leur éducation distinguée, de leur instruction supérieure, pour entrer dans une de ces mille carrières mondaines où certainement ils auraient trouvé plus d'honneur et de profit. Pourquoi tous ces renoncements ? L'amour de Dieu, des âmes et du ciel ne serait-il pas tout autre chose qu'un vain pré-

texte ? N'y aurait-il pas là quelque réalité supérieure et sublime ? Un esprit sain et droit ne doit-il pas reconnaître la main de ce Dieu que le monde nie si étourdiment, l'influence de ces âmes dont la sympathie occulte et la vie intime sont pour les êtres sensuels une si déplorable énigme, enfin l'attrait de cette éternité future de bonheur, que l'on traite si légèrement en ensevelissant avec elle dans une imprudente insouciance l'éternité de châtimens promise à ceux qui mépriseront le bonheur ? En un mot, la seule existence du clergé n'est-elle pas une démonstration palpable de sa foi, et ne devrait-elle pas lui conquérir l'admiration et la docilité universelles ?

Assurément, si les hommes étaient clairvoyans et logiques. Au lieu de cela, voyez ce qui se passe. On épluche ce phénomène géant. L'humanité qui fourmille dans la plaine, vaquant à ses affaires et à ses plaisirs, ne se retourne vers la montagne que pour gratter les scories éboulées à son pied : et, sans vouloir lever les yeux pour s'apercevoir qu'au-dessus de sa tête il y a des sublimités dont l'ascension lui serait infiniment profitable, elle méprise ou maudit le clergé sur la foi de cet examen bas et superficiel.

L'homme est ainsi fait : il ne rend pas aisément justice aux grandes vertus, mais il se froisse volontiers des petits défauts. Il méconnaît les services importants qu'on veut lui rendre avec un dévouement sincère, mais il se rebute en face des imperfections que l'on apporte dans la manière de le servir : il crache sur la main qu'on lui tend lorsque cette main n'est pas faite à son goût.

Voilà pourquoi une critique, impartiale mais vivement conduite comme une escarmouche, de l'état moral auquel le clergé doit actuellement la disparition croissante de son influence, nous semblerait souverainement utile.

Mais nous en avons dit assez pour laisser comprendre que, si nous entreprenions cette tâche épineuse, ce ne serait nullement par une étroite préoccupation de dénigrement, par un esprit de critique hargneuse et mesquine contre les personnes ou les caractères, contre les formes ou les institutions. Toujours nous considérons comme beaucoup plus importante la discussion calme et philosophique des idées, à laquelle nous nous arrêtons pour le moment. Au reste, il ne faut pas songer à mêler des choses disparates. Ces deux sujets sont tout différents, très vastes l'un et l'autre.

Ce ne serait pas trop d'un autre volume pour étudier de plus près ce caractère bourgeois dont les catholiques font un juste reproche au clergé, pour en rechercher les multiples manifestations, pour en préciser les causes et pour en indiquer les remèdes.

Il faudrait enfin un troisième ouvrage pour indiquer au clergé ce qui manque à sa formation rationnelle, trop négligée jusqu'à présent.

Il nous suffira ici d'envisager les tendances d'esprit, qui, soit dans le clergé, soit parmi les catholiques militants, sont plus encore que les tendances de caractère la cause intime de l'état lamentable où nous venons de voir l'Église réduite en France.

Mais nous serons obligés de constater — et voilà la

réflexion à laquelle nous voulions en venir — que la responsabilité de l'infériorité transitoire où se trouve actuellement le clergé ne retombe pas sur lui, qu'il s'est trouvé entraîné à cette situation par une série de fatalités sociales : sa bonne volonté est hors de cause ; pour le relever et le replacer à son véritable rang, il faut s'attaquer aux choses elles-mêmes et chercher à modifier celles de ses idées qui l'entravent et l'embarassent sans qu'il ait encore pu s'en apercevoir.

Voilà pourquoi nous avons cru devoir nous étendre assez longuement sur cette question. Le lecteur ne tardera pas à juger combien le chapitre que nous venons de terminer était nécessaire pour préparer les considérations que nous allons aborder.

CHAPITRE IV

1^{er} CARACTÈRE DE L'ESPRIT NOUVEAU :

L'évolution des partis.

- § I. — M. Spuller a voulu recommander l'évolution du radicalisme vers l'Église.
- § II. — L'esprit nouveau doit comporter en retour une évolution de l'Église vers le monde.
- § III. — Nécessité absolue de cette évolution, qui ne serait pas une innovation.
- § IV. — Nous resterons ainsi parfaitement fidèles à l'esprit de N. S. Jésus-Christ.
- § V. — Raisons philosophiques de cette évolution.
- § VI. — Ses avantages pratiques.
- § VII. — Ses conséquences politiques.
- § VIII. — Vrai caractère de l'apostolat moderne, indiqué par l'exemple et le succès des clergés étrangers.
- § IX. — Exemple du même caractère en France : Cet exemple n'est pas souvent imité.

Nous sommes maintenant au point voulu pour juger sainement, croyons-nous, des multiples caractères que doit revêtir l'esprit nouveau.

Le public n'a généralement attaché à cette formule

qu'un sens unique. Le public n'est point compliqué : il se contente aisément d'une vue simple, il lui suffit d'une idée à la fois. Pour quiconque veut pénétrer le sens profond des choses, cette philosophie est trop élémentaire. Il faut creuser davantage, et aider le public à découvrir, dans ce qui l'intéresse, ce qu'il n'y voit pas, ce qui est pourtant le principal : le principe intime et directeur, entraînant par une force irrésistible des conséquences insoupçonnées. C'est en essayant de prévoir à l'avance ces conséquences par l'étude approfondie du principe, que l'on peut tirer parti des phénomènes les plus banals en apparence.

§ I. — *M. Spuller a voulu recommander l'évolution du radicalisme vers l'Église.*

Ce que le public a vu dans l'esprit nouveau, c'est naturellement ce qui sautait au yeux, ce qui était dans l'intention première, très simpliste elle-même, du ministre. En proclamant devant la Chambre la nécessité d'un esprit nouveau, il pensait uniquement à prier la gauche de se montrer un peu moins féroce envers la droite, et voilà tout, n'est-il pas vrai ?

Soit. Et si nous étendons cette invitation aux diverses opinions qui, sur tous les points de la France, sont représentées à la Chambre par les fractions plus ou moins voisines de ces deux camps opposés, nous obtenons l'un des trois caractères que doit comporter l'esprit nouveau.

Je me trompe : nous n'obtenons encore que la moitié de ce premier caractère. Puisque M. Spuller était alors ministre des cultes, son intention évidente était d'attirer la bonne volonté des membres de la gauche sur le respect, la justice et la bienveillance que la nation, trop longtemps tracassée, réclame en faveur des convictions religieuses et des exigences morales de l'immense majorité de ses membres.

Ceci doit être appelé, en termes non équivoques, une évolution du radicalisme vers l'Église.

Et certes, il était bien nécessaire d'affirmer officiellement l'urgence d'une pareille évolution. Depuis trop longtemps une minorité insolente et tyrannique violentait la conscience des catholiques et favorisait l'audace de leurs ennemis sous le prétexte trois fois hypocrite de liberté, d'égalité et de fraternité. Sans doute, il y avait à la tête de ce mouvement quelques hommes convaincus, quelques disciples, arriérés mais sincères, de Rousseau, de Proudhon et de Fourier, quelques philosophes véritablement persuadés de l'efficacité des principes révolutionnaires au sens outré du mot, aspirant de toute leur âme à la prospérité de la France et n'en voyant la réalisation possible que dans l'exécution des intentions de la Révolution « en bloc ». Il y avait, dans le voisinage de ce groupe intransigeant, de nombreux esprits moins hantés de rêveries idéales, mais croyant aussi, consciencieusement, à la mort définitive des traditions religieuses, regardant leur disparition totale comme un bienfait pour l'humanité, teuant la vieille morale pour surannée, décidés en consé-

quence à en débarrasser le progrès, prêts en un mot à alléger le genre humain de tout ce que leur conception abstraite de l'Homme pur leur montrait comme superflu désormais, encombrant et tyrannique. Voilà pourquoi ils pensaient, avec le plus grand sérieux, travailler au bien général, en poussant vigoureusement contre la masse du « troupeau inconscient » la cohorte résolue des « libérateurs ». Mais voici qu'après bientôt vingt années d'expérience, on s'est aperçu que cette merveilleuse découverte du génie moderne était une erreur, que la nation, comme le reste de l'humanité d'ailleurs, y était absolument réfractaire, bien plus, qu'elle en souffrait et que si cela continuait elle allait en périr.

Il était donc opportun de le dire bien haut, si haut que tous les échos de la France en résonnassent. Le moment était venu d'entamer avec ces magnanimes mais aveugles régénérateurs des pourparlers officiels, et de leur montrer simplement qu'ils avaient fait fausse route, en leur demandant s'ils voulaient continuer à opprimer le public sous prétexte de le porter à l'apogée du progrès. Plus de tracasseries de chapelles jalouses, plus de lois vexatoires pour les consciences, plus de disciplines draconiennes à l'égard des partisans trop froids des principes de 89. Un peu de tolérance, un peu d'équité, s'il vous plaît. La paix religieuse, l'observation bienveillante du Concordat, la répression des scandales de la presse, la lutte contre la corruption et l'impicité sectaires : voilà ce que réclame la conscience publique.

N'était-ce pas une obligation pour le vieux parti républicain, en retour de la franchise et du quasi-hérouïsme que les catholiques avaient mis dans leur adhésion à la forme républicaine, abandonnant pour toujours leurs aspirations irréalisables à la résurrection des monarchies disparues ? Oui, en vérité, cette évolution du radicalisme était nécessaire. La vieille formule : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » avait montré à la fois son injustice et son impuissance. Elle procédait d'une frayeur enfantine, elle créait une guerre civile permanente, elle consacrait l'abus de la force stupide contre le droit et le désir des masses, elle devait voir sa ridicule impétuosité de cyclone dévastateur échouer devant l'endurance inébranlable du roc catholique. Une fois de plus l'écume des flots devait passer sur l'Église sans même la souiller.

Voilà ce que le public a vu dans l'esprit nouveau. Et il n'a pas eu tort : c'était en effet un point capital. Au lieu de nous éterniser dans la pulvérisation de nos forces en luttes fratricides et stériles, il était urgent de concentrer toutes les activités nationales sur les intérêts vitaux du pays. Il n'est pas admissible qu'un parti entier s'emploie uniquement à vexer et à terroriser le reste de ses concitoyens. Nous avons autre chose à faire que de renouveler les discussions intestines des Guelfes et des Gibelins, qui ont préparé la décadence de l'Italie moderne. Laissez donc les catholiques à leur besogne quinze fois séculaire de travailler à la prospérité morale de la France, puisque vous avez prouvé que vous n'y entendez rien, et appliquez-vous assidûment à sa pros-

périté matérielle : on ne vous demande pas autre chose, mais on l'exige de vous, si toutefois ce n'est pas au-dessus de votre faculté ; car, jusqu'à présent, vous vous êtes montrés experts dans l'art de démolir, mais nous sommes curieux de voir comment vous saurez édifier.

Certes, il ne faut pas perdre de vue cette initiale et indispensable évolution, l'évolution du radicalisme vers l'Église dans la mesure où il est capable d'en approcher.

§ II. — *L'esprit nouveau doit comporter en retour une évolution de l'Église vers le monde.*

Mais par-delà ce premier résultat, qui seul a frappé les yeux du vulgaire, qui seul, croyons-nous même, était dans l'intention du ministre, l'esprit nouveau comporte et entraîne nécessairement un résultat analogue de la part des catholiques, une contre-partie qui doit en achever le premier caractère. Et ce second résultat, quel est-il ? C'est une évolution de l'Église vers le monde ¹, c'est une fusion intime des préoccupations religieuses avec les intérêts sensibles de la société, c'est une collaboration active des catholiques aux mille questions d'ordre purement temporel et matériel qui surgissent dans les temps actuels avec une complication toujours croissante et une urgence de jour en jour plus tyrannique.

Telle est la nouvelle nécessité que, sans avoir besoin

¹ V. l'Église et le Siècle, *op. cit.*

d'attendre les déclarations gouvernementales, les catholiques doivent être prêts à faire entrer de leur côté comme élément essentiel dans l'esprit nouveau.

Quelques-uns déjà, placés aux avant-postes, l'ont senti et l'on dit. Mais il est nécessaire de le répéter et de le proclamer bien haut, avec preuves à l'appui, parce que ni la masse des catholiques, ni même celle du clergé ne sont encore prêtes à le reconnaître.

Malgré le revirement qui semble s'accomplir actuellement du côté de l'Église, nous sommes bien obligés de constater que les peuples ne s'intéressent plus aux idées religieuses et morales avec le même respect absolu et la même idéale affection qu'autrefois. On accueillerait Dieu volontiers, parce qu'enfin il y a bien au fond de la conscience quelque chose qui vous y engage : mais ce ne sera plus qu'à la condition de trouver auprès de lui, à côté des satisfactions immatérielles et des secours spirituels, quelque chose de positif et de palpable qui vous aide un peu à vous tirer d'affaire en cette misérable existence, où le pain devient dur, le travail abrutissant et l'argent rare. On écouterait facilement le prêtre quand il vient vous dire que le bonheur, pour être vrai, sûr et total, dans la société moderne comme dans les âges disparus, se trouve uniquement en sa compagnie, dans la croyance de ses doctrines et dans l'observation de ses conseils : mais encore faudrait-il qu'il cessât de pontifier perpétuellement aux frais des contribuables, pour descendre un peu dans la vie pratique de ces mêmes contribuables, pour les aider, dans la mesure de son pouvoir, à les décharger un peu de leurs contribu-

tions, et pour rendre le travail plus stable et plus fructueux.

Que voulez-vous ? Les gens sont ainsi faits. On aura beau se récrier, se plaindre de voir le pur idéal disparu de la terre et la vie matérialisée par les exigences harcelantes d'un progrès illusoire : vous n'y pourrez rien, il faut accepter le monde tel qu'il est, et vous résigner à descendre un peu du ciel pour poser au moins un pied sur la terre. Il faut être pratique et vivre avec son temps.

Au reste, ce n'est point là une innovation. Les jeunes prêtres, en sortant du séminaire, se proposent principalement comme modèles les saints ermites de la Thébaïde, ou tout au plus les saints apôtres du moyen-âge, dont la vie et les vertus spéciales, les pratiques et les conseils un peu étranges ont été perpétuellement proposés à leur admirative émulation. Il leur manque généralement le sentiment vrai et saisissant des besoins réels de la société vivante et de la nécessité immédiate où ils seront de se mêler à toutes ses activités s'il veulent y exercer une influence. Aussi pourquoi leur a-t-on laissé ignorer la foule innombrable de ces autres saints disséminés à travers les siècles, sur tous les points de la chrétienté, saints non moins glorieux au ciel, non moins féconds sur la terre en œuvres de salut, et qui ont précisément conquis leur gloire et fécondé leur ministère en mêlant intimement aux vertus ascétiques, modérément imitées des primitifs solitaires, les qualités d'intelligence pratique et de laborieuse activité matérielle nécessaires pour procurer à leurs ouailles la prospérité

temporelle en même temps que la grâce préparatoire à l'éternité ?

§ III. — *Nécessité absolue de cette évolution, qui ne serait pas une innovation.*

Oui, ce second genre de saints forme une phalange nombreuse à travers les temps : et voilà pourquoi ce ne serait point innover dans l'Église, ce ne serait point abâtardir les antiques méthodes d'apostolat, ce ne serait point perdre de vue l'idéal évangélique, que de renouveler sous une forme moderne et adaptée au génie contemporain la simple tactique des moines qui ont tant contribué à la civilisation des Barbares par la double influence de leurs vertus et de leur travail. D'ailleurs, n'est-ce pas encore ainsi que se comportent les missionnaires parmi les sauvages ? Ils leur donnent l'exemple en même temps que le conseil des industries pratiques seules capables de créer la prospérité, ils leur apprennent à piocher la terre, à se construire des maisons, à se tisser des vêtements : et c'est par le moyen de la reconnaissance méritée de la sorte, qu'ils parviennent jusqu'à l'âme des indigènes et qu'ils lui font connaître le Dieu auteur et principe de toute vertu et de tout bonheur. Cette forme de la charité, qui fut celle de la primitive Église à l'époque des Barbares, doit redevenir certainement celle des temps modernes, à un moment où le monde recommence, où le peuple qui souffre et que l'on surexcite a besoin avant tout de pain et de justice, de satisfactions et de sécurité. Nous aurons beau

faire, nous ne regagnerons jamais sa confiance par le seuls attrait de notre antique religion. Pour parvenir à lui en faire comprendre la secrète bienfaisance et la nécessité toujours aussi indispensable, il nous faut reprendre la tactique des primitifs convertisseurs : entrer dans les intérêts matériels de la nation, prendre la tête des améliorations économiques, subvenir à toutes les nécessités nouvelles créées par le conflit des antagonismes autrefois inconnus, résoudre les antinomies sociales entre les diverses classes, moutrer qu'elles sont faites pour se compléter et non se dévorer, déterminer pratiquement la minorité des intellectuels et des riches à diriger avec désintéressement et activité les intérêts populaires.

A cet effet, il ne nous suffira point de pénétrer par quelques-uns de nos membres dans la gestion des affaires publiques. Ce n'est même là que la solution faible du problème. La nécessité forte et vraiment féconde qui s'impose pour le résoudre, c'est que chacun des catholiques, chacun de nos prêtres spécialement, dans sa localité inconnue, dans sa fonction obscure, s'ingénie en toute circonstance et se dévoue en mille manières à secourir l'ouvrier et le paysan, le commerçant et l'employé, le vagabond et l'abandonné, dans la rue, dans la mansarde, dans l'atelier, dans les champs, sur mer et au fond des mines, partout en un mot, au lieu de l'attendre tranquillement à l'église où ces gens ne viennent plus. Ainsi le prêtre moderne imitera le procédé qu'employèrent les moines pour convertir les Gaulois.

Ce n'est point ici le lieu de passer en revue les diffé-

rentes méthodes à l'aide desquelles on peut et l'on doit suivre dans la pratique cette ligne de conduite. Il nous suffit pour le moment d'en établir le principe et d'en montrer la nécessité. Qu'on le veuille ou non, ce système est aujourd'hui le seul qui nous permette de parvenir peu à peu jusqu'à l'âme populaire. Voyant que nous nous appliquons à défendre leurs intérêts sans aucun profit pour nous-mêmes, les gens comprendront aisément que nous sommes leurs meilleurs amis, ils seront portés à se confier à notre direction morale. Mais tant qu'ils nous verront rechercher exclusivement ou principalement la compagnie des puissants du jour, ils soupçonneront que nous avons entrepris la profession ecclésiastique pour y trouver un moyen plus commode de jouir paisiblement de l'existence ; il fuiront avec dégoût ou avec envie l'église qui est notre palais, notre collecteur d'argent : et bientôt ils y jeteront des bombes.

Au reste, nul ne sera tenté, lorsque nous entrerons résolument dans cette voie, d'y voir une simple tactique habilement calculée pendant quelques années d'hypocrisie pour nous permettre de ressaisir notre vieille influence. Tel doit être au contraire notre devoir dans tous les temps : et si nous l'avons oublié, nous ne faisons en nous y conformant de nouveau que remplir nos plus strictes obligations. Nous ne faisons qu'appliquer l'Évangile aux temps nouveaux, non pas en nous conformant à l'étroite observance de la lettre qui tue, mais en adaptant aux exigences modernes l'esprit qui vivifie.

§ IV. — *Nous resterons ainsi parfaitement fidèles à l'esprit de N. S. Jésus-Christ.*

Quel est en effet l'esprit évangélique, et principalement l'esprit inspiré par Jésus-Christ à ses Apôtres ? Cet esprit consiste à se dévouer, à donner et à se donner, pour parvenir, n'importe par quels procédés, à sauver les âmes.

Le divin Maître, avec cette admirable intuition des besoins de la société de son temps, avait donné deux préceptes principaux à ses disciples : prêcher et faire l'aumône. C'est qu'en effet, tels étaient les deux seuls moyen d'action et de bienfaisance applicables aux sociétés orientales et au monde romain : il suffit de connaître scientifiquement le caractère propre des races à formation communautaire et patriarcale, pour le comprendre encore aujourd'hui. Jésus-Christ, doué d'une science divine, et les Apôtres, étudiant d'un regard scrutateur et pratique cette humanité qu'ils étaient chargés de transformer moralement, ne s'y trompèrent pas, ils allèrent droit au but : et l'Évangile régénéra le monde par le double ministère de la parole et de la charité sous forme d'aumône et de propriété commune.

Mais aujourd'hui, les conditions se trouvent changées du tout au tout. Loin de trouver sa perfection dans la forme communautaire, comme l'imaginent, d'accord avec les socialistes, certains esprits superficiels, la société ne peut se relever, au moral et au physique,

que par la poursuite ardente de tout progrès suivant les indications de l'intérêt individuel, sous l'impulsion de l'initiative privée. Il suffit d'être quelque peu au courant des études sociales vraiment scientifiques, pour se rendre compte de cette nécessité nouvelle ¹ Réserver la reconstitution de la primitive organisation chrétienne sur le type communautaire et patriarcal est donc un formidable anachronisme, une dangereuse illusion.

Il s'ensuit que les deux principales formes d'évangélisation qui étaient alors en rapport précis et parfait avec les conditions de la vie, sont devenues radicalement insuffisantes. La prédication et l'aumône, sans doute, demeurent et demeureront perpétuellement nécessaires, fécondes : mais elles sont loin de satisfaire comme autrefois à tous les besoins ; elles ne remplissent plus qu'un office secondaire ; il faut quelque chose de nouveau, de plus complexe, de plus fort, pour suppléer à leur impuissance en face des nécessités également nouvelles, plus compliquées et plus formidables. La preuve en est, que ces deux anciens moyens d'action apostolique n'ont jamais été plus développés que de nos jours : jamais les catholiques et le clergé n'ont tant parlé ni donné plus généreusement que dans le siècle présent ; et cependant ce siècle où nous sommes encore est celui qui a combattu la religion avec le plus de fureur, celui qui s'en est éloigné avec le plus d'ensem-

¹ Développement et preuve de cette idée, plus loin, ch. V et ch. VII.

ble. Le résultat est donc diamétralement opposé à l'accroissement de l'effort. Il en ressort clairement que l'effort ne doit plus simplement s'exercer suivant les deux principes traditionnels ; il faut aujourd'hui autre chose que des paroles et de l'or.

Voilà ce que les catholiques n'ont pas encore compris. Sous prétexte de demeurer fidèles aux préceptes du Sauveur, qui leur enjoint seulement de prêcher et de faire l'aumône, ils restent asservis à la lettre mortelle de son enseignement, sans entrer dans l'esprit vivificateur qui l'inspira. Ils ne peuvent s'imaginer que si Jésus-Christ vivait actuellement, entre le xix^e et xx^e siècle, son premier soin serait d'entrer dans l'intelligence pratique des besoins nouveaux de ce monde transformé par l'industrie et par la liberté civile, et de prescrire à ses disciples vingt autres moyens plus efficaces d'évangéliser les foules. Je suis sûr même que beaucoup parmi ces excellentes gens considéreront comme hérétique la proposition que je viens de formuler. Ils prétenderont que ce langage infirme la divinité du Christ ; ils déclareront que, son intelligence parfaite embrassant d'un seul regard tous les temps et tous les lieux, nous devons toujours nous en tenir à ses indications sans vouloir les compléter par les inventions de notre courte sagesse. Et ainsi ces malheureux ne s'apercevront point qu'ils restent esclaves de la lettre, sans comprendre l'esprit ; que, du même coup, ils tombent sous l'anathème de Jésus lui-même, lorsqu'il a dit : « La lettre tue et l'esprit vivifie. » Le Sauveur, ayant voulu cacher sa divinité sous l'humana-

nité, a parlé et agi en tant qu'homme, en se servant d'une intelligence qui, pour manifester fréquemment sa supériorité divine par ses éclairs et ses intuitions, n'en était pas moins soumise aux lois de la conception humaine et naturelle. Par suite, il n'a voulu laisser apercevoir ce qu'il savait des sociétés humaines que dans la proportion et la modalité de ce qu'en pouvaient connaître les plus éclairés de ses contemporains. De là ce double précepte, si conforme aux besoins des sociétés communautaires : prêchez et faites l'aumône, parlez du royaume de Dieu et donnez à vos frères indigents. Mais s'il avait vécu de nos jours, il aurait vu que cela ne suffit pas à des gens que préoccupe avant tout la nécessité d'un travail intense et le souci d'une vie matérielle impitoyable.

§ V. — *Raisons philosophiques de cette évolution.*

L'homme moderne n'est plus en effet, comme l'homme d'autrefois, et surtout comme l'Oriental, indolemment porté à travers une existence où peu de labeur suffit pour lui assurer le pain quotidien ; il ne se sent plus tourmenté par ce besoin de l'infini, ce goût du mystérieux, cette soif de la vertu et de la perfection, que développe aisément l'oisiveté dans le régime patriarcal : il est au contraire aux prises avec la nécessité empoignante de lutter sans trêve pour vivre plus ou moins péniblement ; et pour l'intellectuel et le riche qui aspirent à juste titre à se faire une belle

situation, aussi bien que pour l'ouvrier et le paysan qui songent simplement à mettre du pain sous la dent de leur famille, l'entraînement des affaires, l'absorption du temps et des énergies par le travail sont un obstacle naturel, invincible, aux douces et longues méditations que peut faire naître la parole d'un apôtre.

D'autre part, celui qui, écrasé dans ce combat, se trouve réduit à la misère, n'a pas seulement besoin que l'aumône transitoire du plus heureux vienne le soutenir dans sa honte et son désespoir : il sent bien plutôt la nécessité d'un relèvement physique et moral.

D'ailleurs, celui qui possède, se voyant perpétuellement sollicité à engouffrer ses économies dans cette improductive assistance dont l'effet le plus clair est de multiplier les solliciteurs au lieu de les réhabiliter, finit par se fatiguer malgré toute sa bonne volonté : et le moment vient où la charité, n'en pouvant plus, disparaîtra comme tant d'autres belles choses.

L'apôtre moderne a donc mieux à faire que de dissiper ses forces dans ce double ministère exclusif, où les résultats ne peuvent plus être en rapport avec le bon vouloir. Il lui faut entrer résolument, sans abandonner celle-là, dans une voie parallèle que Notre Seigneur lui-même s'empresserait de lui montrer s'il n'avait voulu laisser à la raison et à l'initiative de ses successeurs à travers les âges le soin de développer l'esprit de son enseignement en inaugurant successivement les diverses applications de ses principes.

§ VI. — *Avantages pratiques.*

Cette voie nouvelle consiste à entrer activement dans la vie sociale, à prendre en main les intérêts matériels dont la prospérité est aujourd'hui, par une nécessité inévitable, la préoccupation dominante de tous les esprits. Tel est le seul moyen de conquérir la confiance publique, que nous avons perdue. Tant que nous resterons hors de cette voie, les gens ne consentiront point à nous suivre à l'église. Ils penseront que ce ne peut être pour leurs véritables intérêts que nous les invitons à y entrer, puisque nous manifestons un dédain si complet pour ce qu'ils considèrent, de leur côté, comme leur premier et unique intérêt : le travail et la subsistance, les affaires et la prospérité matérielle. Ils seront donc convaincus que nous visons notre propre satisfaction, que nous cherchons à dominer les consciences et à faire pleuvoir l'argent dans notre escarcelle. Du jour où nous aurons su leur prouver, au contraire, que nous sommes les plus actifs et les plus intelligents ouvriers de leur bonheur temporel, ils aimeront à nous croire lorsque nous leur affirmons l'importance supérieure du bonheur éternel ; l'Eglise redeviendra pour eux ce qu'elle était pour les Barbares, transformés, sous l'impulsion des Bénédictins, en heureux et prospères agriculteurs.

Oui, c'est bien là rester fidèle aux prescriptions du Sauveur. Que s'est-il proposé, en définitive ? Il s'est

proposé de répandre dans ses disciples l'esprit de dévouement. Et en quoi consiste le dévouement, sinon à se donner à quiconque a besoin de secours? Mais il peut exister vingt manières de se donner, suivant les nécessités accidentelles des temps et des personnes. A nous de choisir celle qui convient le mieux à notre époque et à nos contemporains.

Or, nous pouvons en être sûrs, en servant avec assiduité, avec une activité sans découragement, avec une intelligence appliquée, les intérêts pratiques des classes laborieuses, nous exercerons un dévouement aussi méritoire, aussi agréable à Dieu que le dévouement de la Sœur de charité soignant les infirmes : les travailleurs opprimés sous le faix de la vie ne sont-ils pas aussi les membres souffrants de Jésus-Christ? Inutile d'aller nous enfermer dans un cloître pour nous donner entièrement au service de Dieu : nous donner, nous donner généreusement, sans réserve, en sacrifice plein et fécond, cela nous est aussi facile dans n'importe quelle situation séculière, il suffit de nous vouer à l'assistance du peuple par le travail et non plus par l'aumône.

§ VII. — *Conséquences politiques.*

Outre les satisfactions intimes dont nous comblerait cet apostolat d'un nouveau genre, il est aisé de prévoir les immenses avantages que le catholicisme en recueillerait dans l'ensemble de la nation. Sans cesse nous nous extasions devant la perversion politique de nos popula-

tions les plus chrétiennes, dont un grand nombre choisissent comme représentants les adversaires de leurs opinions conservatrices et religieuses. Nous attribuons cette contradiction à je ne sais quelle perturbation du sens moral et du simple bon sens, qu'engendre le système du suffrage universel. Nous ne pouvons expliquer autrement comment ces braves paysans, que nous avons préparés aux élections par une mission à grand succès, et que nous avons vus communier à l'église quinze jours auparavant, choisissent comme député notre ennemi avéré, le radical et le franc-maçon. Et nous ne réfléchissons pas que la faute en est à notre conduite apathique et aveugle, à notre indifférence pour la prospérité de nos paroissiens. En excellents logiciens, ils réfléchissent que, ne comprenant rien à ce qui fait leur vie pratique, nous ne serions pas capables de bien gérer les affaires publiques, lesquelles pour être plus considérables sont toujours des affaires. Arrive le petit avocat, doué en ces matières d'une faconde incomparablement supérieure à la nôtre. Il lui suffit d'ouvrir les lèvres pour démontrer qu'il représentera bien mieux, à la Chambre, les intérêts du pays : puisque le curé n'y entend rien, qu'on le laisse à son église. Voilà comment nous nous sommes fait claquemurer dans notre sacristie. Il est encore temps d'en sortir. Le pouvoir politique, par notre élection, ou du moins par celle de notre candidat, sera la première récompense du dévouement que nous aurons témoigné en nous donnant aux œuvres sociales et à la prospérité populaire.

§ VIII. — *Vrai caractère de l'apostolat moderne indiqué par l'exemple et le succès des clergés étrangers.*

On voit ainsi qu'il y a pour le prêtre deux manières toutes différentes de se mêler au monde : l'une est égoïste et consiste à rechercher, spécialement dans la compagnie des classes riches, nos aises et nos satisfactions. C'est de la sorte que nous devenons de simples bourgeois, stériles et méprisables. L'autre est généreuse, féconde, vraiment divine et évangélique : elle consiste à nous consacrer laborieusement à la prospérité publique, à celle des pauvres gens qui nous entourent, afin de pénétrer peu à peu jusqu'à leurs âmes.

Lorsque, portant enfin nos regards par-delà le cercle étroit de nos chères routines, et cessant de nous considérer vaniteusement comme la première église du monde, nous aurons consenti à comprendre le siècle où nous vivons et à étudier ce qui se passe autour de nous, facilement nous constaterons que le succès de l'apostolat dans les sociétés modernes, tient beaucoup moins à la sainteté mystique appelée ascétisme qu'à l'activité intelligente et infatigable, à la connaissance approfondie du monde nouveau, dirigeant les méthodes pratiques capables d'atteindre les gens et de nous concilier leur confiance afin de parvenir à leur inculquer notre foi et leur faire admettre notre morale.

La conduite et le succès du clergé américain sont particulièrement instructifs à cet égard. Avec une somme moyenne de vertu et de sainteté qui ne le cède en rien à

celle dont nous sommes à juste titre si fiers, les prêtres catholiques ont su développer en eux au contact de la société des États-Unis — laquelle sera, qu'on le veuille ou non, le type des sociétés de l'avenir, — une foule de qualités d'action et de procédés pratiques pour lesquels nous n'éprouvons habituellement qu'une sainte horreur, par suite de l'aveuglement où nous plonge notre vicille et fausse manière d'entendre la sainteté. La sainteté, à leurs yeux, consiste à se dépenser corps et âme, nuit et jour, par tous les moyens, dans tous les lieux, envers toute sorte de personnes, à propos de toutes les circonstances imaginables, pour prouver aux gens que l'on s'intéresse d'abord à leurs affaires et à leurs besoins matériels, afin d'arriver ainsi petit à petit à leur faire partager l'intérêt que l'on porte surtout à leurs âmes. Tout ce mouvement, naturellement, est appuyé secrètement sur les secours mystiques dont un bon prêtre ne doit jamais perdre de vue la nécessité s'il veut obtenir de Dieu la grâce seule capable de féconder ses efforts. Non moins évidemment, cette action extérieure et humaine doit se compléter par la mise en œuvre des divers moyens que met à notre disposition le ministère religieux : prédications et retraites, exercice de la charité et administration des Sacrements. Il n'en est pas moins vrai que, dans la pratique courante de la vie, notre conduite vis-à-vis du public est aussi efficace à nous mériter la défiance et l'hostilité, ou tout au moins l'indifférence, que celle du clergé américain est, par la force des choses, propre à lui attirer l'estime, la sympathie, l'attachement et la fidélité.

Ne cherchons pas un prétexte à d'illusoires et paresseuses justifications, en prétendant que nos vieilles sociétés sont beaucoup plus difficiles à saisir et à réformer, qu'elles sont trop perverties par l'action séculaire de l'irréligion, et irréductiblement entraînées dans un abîme de corruption. On ne saurait dire si à ce point de vue l'avantage est pour nous ou pour les États-Unis. Nul n'ignore que la population immigrante de l'Amérique n'est pas toujours recrutée parmi ce que le vieux monde possédait de meilleur. De plus, l'Église catholique, en ce pays, a pour principaux adhérents des Irlandais, des Français, des Espagnols et des Italiens, qui sont tous gens désorganisés et fort difficiles à enrégimenter dans l'armée du bien. Enfin, depuis le début de l'organisation coloniale jusqu'à ces dernières années, il a toujours régné parmi les Protestants, à plus forte raison parmi les incrédules de ces aimables contrées, une hostilité des plus haineuses à l'endroit du catholicisme, hostilité compliquée des préjugés souvent les plus absurdes, parfois les plus infâmes. On voit donc qu'à tout prendre les Français sont un peu moins inabordables.

Mais au lieu de se plonger dans le système des silencieuses prudences, au lieu de passer leur temps à verser des larmes au pied de l'autel — ce qui serait excellent, mais ce qu'à vrai dire nous pratiquons peu — les prêtres américains se sont mis à l'œuvre avec le caractère propre de leur race, qui ne recule jamais devant une montagne, et que vingt échecs successifs ne peuvent déterminer à se croiser les bras. Journallement,

à chaque heure, sans perdre une minute à jouer aux cartes, ou à se prélasser chez les grands seigneurs et les milliardaires, ils ont essayé de se fondre avec la population, de lui montrer qu'ils s'entendaient parfaitement à ses affaires et qu'ils pouvaient lui rendre service. A la campagne, ils causent sans cesse avec le cultivateur, se montrent experts en agriculture, indiquent les bonnes méthodes et trouvent des débouchés avantageux. Avec l'ouvrier, ils font preuve d'intelligence industrielle et commerciale, prennent part aux délibérations publiques sur l'établissement d'un tramway électrique ou l'assainissement des égouts. Envers tous, ils montrent le plus grand intérêt pour la prospérité de la famille, le confortable des logements et de toutes les conditions pratiques de la vie ; ils s'informent des enfants, connaissent tous leurs paroissiens par leurs noms et qualités, les traitent publiquement et en particulier comme des amis, et prouvent qu'ils savent se dévouer pour chaque individu aussi bien que pour l'abstraction de la paroisse. Bref, ils montrent de l'intelligence et du cœur, de la volonté aussi, car on sait ce qu'ils veulent. Ils cherchent à se mettre à la tête de toutes les initiatives, organisent des corporations et des syndicats, dans une mesure telle que ces mille activités sont pour eux la vie quotidienne, tandis que pour nous c'est un phénomène rare, qui nous en fait regarder l'auteur comme un apôtre ou un excentrique. Au reste, c'est une misérable défaite, que d'alléguer la différence considérable des races, comme le font trop souvent les catholiques français lorsqu'on les invite à imiter leurs frères

d'Amérique. S'ils ne veulent s'inspirer que des races européennes, ils ont à leurs portes l'exemple du centre allemand, celui du parti catholique belge, dont nous pourrions dire exactement ce que nous avons dit des Américains. Nulle excuse n'est valable, quand c'est au fond la veulerie et la lâcheté qui seules nous arrêtent.

§ IX. — *Exemple du même caractère dans le clergé français : cet exemple n'est pas souvent imité.*

Mais ne calomnions pas trop notre clergé français. Il n'est pas encore tout sorti de la chrysalide : du moins il commence, et il a de quoi mener à bien sa métamorphose. Si l'Amérique a ses Gibbons et ses Ireland, nous avons nos petits lutteurs à côté de nos Lavigerie.

« Certes, disait fort justement le journal des Débats au moment de la mort de ce grand athlète, certes le Primat d'Afrique, avec sa face virile, ses allures dégagées et conquérantes, la chaude rudesse de sa généreuse parole, était fait pour déconcerter ceux qui croient que les hommes d'Église sont condamnés, par nécessité d'état, à garder irrémédiablement une mine confite, une parole douceuse, des façons circonspectes et des timidités de sacristie. Il n'y avait rien de tout cela chez l'illustre cardinal, rien non plus du chanoine placide qui s'endort béatement dans sa stalle, aussi loin que possible du bruit du siècle et des affaires de ce monde. Monseigneur Lavigerie a traversé la vie d'un pas allègre et décidé, l'œil ouvert sur les hommes et sur les choses, l'esprit occupé par toutes les misères

politiques et sociales auxquelles tout homme de cœur doit tâcher de porter remède... Visiblement il dirigeait toute l'énergie dont débordait sa puissante nature vers deux buts bien déterminés : résoudre l'antinomie longtemps irréductible qui divise douloureusement le cœur des prêtres français, en réconciliant la France avec le Saint-Siège, la République avec la Catholicité ; ensuite, maintenir l'Église dans son rôle primitif et nécessaire, qui est d'empêcher les iniquités sociales, de s'interposer pacifiquement entre les forts et les faibles, de s'opposer à l'aliénation de la liberté humaine et de prendre en main la cause des faibles et des opprimés. »

Plût au ciel que le clergé ne se contentât point d'accorder à ce grand et tout moderne caractère une estime admirative, pleine de réserves inavouées, peut-être même inconscientes ! Il n'est pas un membre du clergé, séculier ou régulier, qui ne dût adopter cette ligne de conduite jusque dans les affaires qui le concernent personnellement, afin d'être prêt à se lever hardiment, en dépit de toutes les prudences humaines, non seulement contre les grandes iniquités législatives et sociales, mais contre les empiètements et les tracasseries des plus petites municipalités de village : telle devrait être aujourd'hui l'une des véritables manifestations de l'esprit apostolique, l'une des manières efficaces de remplir notre mission évangélique envers les peuples affamés de justice.

Le clergé français, dans son ensemble, ne paraît pas cependant avoir encore compris ces nécessités nouvelles. Il forme un corps d'excellents administrateurs,

et de bon bourgeois un peu mystiques, tout ce qu'il y a de plus honnête dans la bourgeoisie : Mais nos prêtres ne manifestent pas jusqu'à présent d'autres qualités. Demandez-leur autre chose que de remplir leur rôle de fonctionnaires ecclésiastiques, fonctionnaires sages et éclairés, doux et fermes, assidus et dévoués, je vous l'accorde : vous leur demanderez plus qu'ils ne savent faire. Jetez-les un peu au milieu de la vie réelle, fiévreuse et violente, du peuple dont ils ont la charge spirituelle ; mettez-les en face de la mauvaise presse qui infecte les cités et les provinces jusqu'aux moindres villages ; engagez-les à lutter contre la dissolution qui envahit jusqu'aux bourgades ; étudiez leur maintien en face des anarchistes, qui ne tarderont guère à bombarder aussi leurs églises : les voilà aux abois, ils ne savent plus où donner de la tête, le moindre curé assiège son évêque, qui n'en peut mais et lui répond : Tirez-vous de là comme vous pourrez, mais surtout ne me faites pas d'affaires ! C'est la désorganisation et l'impuissance, dès qu'une paille vient se glisser dans l'engrenage traditionnel. Nos hommes n'ont pas de front pour la lutte, ou s'ils en ont il n'y a pas de cervelle dedans, il n'y a que la force brutale du crâne, qui tape en aveugle et accumule les bêtises.

Il y a donc une évolution nettement caractérisée qui s'impose au parti catholique en faveur des intérêts vitaux de la nation, comme contre-partie à l'évolution de nos ennemis en faveur de nos libertés.

C'est ainsi que doit se compléter le premier caractère de l'esprit nouveau.

CHAPITRE V

DEUXIÈME CARACTÈRE DE L'ESPRIT NOUVEAU :

L'action.

- § I. — Nouvelles tendances de l'esprit français à l'activité.
- § II. — Lutte contre ceux qui consacrent leur activité à la ruine publique.
- § III. — Il est plus important d'encourager ceux qui consacrent leur activité à la prospérité publique.
- § IV. — Le clergé est excusable de ne l'avoir pas encore compris.
- § V. — La nécessité de changer de tactique n'en est pas moins évidente.
- § VI. — Plus d'excuses : nous n'avons qu'à suivre le mouvement donné et à nous associer aux œuvres déjà existantes.
- § VII. — Justification des idées antérieures : il faut allier la douceur et le calme à l'action énergique.
- § VIII. — Résultats prodigieux qu'obtiendrait l'action simultanée de tous les honnêtes gens.
- § IX. — Modification dans l'esprit de l'enseignement à cet égard.
- § X. — L'avenir est aux hommes d'action.
- § XI. — Application de ces principes à l'action morale et religieuse.
- § XII. — Prestige et récompense des hommes d'action.
- § XIII. — Différence entre les hommes actifs et les pusillanimes.

Nous touchons ici à des questions qui, pour n'avoir point sans doute été prévues comme les précédentes, n'en rentrent pas moins dans la compréhension de la formule.

Car depuis longtemps les gens de bien se sont aperçus de la nécessité d'infuser dans les membres paralysés de nos indolents et égoïstes contemporains, cette qualité, qui disparaissait, hélas ! de notre race un peu vieillotte : l'énergie, l'esprit d'activité, l'application laborieuse au travail sérieux.

Sans aucun doute, si un esprit nouveau doit souffler sur la France, il comportera comme second caractère de pousser vigoureusement à l'action.

§ I. — *Nouvelles tendances de l'esprit français à l'activité.*

Dans le public, on en sent vaguement la nécessité. De divers côtés nous pouvons observer une velléité d'activité physique et mentale, qui fait plaisir. Quelle est la signification de cette invasion subite des sports, de cette imitation fiévreuse de nos voisins les Anglo-Saxons, les gens les plus actifs du monde, si ce n'est, parmi le monde élégant, une sorte de snobisme nouveau tirant peu à conséquence comme tout ce qui se produit dans ce vain milieu, mais enfin dénonçant, jusque dans les sphères les plus inaccessibles au mouvement social, le besoin de vie et d'énergie qui tourmente la nation ?

Heureusement, le public sérieux entre dans cette

même voie d'une façon plus raisonnable et plus fructueuse. Plutôt, il ne fait encore que sentir la nécessité d'y entrer, mais c'est déjà quelque chose. Ainsi, vexé de voir que la politique ne l'a conduit à rien, commence-t-il à se douter qu'en effet la politique n'aboutit généralement pas à grand chose, et à se tourner de préférence vers les intérêts pratiques.

A ses représentants habitués aux stériles coteries de la Chambre, il crie : « Laissez donc enfin vos querelles de parti, et occupez-vous des affaires. » Un certain nombre de bons esprits réclame une révision de la Constitution tendant à éloigner définitivement les politiciens de la politique, pour établir la « représentation professionnelle », chaque groupe d'activité sociale choisissant un délégué compétent pour soutenir ses intérêts auprès du gouvernement et les débattre de concert avec les intérêts différents.

Quelles que soient la valeur et l'issue de ces idées, elles nous paraissent tout au moins un signe excellent, elles dénoncent manifestement un esprit nouveau, plus heureux que l'ancien. La France en a par-dessus les yeux des beaux parleurs comme des sectaires ; elle ne veut plus s'épuiser inutilement en logomachies acrimonieuses ou en rêveries utopiques : elle exige que tous les gens capables tournent leur savoir-faire à s'occuper activement et pertinemment de ses intérêts. Le règne des compétitions et des guerres civiles verbales ou législatives est passé ; grâce à Dieu, le monopole des grandes théories politiques l'est aussi : faisons bien marcher la fortune publique et privée, l'agriculture, le

commerce et l'industrie, nos colonies et nos intérêts internationaux, voilà le désir universel.

Et ceci est entrevu par tous ceux qui ne sont plus des rêveurs sur le sol de la patrie. Si quelques-uns ont entrepris d'y propager l'esprit nouveau, leur deuxième devoir est de montrer que cette tendance en fait essentiellement partie, et de pousser activement l'opinion dans cette voie où elle semble avoir instinctivement posé le premier pied.

§ II. — *Lutte contre ceux qui consacrent leur activité à la ruine publique.*

Comme en tout ordre d'idée, à côté de cette thèse, il y a ici l'antithèse. A côté de ceux qui veulent consacrer leur activité à la prospérité publique, il y a ceux qui en dépensent une somme souvent plus considérable à la ruine publique. Naturellement, l'esprit nouveau consistera à lutter énergiquement contre ceux-là.

Et c'est encore un point de vue qui rentre dans les préoccupations générales, depuis plus longtemps que le point de vue précédent, parce qu'il est plus saisissant par les inconvénients contre lesquels il essaye de lutter. « Plus d'exploiteurs ! », voilà, semble-t-il, le mot dans lequel on pourrait résumer la question. Plus d'agiateurs ni de capitalistes aux fortunes mal acquises. Plus de lanceurs d'affaires véreuses, plus d'accapareurs, plus de rentiers jouissant de revenus énormes

sans en faire bénéficier le travail. Plus de ces antimonies monstrueuses entre la misère d'en bas et l'infâme luxe d'en haut !... A merveille. Nous devons l'avouer, c'est ici une exception — la seule —, au principe que nous avons posé plus haut, lorsque nous constatons la nécessité d'abandonner les polémiques de personnes pour s'en tenir à la discussion des idées. Certes il faut encore discuter l'idée, refaire, dans une mesure équitable, la critique du capital de Karl Marx ; mais, nous le reconnaissons, on se trouve alors en face d'individualités qui ne méritent aucun ménagement. Tout exploiteur — je ne dis pas tout capitaliste — est un chancre : le dénoncer, le pourfendre, le faire dégorger, est une œuvre de justice et de pitié nationale. Nous ne pouvons donc qu'applaudir à la campagne courageuse menée par des organes tels que la *Libre Parole* et par la vaillante école de M. Drumont. Pousser hardiment l'épée dans les reins aux panamistes et aux chéquards aux agioteurs cosmopolites et à toute la vermine financière qui nous envahit, c'est parfaitement entrer dans l'esprit nouveau.

§ III. — *Il est plus important d'encourager ceux qui consacrent leur activité à la prospérité publique.*

Jamais nous ne chercherons à nous plaindre de ce mouvement : nous sommes prêts à le soutenir de tout notre pouvoir. Nous disons seulement que cela ne suffit pas : ce n'est même qu'un facteur assez restreint

de notre régénération totale. Nous aurons bientôt à nous expliquer sur ce sujet.

Tout ce que nous devons retenir pour le moment, c'est que l'on ne saurait trop se louer de l'activité réclamée par tous les honnêtes gens en faveur des affaires pratiques et des intérêts positifs. Que l'on s'en occupe comme membre du gouvernement, comme autorité sociale grâce aux avantages que vous confère un grand nom et une belle fortune, comme patron d'atelier industriel ou agricole, comme simple particulier travaillant de tout son pouvoir à sa propre prospérité, plutôt que d'aller grossir le nombre des fonctionnaires et des pensionnés de l'Etat, peu importe : d'une manière ou de l'autre, il faut entrer dans l'activité énergique selon ses moyens. L'action, toujours l'action. L'avenir et le succès sont aux hommes d'action, comme ils étaient jusqu'à présent aux avocats. Les organisateurs du travail sont considérés comme nos sauveurs, à plus juste titre que ne l'étaient autrefois les organisateurs de partis. On ne parle plus de clubs, mais de syndicats. Il ne s'agit plus de trouver une constitution parfaite, mais un bon régime économique. Les préoccupations de programme politique sont démodées, tout le monde réclame un programme social. Bref, on commence à comprendre qu'il vaut mieux bien faire que bien dire, et qu'une bonne affaire est préférable à une belle idée, quand il s'agit de la prospérité publique.

Cette évolution dans l'ordre des intérêts matériels, les catholiques et le clergé semblent décidés à l'imiter,

de leur côté, dans l'ordre des intérêts moraux et religieux.

Félicitons-nous en. Cette tendance est bonne. Bien dirigée, elle doit devenir fructueuse.

§ IV. — *Le clergé est excusable de ne l'avoir pas encore compris.*

Nous ne pouvons que nous attrister de la voir encore si peu développée dans le clergé. Seules quelques initiatives éparses se sont lancées dans cette voie. La masse reste encore inerte sous leur impulsion. Le clergé rural presque entier considère ces tentatives comme des innovations bruyantes et stériles. Une bonne partie du clergé urbain demeure également réfractaire et sceptique.

A vrai dire, cette disposition générale du clergé ne doit pas trop nous étonner : et c'est ici qu'il importe au plus haut point de savoir excuser les personnes tout en s'élevant contre les idées, car en vérité si l'attitude indolente et passive du clergé est déplorable, ses bonnes intentions sont hors de cause, et il n'était pas possible qu'il comprit plus rapidement la situation.

Les nécessités nouvelles dont nous parlons sont en effet une surprise. Le sentiment de leur apparition ne date, en somme, que de quelques années : il n'est pas étonnant que la claire vue n'ait pas encore eu le temps de s'en propager. Il y a quelques semaines nous cautions familièrement avec un vénérable curé d'une pa-

roisse urbaine considérable, où il venait d'être promu après un assez long séjour dans un faubourg rural. Cet excellent homme, esprit très distingué, prêtre modèle rempli de zèle, d'un caractère universellement estimé, répondait ainsi à nos juvéniles aspirations vers une organisation plus active et plus moderne du ministère sacerdotal : — Mais enfin, pourquoi nous fatiguer avec toutes ces innovations ? Certes, je suis loin d'en méconnaître la raison d'être, je comprends très bien que la nouvelle génération cléricale s'y consacre avec ardeur. Seulement, ne venez pas nous en parler, à nous qui touchons encore à un âge disparu. Voyez-vous, cela est tellement disparate et discordant avec nos idées traditionnelles, cela nous jette tellement dans un monde inconnu et bizarre, que nous ne pourrons jamais nous y accommoder. Nous aussi, de notre temps, nous étions dévorés de cet beau feu de zèle régénérateur, mais nous en dirigions la flamme d'une manière toute différente, en développant tout simplement notre vieux système paroissial, sans nous imaginer qu'autre chose pût devenir nécessaire. Il avait raison, ce vénérable et saint prêtre. Sans être un vieillard, il avait été formé, il avait exercé tout son ministère dans un ordre d'idées trop différent. Les quinze ou vingt années d'activité qui lui sont encore réservées ne pourront le modifier. Il représente la masse du clergé actuel, qui s'évertue naturellement à élever les nouvelles couches sacerdotales dans les mêmes dispositions, les croyant les meilleures. La fatalité des circonstances en est seule responsable.

§ V. — *La nécessité de changer de tactique n'en est pas moins évidente.*

A la campagne comme à la ville, le prêtre sent pourtant bien que toute influence lui échappe. Entre ses mains chargées de les soutenir, il sent glisser irrévocablement les âmes, les unes atablées le plus gaiement possible au banquet de la vie, les autres affaissées sous le poids de l'iniquité autant que de la misère, les unes se desséchant de scepticisme, les autres crevant de blasphème.

Il en gémit du fond de son cœur ; et le ciel reçoit l'exhalation de ses soupirs quotidiennement inefficaces ; et les lamentations sacerdotales remplissent sacristies et presbytères sans le moindre écho dans la rue. Personne, en définitive, ne sait où donner de la tête.

Oui, cette situation est positivement lamentable. Mais les lamentations ne servent à rien. Il serait plus pratique d'imiter avec énergie et sur tous les points de la France à la fois, l'activité des quelques prêtres doués d'initiative, qui essayent du moins de faire quelque chose.

Leurs tentatives sont-elles parfaitement conformes aux besoins réels ? C'est ce que nous aurons bientôt à examiner. Nous devons provisoirement nous louer de leurs excellentes dispositions, de leurs efforts pour introduire dans l'action catholique ce nouvel esprit d'entreprise et de hardiesse que l'indifférence religieuse rend plus indispensable que jamais.

Très certainement le vieux système paroissial est devenu insuffisant à maintenir la foi et à promouvoir l'observation de la morale évangélique. C'est en prouvant clairement cette vérité et en la démontrant jusque dans les moindres détails, que l'on parviendra à convaincre les esprits timorés, et à leur faire admettre un système complémentaire comprenant une partie des œuvres catholiques nouvellement inventées.

Dans les derniers siècles, le mécanisme du système paroissial suffisait pour entretenir et développer dans les âmes populaires les convictions religieuses et les aspirations vers l'idéal qu'une longue formation chrétienne y avait déposées. Mais aujourd'hui, il faut, pour les mettre au jour et en tirer profit, un effort bien plus considérable, surtout une organisation plus compliquée et plus puissante, établie sur un système d'action plus scientifique et plus solide. Voilà ce qu'on semble refuser obstinément de comprendre.

Il est pourtant bien facile de s'en rendre compte. Et, notez-le, ce qui est vrai des grandes villes, l'est, en cette question, de tout le reste de la France, ou le devient de jour en jour davantage. Les plus grands centres aussi bien que les campagnes, dans les siècles passés, avaient conservé, malgré leurs désordres et leur perversion souvent aussi lamentables que les nôtres, un fond inépuisable de foi. Il suffisait de gratter l'enveloppe du pécheur pour retrouver le chrétien. Le monde affluait aux églises, le clergé n'avait par conséquent d'autre devoir à remplir que de satisfaire régulièrement et activement aux exigences ordinaires

de son ministère canonique : ainsi il lui était facile de pousser vers le ciel dans les sentiers de la vertu quelques centaines ou quelques milliers d'âmes naturellement dociles ou disposées à le devenir. Aujourd'hui, ces milliers sont devenus des millions, sans que le clergé ait augmenté de nombre ; et ces millions d'êtres, dont bon nombre déjà ne sont même plus baptisés, ne possèdent pas un atome de cette foi antique, dans leur âme dévastée par une campagne de scepticisme et de corruption trois fois séculaire. Parmi ceux qui portent le titre de chrétiens, combien en comptez-vous qui ne viennent jamais chercher le prêtre à l'église ? Toute la société est désorganisée, vous le répétez chaque jour avec raison. Au moins faudrait-il en conclure que le prêtre moderne a plus à faire que saint Vincent de Paul lui-même, que surtout il doit mettre en œuvre des méthodes d'apostolat toutes différentes, et qu'enfin ces nouvelles obligations ne peuvent en aucune façon être observées dans le ministère, si l'on s'obstine à y préparer le clergé, durant les années passées au Séminaire, par les exercices *exclusifs* de l'ancienne et traditionnelle mysticité. De toute nécessité, la satisfaction de ces nouveaux besoins exige une étude approfondie des divers moyens pratiques de régénération sociale, dont la raison d'être et la nécessité pouvaient paraître infiniment moindres il y a deux cents ans.

Ce serait assurément un système très commode, que de laisser les choses aller leur train, en se croisant les bras et en s'attristant avec force lamentations de voir le peuple désertier l'Église. Mais s'il s'en éloigne et si

vous avez un sincère désir de l'y ramener, faites donc ce qui est nécessaire. Le peuple ne vient plus au prêtre : c'est au prêtre d'aller chercher le peuple. De toute nécessité, il faut, à cet effet, sortir de l'engrenage paroissial.

Voilà ce qu'un certain nombre de prêtres de la jeune école ont compris. Nous ne saurions mieux exprimer leurs généreuses aspirations qu'en citant l'appel chaleureux adressé dernièrement aux catholiques par l'un d'eux, M. l'abbé Garnier, dans le *Peuple français* :

« De l'action, encore de l'action, toujours de l'action !

« Tel doit être le véritable cri de ralliement de nos amis. Autrefois, alors que nos adversaires n'occupaient pas le pouvoir, alors que nous jouissions d'une liberté relative, alors que les loges vaincues ou trop faibles n'osaient pas nous combattre ouvertement, alors que le Gouvernement de notre pays, loin de nous traiter en parias, comptait avec nous comme avec une puissance, alors que nos représentants s'en allaient officiellement à Notre-Dame prier Dieu pour la France et le triomphe de ses armées et de sa politique, alors les esprits superficiels vivant au jour le jour, sans autre préoccupation, pouvaient trouver une excuse pour leur mollesse et leur apathie. Le jour qui luisait était si beau ; pourquoi dès lors le supposer sans lendemain ?

« Aujourd'hui, malheureusement, la situation a changé. Forts de notre silence obstiné et de nos tristes défaillances, les adversaires, jugés d'abord peu redoutables, sont devenus une force avec laquelle il a fallu

compter. Ils ne devaient pas tarder, du reste, dès les premières batailles, à mettre en déroute, malgré le petit nombre de leurs soldats, notre armée mille fois plus nombreuse, mais, hélas ! mille fois moins disciplinée.

« Il est des caractères qui hondissent sous l'insulte, des natures qui se révoltent devant les insolences ou les sarcasmes, il est des tempéraments qui savent faire des prodiges pour sauver leur liberté menacée ou reconquérir des droits perdus ; pourquoi faut-il que les catholiques de notre époque n'aient point éprouvé de ces généreuses aspirations et, après s'être endormis dans les délices de Capoue, n'aient point, comme le vieux général, jeté leur épée par-dessus les remparts, au milieu des rangs ennemis, en criant : « Maintenant, allons la reprendre ! »

« Loin de là, il semblait à certains que tout effort fût à jamais inutile : beaucoup ne s'étaient-ils pas habitués à considérer les situations acquises au mépris de tous leurs libertés, comme un « *modus vivendi* » auquel les exigences de la politique imposée par les vainqueurs leur faisaient presque un devoir de s'accoutumer ?

« En un mot, dans certains clans désireux de ne rien faire, chez les individus, bien disposés cependant, mais amis surtout du confortable et de de la tranquillité, l'action consistait simplement à signer de temps à autre d'une main indolente quelque pétition rédigée par une âme généreuse et portée à domicile par quelque croyant dévoué.

« Grâce à Dieu, la situation se modifie sensiblement.

De l'excès du mal est né le bien, comme c'est la loi, en ce monde.

« Des hommes généreux se sont mis à la tête du mouvement, ont fait des recrues et ont réussi à créer dans toute la France une impulsion qui a étonné, stupéfié, puis dérouté nos ennemis.

« Le peuple ne nous connaissait pas ou nous connaissait mal, ils ont été au peuple, ont commencé des campagnes de conférences, de presse. — Ils s'en vont dans les réunions les plus tumultueuses et les plus hostiles, arrachant par leur crânerie et la solidité de leurs arguments les bravos les plus enthousiastes à des auditoires accoutumés à n'entendre d'autres discours que les déclamations ampoulées de leurs orateurs favoris.

« On a créé des comités « d'étude d'action, » formé des syndicats ouvriers, prouvé au travailleur qu'on l'aimait d'un amour véritable ; et celui-ci, mieux instruit, est venu dans nos rangs. »

Ce sont là sans nul doute de beaux sentiments : et le jour où le clergé français, résolument, chacun dans la mesure de son pouvoir, appliquera son activité latente et son énergie endormie à compléter de la sorte l'influence toujours nécessaire du ministère paroissial, la France pourra espérer sérieusement sa régénération morale.

Oui, de l'action, encore de l'action, toujours de l'action !

§ VI. — *Plus d'excuses. Nous n'avons qu'à suivre le mouvement donné et à nous associer aux œuvres déjà existantes.*

Les moyens sont multiples. Il appartient au discernement de chacun de choisir ceux qui lui paraîtront le mieux appropriés aux circonstances.

L'« Union nationale » de M. l'abbé Garnier, si bien secondé ailleurs par des apôtres tels que MM. Naudet, Patureau, Poulain, Loutil, et d'autres encore, comprend dans son programme les deux genres d'entreprises nouvelles qui, sous le nom assez équivoque d'« œuvres sociales catholiques » sont les plus nécessaires pour suppléer au ministère paroissial dans les centres populeux. C'est, d'une part, l'enseignement du peuple par l'organisation des conférences populaires auxquelles l'article que nous venons de citer fait allusion. C'est, d'autre part, l'institution des œuvres économiques, syndicats, caisses de famille et de retraite coopératives, secrétariats du peuple, sociétés de secours mutuel, bureaux de placement gratuits, ouvroirs et ateliers, patronages, et vingt autres industries propres à prouver au peuple le zèle avec lequel le prêtre et les catholiques désirent subvenir à ses intérêts. — Quant aux communes rurales, outre les petits patronages et autres institutions conformes aux besoins de chaque localité, il y a toujours une œuvre éminemment utile toute indiquée à la sollicitude et à l'activité du prêtre : c'est l'organisations du crédit agricole sur le type déjà

si répandu des « Banques Raiffeisen, » qu'un de nos plus éminents religieux, le R. P. Ludovic de Besse, s'est chargé de faire connaître et de propager en France.

Ce n'est pas ici le lieu de traiter, même rapidement, du fonctionnement de ces divers organes et de cent autres, grâce auxquels les prêtres zélés, comprenant les nécessités de leur temps, ont pu déjà faire fructifier leur initiative, condamnée à l'inertie s'ils avaient voulu s'en tenir au système rigoureusement paroissial. Il nous suffit d'indiquer ici l'état de la question, convaincu que tout catholique de bonne volonté sous les yeux duquel tomberont ces lignes voudra au moins se rendre compte par lui-même de l'efficacité inhérente aux œuvres dont nous parlons.

On comprend que jusqu'à présent une certaine défiance ait régné dans le clergé à leur égard, parce que rien dans la tradition n'indiquait la nécessité de cette nouvelle tactique. Mais aujourd'hui l'indifférence et le scepticisme ne paraissent plus possibles. Les moyens d'information et de contrôle sont si faciles ! Il n'est pas de ville un peu considérable où quelque prêtre n'ait trouvé le moyen de faire fructifier de la sorte son zèle apostolique ; il suffit d'aller le consulter et étudier ses institutions, pour l'imiter dans la mesure convenable.

Il y a plus. Toute cette activité du zèle moderne a trouvé son centre dans une institution plus ancienne, l'« Œuvre des Cercles catholiques » fondée par M. le comte A. de Mun. La pensée de ce vaillant athlète

n'était pas primitivement si étendue. Mais, comme il l'expliquait dernièrement, le 10 juin, dans le discours de clôture de l' « Assemblée des Cercles catholiques », le principe premier et fondamental qui l'avait inspiré était le dévouement au christianisme par l'activité sous toutes ses formes. On ne doit donc pas s'étonner si, la conception primitive, cette belle et grande idée de cercles intimes, de réunions aimables où l'ouvrier et le bourgeois fraterniseraient ensemble, n'ayant pu se réaliser complètement par suite de mille difficultés, elle ait évolué d'elle-même vers une conception plus large et plus détaillée de l'organisation populaire, suivant les indications et les tentatives de tous les hommes dévoués. Après avoir essayé leurs forces sur divers points de la France, ils n'ont rien trouvé de plus doux à la fois et de plus sûr, que de se grouper spontanément autour de l'œuvre, qui n'est point morte, d'ailleurs, des « Cercles catholiques d'ouvriers. » L'élite de la jeunesse chrétienne comme de la vieille bourgeoisie fidèle à sa foi se réunit là de concert avec les ecclésiastiques les plus zélés. Ils ont formé un bureau de renseignements, des groupes d'étude, diverses autres institutions. Cet ensemble prend le nom d' « Association catholique » et a pour organes les deux revues « la Réforme sociale » et « l'Association catholique ». Tout prêtre, tout laïque — car en ces choses le concours des chrétiens du monde nous est indispensable — qui sent le besoin de fonder quelque institution destinée à atteindre le peuple par-dessus l'action paroissiale insuffisante, trouve là une mine considé-

nable de documents, dont un grand nombre sont imprimés ; et, avec les progrès que chaque expérience nouvelle apporte à cette belle organisation, encore très imparfaite à vrai dire, chacun pourra bientôt s'éclairer, s'instruire et s'exciter à l'imitation ¹. Il y a d'ailleurs plusieurs autres moyens d'action très utiles, qui souvent même priment ceux dont nous venons de parler. Les missions paroissiales secourues par l'œuvre de saint François de Sales produisent habituellement d'excellents résultats.

Dans une autre étude nous aurons prochainement l'occasion de développer ces idées et de rechercher les précautions grâce auxquelles, suivant les circonstances, elles peuvent être réalisables et efficaces. Il nous suffit de les indiquer ici pour montrer combien l'action est à la fois nécessaire et facile. Certes, nous plaignons vivement de leur délaissement ces trop nombreux curés de campagne qui gémissent de se voir relégués dans leur solitude sans que les foules viennent jamais se presser autour de leur autel et sans avoir d'ailleurs la facilité de se consoler auprès de leurs confrères. Mais il y a moyen de sortir de cette inactivité, à laquelle condamne effectivement le système paroissial. Créer et faire vivre une banque populaire dans chaque commune : on ne se doute pas du travail, de l'intérêt et

¹ On sait qu'il existe, de divers autres côtés, des écoles analogues de dévouement aux intérêts populaires. Si l'espace nous l'avait permis, nous aurions parlé volontiers des résultats déjà considérables obtenus, par exemple, par les Pères Assomptionnistes groupés autour de « la Croix ».

des fruits inhérents à un pareil emploi du temps, des ressources et de l'intelligence qu'exige cette œuvre de la part des hommes dévoués qui veulent l'entreprendre.

§ VII. — *Justification des idées antérieures : il faut allier la douceur et le calme à l'action énergique.*

Ici nous pouvons constater l'étroite relation qui existe, par la nature même des choses, entre ce déploiement de l'activité personnelle et les idées que nous avons exposées dans les deux chapitres précédents.

Nous avons cru devoir recommander d'abord le calme de la discussion des idées de préférence à l'acérbe polémique, bien que, dans certains cas donnés, celle-ci soit nécessaire. Or, il se trouve que cette loi de l'action dont nous venons de rappeler la nécessité exige nécessairement une grande douceur de caractère en même temps qu'une indomptable énergie de volonté. L'homme de bien qui se dépense pour le salut de ses semblables est naturellement tout amour et toute douceur. Son action consistant à donner à ses frères ce qui leur manque, son principe directeur n'est pas la sévérité mais la charité. Seuls, les bienfaits doivent découler de ses mains et les bonnes paroles de ses lèvres. Ce qu'il prodigue, ce ne sont pas les exécutions, mais la mansuétude, ce ne sont pas les anathèmes contre les adversaires de son système, mais la vérité destinée à les éclairer. Il cherche en effet à leur dessiller les yeux, d'abord par la démonstration pratique des heureux résultats que produit son œuvre,

puis par l'exposé de ses principes, exposé lumineux lorsqu'il se donne la peine de le baser sur une étude approfondie, et rendu plus lumineux encore par la vue des résultats accomplis.

Aussi sommes-nous heureux de nous rencontrer sur ce terrain avec des hommes apostoliques tels que M. l'abbé Garnier, que nous aimons à citer de nouveau ¹ :

« Les médecins ne manquent pas et chacun présente son remède. Les uns veulent pousser le mal à l'excès, jeter de l'huile sur le feu, bien convaincus qu'un jour ou l'autre le remède jaillira de l'excès du mal. C'est le vieux jeu, auquel on nous a accoutumés depuis vingt-cinq ans et dont les heureux résultats sont encore à venir.

« Les autres, prétendent tout simplement faire table rase, tout chambarder, tout anéantir, faire place nette pour reconstruire plus tard.

« Le radicalisme du remède doit, pour le moins, constituer une aggravation du mal.

« D'autres ne vont pas aussi loin. Et pourtant, si on presse leur idée, ils ne s'en éloignent pas beaucoup. Pour eux, c'est tout ou rien. Ils n'admettent pas les petites misères dont les choses humaines ont toujours été plus ou moins entachées, et, sans vouloir tout anéantir, ils estiment que ce qui existe est indigne de vivre et proclament l'impossibilité où nous sommes d'en tirer un bien quelconque. Ils continueront leur métier

¹ Le peuple Français, 24 juin 1894.

de pourfendeurs attirés de toutes les injustices vraies ou prétendues dont le monde est rempli, et si vous leur demandez à quoi ils prétendent aboutir, en définitive, ils seront bien obligés de vous répondre : Nous n'en savons rien au juste, mais changeons d'abord ce qui existe, nous verrons après. Peut-être même quelques-uns ajouteraient : Commençons par chasser ceux qui sont dans la place; le jour où nous y serons à notre tour, les choses iront beaucoup mieux.

« Remarquez que tous n'agissent pas par égoïsme ou par ambition personnelle. La plupart... ont une indignation sincère contre les abus qu'ils stigmatisent... Mais la bonne foi et même le désintéressement peuvent-ils suffire lorsqu'il s'agit de questions aussi graves ?...

« Certes, il faut faire quelque chose. Le *statu quo* ne peut nous donner rien de bon...

« Mais la haine est stérile : il faut revenir à l'amour, unir les hommes et leur apprendre à s'entr'aimer, à s'entr'aider, à s'entre soutenir dans la vie.

« L'amour est fils de la vérité, comme la haine est fille de l'erreur. Il faut combattre l'erreur, dissiper les ténèbres, faire disparaître les préjugés et les malentendus.

« Nous arriverons à la vérité et par la vérité à la charité, c'est-à-dire à l'amour qui agit, qui se dévoue, qui se sacrifie.?

« Mon Dieu ! Mon Dieu ! qui nous donnera de compter dans toutes les paroisses de France quelques hommes convaincus de cette doctrine, travaillant à semer la vé-

rité, comme le cultivateur sème sa moisson ; résolu à revenir et à ramener tout à l'Évangile.

« Bientôt, ces hommes formant un groupe ou un comité appliqueront le grand principe que résume l'Évangile, ils formeront des œuvres d'amour, d'aide mutuel ; ils consoleront, ils soutiendront, ils amélioreront toutes choses dans la mesure de leurs forces ; et, de toutes ces bonnes volontés, orientées vers un même but, on verra sortir, quelque jour, l'unité de vue et d'efforts qui améliorera toutes choses.

« Nous n'avons pas le droit de pousser les choses à l'excès, de détruire même une parcelle du bien qui existe encore ou de favoriser l'extension du mal, qui nous gagne.

« Prenons, au contraire, les restes du roseau à demi-brisé ou de la mèche qui fume encore, pour en faire le point de départ des améliorations que nous devons réaliser.

« Ce n'est pas tout d'un coup que les situations humaines se transforment ; c'est peu à peu que le blé pousse, que l'arbre grandit, que l'enfant devient un homme.

« Nous avons beau faire, les lois de Dieu ne changent pas. Continuons donc le travail lent, mais sûr, que nous avons déjà commencé. »

Tel a toujours été le mobile des hommes qui ont régénéré le monde : la douceur et l'énergie de l'amour, qualité qui correspond, comme disposition de caractère, au calme et à la profondeur de la science.

La seconde idée que nous avons émise était la né-

cessité nouvelle qui s'impose aux catholiques de s'occuper un peu des intérêts matériels du peuple sans abandonner ses intérêts spirituels. Les catholiques en trouveront l'occasion en se livrant avec activité aux œuvres déjà existantes. C'est déjà un phénomène bien naturel que tous les « hommes d'œuvre » constatent à la suite de leurs entreprises : les braves gens à qui, d'une manière ou de l'autre, ils ont rendu service, leur accordent en retour leur confiance, et par un entraînement facile se laissent reconduire sur le chemin de l'église qu'ils avaient oublié. Ce n'est pas à dire que les « œuvres » proprement dites soient les seules entreprises efficaces. Souvent elles ne sont pas applicables. Les moyens les plus simples et les plus vulgaires réussissent aussi bien, lorsqu'ils sont judicieusement appliqués, à obtenir le résultat cherché : le relèvement moral et religieux d'une population.

On cite des diocèses — et je crois que plusieurs se trouvent dans le Jura, — où les petits curés, fort avisés, exercent une grande influence sur leurs paroissiens grâce à quelques notions pratiques de médecine et d'un certain art, plus utile encore dans les pâturages, l'art du vétérinaire. Les bonnes gens, connaissant la compétence et la complaisance gratuite du curé, viennent volontiers le consulter, s'affectionnent à lui, finissent par être à ses ordres comme les enfants d'une même famille.

Tout est bon pour gagner les âmes. Il faut être pratique, et la fidélité outrancière aux vieilles méthodes est un défaut lorsque ces méthodes ne répondent plus aux nécessités nouvelles.

N'importe de quelle manière — toujours de la façon la plus conforme aux nécessités locales — ce qui importe, c'est la volonté énergique et persévérante de se livrer généreusement à l'action.

Se livrer à l'action de la manière la plus utile pour les individus dont chacun dispose immédiatement, voilà, pour les hommes de bien qui n'exercent pas une influence publique considérable, la véritable signification de cette « action sociale » dont on parle beaucoup sans toujours savoir exactement ce que cela signifie. Il y a un autre sens de cette expression, cependant : et nous l'établirons en son lieu.

Nous avons parlé de la nécessité de l'action spécialement pour le clergé. Il faudrait en dire autant pour les catholiques en général. Ce qui leur manque ce ne sont point assurément les désirs, ce n'est point même l'énergie ; mais ils éprouvent une certaine pusillanimité lorsqu'il s'agit de se mettre à l'œuvre, un défaut d'initiative et de hardiesse, une crainte de se compromettre ou de ne pas réussir ; c'est aussi, peut-être surtout, qu'ils ne savent comment faire et par où commencer. Commencez toujours par quelque chose, après avoir examiné ce qui convient à la circonstance. Cela vaudra mieux que d'hésiter perpétuellement et de vous croiser mélancoliquement les bras. Quand même vous ne réussiriez pas, vous auriez toujours fait preuve de caractère. Multipliée ainsi, l'action finirait bien par être efficace, puisqu'elle l'est déjà, dans les faibles limites où nous la déployons.

§ VIII. — *Résultats prodigieux qu'obtiendrait l'action simultanée de tous les honnêtes gens.*

Ce serait donc un pas immense fait par la cause de la morale et de la religion, si toutes les personnes qui par leur situation, leur nom ou leur fortune peuvent exercer quelque influence, s'appliquaient à l'exercer effectivement sur les individus qui les entourent, au lieu de jouir uniquement de leurs avantages pour se procurer toutes les satisfactions de la vie.

Nous avons à peu près quarante mille châteaux disséminés à travers les villages de France. Quel utile auxiliaire pourraient être les châtelains pour le curé, s'ils voulaient se donner la peine — et j'ajoute le plaisir, ils verraient bientôt que c'en est un — de s'occuper un peu des petites affaires des paysans, de s'intéresser à leurs besoins, de les encourager au bien, de les disposer en faveur de la religion ! Il va sans dire que, simple conseil à l'égard des étrangers, il est du plus strict devoir pour tout maître de maison — devoir malheureusement négligé presque toujours — d'exercer ce patronat paternel à l'égard de ses serviteurs et de toutes les personnes attachées à l'exploitation de son domaine. Quand on songe à l'immense influence qui pourrait et qui devrait être employée de la sorte pour le plus grand bien de nos populations rurales, on ne peut que s'affliger de l'indifférence où vivent à cet égard les heureux de ce monde. Apparaissant dans leurs somptueuses résidences pendant quelques rapides

mois de la belle saison, ils en profitent uniquement pour se livrer à la chasse et organiser des fêtes où sont conviées toutes les grosses fortunes des environs, ne paraissant pas se douter, les malheureux ! que le peuple se trouve blessé de ce luxe qui vient l'insulter en passant, sans qu'une miette tombe jamais pour lui de cette table trop chargée. Et l'on s'étonnerait comme à la fin du XVIII^e siècle, que ces bons et doux laboureurs vinsent encore, armés de fourches et de torches, piller et incendier le manoir orgueilleux pendant que ses propriétaires sont à goûter à la ville les douceurs de l'oisiveté dans une égoïste et trompeuse insouciance !

A la ville aussi bien il serait possible, il serait nécessaire que les honnêtes gens, aristocrates ou hauts bourgeois entrassent résolument dans la voie de l'action en faveur du peuple. Domestique, portefaix, ouvrier ou marchand, chacun ressentirait efficacement les effets de leur influence. Il est d'abord une obligation des plus essentielles qui s'impose à tout patron ou simplement à tout maître, je veux dire : surveiller de près ses serviteurs ou employés, les soutenir de ses conseils paternels, s'intéresser à leurs besoins et leur donner le salaire suffisant pour les entretenir convenablement, eux et leurs familles. On ne saurait trop appuyer sur cette obligation capitale, dont l'inobservance entraîne chaque jour tant de maux. Mais de plus, si chacun s'appliquait, dans son rayon d'influence, à subvenir aux intérêts matériels et moraux de la population environnante, les crises sociales perdraient certainement de leur nombre et de leur acuité.

Ne nous faisons point illusion. Nous savons combien cet appel serait vain et dérisoire s'il s'adressait aux classes dirigeantes en général. Il n'est pas nécessaire de les connaître beaucoup pour savoir jusqu'à quel degré elles poussent l'égoïsme dans l'emploi de leur temps et de leurs ressources. Le bonheur du peuple, voilà certes le moindre de leurs soucis. Nous aurions fort à faire si nous prétendions changer leurs dispositions par la vertu de nos conseils. Il n'y a guère qu'un moyen de remédier à cet incurable aveuglement : c'est « l'abolition du bourgeois » que le socialisme anarchique prépare. Il en existe un autre, plus pacifique, plus efficace pour la société entière : c'est la persuasion, par le moyen d'un argument que nous examinerons plus tard. Et il ne nous donne d'espoir que pour l'avenir. Quant au présent, nos observations s'adressent seulement aux esprits élevés et désintéressés qui déjà désirent l'amélioration des classes populaires, et principalement aux catholiques, obligés par leur croyance à aimer leurs semblables.

§ IX. — *Modification dans l'esprit de l'enseignement à cet égard.*

Malheureusement, nous sommes bien obligés de le reconnaître, les éducateurs de la jeunesse catholique, sauf quelques très rares exceptions, se préoccupent bien peu d'insinuer à leurs élèves ce sentiment de la solidarité sociale, cette conviction d'un devoir à accom-

plir envers leurs inférieurs, ce désir d'alléger économiquement les charges, les fatigues, les aléas du travailleur, cette pensée de s'occuper avec soin et dévouement de sa prospérité, de son salaire, de son logement, de sa famille, cette sollicitude chrétienne envers les besoins de son âme, la paix de son foyer, la moralité de ses enfants. Ce ne sont pourtant pas les occasions qui font défaut. Il existe en France une foule d'associations charitables auxquelles tout catholique devrait s'affilier et collaborer sérieusement : protection de l'enfance, ligue contre la licence des rues, logements ouvriers, conférences de saint Vincent de Paul, assistance par le travail, que sais-je ? Il suffit de le vouloir. Il suffit même de regarder autour de soi pour découvrir quelque famille à soulager, non pas simplement par l'aumône, mais par le relèvement physique ou moral. Encore faudrait-il que l'on eût essayé d'en propager le désir dans la jeunesse, d'en faire naître chez elle la volonté efficace. On ne tente rien ou presque rien à cet égard. Et c'est une désolation. Nos générations les meilleures se succèdent sans que l'on ait songé à leur inculquer leur devoir social, sans qu'on leur ait mis au cœur la véritable pitié chrétienne qui doit nous porter aujourd'hui à relever le peuple. Des pratiques de piété, certains sentiments de pudeur — qui ne tiennent pas longtemps en face des excitations du monde — voilà tout le bagage moral de nos classes dirigeantes catholiques. C'est encore beaucoup mieux que la formation morale (?) donnée aux élèves de nos lycées ; mais, n'hésitons pas à le dire, les principes moraux ainsi enten-

du sont insignifiants, mille fois au-dessous des nécessités de la situation présente.

Au contraire, voyez quels beaux résultats obtiennent ceux qui ont l'intelligence de former notre jeunesse à l'esprit de charité apostolique. Charité apostolique, je dis bien, car ils en font de vrais apôtres. Il vous suffit de suivre ces étudiants des cercles catholiques, qui consacrent à travers le monde leurs meilleurs loisirs à récréer de pauvres enfants du peuple et à les instruire dans un patronage de faubourg. Du même coup, pensez-y, cette vertu si difficile à sauvegarder par la seule influence de la piété, la chasteté, se trouve parfaitement préservée. Plus d'oisiveté, plus de lectures énervantes, plus de conversations, flirts ou spectacles scabreux où les dispositions les plus louables chavirent si aisément. Tout pour les âmes, ce qui n'empêche pas la gaieté, croyez-le : vous n'avez qu'à tendre l'oreille pour vous en convaincre. Ces braves jeunes gens sont les plus heureux du monde, d'admirables bout-en-train dans les réunions de camarades. Et puis, ils songent qu'ils ont à préparer leur vie après la jeunesse. Ils savent avec qui ils se marient, et les mères savent à qui elles donnent leurs filles. Je souhaite à tous nos lycéens des unions aussi bien assorties.

Je veux bien que cette manière spéciale de se consacrer au bien du peuple — et cette manière n'est qu'un exemple — puisse être discutée par les docteurs en sociologie. Soit : il en existe d'autres, et d'autres, surgiront à mesure que les bonnes volontés se multiplieront. Nous sommes loin d'avoir tout énuméré. Il y a

mille façons d'exercer son activité, toutes les aptitudes peuvent trouver un débouché également efficace. Il n'est pas jusqu'aux avocats et aux littérateurs qui ne s'emploient de la façon la plus utile dans les conférences populaires et dans le journalisme local pour défendre et propager les bonnes idées. Nous ne songeons pas à traiter ici de tout. C'est à chacun de voir ce qui convient le mieux à ses goûts, à ses aptitudes spéciales. Ce qu'il nous importe d'affirmer, c'est le principe, c'est la nécessité et la grandeur, la facilité et la joie de se dévouer à ses semblables, c'est la dignité et l'efficacité de l'action.

L'action est utile à tous : à celui qui la déploie, à celui que l'on en fait bénéficier.

Soyons tous résolus à agir, nous serons bien près de la victoire.

Voilà le meilleur sens que l'on puisse attacher à cette formule vague que l'on répète aujourd'hui sur tous les tons : « Allez au peuple. » Oui, allez au peuple : c'est-à-dire, mêlez-vous de près et fraternellement à sa vie, informez-vous avec bienveillance de son existence pratique, étudiez les moyens de l'améliorer, fondez les organismes nouveaux nécessaires pour y parvenir, intéressez-vous à tous ses besoins, réchauffez tant de belles aspirations qui sommeillent en lui, car elles sont nombreuses. Parlez-lui en particulier, la main dans la main ; parlez-lui en public, pour soutenir ses intérêts et pour lui communiquer l'idéal dont vous êtes rempli. Que du haut en bas de l'échelle sociale, ce soit une même vie qui circule, ceux qui ont des lumières, des générosités

d'âme et des ressources les apportant à ceux qui n'en ont pas. Voilà la société chrétienne moderne, voilà le salut de l'avenir.

§ X. — *L'avenir est aux hommes d'action.*

L'avenir est en effet aux hommes d'action. A tout point de vue cette vérité s'impose, implacable, et aussi souverainement régénératrice.

Dans ce monde qui recommence, l'homme est encore placé par la Providence pour travailler, comme dans le paradis terrestre, « *ut operaretur* ». Il suffit de jeter les yeux autour de nous pour comprendre que cette loi est plus vraie que jamais. Ceux qui se donnent la peine de travailler énergiquement sont les seuls maîtres de la situation. Nous ne sommes plus dans une de ces sociétés paisibles, plus ou moins inspirées de l'indolent régime patriarcal cher aux Orientaux, où la vie était facile et peu coûteuse, où l'on pouvait se créer une aisance à peu de frais, où un peu d'habileté suffisait pour s'élever aux situations supérieures. Non, le monde appartient aujourd'hui à ceux qui déploient le plus de force, de hardiesse et de persévérance dans le travail ; au contraire quiconque se livre à ses instincts naturels d'inertie et de passive insouciance est condamné. Plus on participe à la première de ces dispositions opposées, plus on réussit dans la vie et plus on a chance de s'élever ; plus on participe à la seconde, plus on est écrasé et plus il devient impossible de vivre. Qu'on le veuille ou non,

telle est la vérité, la réalité palpable. C'est ainsi que la race anglo-saxonne d'Europe et d'Amérique est parvenue à dominer le monde économique, qu'elle est en train de conquérir l'Océanie, l'Asie et l'Afrique, après avoir conquis le Nouveau-Monde, et qu'enfin elle trouve le moyen de terrifier l'Europe par sa concurrence, allant même jusqu'à envahir le Portugal, l'Italie, l'Espagne, une partie de la France, en leur prenant une foule d'exploitations lucratives que ces races moins laborieuses ne peuvent plus faire prospérer.

Grâce à Dieu, une bonne partie de la population française suit elle-même cet exemple : et c'est là ce qui nous donne confiance dans l'avenir. Car l'avenir, qu'on le veuille ou non, appartient aux meilleurs travailleurs. Dans cette lutte pour l'existence sans halte ni merci, ce ne sont point les paroles ou les rêveries, c'est l'action qui assure le triomphe. Et il importe de s'en convaincre fortement.

Le public français n'a encore vu dans ce *struggle for life* que les excès qu'entraîne inévitablement un pareil mouvement chez les individus sans moralité, ou bien il n'y a considéré que le côté fantaisiste, sportif, mondain et superficiel qui distrait et amuse. C'est se méprendre bien légèrement sur le vrai caractère de la question, sur sa valeur réelle et considérable, sur sa portée civilisatrice et bienfaisante. La nécessité de développer dans l'individu et dans le corps social l'énergie du caractère, l'aptitude à l'action intense, est une nécessité heureuse. Elle perfectionne les facultés, elle élève les races.

Bien entendu, nous ne parlons pas ici de l'écrasement matériel de travail brut et passif qu'inflige aux masses aveugles la concurrence sans frein, mais de l'initiative intellectuelle et de la prestesse physique que ce constant aiguillonnement développe chez les êtres bien organisés. Il faut donc, pour que cette situation nouvelle profite aux classes laborieuses, qu'elles soient organisées cérébralement, familialement et socialement de manière à se rendre maîtresses de l'effort demandé, et non pas de manière à le subir, comme l'animal ahuri subit le fardeau sans avoir, ainsi que l'homme, l'intelligence de construire un véhicule capable de l'alléger. Mais avec les qualités requises, avec l'esprit d'économie, le sentiment de la solidarité, les mille aptitudes dont les travailleurs anglo-saxons belges, suisses, ou bavarrois nous donnent précisément l'exemple, tous les autres ouvriers peuvent arriver comme eux, aussi bien que les riches et les patrons, à se rendre maîtres de la poussée extraordinaire imprimée au travail, et à faire croître leur bien-être matériel avec leur perfectionnement intellectuel et moral.

Comme tous les autres phénomènes humains, celui-là déprime les incapables et perfectionne ceux qui savent en profiter.

Nous pouvons dire cependant que par lui-même, ce développement prodigieux de l'action est plus bienfaisant que nuisible. Il oblige les indolents à s'exciter, les irréflechis à développer leurs facultés, les imprévoyants à se conduire avec méthode, les prodigues à

économiser, les oisifs à s'activer et les lâches à disparaître. Bref, chacun se sent obligé de veiller sur soi, de se maintenir en des dispositions viriles et de se perfectionner sans cesse.

Il est possible que cette obligation ne soit pas du goût de tout le monde. Certes, la vie dépourvue de souci, le bon petit train-train du ménage facile ou quelques ressources modestes affluent régulièrement à mesure qu'elles s'écoulent suivant les exigences d'une insouciant médiocrité, sans espérance d'avenir comme sans crainte d'aléa, doit sourire à un certain nombre de caractères inférieurs et vulgaires, plus que l'excitation perpétuelle des affaires harcelantes ayant pour sanction l'impitoyable effroi d'être écrasé le lendemain si cette activité faiblit un jour. Ils choisiraient plutôt pour modèle l'indifférent Oriental accroupi avec béatitude, roulant ses pouces sur son nombril et méditant sur les douceurs du sommeil, que l'Américain poussé à toute vapeur à travers le monde, sans cesse brassant les affaires, obsédé de préoccupations au milieu desquelles il ne peut avoir ni trêve ni repos.

Soit. Nous ne voulons pas discuter des tendances de caractère, dispositions essentiellement personnelles et respectables. Il nous suffit de faire observer que si cette nouvelle vie débordante d'activité peut être fastidieuse et tyrannique quand elle est poussée aux extrêmes, elle comporte, lorsqu'elle se maintient dans les règles de la sagesse, des satisfactions inespérées, une somme de bonheur au moins égale à celui que procure l'oisiveté, bien que d'un autre genre. On consultera avec avantage

sur ce sujet un remarquable article publié par le Père Schwalm dans la « Science sociale » du 15 Juin 1894 :

Par ce dernier trait s'achève le caractère de bienfaisance propre à l'action intense dans la vie sociale.

Mais que ce système nouveau nous plaise ou ne soit pas de notre goût, le fait ne s'en impose pas moins, nous sommes toujours obligés de reconnaître la réalité : en dépit de nos tristesses et sans avoir besoin de nos approbations, l'activité devient plus que jamais la reine du monde.

§ XI. — *Application de ces principes à l'action morale et religieuse.*

C'est à dessein que nous nous sommes arrêté avec insistance à cette constatation, parce que les principes qui en découlent s'appliquent également à toutes les manifestations de la vie publique et privée. Ils s'appliquent d'une façon toute spéciale à la question morale et religieuse.

Pour faire estimer et observer la morale et la religion, nous sommes obligés aujourd'hui de déployer une recrudescence d'activité. Notre action doit revêtir une plus grande énergie qu'autrefois. Pourquoi les catholiques se sont-ils laissé prendre leurs positions séculaires ? Parce que, satisfaits de se voir paisiblement maîtres de la situation, ils ont perdu l'habitude de faire effort pour la conserver, tandis que leurs ennemis développaient des ressources nouvelles, une hardiesse croissante, un

zèle infatigable. Ah ! si nous avions dépensé depuis trente ans la même somme de travail que nos adversaires, nous n'en serions pas réduits à gémir de notre déroute, nous n'aurions pas en face de la franc-maçonnerie cette attitude peu flatteuse d'un vaincu qui insulte inutilement son vainqueur, sans savoir imiter celui-ci dans l'énergie qu'il apporte à continuer la bataille et à poursuivre ses conquêtes.

Mais la défaite est souvent une utile leçon. Après le désastre de la dernière guerre, le spectacle de la merveilleuse organisation militaire poursuivie par l'Allemagne avec la fièvre que lui donnait l'espoir de nouveaux exploits nous stimula si bien qu'aujourd'hui nous sommes prêts à lui tenir tête avec avantage. De même, la honte de nous être laissé écraser, nous, catholiques, nous excite déjà quelque peu à imiter le parti anti-religieux dans son activité, son ambition, son organisation, son insatiable soif de dominer, qui le pousse à tous les sacrifices et l'entretient dans une perpétuelle surexcitation. Avoir été vaincus par une poignée de vingt mille sectaires, qui sont parvenus à nous arracher la France ! Comme il serait facile de rétablir les rôles ainsi renversés ! Il suffirait de faire preuve de la même énergie, de la même générosité, de la même persévérance. Encore avons-nous des moyens dont ils ne disposaient pas. Nous avons le secours de Dieu, nous avons cette belle et enivrante certitude de travailler pour le bien présent et futur des individus et des peuples, nous avons la foi en un mot, et l'idéal qu'elle comporte est un merveilleux stimulant de la vitalité apostolique.

Mettons-nous donc à l'œuvre généreusement. Il suffit de nous en donner la peine pour bientôt reprendre tout le terrain perdu et rétablir notre autorité entière, j'entends non pas une domination politique puisque nous sommes ralliés sincèrement à la forme républicaine mais une influence morale et religieuse qui, tout en respectant la liberté des consciences, favoriserait les bonnes volontés qui sont la masse presque totale de la nation et assurerait son bonheur.

Ce ne sont ni les moyens, ni les encouragements, ni les exemples qui nous font défaut. Il nous suffit de regarder les groupes catholiques des divers pays qui nous entourent, pour y trouver un enseignement et un soutien. Nous avons dit un mot de la tactique du clergé américain, déjà couronnée d'un succès encourageant. Plus près de nous, à nos portes, nous avons l'admirable centre allemand et les puissants catholiques belges. Inutile de rapporter ici les résultats auxquels sont parvenus ces deux grandes familles sœurs de la nôtre. En ce qui concerne l'Allemagne, le bel ouvrage de M. l'abbé Kannengieser nous les a fait connaître ; en ce qui concerne la Belgique, la brochure plus récente de M. J. C. Cortis, « de l'organisation des forces conservatrices. » Nous voulons seulement rappeler ce dont on se doute bien avec un peu de réflexion, mais ce que l'on oublie trop facilement dans la pratique : les résultats dont se félicitent nos voisins ne se sont pas produits tout seuls. Il a fallu travailler ferme. Il faut encore soutenir la même activité pour se maintenir sur le terrain conquis. L'énergie dans le dévouement et la persévérance in-

domptable, telles ont été les qualités développées par ces fortes races. Voudrions-nous laisser croire que la nôtre est inférieure? Il est temps de sortir de la période des stériles rêveries. Tout est venu nous prouver que les plus belles intentions non suivies, d'exécution n'aboutissent à rien. Sous quelque face que nous envisagions la question, l'activité seule est capable de nous en rendre maîtres. Rejetons donc une bonne fois ces timidités de fonctionnaires ou de chanoines. Sachons sortir, nous catholiques, de notre petite vie bourgeoisement personnelle, et nous prêtres, de notre sacristie. Comprendons enfin que, les âmes ne venant plus se livrer à nous, c'est à nous de les prendre, et que pour les prendre il faut organiser toute une stratégie, s'activer et batailler contre les ravisseurs qui les entraînent aux abîmes.

Souvenons-nous en : l'avenir est aux hommes d'action. Si nous voulons gagner les âmes à Dieu, à la vertu, à la prospérité morale et matérielle qui découlent de la pratique de l'Évangile, il faut nous dépenser activement, plus activement que nos ennemis : sinon, la victoire est à eux, et la perversion publique, la décadence nationale s'accroîtront de jour en jour.

§ XII. — *Prestige et récompense des hommes d'action.*

Quelle dignité, quelle valeur notre caractère n'aurait-il pas acquis, le jour où nous aurions pris cette attitude fière et hardie ! L'homme qui agit n'est pas seule-

ment supérieur à celui qui se laisse abbatre, il est plus noble et plus beau. Serait-il parti des rangs les plus infimes, il acquiert une respectabilité, un prestige que n'auront jamais les favoris du sort profitant de cet avantage naturel uniquement pour en jouir. Et lorsque tout un groupe politique, toute une classe sociale, tout un parti philosophique et religieux se donnent ce relief d'une école d'énergie, s'imposent par cette réputation de poigne et de muscle, si je puis parler ainsi dans une question de lutte morale, eh bien ! ils en deviennent plus grands en même temps que plus forts, ils se tiennent virilement debout entourés de je ne sais quelle auréole, ils jouissent de l'estime universelle en même temps que des fruits de leur conquête. La force se fait respecter, pourvu naturellement qu'elle ne soit pas aveugle et brute, mais qu'elle apparaisse comme la réalisation virile et brave d'une intention droite et généreuse, d'un plan logique et judicieux. Dans ces conditions, il n'est plus vrai que « la force prime le droit », elle ne revêt pas ce caractère odieux qui s'attache aux entreprises des Machiavel et des Bismarck ; mais elle devient une gloire en même temps qu'un bienfait.

Donnons-nous donc cette joie et cette satisfaction élevée, qui se transforme fréquemment en enthousiasme et en ivresse.

Et puis, il y a la récompense du bien accompli, par l'usage de cette méthode. Ces multitudes d'égarés qui nous devront le salut, ces misères qui auront, sous l'activité de nos doigts, trouvé une fin, cette belle ordonnance d'une société policée, régularisée, rendue

droite, saine, rajeunie et portée vers la conquête de notre propre idéal : quel rêve ! quel stimulant, quelles effluves d'intimes jouissances et de délicates voluptés !

« Voulons et agissons », telle doit être notre devise si nous prétendons entrer dans l'esprit nouveau.

§ XIII. — *Différence entre les hommes actifs et les pusillanimes.*

Nous le savons, les conseils contenus dans ces modestes pages sont déjà suivis. — Que dis-je ? ils sont indiqués et commandés depuis longtemps par un bon nombre de catholiques ardents, dans le siècle et dans l'Église, parmi les hommes mûrs comme parmi la jeunesse. Aussi nous sommes-nous proposé seulement d'inviter tous les autres à les imiter.

C'est déjà quelque chose, sans doute, c'est déjà beaucoup, qu'une partie de la jeunesse des Universités — pour ne citer qu'un exemple — s'emploie avec une si belle ardeur à toutes les œuvres dont l'aumônier du Cercle catholique du Luxembourg nous donnait récemment le résumé ¹. Comme à Paris, plus qu'à Paris encore, à Lille et à Lyon, d'admirables efforts sont tentés. A Reims même, de magnifiques résultats sont obtenus ². Ailleurs, un peu partout, on s'organise, on

¹ *Le Cercle catholique des étudiants de Paris, Cercle du Luxemb.*, (rapport de M. Terrat, et rapport de M. l'abbé Foussagrives, aumônier), juin 1894. Les diverses Conférences des R. P. Jésuites contribuent aussi à réaliser une partie de nos vœux.

² Grâce au dévouement si connu de M. Léon Harmel et d'une pléiade d'âmes ardentes suscitées autour de lui.

essaie des ailes encore trop novices pour être bien vigoureuses. Eh bien ! il faut que tous les points du sol de la France deviennent de jour en jour plus féconds en efforts généreux à l'imitation de ces grands centres. Il faut qu'une émulation passionnée, enthousiaste, pousse toutes les âmes bien nées à se surpasser dans l'action et le dévouement.

Et il faut, répétons-le, que le clergé soit le premier à encourager ce mouvement, à susciter des initiatives. Il faut qu'il se mette une bonne fois à envisager comme elle doit l'être la situation actuelle et future du monde moderne, au lieu de rester impassible et de garder cette attitude de réserve inerte, routinière, qui désarçonne et anéantit les meilleures volontés.

Un ecclésiastique d'un diocèse voisin de Lyon nous racontait dernièrement que les jeunes gens catholiques de cette ville, si ardente au bien, comme on le sait, ont l'habitude de parcourir les diocèses environnants pour y faire de la propagande, leur zèle ne pouvant se contenir dans les limites de la cité. On ne saurait trop louer un pareil dévouement. Quinze jours avant qu'un prédicateur n'arrive dans une paroisse pour y donner une mission, ils viennent préparer le terrain en disposant la population au moyen de conférences hors de l'église. Ils rendent ainsi les plus grands services, et les prêtres vraiment désireux du bien de leurs ouailles ne peuvent que s'applaudir d'une aussi belle initiative. Le croirait-on ? Il paraît qu'un bon nombre des curés de cette province détestent ces jeunes gens, ne les voient venir qu'avec rancune et ja-

lousie, parfois même les mettent carrément à la porte. D'où vient, demandai-je, une pareille aberration? Tout simplement, me fut-il répondu, que ces prêtres veulent rester tranquillement dans leur sacristie, sans éprouver le besoin de remuer ciel et terre pour faire entrer à l'église ceux qui ne s'en approchent jamais.

Mais, ajouta mon interlocuteur, ce ne sont que les prêtres d'un certain âge qui se conduisent ainsi. Tout prêtre âgé de cinquante ans est, chez nous, irrévocablement attaché aux anciennes traditions et aux vieilles méthodes. Les plus jeunes ne sont pas ainsi : et nous voyons fréquemment des vicaires faire des scènes à leur curé à ce sujet ; le jeune clergé est impitoyable. Ce dernier trait est regrettable, n'est-il pas vrai ? Car ici nous devons appliquer plus que jamais le principe d'indulgence auquel nous avons fait appel, en nous souvenant que cette disposition d'âme générale du clergé appartenant aux générations antérieures est une conséquence inévitable et irresponsable d'un état de choses dont la modification est trop récente pour pouvoir retourner instantanément des idées depuis longtemps stratifiées.

La nécessité de propager le plus possible le mouvement nouveau ne s'en impose pas moins à tout esprit qu'intéresse la question morale et religieuse. Voilà pourquoi nous nous sommes efforcé d'aider dans notre faible mesure à cette propagation bienfaisante.

La pusillanimité est certainement un défaut dominant chez les Français. Sous prétexte d'éviter des abus

possibles, ils préfèrent ne rien entreprendre, semblables à un escadron de cavalerie qui refuserait de monter à cheval parce qu'on peut faire une chute et se casser les reins. Si notre siècle avait raisonné de la sorte, il aurait laissé les inventeurs et les fous construire des locomotives sans jamais oser monter dans le train. En tout mouvement humain il y a des déraillements possibles. Mais si la somme des avantages dépasse un million de fois la minuscule probabilité des accidents, il devient puéril d'hésiter. Nous nous donnons ainsi l'aspect d'enfants qui n'auraient pas la hardiesse d'avancer sur un sentier escarpé de la montagne. L'appât des sublinités que nous réserve l'ascension n'exerce pas sur notre esprit rétréci par les préjugés une fascination assez grande pour nous faire sacrifier notre doux *far-niente*.

Quelle différence entre une pareille attitude et l'allure décidée des hommes d'action ! Ils vont droit devant eux, après avoir pris toutes les précautions. Bon pied, bon œil, solide carrure, sang généreux, vigueur de jarret grâce à laquelle ils sautent les précipices : avec cela, ils arrivent. Qu'importe que de temps à autre l'un d'entre eux, trop confiant, tombe dans l'abîme ? Mieux vaudrait sans doute la sagesse : mais puisque la perfection n'est pas de ce monde, à choisir entre un grain de témérité et l'inertie de la somnolence, je préfère tenter quelque chose avec risques, que de garder ma sécurité en laissant le monde s'écrouler loin de moi.

« Mieux vaut marcher en avant et quelquefois faire

une chute que de ne jamais marcher ! » (*Applaudissements prolongés.* »

La jeunesse française avait donc compris, quand le grand homme d'action, l'« homme splendide » comme disent de M^{sr} Ireland les Américains, lui adressait ces paroles ¹ ! Qu'elle retienne donc ces autres mots, soulignés aussi de ses applaudissements :

« La vie, c'est l'action ! L'inertie, c'est la honte ! »

¹ Discours au Cercle du Luxembourg de Paris, 25 juin 1892.

CHAPITRE VI

TROISIÈME CARACTÈRE DE L'ESPRIT NOUVEAU :

La méthode.

- § I. — L'action et la science doivent s'allier intimement.
- § II. — La science a aujourd'hui le droit et le pouvoir de diriger l'action.
- § III. — Détermination des éléments de la méthode, et raison de leur multiplicité.
- § IV. — Premier élément : le discernement.
- § V. — Discernement dans la conduite de l'œuvre : un exemple après coup.
- § VI. — Discernement antérieur à l'action : autre exemple après coup.
- § VII. — Discernement dans les entreprises d'intérêt général : exemple préventif.
- § VIII. — Leçon que nous donne cet exemple : dispositions du public à l'égard de la question électorale.
- § IX. — Autre conséquence : véritable manière de préparer les élections.
- § X. — Deux autres éléments de la méthode.

L'action est nécessaire.

Encore faut-il ne pas la confondre avec l'agitation.

Or, il arrive qu'un bon nombre d'esprits réfléchis ac-

cusent les hommes dévoués à la régénération sociale d'être de simples agitateurs, des impulsifs qui ne savent pas trop où ils vont ni quels moyens ils mettent en œuvre : bien plus, on ne se gêne pas, quelquefois, pour les qualifier poliment de charlatans et de dangereux illuminés.

Il nous faut examiner ce que ce reproche peut avoir de fondé, puis démontrer la nécessité de la méthode et en préciser les caractères. Le présent chapitre commencera même l'étude détaillée de ceux-ci.

§ I. — *L'action et la science doivent s'allier intimement.*

L'impartialité nous oblige à reconnaître que la méthode manque la plupart du temps à nos hommes d'action, bien que les intentions réelles des braves gens à qui l'on fait ce reproche soient presque toujours admirables.

Ils ont indubitablement pour habitude de s'agiter un peu au hasard, de faire toute sorte de choses à tort et à travers, sans discernement, sans esprit de suite et par conséquent sans résultat durable.

Mais c'est là que nous pouvons appliquer dans toute sa rigueur le principe précédemment exposé : il est souverainement injuste, autant que stérile, de critiquer les personnes, de tourner en dérision les efforts, de s'épuiser en polémiques acerbes ; il faut seulement rechercher la vérité et l'exposer à ces esprits si bien disposés à se conduire pour le mieux. L'erreur, voilà leur

grand défaut. La lumière, tel est leur seul besoin. C'est pourquoi les hommes de science leur sont d'indispensables auxiliaires.

A vrai dire, nous devrions réclamer de leur part la même bienveillance à l'égard des hommes de science eux-mêmes. Car on oublie trop souvent de rendre aux hommes de science l'hommage qui leur est dû ; et, emportés par le tourbillon de l'activité, ç'a été une égale injustice et une semblable erreur que certaines âmes d'un grand dévouement méconnaissent leur nécessité et méprisassent leurs indications.

Il y a dans cette question une réciprocité de déférence qui s'impose. D'une part, les hommes de science pure feraient œuvre, non seulement de charité et de justice, mais d'intelligence à l'égard de leurs intérêts personnels en reconnaissant l'influence considérable que les hommes actifs exercent sur la propagation de leurs propres idées scientifiques, lesquelles, sans propagande, risqueraient de dormir perpétuellement dans les obscurités inaccessibles de leurs sublimes conceptions : s'il n'y avait pas d'orateurs pour dire au public la vérité découverte par la science, s'il n'y avait pas d'organiseurs pour diriger les divers rouages sociaux dans le sens que la science indique comme le meilleur, ces belles découvertes demeureraient indéfiniment stériles et impraticables. Mais, d'autre part, si les hommes voués à la régénération sociale n'avaient pour se diriger que les lumières empiriques nées de leur frottement avec le monde, et que les imaginations souvent naïves, toujours incomplètes, que fait concevoir une

vue des choses nécessairement superficielle parce que l'emportement de l'activité ne permet pas d'approfondir des impressions trop vives, ils se verraient condamnés sans merci à de perpétuels tâtonnements sans efficacité profonde ni durable.

§ II. — *La science a aujourd'hui le droit et le pouvoir de diriger l'action.*

Il faut donc préparer l'action morale et religieuse comme toute action sociale par une étude approfondie.

C'est un grand tort de nier que cette étude puisse être dirigée par des principes certains. Jusqu'à présent il en était ainsi : mais depuis quelques années, le fil conducteur a été trouvé par le travail persévérant des de Tocqueville, des Le Play et des économistes de la nouvelle école. Sans exagérer la portée de leurs découvertes, nous pouvons dire que nous sommes loin des utopies où se complaisaient les rêveurs, philosophes et physiocrates du siècle passé. Aujourd'hui, les études sociales se présentent avec des garanties telles, qu'elles sont devenues de véritables sciences d'observation, dont les conclusions, toujours prudentes et basées sur les faits, ne présentent aucun des caractères des anciennes utopies, mais donnent au contraire des indications que l'on peut à coup sûr déclarer infaillibles pour la régénération des sociétés, parce que l'expérience en est la lumière. Naturellement, ces faits et ces conclu-

sions ne se devinent pas, il faut se donner la peine de les étudier, et en puisant aux bonnes sources : double nécessité à laquelle la pratique des œuvres ne peut subvenir en aucune manière.

Au reste, nos admirables hommes d'œuvres semblent s'en apercevoir. Après les grandes espérances de régénération qui semblaient poindre avec l'aurore de ce siècle, les gens de bien ont vu petit à petit leurs efforts pulvérisés par une fatalité malfaisante. D'où l'angoisse sociale, au grand amusement des blasés, qui s'en consolent malicieusement en littérature, tandis qu'un innarrable découragement envahit les bonnes âmes, qui voudraient bien lutter encore. — La chose tourne positivement au mélodrame. Et au mélodrame le plus saisissant : celui où non seulement la vertu est sûre à l'avance d'être roulée de façon larmoyante, mais où les amis de la vertu mêlent au tragique de leur situation le comique de leurs divisions de ménage.

Jamais les hommes de bien n'ont été si nombreux, si dévoués qu'aujourd'hui : jamais ils n'ont été si consternés de leur impuissance, ni d'ailleurs si désunis, si incapables d'une action commune.

Double source d'angoisse, comme on le voit. Le parti du bien s'appellera bientôt le parti du marasme et de la rancœur... Le concert de gémissements qui s'élève de toutes parts nous en est le gage.

Déjà nombre de très honnêtes gens, qui se proposaient de donner un coup de main à la roue, se sont croisés les bras, branlent la tête, et se lamentent.

Il faut avouer que l'expérience qu'ils en ont faite

n'était pas pour les enthousiasmer. Pendant qu'ils poussaient à hue, d'autres tiraient à dia. Des quatre points cardinaux leur arrivaient des ordres contradictoires. Quand le char paraissait sorti d'une ornière, c'était pour tomber dans une autre. Ils ont persévéré jusqu'à ce que leur bonne volonté parût manifestement inutile et dépensée en pure perte.

Bref, nul ne sait plus où donner de la tête, voilà, semble-t-il, la caractéristique de la situation.

Il s'agirait pourtant une bonne fois de sortir de ce labyrinthe. Recommencer sans cesse le même chemin dans les mêmes ténèbres, où le char se heurte à tous les angles, toujours inopinément, bien entendu, s'entêter à renouer le fil, qui se rompt à chaque instant, voilà qui est fort admirable pour ceux qui persévèrent. Ne serait-il pas plus simple de manœuvrer en pleine lumière et en plein champ, ou du moins de trouver un fanal bien lumineux et le vrai fil conducteur, jusqu'à ce qu'enfin nous puissions sortir de ce dédale ?

Seule, une véritable science est à même de fournir ce fil conducteur, parce que seule elle sait discerner, avec une lucidité précise et infaillible, les causes véritables, les causes profondes, des désordres actuels et de l'insuccès qui jusqu'à présent a caractérisé la plupart des efforts que nous avons tentés pour y apporter remède : le vrai remède, c'est elle qui l'indique.

Puissent les hommes de désir, c'est-à-dire les hommes d'action, trouver dans ses indications une direction sûre ! Il ne faut pas les railler de leurs déconvenues

passées, il faut les plaindre, et leur tendre la main avec toute la sympathie dont ils sont dignes.

Vouloir assigner des *causes* précises aux manifestations si multiples d'un mouvement social compliqué à l'infini, semble une extravagance d'autant plus insoutenable qu'il a déjà fallu vingt fois en reconnaître la vanité.

La témérité de ces tentatives de philosophie sociale semble tenir à l'imprudence d'avoir voulu trop particulariser la question, afin de tenter à tout hasard la gloire de tomber juste.

Il serait plus discret et plus vrai de ramener les causes cherchées aux deux grandes sources de toutes les sottises humaines : l'ignorance et le préjugé ; l'ignorance des véritables principes, le préjugé favorable aux erreurs ; l'ignorance, faute d'application rationnelle, droite et méthodique, le préjugé, faute de conscience libre, dégagée d'intérêt et d'instinct.

Nos règles de conduite sont inspirées par la fantaisie, par des appréciations dépourvues de base solide, par des conclusions issues d'observations incomplètes, nullement par une véritable science : rien d'objectivement certain dans nos mobiles d'action, rien qui réponde, sinon par à peu près, aux réalités profondes qui se cachent sous les apparences, appréciées elles-mêmes par chacun de nous suivant ses dispositions subjectives : comme il serait étrange qu'en effet nos efforts concourussent en une même direction !

L'un apprécie tout à la lumière de la politique, l'autre au point de vue religieux, un troisième ne jure que

par son système économique, d'aucuns commencent à voir tout à travers la lunette de l'antisémitisme.

D'avance, chacun se déclare convaincu par l'évidence même que sa manière de voir est la seule vraie, que le mal, le seul mal est celui qu'il dénonce : procédé fait de particularisme superficiel et d'exclusivisme étroit.

La science arrive au milieu de tout ce bruit, et se présente, elle, avec la double garantie d'avoir examiné les choses à fond, sous toutes leurs faces, d'une manière véritablement rationnelle, à la lumière d'une méthode rigoureuse et progressive, et d'autre part de paraître complètement exempte de préjugés ; elle n'a point de parti pris, elle n'a point de dada, elle ne s'inféode à aucune de ces choses qui passionnent les pygmées fous de l'humanité sous la face du soleil.

Elle observe, elle constate, elle étudie, elle compare, elle distingue, elle catégorise, elle synthétise et elle conclut, cherchant à déterminer les *causes profondes* derrière les causes accidentelles.

L'Alchimiste se disait : Evidemment, tout doit pouvoir se convertir en or. Evidemment, soulignent nos modernes magiciens, tout doit dépendre d'un bon gouvernement, — ou d'autre chose, observe le voisin.

Le chimiste est arrivé, vide de préjugés, mais tenant d'une main une bonne méthode capable d'observer *toutes* les propriétés de *tous* les corps, et de l'autre sa balance et sa cornue : il a fait la science. Les écoles sociales modernes sont aussi sûres du succès que l'école de Lavoisier.

Toute la différence est que, les résultats immédiats

des vérités sociales, découvertes avec la même certitude, n'étant pas immédiatement tangibles comme la combustion de l'hydrogène, les esprits superficiels ont de la peine à y croire : il en coûterait à leurs préjugés de se sacrifier, il en coûterait à leur ignorance de s'éclairer par une étude approfondie.

Il y a donc pour tout homme de bonne volonté et de bonne foi une obligation étroite d'éclairer son action par les lumières de la science.

C'est ce que nous voulions affirmer en déclarant que le troisième caractère de l'esprit nouveau doit être la méthode. Il y a une méthode à suivre dans l'action morale et religieuse comme en toute action sociale.

§ III. — *Détermination des éléments de la méthode et raison de leur multiplicité.*

En bonne philosophie, une méthode vraiment scientifique n'est pas une chose simple et facile. On dit bien d'une façon générale : la méthode d'observation, la méthode de déduction.... ; mais quand il s'agit de déterminer les éléments qui doivent composer une méthode sûre et pratique, il faut un traité complet. Discernement et analyse, enchaînement logique, compréhension totale et synthèse, recherche des causes du fait et des principes de la solution, orientation du point de vue, enfin puissante organisation des forces disciplinées en vue de l'action : telles sont les six opérations qui nous paraissent devoir constituer la méthode propre à mener à bien la réforme morale et religieuse.

Comme on le voit, ces six éléments de la tactique nécessitent des études considérables avant, pendant et après l'action. Nous n'en sommes plus aux batailles mérovingiennes où il suffisait de se jeter tête baissée dans la mêlée. Le terrain est accidenté : il faut le connaître, depuis les grandes routes jusqu'aux moindres sentiers ; l'ennemi est nombreux, compliqué, habile aux ruses de guerre comme aux escarmouches et aux batailles rangées : il faut étudier de près ses moyens, ses ressources, savoir démasquer ses batteries, posséder un armement plus perfectionné que le sien. L'analyse de la situation nous conduira au discernement des genres d'attaque qui conviennent à chaque point et à chaque heure. L'habitude de l'ordre et de la logique, acquise par de longues réflexions, nous enseignera l'enchaînement progressif qu'il faut donner à nos efforts. Nous sentirons alors, grâce à un peu de sagesse acquise par la perspicacité et la largeur de vues que donne la science, la nécessité de ne point être exclusifs, d'user à la fois de tous les moyens dans une synthèse systématique et globale. Puis, nous demandant sur quel point il vaut mieux porter l'attaque, nous rechercherons les causes de nos anciens échecs, nous étudierons quel est le flanc de l'ennemi dont la déroute entraînera la défaite générale. C'est alors seulement, une fois établies toutes ces prévisions, qu'il faudra organiser nos forces et les pousser vigoureusement à l'action dans un branlebas général préparé par les engagements partiels de chaque jour.

Il ne suffit pas de détruire l'ennemi de la prospérité

nationale, il faut encore savoir reconstituer cette prospérité elle-même, au moins au point de vue moral et religieux qui nous occupe. Ici encore la méthode doit être la même. Toutes ces opérations préliminaires sont indispensables à l'architecte, et l'on ne concevrait pas un étourdi qui poserait la première pierre d'une cathédrale sans en avoir préalablement établi les plans, coupes et élévations jusque dans les moindres détails.

Arrêtons-nous donc successivement aux six principales étapes de la méthode.

§ IV. — *Premier élément : le discernement.*

Parmi les qualités que développent actuellement les hommes de bonne volonté voués au salut de la France, le discernement n'est pas toujours la principale. Ils travaillent souvent au hasard et à tâtons, sur la foi de leur bon sens qu'ils croient assez exercé pour les conduire avec l'infaillibilité de l'instinct.

Certes, il faut s'en plaindre, parce que cet émiettement de nos forces, dissipées en coups portant à faux sur des objets qui n'en valent pas la peine, est infiniment regrettable. Mais d'autre part, il serait injuste d'en faire un crime à tant de belles et ardentes âmes qui tentent ainsi tout ce qu'elles peuvent tandis que nous les regardons, prêts à les critiquer jusque dans leurs succès partiels, à les écraser au moment de leur chute fatale. Il était bien difficile, en effet, il était impossi-

ble, que la méthode et l'étude vinsent avant l'action. Ce que l'on sent tout d'abord et ce qui paraît le plus urgent aux moments de péril, c'est la nécessité d'agir. Plus tard seulement, après les premiers insuccès, après de nombreuses erreurs, s'impose à l'esprit, moins bouillant et plus réfléchi, le besoin d'une tactique mûrie, d'une science acquise et directrice. Les réflexions auxquelles nous allons nous livrer n'ont donc point, en vérité, pour but de décourager les esprits avides d'action, mais simplement de leur faire comprendre que le moment est venu de contrôler les efforts passés, de chercher une méthode pour l'avenir, d'entrer en un mot dans une voie scientifique, qui, pour être plus longue peut-être et sous un ciel moins sillonné d'éclairs et de tonnerres, n'en sera que plus sûre.

Or, il est arrivé, assurément, il arrive encore tous les jours, que d'excellents désirs de faire le bien se sont fourvoyés, faute du discernement indispensable.

Désolés de voir la dépravation envahir une localité, une province entière, des hommes dévoués, laïques ou prêtres, sautent sur la première idée qui leur vient à l'esprit, s'imaginent que pour avoir réussi dans tel autre endroit elle réussira de même partout ailleurs, ou bien se convainquent bénévolement que le succès lui est assuré par le seul avantage d'être éclos dans leur cerveau. Ils installent l'affaire, la font marcher plus ou moins bruyamment, peut-être même avec un certain succès de début : puis, tout-à-coup, s'étonnant de la voir s'alanguir et se dissoudre, ils se découragent

et s'évanouissent en maudissant notre irréformable décadence.

Mieux vaudrait étudier les causes de cette déconfiture, et s'appliquer à discerner les conditions pratiques de milieu, les dispositions préparatoires, les diverses circonstances personnelles ou étrangères qui ont sourdement miné de si beaux projets, afin de rémédier à ces défauts en remettant sur pied l'entreprise, pourvu naturellement qu'elle en vaille la peine. Telle est, d'ailleurs, la tactique des hommes dévoués en qui le dévouement ne nuit pas à l'intelligence.

§ V. — *Discernement dans la conduite de l'œuvre. Un exemple après coup.*

M. l'abbé Naudet nous en donnait dernièrement un exemple saisissant, bien que sans doute il ne pensât guère au principe que nous voulons établir ici. Dans l'Assemblée générale de l'œuvre des Cercles catholiques, à laquelle nous avons déjà fait allusion, il nous racontait, avec une bonhomie très spirituelle, comment et pourquoi il venait d'échouer d'une manière aussi funèbre qu'inattendue, dans la création d'une caisse populaire à Bordeaux. Confiant — et avec raison — dans l'opportunité et la bienfaisance de cette institution, il s'était mis à l'œuvre, avait trouvé une première mise de fonds — fonds perdus bien que prêtés, cela va sans dire — ; et immédiatement des gens avaient répondu de toutes parts à son appel. Les dépôts des petites bourses s'ac-

cumulaient, et les prêts allaient bon train. La confiance était dans toutes les âmes, à commencer par celle du fondateur. Au bout d'un certain nombre de mois, le roulement de fonds était déjà relativement considérable. Mais voilà que tout d'un coup la confiance disparaît, les dépôts cessent d'affluer, les débiteurs ne paient plus, la caisse finit par crouler, ayant juste de quoi parler aux graves inconvénients avec les fonds de garantie.

En homme avisé, l'abbé Naudet ne s'éternisa pas dans une morne stupéfaction : il se mit à rechercher les causes de cette catastrophe, que rien ne faisait prévoir. A force d'étude, il finit par en découvrir trois principales. La première, dit-il, c'est que nous avons eu la maladresse de ne pas faire le contrôle des nouveaux membres à mesure qu'ils se présentaient : nous possédions ainsi, sans nous en douter, une foule de gens tarés et insolvables. La seconde, c'est que j'avais négligé d'instruire la population avant de fonder la caisse : aussi bon nombre de ces naïfs ouvriers s'imaginaient avoir affaire simplement à une institution de charité, à laquelle on vient puiser sans scrupules, sans obligation de restituer les capitaux prêtés, les curés étant riches et destinés à soulager le pauvre peuple. Aussi, lorsque je recommencerai, aurai-je soin de préparer le quartier pendant une année entière, causant familièrement avec les gens, prenant en leur compagnie, s'il le faut, un verre au cabaret, leur expliquant que mes intentions, sans pouvoir être gratuites et prodigues, sont conformes à leurs intérêts. J'aurai alors

sous la main toute une population sympathique et ne me ménageant plus de surprises. D'ailleurs, nous prendrons des renseignements et exigerons des garanties. — Enfin, j'avais eu la vanité — ajoute-t-il simplement — de mettre mon nom en tête des prospectus : Dieu m'a puni. Il aurait mieux valu que je ne fusse point en évidence, et que les gens s'administrassent eux-mêmes.

A la bonne heure ! Voilà un esprit pour qui le discernement — au moins après coup — n'est pas un idéal intellectuel trop élevé. Et voilà en même temps un caractère pour qui un simple échec n'est pas une épreuve insurmontable.

§ VI. — *Discernement antérieur à l'action : autre exemple après coup.*

Mais si le discernement est une qualité de première valeur dans la constitution même des entreprises destinées au bien public, on peut dire qu'il est encore plus important pour le choix préalable de ce que l'on doit entreprendre, car rien n'est fâcheux comme l'application maladroite d'une prétendue œuvre de régénération à une population qui n'en éprouve pas le besoin, ou qui devrait être traitée, étant donné son caractère, ses besoins, ses aptitudes, par un moyen tout différent.

« Aimez-vous la muscade ? On en a mis partout. »

L'œuvre des Cercles catholiques est une excellente

chose en elle-même, pourvu toutefois qu'elle s'adapte à une population qui puisse en bénéficier. Mais, au moment de son apparition, éblouis par les magnifiques espérances qu'elle faisait concevoir, des esprits aussi inconsiderés que généreux s'imaginèrent de la répandre malgré tout dans les provinces rurales les moins capables de lui fournir des éléments et de profiter de ses avantages. Qu'est-il arrivé ? Il est arrivé, comme dans le diocèse de Séez, qu'après une courte période de petite prospérité illusoire, les Cercles catholiques ont péri misérablement les uns après les autres, malgré le zèle certainement admirable qu'avaient dépensé les promoteurs du mouvement.

Une dose suffisante de discernement — difficile à vrai dire avant expérience — leur aurait fait comprendre que les conditions pratiques de la population dont ils pouvaient disposer ne pouvaient pas promettre une longue stabilité à ces institutions factices, et même n'en exigeaient aucunement l'initiative. Un cercle n'a chance de prospérer qu'au milieu d'un quartier populaire : et il n'en existe pas trois dans le département de l'Orne. De plus, il faut qu'après le passage du fondateur les catholiques dévoués de la localité s'activent pour soutenir les résultats de son action : et ni le clergé, ni les fidèles de ces paisibles contrées ne sont préparés à cet insolite déploiement de zèle moderne. Enfin, le but de ces réunions d'hommes étant de les soustraire aux entraînements du cabaret et du plaisir, en leur offrant un lieu de récréation honnête et fraternelle, ce but n'est pas atteint dans de petits centres bien tran-

quilles où de si détestables habitudes sont rares. Aussi un vénérable et saint prêtre nous a-t-il plusieurs fois raconté qu'un soir, visitant une brave femme, il se trouva tout étonné de la rencontrer seule, dans sa petite maison déserte, pleurant à chaudes larmes. Il s'informa de la cause de sa douleur. — Ah ! Monsieur, répondit-elle, le Cercle catholique me vole mon mari cinq ou six fois par semaine, juste à l'heure où je pouvais le voir autrefois après le travail !

Malheureusement, cet excellent prêtre, comme la plupart de ses confrères, croit devoir, en face de cette expérience sans succès dont les Cercles ont fait les frais sans en être les coupables, tirer la conclusion, évidemment trop étendue, que les œuvres catholiques et sociales, quelles qu'elles soient, sont une pure illusion. Voilà donc un diocèse entier qui, pour avoir une fois manqué de discernement, prend l'allure d'un homme au caractère peu équilibré, prompt à se persuader qu'il n'y a plus rien à faire, comme il avait été prompt à s'imaginer une régénération fantaisiste et impossible. La seconde erreur est bien pire que la première. Il y a d'autres moyens de régénération pour cette province, si celui-là ne vaut rien. Encore faudrait-il se donner la peine de les chercher et de les étudier.

D'où viennent ces fautes de jugement et ces erreurs de tactique ? De ce que l'observation réfléchie et l'analyse minutieuse n'ont pas précédé l'action. Un besoin très louable d'activité tourmentait de bonnes âmes : les voilà parties, sans trop savoir où elles aboutiront ; il leur suffit d'avoir saisi au vol une

idée aux belles apparences, aux grandes promesses, aux trompeuses séductions. Il fallait d'abord connaître le milieu, voir s'il était susceptible d'être renouvelé par cette idée : il fallait donc l'analyser de près, comme le médecin analyse une eau thermale et le tempérament qu'il projette de guérir avant d'appliquer le remède à la maladie.

§ VII. — *Discernement dans les entreprises d'intérêt général : exemple préventif.*

Si maintenant, des entreprises de détail, nous passons aux grandes tentatives de régénération générale, nous trouvons le même défaut de discernement, destiné à entraîner les mêmes échecs.

Voici, par exemple, un livre nouveau, et des plus intéressants, qui propose un plan d'« organisation des forces conservatrices » en France. Certes, comme tout esprit animé d'un sincère désir de régénération publique, nous sommes remplis d'admiration pour le caractère généreux de l'auteur déjà bien connu ¹. Nous ne redoutons en aucune manière que les réflexions paisibles et impartiales auxquelles nous nous livrons à son sujet puissent lui paraître de nature à atténuer en quoi que ce soit notre sympathie et nos humbles mais sincères encouragements. Nous n'en sommes pas moins obligé de passer ses idées au crible de la

¹ M. Cortis chez Lecoffre, 1894.

critique, parce que la France a besoin avant tout d'idées justes.

Dans la brochure dont nous parlons, nous trouvons d'ailleurs deux questions, confondues par l'auteur avec le sujet principal, et que nous mettons tout à fait hors de cause, puisque nous avons fait notre possible pour les soutenir nous-mêmes. Ce sont, d'une part, la nécessité de l'action, et d'autre part le programme des idées et des œuvres¹. Rien de ce que nous allons dire ne s'adresse à ces deux ordres de choses. Nous avons uniquement en vue le plan d'organisation proposé par l'auteur : encore ne disons-nous pas l'organisation elle-même, qui est nécessaire, mais le plan de cette organisation.

On invite les Français à s'organiser exactement de la même manière que les Belges ; et on les invite à s'organiser uniquement en vue des élections.

Eh bien ! ce sont là deux méthodes ou mobiles d'organisation qui nous semblent défectueux dans les conditions actuelles de la France ; ils peuvent, ils doivent avoir une certaine efficacité dans certaines conditions déterminées, mais il est illusoire d'en attendre le salut de la France par le triomphe des idées conservatrices.

L'état social de la Belgique et celui de la France sont essentiellement différents, sauf dans la région du Nord

¹ L'auteur cite comme modèle le « programme de l'Union démocratique chrétienne de Liège », qui nous semble excellent, à part quelques idées ou tendances que nous aurons à discuter plus tard :

français, qui participe aux conditions générales des Flandres : mais c'est également une erreur de proposer, comme on le fait fréquemment, au reste de la France d'imiter en tout point l'organisation des conservateurs du nord. Les Flandres, y compris la région française, sont un pays prospère, à la population très agglomérée, livrée presque exclusivement au commerce et à l'industrie, à tel point que la culture elle-même y donne des produits spécialement industriels : ce sont la betterave, le tabac, le houblon, le chanvre, toutes choses qui vont directement aboutir à l'usine. De plus, le caractère des habitants est économe, réfléchi et volontaire. Enfin les voies de communication y sont développées d'une manière tellement considérable sur un sol essentiellement favorable par son horizontalité absolue, que c'est peut-être le pays du monde le plus étroitement sillonné de chemins de fer. — Mais ces trois conditions économique, ethnologique et géographique sont loin de se retrouver dans l'ensemble de la France. Au contraire, sur trente-huit millions d'habitants, nous en avons au moins vingt-cinq, c'est-à-dire plus des deux tiers, qui résident dispersés à travers de petites communes rurales. La culture à laquelle ils se livrent ou les industries de petit atelier, le commerce de petite boutique qui occupent leur vie, ne déterminent point de grandes agglomérations industrielles avec toutes les conséquences sociales que ces agglomérations entraînent. Les moyens de communication, bien que très développés, sont encore lents et dispendieux pour le

temps et les ressources dont les Français disposent Enfin le peuple, comme on le sait, a la tête chaude et se montre aussi prompt à s'emballer que facile à se décourager.

La seule parité qui existe entre la France et les Flandres se rencontre dans nos centres urbains, qu'ils soient politiques, industriels ou commerçants. Certes, ce n'est point un élément à dédaigner, car il représente un peu plus du quart de la nation : et de plus, c'est là que s'élabore l'idée électorale et que s'en forgent les armes de combat. Dans ce quart ou ce tiers de la France, que l'on organise les forces conservatrices comme on nous le propose : à merveille, l'organisation est possible, et l'on pourrait obtenir quelques-uns des résultats obtenus en Belgique si la campagne était aussi bien conduite. Mais il reste les trois autres quarts ou les deux autres tiers du pays, ne l'oublions pas.

Dans cette immense majorité de la France, ni les comités locaux, ni les comités généraux, ni tout le mouvement que l'on recommande dans le programme en question, ne sont possibles, comme ils le sont en Belgique ou dans les centres peuplés français.

Comment organiserez-vous des comités locaux dans ces trente mille communes rurales qui ne comptent que quelques centaines d'habitants ? Où trouver les hommes de bonne volonté qui consentent à s'occuper pendant des années de cette besogne, d'ailleurs au-dessus de leurs moyens ? C'est déjà bien assez, pour les individualités les plus éminentes, de remplir vaille

que vaille les fonctions d'adjoint et de fabricant. Non pas que nos braves paysans soient moins intelligents que l'ouvrier : mais, en vérité, ils ont autre chose à faire que de mijoter un plan électoral, et ils s'en moquent. Le comité local n'est possible que dans les petites villes de deux ou trois mille habitants au moins. Etablissez-le dans ces endroits, rien de mieux : ce doit être évidemment nécessaire. Mais faut-il espérer que ses membres, supposés déjà par pure hypothèse assez dévoués pour s'occuper activement des intérêts de leur localité, consentent à circuler de temps à autre à travers les communes environnantes pour y faire de la propagande ? Pure rêverie : nos gens ont autre chose à faire, par ce temps de souffrance générale où l'on n'a pas trop de loisirs pour s'occuper de ses propres intérêts. Quelques rares dévouements peuvent être suscités partout, mais nous n'aurons jamais une armée de héros.

Du même coup, l'autorité et l'influence des comités régionaux et centraux se trouve considérablement diminuées. En Belgique, elles s'exercent par le contrôle des comités locaux, par le maniement des fonds, par toute une bureaucratie tendant à dresser l'état exact des consciences électorales, enfin par les subsides distribués à propos aux indigènes récalcitrants. Possible dans les villes françaises où les comités locaux seront constitués, ce contrôle, ce maniement de fonds, cette bureaucratie cadastrale, ces subsides opportuns ne concerneront en aucune manière les trente mille communes où le système n'aura pu s'installer. La

majorité des Français sera perpétuellement soumise à l'influence passagère du chauffage électoral qui remue ciel et terre quelques semaines avant le vote : l'état réel de nos populations nous réduit à cette misère. Le suffrage universel y sera toujours sujet, dans les pays comme le nôtre, où chaque commune isolée n'est pas pourvue d'une élite intellectuelle et financière, où de plus les communications exigent toujours la dépense de quelques francs et de quelques heures, non plus seulement de quelques centimes et de quelques minutes.

§ VIII. — *Leçon que nous donne cet exemple : dispositions du public à l'égard de la question électorale.*

Nous ne sommes pas au bout des difficultés. Ce n'est encore là que la moindre différence qui existe entre la France et la Belgique. En voici une autre. Dans ce dernier pays, les gens portent un grand intérêt au suffrage universel. C'est une conquête qu'ils sont en train d'accomplir. Ne la possédant pas encore au complet, ceux qui se trouvent en droit de voter par suite de l'état de leur petite fortune considèrent ce droit comme une faveur dont ils sont fiers : il n'y a pas de danger qu'ils le laissent inutile ! D'ailleurs, peuple neuf à ce point de vue des libertés démocratiques (au sens moderne), les Belges s'imaginent encore, comme nous autres il y a vingt ans, que le suffrage universel est la panacée de toutes les crises sociales,

que cette conquête est l'émancipation définitive de l'humanité et l'aurore de la prospérité générale. Ils se montrent donc naturellement ardents dans cet ordre d'idées. — Il n'en est plus ainsi chez nous, chacun le sait. Nous commençons, fort heureusement, à rejeter ces naïvetés parmi la collection des songes révolutionnaires et des utopies décevantes. Une expérience déjà longue nous a appris le cas que l'on doit faire des déclamations à l'aide desquelles nos politiciens avaient l'habitude de capter la confiance de leurs électeurs. Instinctivement, nous commençons à ne plus mettre nos espérances dans la question électorale. Aussi, l'action que nous pourrions exercer dans cette sphère sera toujours beaucoup moins considérable dans l'ensemble de la France que dans le pays flamand. Il suffit de considérer ce chiffre énorme de trois millions d'absentions constatées aux dernières élections, pour se rendre compte des dispositions publiques à cet égard.

Il faut donc savoir compter avec les éléments moraux que fournit une population, et ne pas s'appuyer seulement sur le fonctionnement mécaniquement productif d'un système administratif une fois établi. Or, les dispositions morales de nos gens paraissent de plus en plus rébarbatives à ce point de vue. D'abord, devenus extrêmement défiants à notre égard par suite de la fausse interprétation que nos ennemis ont donnée de nos opinions politiques, il suffit que ce soient des conservateurs, à plus forte raison le clergé, qui leur recommandent une ligne de conduite et un candidat, pour qu'immédiatement ils accordent leur vote au

candidat représentant le parti opposé. Ils n'ont pas confiance en nous. Les francs-maçons les ont tellement bernés, qu'habituellement à considérer comme la vérité exactement le contraire de ce que leur dit un politicien, ils refusent de nous croire lorsque nous leur affirmons l'intérêt que nous portons à leurs affaires, le dévouement avec lequel nous nous consacrerons à leur bien. Ils sont convaincus que tout cela recouvre une secrète manœuvre grâce à laquelle nous rétablirons les privilèges, la dîme et la corvée. Sans doute, une campagne électorale énergique et persévérante modifierait un peu ces dispositions ; mais il ne faut pas en attendre le salut définitif, comme on a pu l'espérer avec plus de raison en Belgique.

Nous ne voudrions pas que personne se méprenne sur nos intentions. Nous aussi nous désirons de toute notre âme la régénération de la France. Nous voulons seulement chercher les vrais moyens de l'accomplir : et nous estimons que c'est rendre un service aux hommes dévoués, que de préciser exactement la valeur des moyens proposés de côté et d'autre, afin de les empêcher de se fourvoyer encore une fois dans une campagne inconsidérée, pour se décourager en voyant l'insuccès répondre à leurs efforts.

Notre opinion n'est pas que l'insuccès serait absolu. Loin de là, l'organisation proposée obtiendrait des résultats considérables, par l'influence qu'elle exercerait dans les centres urbains. Nous tenons à faire remarquer seulement qu'elle serait à peu près nulle dans les campagnes. Par conséquent il nous paraît à nous aussi

nécessaire d'organiser activement des comités électoraux conservateurs partout où ce sera possible ; mais nous avons cru devoir attirer l'attention sur la mesure modeste de résultats que nous pouvons rêver, comparativement aux résultats obtenus ailleurs.

§ IX. — *Autre conséquence : véritable manière de préparer les élections.*

Un tel jugement ne porte pas sur le programme d'action sociale comprenant le double système de l'enseignement populaire par les conférences, le journal, la presse, et de l'assistance des classes laborieuses par les institutions économiques. Voilà ce que nous considérons comme véritablement utile et fécond. Le mouvement en est lancé en France. Peut-être serait-il dangereux d'en détourner les esprits par la proposition d'une organisation électorale administrative et factice.

Un seul système nous paraît sérieux quand il s'agit de gagner la confiance des gens : c'est de leur rendre service, de travailler activement à leurs intérêts. Le jour où tous les prêtres, où tous les catholiques influents auront organisé quelque œuvre utile physiquement ou moralement à la population qui les entoure, ils tiendront cette population entre leurs mains, ils la feront marcher aux urnes comme un seul homme : il n'y aura pas besoin, étant données les bonnes dispositions dont elle est encore animée au fond, il n'y aura pas besoin de l'enrégimenter dans les cadres d'une

discipline électorale. Toujours elle se défiera de cette discipline, se montrera rebelle à l'action des comités, parce qu'elle y sentira un but exclusivement politique sans en recevoir d'autres bienfaits que de belles paroles et quelques verres de vin. Toujours, au contraire, elle se montrera fidèle et dévouée aux gens positifs qui, pendant de longues années, se seront appliqués à soulager ses besoins, à faire prospérer ses affaires : le moment de l'élection venu, elle les croira sur preuves faites lorsqu'ils lui garantiront leur intention de travailler à ses intérêts en politique comme ils l'ont fait dans la vie civile. Il suffit de voir ce que réalisent les pires ennemis de la France avec ce système. Un Wilson, après tant de hontes et de concussions, est bien parvenu à se faire réélire dans la circonscription de Chinon. On s'exclame généralement devant la dépravation du sens public, et l'on croit devoir attribuer cette surprise à des manœuvres sans frein de corruption et de chantage. Il y a peut-être un peu de cela ; mais nous avons entendu un ecclésiastique du pays nous affirmer que le succès du candidat était dû avant tout à son intelligente et infatigable activité dans ses entreprises industrielles, commerciales et financières, aux avantages positifs que les gens recueillaient à son service, aux fondations de tout genre qu'il avait su organiser pour la prospérité morale et matérielle de la région, à l'affabilité, à l'apparent dévouement qu'il témoignait à chacun. Bref, cet homme a rendu service à ses électeurs : les électeurs n'ont pas hésité à voter pour lui. Faisons de même, et la victoire est à nous,

sans que nous ayons besoin de ces comités compliqués, qui absorberaient notre attention, notre initiative, notre temps et nos ressources en nous détournant de l'action pratique, matériellement bienfaisante, et toujours destinée à triompher par elle-même.

Au reste, il y a une autre considération qui doit frapper tout esprit sérieux. L'organisation que l'on nous propose ne semble viser qu'un but électoral. Ce serait à croire qu'aux yeux des conservateurs l'élection de députés conservateurs est la seule et unique solution, le souverain remède aux maux de la nation. Malheureusement, leur attribuer cette opinion ce n'est pas les calomnier. Ils se reposent, ils chantent l'hymne triomphale de la victoire définitive, quand ils ont pu conquérir ce simple rouage du fonctionnement social, qui s'appelle le Gouvernement. C'est étrangement s'illusionner sur la constitution réelle des sociétés, sur leurs besoins fondamentaux et pratiques. Ou plutôt, c'est pousser jusqu'aux extrêmes limites de l'aveuglement cette vieille illusion des Français, que trois siècles d'expériences néfastes n'ont pu leur enlever, illusion d'après laquelle l'Etat peut à lui seul se charger de la prospérité universelle, remédier à toutes les misères, parer aux difficultés les plus colossales et les plus multiples.

Nous n'avons pas à réfuter ici cette vieille conception, si étroite malgré ses apparences de grandeur, si fausse et si pernicieuse malgré son air de puissance et de paternité. Il serait temps, cependant, de rejeter loin dans les rêveries du passé le fantôme décevant de

l'Etat-dieu, de l'Etat-trésor, de l'Etat-magister, nourricier, tuteur, juge et pontife à la fois. N'en déplaise à nos honorables députés ou candidats conservateurs, non, leur rôle n'est pas si brillant et si bienfaisant qu'ils se l'imaginent : dans quelques pages nous allons en chercher la raison.

Portons au contraire notre attention sur les organisations économiques qui subviennent aux besoins matériels du peuple et sur les œuvres de divers genre qui subviennent à ses besoins moraux : voilà ce qu'il importe de considérer au premier plan, parce que c'est vraiment là être utile à la nation. Ce n'est plus se servir d'elle comme d'un jouet en vue d'un but électoral : ce but électoral fût-il lui-même, dans notre intention, destiné à gérer parfaitement les vrais intérêts de la nation, il comporte toujours aussi notre satisfaction personnelle, la joie et les avantages inhérents à la possession du pouvoir, les faveurs et les privilèges qui seraient bientôt concédés, malgré notre impartialité, à notre parti et à nos amis. Non, l'application de tous les honnêtes gens aux œuvres d'enseignement et aux œuvres économiques serait directement et exclusivement ordonnée en vue du bien public, par la meilleure façon de procurer le bien public, en procurant individuellement le bien des citoyens qui composent le public. Voilà pourquoi ce système est encore le meilleur. Au surplus, il conduit de lui-même et bien plus sûrement au succès électoral, par le jeu naturel, spontané, tout à fait humain, des intérêts satisfaits et de la sympathie conquise : tandis qu'un mécanisme

électoral est toujours factice et n'exerce qu'une action aléatoire, superficielle et temporaire.

§ X. — *Deux autres éléments de la méthode.*

Après avoir fait ces déclarations, nous voudrions pouvoir nous arrêter aussi longuement sur les deux éléments de la méthode qui doivent compléter immédiatement le discernement : à savoir, l'enchaînement logique et la compréhension totale. Mais nous avons hâte d'arriver aux deux suivants, qui sont beaucoup plus importants.

Disons seulement que sans logique patiente et bien coordonnée, de même sans largeur de vues, sans esprit de synthèse, sans impartial libéralisme, il est impossible d'espérer un succès, je ne dis pas définitif et complet, mais simplement en rapport avec les efforts tentés.

Rien pourtant n'est plus commun que les esprits brouillons et rien n'est plus terrible que les esprits exclusifs.

Il faut savoir mettre en œuvre, simultanément dans l'ensemble du plan, mais progressivement dans le détail de son exécution, les divers moyens d'action dont nous avons parlé, en donnant à chacun son rang propre, son développement juste et normal, sa valeur précise et subordonnée, si l'on veut qu'il produise son plein effet et que le résultat atteigne toute sa puissance.

Les uns n'espèrent que dans la politique ; les autres ne

lui reconnaissent aucune influence. Ils ont également tort, chacun à leur manière. Très certainement, nous ne pourrons améliorer la situation dans une mesure satisfaisante, tant que la législation qui nous écrase ne sera pas changée, tant que nous n'aurons pas une majorité hardie décidée à protéger sous l'égide du gouvernement le parti de l'ordre, de la justice et de l'honnêteté publique, tant que la loi n'aura pas donné aux initiatives privées et locales, de même aux groupements professionnels, la liberté et les garanties nécessaires, tant que nos représentants n'auront pas réalisé toutes les réformes qui dépendent de l'Etat. Mais, par contre, nous sommes condamnés à nous laisser endormir en de déplorables illusions, tant que nous ne serons pas décidés à restreindre dans ces limites essentielles les attributions politiques, tant que nous ne serons pas entrés dans la voie des activités individuelles et locales, travaillant chacun dans notre petite sphère pour collaborer ainsi à la prospérité universelle, comme l'abeille qui construit son unique alvéole collabore à la prospérité générale de la ruche.

De même en est-il pour tous les autres moyens de perfectionnement et de régénération. Telle personne ne veut croire que dans l'efficacité de la presse ; telle autre dans celle des syndicats ouvriers ; une troisième dans les comités électoraux... Ayons l'esprit un peu plus ouvert, comprenons que toutes ces choses se complètent, se supposent, s'enchaînent, et ne peuvent réussir que si elles sont soutenues les unes par les autres dans une organisation méthodique.

Naturellement, un seul et même individu ne peut mener toute cette artillerie de front. Un canonier n'est pas de trop pour chaque pièce. Il est rare, à moins d'aptitudes spéciales, qu'un même homme puisse être à la fois conférencier de mérite et gérant d'une banque populaire, ou bien diriger avec succès un journal local tout en s'occupant activement des ouvriers de son usine. Chacun doit choisir une occupation déterminée. Mais ce qu'il faut savoir, c'est estimer comme ils le méritent les efforts de son voisin ; c'est discerner les besoins auxquels on ne subvient pas soi-même, et engager quelque autre homme d'initiative à s'en charger ; c'est, pour les quelques esprits influents qui sont à même de diriger tout un mouvement régional, de savoir embrasser d'un coup d'œil vaste et diriger d'une manière systématique toutes les activités locales, afin d'en obtenir le résultat total et complet.

CHAPITRE VII.

La Méthode (suite).

RECHERCHE DES CAUSES DU FAIT ET DES PRINCIPES DE LA SOLUTION.

- § I. — Nécessité de rechercher la cause profonde de notre décadence.
- § II. — Procédé pour découvrir cette cause : 1^o Constatation du fait primordial, la dissolution des classes supérieures.
- § III. — 2^o Quelle est la cause de ce fait primordial ? C'est le développement de la cour royale à travers l'histoire.
- § IV. — La bourgeoisie veut imiter la cour dans son existence facile de fonctionnaires salariés loin des tracasseries des affaires lucratives.
- § V. — Sans l'avoir voulu, elle devait fatalement l'imiter aussi dans sa dissolution.
- § VI. — La Révolution n'a rien changé à l'esprit fondamental de la France, d'où résulte sa décadence aujourd'hui comme autrefois au double point de vue économique et moral.
- § VII. — La décadence descend vers le peuple à mesure qu'on veut le faire monter jusqu'à la condition de la bourgeoisie, parce que les moyens de relèvement que l'on emploie sont mauvais.
- § VIII. — Outre les deux premières ainsi expliquées, quatre autres causes de notre décadence se trouvent éclairées, par cette étude : 1^o la politique.

§ IX. — Notre impuissance politique vient de nos habitudes de vie et de nos organisations factices.

§ X. — Nos œuvres sont cependant nécessaires, mais elles ne suffisent pas.

§ XI. — 2^o Genèse de la Franc-maçonnerie.

§ XII. — 3^o Les Juifs et l'antisémitisme.

§ XIII. — 4^o La finance.

Nous arrivons à la partie culminante de notre étude, s'il est permis d'employer de telles expressions pour ce modeste travail. Ici, voulons-nous dire, va se préciser le principe directeur de nos diverses observations, en même temps que s'affirmer le sens philosophique et social vers lequel elles tendent comme vers un centre de gravité.

Si nous ne nous abusons, c'est également le centre où doit converger, le foyer où doit venir s'alimenter l'activité des hommes voués en France à la régénération morale et religieuse en même temps qu'à l'amélioration du sort matériel des classes laborieuses. Dans ces pages viendront se fixer et s'éclairer un certain nombre de questions énumérées au cours de la discussion, questions se rapportant toutes, malgré leur diversité, au même principe de solution que nous allons établir ici.

Nous hésitons d'autant moins à le proposer avec confiance, que nous n'en sommes point l'inventeur, mais que nous essayons de l'appliquer seulement à la question présente après avoir constaté son efficacité par ailleurs. Il faudrait ainsi que tous ceux qui croient tenir une idée utile s'appliquassent à la faire connaître, en disant comme nous l'avons fait bien simplement pourquoi ils admettent ou combattent les idées proposées

par autrui. Du choc de la discussion jaillit la lumière de la vérité, comme dit monsieur Prudhomme avec raison.

§ I. — *Nécessité de rechercher la cause profonde de notre décadence.*

Parmi les qualités que réclame l'esprit nouveau dans l'action morale et religieuse, on doit ranger certainement comme l'une des plus inconnues et cependant des plus nécessaires, cette qualité si essentiellement requise par toute bonne méthode, de rechercher les causes par-delà les faits, de rechercher aussi les principes de la solution au lieu d'aspirer trop vite à des expédients hâtifs et superficiels. Il ne suffit pas de réorganiser le *mécanisme* social, il faut surtout en réformer le *principe*.

Mais comme ces idées sont en opposition avec les dispositions habituelles et les préjugés reçus, si elles sont justes les gens de bien, au lieu de chercher à réformer seulement les autres, ont grand besoin de commencer par se réformer eux-mêmes. Certes, il ne faut mépriser ni la puissance de l'intuition, ni le poids de la philosophie pratique contractée au contact du monde ; mais nous sommes convaincu de l'insuffisance de ces deux éléments d'information dans la question qui nous occupe.

Cette « philosophie pratique contractée au contact du monde » ne constitue, à notre avis, comme toute

expérience de hasard non contrôlée par la science, qu'un élément d'information incomplet et étroit, capable de fausser l'interprétation des faits plutôt que d'en donner l'intelligence véritable, et plus souvent féconde en illusions décevantes qu'en conseils efficaces.

Demandez aux catholiques d'aujourd'hui d'où vient la décadence morale et religieuse ? Ils vous répondront presque tous avec un exclusivisme entêté : Elle vient de la franc-maçonnerie ; ou bien : du scepticisme et de la corruption dont les classes supérieures donnent l'exemple aux masses ; ou encore : de la presse et de la littérature ; ou peut-être : de la politique, du socialisme, du radicalisme, des lois que ces factions inspirent ; ou enfin : de la Juiverie toujours envahissante. — Alors, le remède, naturellement, consiste, disent les uns, à déraciner la Juiverie ; les autres, à tuer le socialisme, ou à bâillonner la presse, puis à réformer les classes supérieures, ou enfin à lutter contre la franc-maçonnerie.

Heureux encore si vous rencontrez un homme à l'esprit assez libéral pour admettre la simultanéité de toutes ces causes, et de plusieurs autres. Ils sont rares, ceux qui possèdent une vue assez exercée pour suivre d'un seul regard le jeu compliqué de cinq ou six influences sociales à la fois. Il faut les féliciter de cette envergure.

Mais à ceux-là même, la science vient dire : Vous vous donnez beaucoup trop de mal, et de plus vous faites erreur. Les choses ne sont pas si embrouillées, et cependant il faut aller plus loin. Par-delà ces causes

multiples, qui sont accidentelles, et dont l'encombrement vous perd, vous dissipe, vous annule, il y a une seule et même cause profonde d'où elles découlent toutes ensemble. C'est elle qu'il importe de découvrir, parce qu'ainsi, ayant abandonné la recherche du *mécanisme* immédiatement tangible et nécessairement superficiel, vous tiendrez le *principe* qui en est la source commune, et qui pourra indiquer en même temps le vrai sens de la solution.

Arrêtons-nous, pour répondre, très modestement, à ceux qui nous accuseront de vouloir proposer encore une panacée unique et infaillible l'école sociale scientifique dont nous allons nous inspirer ne tombe pas dans cette dangereuse outrecuidance. Elle reconnaît plus que toute autre la complication extrême des maux dont souffre la pauvre humanité et des remèdes dont elle a besoin. Dans la question morale et religieuse qui nous occupe, la complication est plus considérable encore que partout ailleurs. Nous voudrions montrer simplement que l'on a le tort, en général, de la faire dégénérer en enchevêtrement inextricable, et qu'il est possible de la débrouiller pour en extraire le *fil conducteur*, au moyen des considérations auxquelles nous demandons la permission de nous livrer.

§ II. — *Procédé pour découvrir cette cause : 1° Constatation du fait primordial, la dissolution des classes supérieures.*

Il s'agit de découvrir une cause commune et pro-

fonde expliquant également l'apparition de ces causes multiples de décadence dont nous venons d'énumérer les principales.

Que l'on veuille bien suivre notre raisonnement.

La décadence d'une société est d'autant plus considérable, que se multiplient davantage les décadences partielles de ses divers éléments. Elle est complète lorsque tous les éléments à la fois sont arrivés au point extrême. C'est l'état lamentable que l'on pouvait constater dans le monde civilisé à la fin de l'Empire Romain. Mais ce malheur absolu se rencontre rarement dans l'histoire. Plus souvent, la contagion gagne de proche en proche ; et, à mesure qu'elle se propage d'un côté, une régénération se manifeste de l'autre. Tel est aujourd'hui le cas de la France : une régénération sensible se manifeste dans les classes dirigeantes, tandis que la décadence se propage de plus en plus dans les masses populaires.

Et cependant celles-ci ont été corrompues par celles-là, le mouvement de relâchement à l'égard des principes moraux et religieux est parti d'en haut.

Ceci est un fait notoire. Dès avant la Révolution, une grande partie de l'aristocratie, spécialement celle qui vivait à la cour, était tombée dans une décadence de mœurs que ne rachetait pas, aux yeux des étrangers, l'exubérance d'un esprit délicat et l'éclat somptueux d'un goût raffiné, devenu le roi universel de la mode. Mais alors même, malgré leur misère extrême, malgré tant d'exemples pernicieux, les masses populaires étaient restées fidèles à la morale et à la religion. Ce

fut la Révolution qui, par ses excitations, commença à détraquer les cervelles dans la bourgeoisie, et ce fut, après l'Empire, la Restauration monarchique qui par une réviviscence inespérée de prospérité extraordinaire finit par étourdir les classes dirigeantes en général en leur donnant une confiance orgueilleuse et illusoire dans la science et la richesse, en les portant à tous les excès qu'engendre cette fascination lorsque Dieu n'est plus là pour la modérer.

Grâce à la démocratie qui se rapproche de plus en plus des sphères supérieures, qui pénètre avec curiosité et envie dans leur intimité, qui veut parvenir à les imiter surtout dans leurs jouissances, le mouvement commença dès lors à pénétrer de plus en plus dans le simple peuple. De proche en proche il descend les degrés de la hiérarchie sociale, il gagne les campagnes après avoir envahi les villes : et à mesure il acquiert plus de vitesse et d'extension. Mince filet sorti de la montagne, il a déjà cessé d'être ruisseau pour bondir comme un torrent : bientôt il s'étendra en maître dans la plaine.

Le fait du point de départ est d'ailleurs assez reconnu pour qu'il ne soit pas nécessaire de l'affirmer davantage et d'en apporter les preuves.

§ III. — 2° *Quelle est la cause de ce fait primordial ? C'est le développement de la cour royale à travers l'histoire.*

Ce qui est beaucoup plus important, c'est d'en rechercher la cause profonde et vraie. Pourquoi y a-t-il

eu un moment dans l'histoire de France où les classes supérieures ont commencé à se corrompre, tandis qu'elles se sont maintenues ailleurs, par exemple en Angleterre, dans une certaine moyenne de moralité qui leur a permis de rester maîtresses de l'ordre social ?

Cela vient de ce qu'elles ont été entraînées de plus en plus à se modeler sur le type de la *cour*.

Une cour est une réunion de personnes occupées principalement à tenir un rôle décoratif auprès du monarque, et employées subsidiairement à administrer la nation sous les ordres de ce prince plus ou moins absolu. Une pareille situation entraîne par la force des choses trois conséquences, qui composent ensemble le caractère du courtisan. Avant tout, la désertion des propriétés locales auxquelles l'attirent des faveurs royales a arraché les anciens seigneurs indépendants. Autrefois maître de son château féodal et du territoire environnant, le chevalier, comte ou baron se désaffectionne de son entourage de paysans, se fatigue des soins exigés par la terre, sacrifie sa liberté, et accourt auprès du roi, soit pour batailler à travers toutes les routes d'Europe, s'enivrant de gloire et de butin, soit pour faire resplendir l'éclat de la majesté royale dans les fêtes de la cour. — Par une conséquence inévitable, les provinces n'étant plus gouvernées, défendues, soutenues et dirigées pratiquement, de près et personnellement par ce seigneur qui seul y avait intérêt et seul en possédait les moyens, ont besoin d'être administrées, du siège central, par un haut fonctionnaire choisi d'après l'arbitraire du souverain en raison de sa servilité et de son

incompétence. Ainsi se perfectionne le caractère du courtisan. Après l'abandon méprisant des choses pratiques et des intérêts vitaux du peuple, c'est la flatterie rampante et l'esprit de mendicité. — Enfin, dernier trait qui nous conduit au fond de notre sujet, cette vie d'oisiveté et de fêtes, de tournois et de bals, de salon et de théâtre entraîne, avec une fatalité irrésistible, la corruption des mœurs revêtue des attraits les plus séduisants de l'esprit et d'un atticisme délicat, mais d'autant plus insidieuse et plus perverse. Elle devient une habitude vitale, une atmosphère indispensable, un besoin, que développent toutes les agglomérations factices d'êtres humains non appliqués assidûment à un travail positif et que porte à son paroxysme ce genre spécial d'agglomération où tout est à la fois négatif et artificiel.

Aussi, plus les rois de France augmentent le nombre de leurs courtisans, plus les mœurs tombent en discrédit dans les hautes sphères sociales. Nul mieux que H. Taine ¹ n'a compris et décrit cette conséquence inévitable. Que voulez-vous que deviennent de pauvres humains obligés par vocation d'employer leurs loisirs, c'est-à-dire toute leur existence, en représentations festives, dans un mélange savant des sexes, parmi les recherches suprêmes de la beauté, de la grâce, au milieu de tous les raffinements du luxe le plus amolissant, au sein d'une atmosphère capiteuse de parfums et de jolis mots troublants, dans un décor qu'auraient envié les dieux de l'Olympe, sous l'influence des sourires

¹ *Les Orig. de la Fr. cont., L'ancien Régime.*

excitants et des gestes tentateurs ? Sans qu'aucune force humaine ou divine puisse en entraver l'impétuosité, il s'établit là un courant de sensualisme grossissant de jour en jour, se nourrissant des mille petites sources rencontrées sur le chemin, et finissant par déborder pour inonder le reste de la terre.

§ IV. — *La bourgeoisie veut imiter la cour dans son existence facile de fonctionnaires salariés, loin des tracasseries des affaires lucratives*

De fait, les rangs divers de l'aristocratie, puis de la bourgeoisie, qui s'échelonnent sur ses bords, buvant avidement, quand elles le peuvent, de cette eau de volupté, ne demandent qu'à s'en laisser enivrer complètement.

Oh ! ce n'est point perversion et goût prononcé pour une existence immorale : mais simplement pour une existence facile et sans souci. Convaincu par l'exemple du courtisan, tout individu qui s'est acquis une notoriété, une influence quelconque dans la vie privée, aspire à augmenter cette influence en la transportant dans la vie publique, en devenant petit ou grand fonctionnaire de l'administration gouvernementale ; et pourquoi ? Parce que le fonctionnarisme est une existence aisée, dénuée d'aléa et de soucis, grassement payée, comblée d'honneurs, entourée de considération, enfin plus facile et plus agréable à tous les points de vue que le tracasseries des affaires.

Or, il se trouve que, par la fatalité du régime politique qu'avaient inauguré les successeurs de Charlemagne, nos rois sentaient la nécessité de développer ce système jusqu'à en faire le type idéal de la civilisation. Grands guerriers devant le Seigneur, ils bataillent sans cesse, d'abord dans toutes les provinces de France, puis contre toutes les puissances du monde : d'où la naissance et le développement de la chevalerie militaire, qui achève de détacher du sol et des intérêts pratiques de la nation toute l'aristocratie. En même temps, centralisateurs par principe national et par intérêt privé, les rois s'adjugent toute l'autorité jusque dans les extrêmes ramifications de la vie privée : d'où l'apparition, dans toutes les villes du royaume, d'une nuée de fonctionnaires, modelant les attributions de la bourgeoisie sur celles de l'aristocratie. Tout citoyen qui se sent capable et que tourmente un grain d'ambition sollicite une place dans le bailliage du roi. D'ailleurs, les impôts devenant de plus en plus écrasants par la nécessité où se trouve le roi de nourrir grassement cette famille innombrable, les patrons de l'agriculture ou de l'industrie sont bientôt d'avis que leur position est insoutenable, et qu'il n'y a plus moyen de s'enrichir dans les affaires. Aussi, tout ce que la France produit de gens aptes à faire prospérer ses intérêts pratiques, abandonne justement ces intérêts devenus trop peu lucratifs et s'en va grossir l'armée des hommes de loi, des sergents du fisc et des bureaucrates de l'Administration. Il y a là une poussée qui, par la force des choses, s'accroît de jour en jour. Une fois entrée dans l'engrenage, nulle puissance n'était

capable d'en retirer la France, il fallait aller jusqu'au bout.

Au reste, personne ne songeait à lutter contre ce mouvement. On le croyait bon. Tous les esprits voués au bien de la nation étaient convaincus de sa nécessité, s'employaient à le perfectionner, à coups de règlements, par l'autorité de la Loi et par l'énergie des fonctionnaires chargés de l'appliquer. Louis IX, François I^{er}, Henri IV, Louis XIV, Suger, Sully, Colbert, Turgot, tous les grands représentants et directeurs du système, s'appliquent avec zèle mais sans grande efficacité à relever sans cesse l'agriculture, l'industrie, le commerce, la finance, ne s'apercevant pas que ce relèvement serait toujours factice et transitoire, sans solidité et sans durée, tant qu'ils n'auraient pas dégrevé le sol et l'atelier de ces impôts écrasants, et tant qu'ils n'auraient pas rendu à la direction pratique, personnellement intéressée, des affaires lucratives, la bourgeoisie absorbée par l'administration politique, judiciaire et fiscale¹.

§ V. — *Sans l'avoir voulu elle devait fatalement l'imiter aussi dans sa dissolution.*

Mais sans nous arrêter à montrer les pernicieuses conséquences économiques de cette conduite, sans insis-

¹ Nous n'avons fait dans cette page, que reproduire en deux mots les conclusions d'une étude magistrale sur le caractère général de l'histoire de France, donnée en 1894 par M. Demolins dans son cours à la *Société de Géographie*.

ter sur la misère extrême où elle avait fini, malgré les efforts du gouvernement, par réduire la France au point de provoquer l'inévitable éruption de la Révolution, nous devons seulement faire observer que là résidait en même temps la source toujours grossissante de la corruption des mœurs.

Sans l'avoir cherché par une propension de parti pris que lui interdisaient au contraire ses habitudes chrétiennes, la bourgeoisie se trouvait entraînée, par le seul fait qu'elle imitait ainsi la vie facile et bien rentée de l'aristocratie administrative, à imiter également les mœurs dissolues du courtisan.

Tout officier civil réside nécessairement dans une ville importante. Ses sous-employés vont seuls exécuter en tous les points du pays les ordonnances de police, de justice, la perception des impôts et autres fonctions de l'administration. Encore, il n'est pas de petit écrivassier de septième ordre qui ne trouve indigne de lui les villages et les bourgades dépourvus d'un certain apparat de luxe délicat. Cette profession exige, à cause de ses occupations mêmes, l'habitation urbaine, autant qu'elle excite et développe le goût de la vie bourgeoise.

Et qu'est-ce que la vie bourgeoise, telle qu'elle a toujours été entendue en France ? Elle comporte trois caractères. D'abord, l'abandon et le dédain plus ou moins avoué de toute occupation manuelle, de toute entreprise lucrative : le fonctionnaire méprise souverainement l'agriculteur, l'industriel et le commerçant ; il est créé pour les régir de par loi, pour les vexer le plus possible, même quand ses bonnes dis-

positions personnelles de brave homme l'animent d'intentions conciliantes — presque toujours incompatibles avec les volontés de ses supérieurs. Aussi pour rien au monde ne voudrait-il employer ses nombreux, trop nombreux loisirs, en se créant des ressources supplémentaires au moyen d'une petite exploitation, d'un modeste atelier, d'une humble boutique : allons donc ! et sa dignité professionnelle ? Il se noircirait les mains, dérangerait l'ordonnance de sa chevelure, fripperait ses habits, et justement son second caractère c'est de rechercher instinctivement la correction extérieure, la distinction d'un homme absorbé par la pensée, tout ce qu'il y a de plus capable de lui conquérir l'estime du vulgaire. Il aura donc un logement coquet et bien soigné, il dépensera tous ses maigres revenus à faire bonne figure dans le monde : tant pis si, pour compenser cette recherche de luxe, il est obligé de se mal nourrir, lui et sa petite, toute petite famille — pas trop nombreuse, parce que les enfants coûtent cher à élever ; il lui suffit que tout ce qui frappe les yeux du public soit imposant ou séduisant. Ses supérieurs eux-mêmes le jugent et l'apprécient d'après ces apparences, les seules qui puissent le faire monter dans leur estime et dans la hiérarchie qu'il ambitionne. Aussi — et c'est là son troisième caractère — recherche-t-il, pendant ses loisirs, la fréquentation de ces supérieurs. Il tient à s'en faire connaître et apprécier. Son plus grand bonheur, l'événement annuel, est d'être reçu dans leur salon : s'il arrive à rendre cet événement bi-mensuel, mensuel, hebdomadaire, sa fortune est assurée. Ainsi l'estime du sa-

lon devient prépondérante dans l'esprit du fonctionnaire. Et, comme à son tour il est obligé de recevoir ses inférieurs, ses égaux, ses supérieurs même, il s'ingénie de toute manière à s'organiser un salon luxueux, à bien faire ses réceptions, à acquérir une réputation d'homme du monde dans tous les sens du mot.

Or, l'un des principaux sens de ce mot « homme du monde » est le sens, non seulement de « galant homme », mais plus ou moins d'« homme galant ». Tout salon est, de près ou de loin, suivant son importance, une petite cour. L'homme du monde devient facilement un courtisan en raccourci. Les grands salons mettent leur vanité à imiter le luxe princier — et nécessairement aussi le dévergondage — de la cour. Les petits s'épuisent à imiter les grands. De la sorte, du haut en bas, c'est une émulation absorbant tous les loisirs et toutes les facultés de ce que la nation compte de plus intelligent et de plus civilisé, non point en vue de faire prospérer les affaires, mais en vue de déployer le plus de luxe possible, en vue de faire preuve d'un raffinement d'esprit supérieur, en vue d'occuper ses loisirs à des plaisirs inabordables au vulgaire. Conséquence naturelle : dans tout salon comme à la cour, un certain relâchement des mœurs d'autant plus sensible que l'imitation de la cour est plus parfaite. Aussi est-ce dans les salons du xviii^e siècle que nait, s'inspire, s'affirme et obtient son premier succès le talent polisson des écrivains qui ont tant contribué à notre décadence définitive par le scepticisme et la gauloiserie. Il n'était pas de hobereau de province qui ne voulût acquérir à

son tour une réputation de galanterie. Il n'était pas de ville du royaume où quelque gentilhomme ne se ruinât pour le beau sexe. Partout, une fringale de plaisir ; partout, un débordement de luxe ; et pendant que cette élite privilégiée éblouissait le reste du monde, la France agonisante se préparait à l'étouffer dans le sang sous la Terreur.

§ VI. — *La Révolution n'a rien changé à l'esprit fondamental de la France, d'où résulte sa décadence aujourd'hui comme autrefois, au double point de vue économique et moral.*

La plupart de nos contemporains paraissent encore convaincus que du moins la Révolution changea la face des choses, en assurant au peuple une part dans la jouissance des classes aristocratiques et en abattant l'orgueil et la puissance de ces dernières. Il n'en est rien. La Convention, le Consulat, l'Empire, la Restauration, la troisième République elle-même, n'ont fait que perpétuer, qu'augmenter avec zèle, que porter à l'apogée le déplorable système de la Centralisation administrative, d'où venait tout le mal. Aujourd'hui plus que jamais, les gens intelligents, hardis et ambitieux abandonnent les professions lucratives, désertent les localités quelque peu rurales, viennent s'établir à la ville dans une profession libérale quelconque, en recherchant avec une avidité prédominante celles qui sont subventionnées par le Gouvernement. Le nombre des fonctionnaires proprement dits s'est accru dans des

proportions phénoménales, bien au-delà des exigences de l'Administration elle-même. Ils ont envahi l'enseignement, qui n'a pourtant aucun rapport avec la politique : les Beaux-Arts, qui gémissent de cette tutelle oppressive ; les travaux publics, qui seraient mieux exécutés et à meilleurs frais par l'initiative privée ; la direction de l'agriculture et du commerce, dont ils entravent la marche loin de les faire prospérer ; la police, l'armée, la marine, dont les développements excessifs et mortels sont un des résultats les plus clairs du système inauguré depuis Charlemagne. Il n'est pas jusqu'au droit d'exercer les professions de médecin, de notaire, de magistrat, d'avocat, et bien d'autres, qui ne soit soumis au contrôle de l'État, qui n'oblige à lui payer des impôts spéciaux, qui ne doit passer par la filière étroite de ses programmes.

Bien que tyrannique et hostile au progrès, un pareil état de choses n'en flatte pas moins la pusillanimité à laquelle les régimes antérieurs ont tous contribué pareillement à habituer les Français : il leur évite l'obligation pénible de se tirer d'affaire par eux-mêmes dans la vie, à un moment où la concurrence rend cette obligation de plus en plus difficile. Aussi se presse-t-on en foule autour des diplômes et des appointements, qui vous assureront une existence privée d'inquiétude, un budget régulièrement soldé, sans crainte d'aléa, une sécurité garantie par la stabilité même de l'Administration, beaucoup plus vivace qu'aucun genre de Gouvernement.

Pendant ce temps-là, naturellement, les affaires lu-

cratives, de plus en plus délaissées, végètent et périssent. Si une certaine période de ce siècle nous a permis de relever notre fortune publique et privée, d'améliorer même dans une faible mesure la condition du peuple, ce fut malgré le système, par suite de conditions économiques indépendantes, grâce au développement des sciences, du machinisme, des transports, dont profitèrent également toutes les nations civilisées, même plus désorganisées encore que la nôtre.

Mais le résultat le plus frappant, pour la question qui nous occupe, fut la décadence toujours croissante des dispositions morales et religieuses, dans les classes supérieures d'abord, puis dans le peuple lui-même.

La recherche des professions dites libérales entraîne, nous l'avons vu, le séjour dans une ville d'une certaine importance. Telle est la principale cause de ce développement exagéré de la vie urbaine, dont on se plaint de toutes parts. Remarquez que, ne travaillant pas de leurs mains, les bourgeois et les aristocrates entraînent nécessairement derrière eux un peuple entier de petites gens, valets, marchands, fournisseurs, artistes et artisans de toute espèce, destinés à subvenir à leurs besoins essentiels ou factices. Observez de plus que notre aversion générale pour la vie à la campagne, même non agricole, a poussé tous les industriels qui ne se voyaient pas obligés de profiter d'une source de richesse locale, chute d'eau, mine, houillère ou autre, à venir s'établir dans les villes importantes afin de bénéficier à leur aise, pendant leurs loisirs, des plaisirs artificiels de la cité.

Il sera alors facile de saisir l'ensemble des causes gé-

nérales qui ont produit ce déséquilibre dangereux entre la population rurale et la population urbaine.

Mais, nul ne l'ignore, la vie urbaine est incomparablement plus défavorable aux bonnes mœurs que la vie rurale. Toute capitale, on aura beau faire, sera toujours plus ou moins une « Babylone. » Il nous semble oiseux d'établir, sur ce point, des comparaisons patriotiques entre Paris et Berlin, Vienne et Saint-Petersbourg, Londres et New-York, Pékin et Yokohama, Bombay et Rio-de-Janeiro : les trente ou quarante millions d'êtres humains qui les peuplent, les cent millions qui occupent les autres centres un peu denses, seront perpétuellement exposés aux mêmes dangers. Tout ce que l'on pourra faire, c'est d'instituer, dans une louable effervescence de zèle pour la morale et la religion, une série de systèmes préservateurs auxquels adhéreront, comme il arrive dans les grandes villes de France, les rares bonnes volontés éprises d'idéal. Nos espérances ne pourront jamais aller au-delà. Nos mécanismes resteront inévitablement superficiels et instables, tant que nous n'aurons pas réformé le principe, arrêté l'immigration urbaine, diminué s'il est possible le nombre des citadins déjà existant, et pris des mesures énergiques pour réprimer la licence publique.

§ VII. — *La décadence descend vers le peuple à mesure qu'on veut le faire monter vers la bourgeoisie, parce que les moyens de relèvement que l'on emploie sont mauvais.*

Telle est en effet la cause de la propagation des mau-

vaises mœurs jusque dans les masses populaires : la licence des hautes classes, enfermées auparavant entre leurs cadres à peu près infranchissables, est devenue publique, s'est affichée avec une allure provocatrice et séduisante. Cela aussi devait arriver tôt ou tard, par suite de la préoccupation démocratique de faire partager au peuple les avantages dont jouissent les classes élevées.

Nous ne discuterons pas cette préoccupation en principe : elle est juste, les hommes étant égaux par nature. Mais il est faux, d'abord, qu'ils soient égaux en droits. Ni les facultés natives, ni l'éducation, ni les ressources, ni les tempéraments, ni les qualités pratiques d'où dépend le succès, ni par conséquent les différents droits privés ou publics qu'entraînent ces divers facteurs, ne seront jamais égaux ni même semblables dans n'importe quel groupement humain. Il est donc illusoire, il est dangereux de vouloir faire participer les foules aux droits des citoyens placés naturellement ou par conquête aux situations supérieures : on n'aboutira jamais qu'à des monstruositéés telles que la présence des Basly et des Thivrier à la Chambre : à moins que le peuple, comme il arrive en Angleterre, ne soit assez instruit et assez sage pour se choisir des représentants devenus, dans ses propres rangs, des esprits élevés et habiles. Le droit, alors, est acquis par la valeur personnelle et n'existe que quand cette valeur se manifeste.

Mais il est une autre considération plus importante, que notre siècle semble avoir négligée de parti pris.

Dans les trois manières que l'on a employées pour faire participer le peuple aux avantages des classes supérieures, on a refusé de distinguer ce qui était vraiment capable de le faire progresser dans une civilisation évidemment nécessaire et bienfaisante, de ce qui devait au contraire lui être nuisible et l'entraîner petit à petit aux abîmes.

Ainsi, l'on a voulu distraire le peuple, ce qu'il a bien mérité, certes, par son existence de travail ahurissant et de misère désolante. Mais, l'aristocrate et le bourgeois ayant l'habitude de se distraire d'une façon malsaine et pernicieuse, on a tout simplement descendu ces mêmes distractions au niveau des intelligences inférieures. Le journalisme, le roman ont popularisé ce qui autrefois était l'apanage des oisifs : le sensualisme délicat s'est encanaillé, et voilà tout. Il y avait pourtant manière de distraire le simple et digne travailleur des champs ou de l'atelier sans l'éclabousser de cette boue acide, qui excite ses sens et énerve sa virilité : une certaine partie de la presse, soit catholique, soit neutre, le fait avec succès ; pourquoi tous ceux qui ont entrepris la louable profession de distraire le peuple ne sont-ils pas restés dans cette mesure ? Comment une nation qui se respecte peut-elle tolérer cette odieuse campagne de corruption populaire que mènent bon train les prétendus pionniers du progrès, au sens spécial et faux qu'ils ont donné à ce mot ? Précisément, une pareille tolérance vient de ce que les auteurs de ce mouvement, et d'autre part ceux qui pourraient et devraient le diriger, appartiennent aux

classes bourgeoises dont les habitudes licencieuses ont besoin de se voir imitées par le public pour trouver dans cette imitation une excuse.

De même, on a voulu instruire le peuple. A merveille. Encore y avait-il deux manières de l'instruire. Une manière profitable eût été de lui enseigner, sans parler des notions d'histoire, de cosmologie, et autres, utiles ou agréables, dans un degré élémentaire, les principes et les détails techniques des diverses professions qui le font vivre : lui apprendre à perfectionner l'agriculture, s'il s'agit des paysans, à bien tenir une comptabilité, à bien remplir les devoirs minutieux du ménage, s'il s'agit des femmes, à gérer habilement son pécule, à s'associer, à juger de ses droits, à revendiquer ses besoins, à perfectionner son métier, s'il s'agit des ouvriers artisans. Or, c'est précisément ce genre d'instruction que l'on a presque toujours négligé de donner au peuple. On a préféré lui en donner une autre, plus variée, d'apparence plus distinguée, plus flatteuse, mais beaucoup moins utile, pernicieuse même, parce qu'une jeune cervelle bourrée de notions pédagogiques n'ayant rien de commun avec la pratique de la vie, ambitionne bien autre chose que de gaspiller sa belle intelligence à labourer la terre ou à fabriquer des chaussures : elle vise au brevet, puis au baccalauréat, aux diplômes supérieurs s'il est possible : et c'est ainsi que, par l'abandon croissant des emplois manouvriers, le peuple, mal instruit, s'en va grossir le nombre des candidats qui s'étouffent aux portes de la Bureaucratie ou des Professions dites libérales, pour verser le flot inquié-

tant et torrentiel de ceux qui ne peuvent pas arriver dans toutes sortes de métiers louches où se recrutent la mendicité, l'escroquerie, la prostitution, le crime et finalement l'anarchie. Mais il est aisé de comprendre qu'il n'en pouvait être autrement, lorsque les éducateurs du peuple étaient justement sortis des rangs de ces classes faussement appelées dirigeantes, qui avaient pris depuis des siècles l'habitude de concevoir comme type de l'instruction une érudition classique, littéraire, pseudo-scientifique, archi-sentimentale, sans aucun rapport avec les nécessités pratiques de la vie active et des affaires qui font prospérer une nation.

Enfin, pour couronner ce double édifice, ces mêmes braves gens s'étaient imaginés de fêter le peuple, de le glorifier de toutes manières, de l'élever autant que possible à leur niveau. Je n'y contredis point. Nous sommes même les premiers à proclamer la nécessité de relever les classes populaires. Mais il y a une manière de les relever qui consiste à développer leurs facultés vitales, à les rendre plus capables de s'enrichir et de se moraliser, de fonder des familles fécondes et une démocratie politique vigoureuse. Cette manière bienfaisante, nécessaire, est inconnue en France. On a pensé que pour relever les foules il fallait les embourgeoiser cinq ou six jours par an, leur offrir des bals à l'Hôtel de Ville, des punchs et des spectacles gratuits le 14 juillet, multiplier dans les « foires » les théâtres à dix sous, ouvrir les musées, rendre publiques les audiences judiciaires et les délibérations de la Chambre, chanter les dythirambes et les apothéoses démocratiques dans la gloire

des feux d'artifice et des musiques militaires, surtout, surtout donner à l'avidité des ambitions des appétits ainsi excités la suprême satisfaction du suffrage politique où le savetier est l'égal du grand industriel, où l'imbécile pris dans le ruisseau prétend juger aussi bien que le plus profond observateur de l'humanité. Et voilà le peuple singulièrement relevé, n'est-il pas vrai ? Oui, selon la conviction de tous ces bourgeois aux yeux desquels la valeur d'un homme dépend de l'apparat extérieur, et non point du développement et de la vigueur des facultés pratiques d'où naissent à la fois la prospérité et la dignité d'une race.

Il nous semble maintenant suffisamment démontré que la démoralisation des masses découle de la démoralisation où s'était enfoncée la tête du corps social par suite du régime centralisateur, et qu'elle revêt, par une conséquence logique, exactement le même caractère. Du petit au grand, la France entière a coulé dans le même moule ses divers membres, pour en former je ne sais quel composé artificiel et instable, très joli à l'œil mais déséquilibré, comme un clown bien fardé, gai et charmant, mais exagéré dans ses mouvements, sans but pratique dans ses impulsions, miné d'ailleurs à l'intérieur de son organisme par une désarticulation qui ne lui assurerait pas pour dix ans d'existence.

§ VIII. — *Outre les deux premières ainsi expliquées, trois autres causes de notre décadence se trouvent éclairées par cette étude : 1° la politique.*

D'ores et déjà il nous est facile de comprendre comment les diverses autres causes de décadence morale et religieuse dont on se plaint de toutes parts dérivent de cette source commune.

Deux de ces causes se sont déjà expliquées d'elles-mêmes : à savoir, le scepticisme et la corruption des classes supérieures, puis la perversité de la presse et de la littérature.

Il en reste quatre autres, au sujet desquelles nous devons donner quelques mots d'explication.

La politique, en premier lieu. La France a cru se sauver par l'inauguration du régime parlementaire, qui réussissait à nos voisins. Elle l'a cru très fermement, elle le croit encore. Ne disons pas qu'elle se trompe, nous n'en savons rien. Mais ici nous pouvons constater de nouveau combien le caractère français est enclin à se laisser duper par la belle apparence d'un mécanisme extérieur et à oublier le principe de son fonctionnement. Le régime parlementaire, comme tout autre régime politique, est un pur mécanisme, et vaut uniquement par le principe qui préside à son jeu. Il peut se faire, et il est arrivé que ce mécanisme, mis en mouvement par un bon principe en d'autres nations, soit mû par un principe faux et stérile dans la nôtre. On a beau instituer le gouvernement parlementaire, encore faudrait-il bien choisir

les hommes que l'on chargera de remplacer ainsi le gouvernement absolu par un gouvernement qui, entre nous, se montre presque toujours plus absolu encore, plus arbitraire, plus oppressif par le fait qu'il est anonyme et irresponsable. Et quels sont les hommes que, depuis cent ans, nous avons envoyés aux Chambres législatives? Étaient-ce des personnes compétentes dans les affaires vitales qui sont le premier besoin de la nation? Étaient-ce des agriculteurs qui avaient enrichi leur province? Étaient-ce des négociants qui avaient augmenté le chiffre de nos exportations? Étaient-ce des industriels qui avaient pratiquement résolu chez eux la question sociale en établissant leur personnel dans une certaine prospérité matérielle et morale? Étaient-ce des membres éminents de l'enseignement ou de grands artistes, parfaitement au courant des progrès accomplis et des progrès à accomplir dans les sphères intellectuelles? Étaient-ce des ecclésiastiques de marque, réputés pour leur grand sens théologique, la fécondité de leur zèle d'apôtres, leur haute influence. auprès du clergé et de la cour de Rome? — A Dieu ne plaise! Qu'aurions nous fait de ces professionnels disparates qui pour la plupart n'auraient pas su prononcer un bon discours? Il nous fallait, il nous faut encore d'aimables et vastes rêveurs, habiles à flatter la fibre patriotique, savants dans l'art de promettre des réformes splendides et dans celui d'éluder leurs promesses. D'anciens avocats en rupture de barreau, de vieux médecins fatigués de leur clientèle, de jeunes ambitieux connus pour leur fougue de tribun aux phrases creuses :

n'importe, pourvu que ce salmigondis fasse un ensemble assez brillant, parfois amusant, toujours déclamatoire. Ils ne connaîtront pas un mot des questions pratiques sur lesquelles il faudra légiférer ; raison de plus pour illusionner le public sur leur incompétence en votant à flots des lois tracassières et des règlements que les fonctionnaires ne sauront comment appliquer. Au reste, il y a toujours deux ou trois hommes du métier qui étudient la chose dans la commission chargée de ce soin ; on le sait, les dix ou douze autres membres de la susdite commission ne prennent jamais part à leurs délibérations, ils acceptent tout les yeux fermés. Quant il s'agit de voter, inutile de vouloir former la conviction de la Chambre : elle est toute faite à l'avance, non pas d'après des lumières techniques, mais d'après le mot d'ordre de chaque parti lancé par son leader, c'est au troupeau de marcher en bon ordre.

Voilà le merveilleux résultat du parlementarisme appliqué à la mode française, qui correspond exactement aux dispositions des différentes classes sociales telles que les a formées une habitude neuf fois séculaire de centralisation. Ce n'est pas le peuple qui fait les élections ; ce sont les hommes influents qui déterminent son vote. Mais chez nous les seuls hommes influents sont, nous l'avons vu, sous la coupe du Gouvernement et habitués par l'éducation qu'ils en reçoivent à faire consister toute leur influence dans une pression extérieure, dans l'appel au sentiment, dans l'éblouissement produit par les démonstrations éclatantes, les fêtes, les grandes promesses et les belles phrases. Que peut-il

sortir du suffrage ainsi préparé ? Des hommes du même acabit.

§ IX. — *Notre impuissance politique vient de nos habitudes de vie et de nos organisations factices.*

Et c'est pourquoi nous sommes convaincus que les conservateurs, à supposer qu'ils parviennent à s'emparer du gouvernement, ne remédieront pas beaucoup à notre décadence économique et morale, tant qu'ils n'auront pas changé leur système d'existence et tant qu'ils s'appuieront uniquement sur une organisation factice.

Supposez qu'ils forment la majorité de la Chambre : qu'arriverait-il ? Leur grande préoccupation serait de faire rapporter les lois oppressives dont nous nous plaignons. Rien de mieux. Il est indispensable, il est urgent, de nous délivrer de cette tyrannie. Ils en sont capables, parce qu'il suffit d'être honnête homme pour briser les fers d'un innocent.

Pourrait-on dire qu'ils sont capables de faire davantage ? Sauraient-ils établir sagement un nouvel ordre de choses, conforme aux exigences d'une situation compliquée, entrer dans les dispositions positives et détaillées que doit comporter une nouvelle législation pour répondre à toute éventualité ?

Lors des dernières élections, pendant que le public, incompetent et tranchant — les catholiques y compris — discutaient la grave question de savoir si les prêtres devaient ou ne devaient pas se présenter comme can-

didats à la députation, nous étions aisément de l'avis des uns et des autres à la fois. Avec ceux qui auraient voulu voir à la Chambre une forte phalange d'ecclésiastiques, nous rêvions l'Église redevenue de la sorte la directrice effective de l'état social sans les inconvénients d'autrefois. Avec ceux qui redoutaient de voir le prêtre s'égarer toujours dans un tel milieu comme s'y égara Lacordaire, nous redoutions aussi cette promiscuité avec tant de têtes échauffées qui forment la majorité de la Chambre. Le clergé nous apparaissait trop évidemment ignorant des grandes questions d'intérêt général, comme il l'est aussi d'ailleurs des petites questions d'intérêt privé. Très certainement, il n'aurait pas fait bonne figure à la tribune. Sa formation entière et ses habitudes de vie abstraite le rendaient trop étranger à toute préoccupation pratique, pour qu'il fût à même de montrer la moindre dextérité dans le maniement des affaires nationales. Il ne suffit pas d'enlever les voix des électeurs pour se faire porter à la députation avec un certain élan : encore est-il nécessaire de posséder les aptitudes et l'acquit réclamés par la difficile mission de gouverner la France. Et quand il s'agit du clergé, d'une caste jalouée, épiée par tant d'ennemis, le premier devoir est de se montrer dès le début maître de la situation, plus instruit que tout autre, plus capable de mener les choses à bonne fin : sans quoi, c'est le mépris et la mort pour commencer, c'est l'impossibilité de tout progrès pour l'avenir. Tel était le sort qui attendait évidemment la plupart de nos prêtres. Ils ont besoin d'une longue et sérieuse formation avant de tenter pa-

reille fortune. On en pourrait dire autant de la plupart des conservateurs.

Au reste, ce n'est pas tout, d'abolir les « lois scélérates » : là ne réside pas, à beaucoup près le principe de toutes les prospérités de la France, ni même de toutes les questions qui composent la prospérité morale et religieuse. Ces questions se mêlent à une foule d'autres sujets qu'elles compénètrent et dans l'éclaircissement desquels il faut apporter des lumières spéciales. Or, dans l'état actuel des choses, nous n'avons point sous la main, nous n'aurons pas d'ici longtemps les hommes capables de traiter avec des lumières spéciales les multiples éléments de notre ordre social compliqué. Ces hommes, en qui un coup d'œil capable d'embrasser l'ensemble de l'horizon est également nécessaire pour compléter leur spécialité, ne se forment pas du jour au lendemain : voudrions-nous les désigner à nos comités électoraux aux prochaines élections, nous ne pourrions les trouver parmi nos candidats conservateurs. Et ce n'est point les comités électoraux eux-mêmes qui les formeraient et les feraient surgir : une pareille organisation, factice et administrative, n'a jamais eu la vertu de former des hommes, mais seulement de découvrir et d'employer les hommes déjà formés.

Il faut d'ailleurs qu'en plus de cette valeur personnelle, nos candidats possèdent, comme nous l'avons exposé, une influence directe sur leurs électeurs : et cette influence ne s'acquiert que très imparfaitement par la pression d'un comité électoral, tandis qu'elle

s'obtient dans une mesure bien plus considérable, dans une mesure habituellement pleine et totale par le candidat qui s'est depuis longtemps consacré à l'amélioration du sort matériel et des conditions morales d'une population donnée.

Mais nous avons affirmé la nécessité de se livrer à ce genre de propagande, — qui cesse d'être une simple exploitation pour devenir un bienfait, en l'appliquant spécialement aux entreprises que l'on désigne sous le nom d' « OEuvres catholiques et sociales. »

Nous devons le dire maintenant que l'esprit du lecteur doit y être mieux préparé : Là n'est encore que le principe le plus faible de la solution cherchée. Le principe fort et véritablement fécond sera celui qui réalisera simultanément les deux conditions du problème : exercer une influence complète sur l'électeur en gagnant sa confiance absolue ; puis, réaliser aux Chambres les espérances qu'on lui aura fait concevoir, en apportant au Gouvernement les lumières d'une compétence incontestée. Or, n'hésitons plus à le montrer, ni l'une ni l'autre de ces deux conditions ne se réalise d'une façon satisfaisante dans la pratique des entreprises appelées « œuvres catholiques et sociales. »

Ces œuvres, telles qu'elles sont entendues et pratiquées aujourd'hui, sont entièrement confiées à des bourgeois versés dans les diverses professions dites libérales, c'est-à-dire à des hommes qui n'ont pas immédiatement sous leur autorité les citoyens dont ils veulent éclairer la conscience ou soulager les besoins. Ils vont les chercher un peu partout, où ils peuvent les trouver. De

plus, ce qu'ils organisent en leur faveur ne rentre pas dans les préoccupations naturelles et capitales de cette population. Pour cette double raison, les œuvres instituées gardent perpétuellement un caractère artificiel, leur avantage est la plupart du temps difficile à saisir, et, une fois sous leur action, il est rare que les gens en recueillent tout ce qu'ils en avaient espéré ; il est rare même qu'ils ne voient pas un beau jour crouler tout à fait leurs espérances avec l'œuvre elle-même, presque toujours caduque. Aussi, ni l'influence que l'on arrive à acquérir sur leur esprit de cette manière, ni les bienfaits qu'on leur avait promis à grand renfort d'enthousiastes espérances, ne correspondent à l'effort dépensé ni au but à atteindre. Lorsque nous faisons au peuple des conférences sur le « rôle social de l'Église, » il nous faut d'abord un talent oratoire assez rare, pour parvenir à faire disparaître la conviction contraire, déposée dans l'esprit public par la mauvaise presse et les conférenciers socialistes. D'autre part, le bon peuple se soucie médiocrement de cette question : ce qu'il demande, c'est qu'on augmente son salaire et qu'on diminue ses heures de travail. De même, supposez que l'on soit parvenu à établir dans un quartier un bureau de placement gratuit, une caisse de famille, un secrétariat du peuple, et le reste : les services rendus aux habitants du quartier par ces institutions seront rares et disséminés, par le fait seul de leur caractère. On le sait, l'ingratitude est presque toujours la récompense de la charité, et il serait illusoire de compter sur le dévouement à la vie et à la mort d'un homme à qui

vous aurez trouvé une place en lui épargnant de verser un droit à la caisse du bureau : cela lui paraîtra tout naturel. Au reste, il ne vous connaît pas, vous qui lui avez procuré ce service, et si vous vous présentez aux élections il n'aura aucune raison pour oublier en votre faveur les déclamations des radicaux contre les envahissements de l'Église. Il restera convaincu que nos prétendues institutions de bienfaisance sont une manœuvre habile de notre part pour parvenir au pouvoir et tyranniser la société « comme au moyen Age. »

N'ayant pas acquis l'influence nécessaire, nos « hommes d'œuvres » se seront-ils formés du moins à la connaissance des affaires et des vrais intérêts de la France, de manière à bien les représenter lorsqu'ils seront au Gouvernement ? En aucune manière. A ce régime, on finit bien par glaner, de côté et d'autre, une certaine somme d'idées sans cesse répétées dans l'entourage ; mais on emporte aussi l'illusion fâcheuse de croire ces idées vraiment conformes aux besoins de la société, vraiment capables de régénérer les âmes. On oublie que ce sont presque toujours des théories abstraites. Nous n'avons pas la prétention de leur dénier toute valeur, nous ne chercherons même point à les contrôler : ce serait l'affaire d'un volume entier. Nous sommes seulement convaincus que des hommes intelligents et dévoués envoyés à la Chambre en y apportant pour tout bagage ces seules idées ne parviendraient pas, d'abord, à les faire accepter, et puis ne pourraient en obtenir les réformes sérieuses et fondamentales dont nous avons besoin. On ne transforme pas

une société avec des *a priori* philosophiques, avec des aspirations et un idéal, avec des principes arrêtés qui reposent sur des observations superficielles. Tout cela se range plus ou moins dans la catégorie du sentiment : et plus nous allons, plus il est facile de constater l'impuissance du sentiment dans l'ordre social. Il faut de la science, des documents innombrables, une méthode éprouvée et sûre, une perspicacité et une souplesse que ne confère point l'application de toute une existence aux « œuvres catholiques et sociales, » pas plus qu'elle n'indique la méthode, qu'elle ne fournit les documents et qu'elle n'obtient des résultats scientifiques, par là sûrs et définitifs.

§ X. — *Nos œuvres sont cependant nécessaires, mais elles ne suffisent pas.*

Ici nous redoutons extrêmement que le lecteur ne se méprenne sur nos intentions.

Nous sommes loin de déconseiller les œuvres en question : nous les avons trop recommandées, et avec une conviction trop profonde, pour que nous pensions à nous rétracter. Nous cherchons seulement à préciser autant que possible la mesure d'influence que l'on peut en espérer, spécialement en vue de la politique et des élections législatives. Et nous croyons qu'elles ne sont pas souveraines dans cet ordre d'efficacité.

Il n'en reste pas moins nécessaire de développer ces œuvres, de s'y employer activement. Leur influence n'est pas nulle. Poussées avec énergie et persévérance,

elles sont même le seul moyen pratique que nous ayons d'atteindre certaines catégories de populations urbaines. Ainsi, les quartiers composés uniquement de petits marchands, de serviteurs, d'artisans en atelier privé : en un mot, toutes les agglomérations urbaines — de plus en plus rares il est vrai — où la vie est isolée, pulvérisée en autant de fractions qu'il y a d'individus ou de familles. Dans ces conditions, l'organisation artificielle des œuvres en question est seule possible : il faut donc prendre ce moyen. D'autre part, voici un quartier entier où viennent habiter les ouvriers de toutes les usines environnantes, comme il arrive fréquemment dans les grandes villes. Les patrons ne prenant aucun soin de leurs employés, ceux-ci d'ailleurs se dispersant chaque jour aux quatre vents ; il est en effet indispensable d'instituer dans le quartier, qu'un bon nombre d'entre eux ont choisi comme résidence, tout ce qui sera nécessaire pour subvenir à leur délaissement physique et moral. Que, dans de pareilles circonstances, on excite les hommes dévoués, catholiques ou autres, affectés aux professions libérales, à créer dans ces divers milieux des patronages et des cercles, des caisses et des bureaux, des journaux et des conférences : certes, ce n'est pas nous qui nous y opposerons, nous sommes disposés au contraire à provoquer hardiment ce mouvement dont on ne comprend pas encore assez la nécessité.

Nous avons simplement cru devoir attirer l'attention sur la mesure relativement faible de résultats que l'on pouvait en espérer. En toute hypothèse, ce sys-

tème fût-il parvenu à réussir dans un certain nombre de cas, il nous semble bon de ne jamais perdre de vue les réflexions que nous avons faites à propos du discernement, de cette qualité première, toujours indispensable avant et pendant l'action. Si, dans les circonstances indiquées et dans plusieurs autres que la perspicacité de chacun doit lui faire apprécier, ce système de dévouement artificiel a produit et produit encore des résultats satisfaisants, il ne doit pas s'ensuivre que dans toutes les autres circonstances il réussira de la même manière : il faut savoir, encore une fois, appliquer à chaque genre de besoins et d'infirmités les remèdes qui lui conviennent. D'une façon générale, les esprits les plus au courant des questions sociales considèrent ceux dont nous venons de parler comme des expédients dont il est bon de faire usage lorsqu'on ne peut en choisir d'autres, mais dont il serait illusoire d'attendre la régénération universelle. La décadence de la France, et particulièrement les aberrations politiques qui nous ont amenés à cette petite explication, dérivent de causes d'un ordre tout différent, comme nous l'avons vu. Ces causes sont d'un caractère naturel, spontané, fatal : on ne peut donc y remédier, sauf dans certains cas particuliers, par des entreprises artificielles, adventices et aléatoires.

Nous pouvons comprendre maintenant pourquoi la franc-maçonnerie et l'ascendant des Juifs ont pris racine en France plus que partout ailleurs. Et nous pouvons également nous mettre au vrai point de vue que réclame l'appréciation générale du rôle de la finance.

§ XI. — 2° *Genèse de la Franc-Maçonnerie.*

Lorsqu'on étudie l'histoire des sociétés secrètes, on remarque aisément que les peuples chez lesquels elles ont pris naissance, se sont développées avec le plus de rapidité et ont exercé la plus grande influence, sont des peuples à habitudes plus ou moins patriarcales et communautaires.

On connaît les fameuses sectes religieuses musulmanes, où les secrets sacrés et terribles se transmettent à quelques initiés assez habiles pour exercer par ce moyen une autorité absolue sur les profanes. La confrérie des Senioussy est actuellement la plus puissante en Afrique, mais plusieurs autres se sont succédées depuis que les Européens ont tenté de conquérir le monde des « croyants », et ce sont elles qui ont surexcité le fanatisme patriotique : actuellement encore elles se préparent à jeter le « roumi » à la mer. Il en est de même en Chine. Le livre curieux d'un missionnaire, le P. Leboucq, nous a fait connaître, il y a quelques années, l'extension inouïe et la puissance insoupçonnée des sociétés secrètes chinoises, modelées à peu près sur le même type que la Franc-maçonnerie européenne.

Celle-ci est née dans deux principaux centres, qui, sans appartenir à une formation patriarcale aussi prononcée que la Chine et le monde musulman, en ont cependant gardé les caractères principaux : ce sont l'Ecosse et l'Italie. Là elle s'est transformée peu à

peu, jusqu'à devenir ce qu'elle est aujourd'hui. Primitivement, elle paraît avoir été simplement une association de rêveurs, discutant à huis clos leurs théories philanthropiques et sociales : et nous le savons, de pareils rêveurs ne s'engendrent que dans les peuples qui ne savent trop comment employer leurs loisirs. Aussi le milieu aristocratique de la France au XVIII^e siècle était-il tout préparé pour accueillir cette forme de dilettantisme aux aspirations idéales et bizarres. Mais bientôt les rêveurs devinrent, par la force des choses, des esprits tourmentés et dangereux, comme tout réformateur qui ne base pas ses projets et ses opérations sur une connaissance pratique des hommes et de la vie, sur la science. Aussi fut-ce la Franc-maçonnerie qui, du premier coup, se mit à la tête de la Révolution et la conduisit à bonne fin. La France était alors, en effet, sous l'influence directe du système communautaire qui avait prévalu à travers tout le moyen Age et s'était manifesté principalement par la centralisation administrative au préjudice de la vie privée et de l'initiative locale. — Dès lors, de plus en plus, les agitateurs s'emparèrent de ce moyen occulte et puissant, en lui donnant un caractère progressivement hostile à la liberté individuelle de la conscience : et c'est ainsi que nous nous plaignons aujourd'hui de nous voir entravés dans l'exercice de notre culte, de notre morale, de tous nos droits, par les intrigues de quelques milliers de conspirateurs. Ce phénomène s'est-il jamais produit dans les sociétés habituées à l'exercice indépendant et énergique de la volonté personnelle, soit dans la vie privée, soit dans la

vie publique ? Nous ne le trouvons ni dans l'Angleterre proprement dite, ni dans le Sud de l'Allemagne, ni en Belgique, ni en Norwège, ni aux États-Unis. Il faut une race portée aux groupements exagérés en toutes les manifestations de la vie, pour songer à s'organiser ainsi en secte secrète : et il faut des gens peu absorbés par le travail individuel pour passer leur temps en palabres interminables, en simagrées extravagantes, et pour imaginer un pareil moyen, louche et sournois, d'exercer une influence sur leurs semblables.

§ XII. — 3° *Les Juifs et l'antisémitisme.*

Rien n'est plus facile que d'expliquer maintenant l'influence extraordinaire que les Juifs sont parvenus à prendre dans notre pays.

Pourquoi dans le nôtre plutôt qu'ailleurs ?

Remarquons tout d'abord que nous ne sommes pas les premiers à être dévorés par les princes de la finance. La Pologne leur doit en grande partie la faiblesse déplorable qui l'a rendue finalement la proie du vainqueur. Actuellement, l'Autriche, l'Italie, le Portugal en souffrent au moins autant que nous.

Mais encore, pourquoi ces pays plutôt que d'autres ? Toujours pour la même raison : seules les races bien organisées savent se préserver de pareils fléaux.

On peut remarquer que pas une des diverses nations que nous avons déjà citées comme indemnes de la franc-maçonnerie, n'est atteinte par les Juifs autant

que nous et nos similaires. C'est qu'il y a toujours entre elles et nous cette différence profonde : elles ont su développer l'énergie du caractère en chacun de leurs membres, elles ont su les former à la pratique intelligente et assidue de toutes les fonctions actives d'où découle la prospérité d'un peuple ; elles leur ont conservé l'amour de l'indépendance et de l'initiative, l'aptitude à toutes les manifestations vitales et l'activité infatigable qui ne recule devant aucune difficulté, qui n'attend rien de personne mais qui se suffit à elle-même.

Nous, au contraire, à l'instar de nos similaires ayant conservé des tendances communautaires et des habitudes patriarcales, nous avons tout fait, depuis dix siècles, pour enlever à l'individu la confiance en lui-même qui caractérisait les Barbares civilisés avant Charlemagne ; nous nous sommes appliqués, nous nous appliquons encore aujourd'hui avec le plus grand zèle, à réduire chaque particulier à la discrétion de l'État, à priver toute province, toute commune, toute association, de la liberté nécessaire pour gérer elle-même ses intérêts et pour apprendre, à l'école de la nécessité, à subvenir seule à ses propres besoins ; nous rognons sans cesse à la famille, à l'atelier, à la fabrique des églises, les attributions qui leur appartiennent essentiellement ; nous opposons à tout organisme isolé, comme à toute personne, les restrictions les plus vexatoires, les servilités les plus pénibles, la tutelle la plus gênante. Bref, notre système de civilisation aboutit de toutes parts à conseiller à tout Français de n'avoir plus au-

cune confiance dans ses ressources naturelles, à lui désapprendre l'exercice de sa liberté, à l'empêcher de développer sa volonté par une constante application au travail et une incessante aspiration vers le progrès, pour l'habituer, au contraire, à compter beaucoup sur un secours étranger, représenté autant que possible par la tutelle de ce père universel, l'Etat. Il en résulte dans la plupart des âmes françaises une aversion et une incapacité avérées pour bien conduire le train des affaires, d'où la recherche des situations salariées, le développement outré du fonctionarisme et des professions dites libérales.

Mais les gens du peuple se trouvant ainsi abandonnés à leur complet défaut d'initiative et sentant le besoin d'être dirigés dans leurs affaires d'autant plus qu'ils sont incapables de s'y diriger eux-mêmes, acceptent de confiance le secours que leur offrent les exploiters, à la place de ceux qui devraient être leurs patrons naturels. Le paysan ne trouve plus auprès de lui un propriétaire actif, consacrant son intelligence, son temps, ses ressources à l'amélioration de la terre et à la prospérité des familles qui la cultivent : il va emprunter au prêteur à la petite semaine, quel qu'il soit. Celui-ci est habituellement un représentant de la race israélite, cette race ayant des aptitudes particulières pour épuiser par l'usure le sang du pauvre peuple. Après avoir ainsi ruiné très légalement toute une région, le digne Israélite est devenu banquier à la grande ville : et voilà que la banque tend justement à remplacer, avec tout son cortège de papier et d'agiotage, l'assiduité intelli-

gente des patrons qui n'entendent plus rien à leurs affaires et des bourgeois qui ne veulent plus confier à ceiles-ci leur fortune. Il n'est pas un Français qui ne redoute les placements industriels, comportant toujours un aléa : tons nous préférons les bons petits « placements de père de famille », sur l'État qui donne à peine 2 ou 3 pour cent, mais qui ne fait presque jamais faillite. Par suite, ne trouvant pas d'argent à emprunter aux particuliers, l'agriculture, le commerce et l'industrie sont bien obligés d'en emprunter aux banques et sociétés financières de tout genre où les Juifs sont arrivés naturellement à pulluler. Ainsi en sera-t-il toujours, tant que les individus capables de diriger pratiquement les affaires continueront à les abandonner pour exercer des professions dites libérales, tant que la France n'aura pas recouvré ses libertés locales et individuelles, tant qu'elle n'en aura pas fait l'apprentissage par un exercice intelligent et énergique, tant que nous serons en un mot une race désorganisée.

Si donc il est légitime de désirer l'expulsion des Juifs comme de tout autre exploiteur, il est illusoire d'attendre la régénération de la France de ce seul et unique moyen de prohibition intolérante.

Il y a quelque temps, nous causions de cette question avec un garçon intelligent, interne des hôpitaux, qui met toute son application à attribuer aux Juifs la responsabilité entière de notre décadence. Imaginez, luidisions-nous, un organisme humain envahi par les microbes. Suffira-t-il, pour lui éviter de décliner jusqu'à une mort prématurée, d'expulser ces parasites ? Nullement : il fau-

dra encore reconstituer l'organisme lui-même de manière à lui donner une force de résistance qui l'empêche de redevenir un milieu tout préparé pour les microbes ambiants, toujours prêts à sauter sur leur pâture. A un tel argument notre interlocuteur sembla tout d'abord ne pouvoir répondre. Il ne trouva d'autre subterfuge que de nier aux Juifs la similitude avec des microbes : il y voyait plutôt des loups, des tigres, des baleines... Ainsi son parti-pris passionné l'aveuglait étrangement, car on aura beau faire, jamais un Juif ne sera, par rapport à la France, ce qu'un tigre est par rapport à un homme. Ce sont plutôt des parasites qui envahissent une à une, sans bruit, les multiples cellules de l'organisme, puis deviennent puissants après avoir dévasté toute une région, et finissent par se transformer, si l'on veut, en un gros insecte venimeux, comme tel et tel milliardaire dont on se plaint tous les jours. Il suffirait à l'organisme national de prendre un peu de vigueur en appliquant activement au travail ses divers membres, pour expulser naturellement ces parasites du laboratoire économique, et surtout pour reconstituer un milieu qui, se suffisant à lui-même, n'aurait plus à craindre l'invasion d'un prétendu secours étranger.

§ XIII. — *La finance.*

Cette question des Juifs et de l'antisémitisme en amène naturellement une autre, qui en est, au gré de chacun, la source ou la conséquence, mais qui en tous

cas intrigue actuellement beaucoup l'opinion : je veux parler de la question financière.

Les impôts, la Banque, la Bourse, l'agiotage, le capitalisme, la rente, le revenu, la monnaie, l'échange tout ce que comprend en un mot le nom prestigieux de la Finance, se trouve l'objet de discussions savantes ou passionnées, qui démontrent jusqu'à quel point les préoccupations publiques réclament la mise au clair de ce sujet.

Et certes, ce n'est pas hors de raison. Sans argent, nul ne peut vivre, et le prolétaire est dans son droit quand il demande si l'exiguité de son salaire est vraiment en rapport avec la somme de ses besoins jointe à l'effort de son travail.

Aussi ne sommes-nous point de ceux qui essaient de pallier les odieuses exactions de la ploutocratie triomphante : car, très certainement, l'audace éhontée de ses spéculations, où l'habileté du flibustier remplace trop souvent la valeureuse énergie du travailleur, est la cause principale de tant de fortunes scandaleuses où va s'engloutir l'épargne quotidienne de millions d'honnêtes gens sans défiance.

Il faut donc changer cet état de choses, nous sommes d'accord en ce point avec les socialistes comme avec les conservateurs, avec les antisémites comme avec les réformateurs de toute nuance.

Seulement il s'agit de savoir quel est le meilleur moyen d'y parvenir : et c'est là que nous ne sommes pas également d'accord avec tous.

Sans nous arrêter à discuter les diverses opinions

dont l'ensemble de cet ouvrage sera la meilleure réfutation disons seulement que, d'une façon générale, le remède vraiment efficace à notre mauvaise situation financière actuelle ne nous paraît pas être un bouleversement direct et total du système qui la régit, mais bien plutôt une modification profonde des dispositions sociales qui en sont le principe. Autrement dit, ce n'est pas là un taureau qu'il faut prendre par les cornes pour essayer de le terrasser, sous prétexte qu'il ravage la France : mieux vaut lui jeter quelque lazzo dans les jambes au moyen de certaines précautions provisoires qui atténuent son impétuosité, puis profiter de cette acalmie pour le domestiquer, l'assouplir comme le bœuf pacifique au labour et aux convois, à tous les services réguliers et féconds de la vie bien organisée. Puisque ce bon ordre existe ailleurs, pourquoi ne fonctionnerait-il pas en France ?

Si nous voulons l'obtenir, il y faut de la patience et surtout de la réflexion. Je dis de la réflexion éclairée, méthodique et vraiment scientifique. La réflexion d'après les lumières du bon sens ne suffit pas : et malheureusement, elle est presque toujours la seule à diriger les études de ceux qui prétendent à la réforme de la finance actuellement triomphante.

M. le marquis de Morès — pour ne prendre qu'un exemple — vient de répandre dans le public une étude fiscale et monétaire dont il déclare l'importance capitale et décisive pour la régénération de la France. A notre grand regret, il nous est impossible de croire avec lui et ses amis que des réformes qu'il propose à cet

égard doit surgir pour la France une ère de prospérité considérable et définitive.

Il y aurait tout d'abord à se demander si ses observations, basées seulement sur des recherches éparses et nullement coordonnées par un système scientifique, répondent vraiment aux conditions que des esprits plus méthodiques et plus complets précisent dans cette question compliquée, aux indications qu'ils en dégagent avec plus de clarté et surtout plus de rigueur, aux conclusions qu'ils en tirent en sachant leur donner un aspect plus judicieux et plus profondément réformateur.

Mais sans nous arrêter à suivre dans tous ses détours la série assez capricieuse de ses documents, nous pourrions énumérer trois considérations fondamentales qui nuiront peut-être à la confiance dont paraît digne à première vue ce laborieux travail.

Avant tout, il est regrettable qu'un esprit aussi distingué, attribue uniquement la décadence économique de la France à une question secondaire comme la question financière. Elle tient essentiellement à des principes plus profonds, à des qualités individuelles ou générales, vertus privées ou publiques, organisation familiale ou sociale, lumière, savoir-faire et énergie, prévoyance et persévérance, dont le mouvement financier, suit inversement la valeur ou la faiblesse pour les seconder ou les abattre suivant qu'elles lui en offrent l'occasion par leur autorité ou leur inertie. Plus elles seront développées et actives, plus l'argent sera humblement à leur service. Plus elles se montreront au

contraire timides et inexpérimentées, plus l'argent les dominera pour prendre le rôle de directeur factice et d'exploiteur.

Il est donc nécessaire de conférer à un peuple ces aptitudes précieuses dans un degré éminent, beaucoup plus que de chercher à abattre directement la puissance de l'argent. Y parviendrait-on, cela ne sauverait rien à la situation, parce que les gens que l'on aurait réussi à délivrer de cette tyrannie ne seraient pas plus capables qu'auparavant, de se subvenir à eux-mêmes, de trouver dans leur propre fonds le secret de leur prospérité. Porter exclusivement l'attention des Français sur les exactions dont l'agiotage les rend victimes, est une mauvaise manœuvre, parce qu'on détourne ainsi leur esprit de songer aux vrais moyens dont le jeu naturel peut seul parvenir à modifier cet état de choses, moyens qui se résument dans les deux suivants : intensité et organisation du travail, développement de la valeur intellectuelle et morale. Très importante reste toujours la question financière, seulement elle n'est pas, si vous le voulez, le piston de la machine, elle n'en est qu'un rouage principal.

Aussi la deuxième illusion de l'auteur est de s'imaginer que le signe de la prospérité d'un pays, réside dans l'importance de son mouvement financier. Ainsi exprime-t-il l'espoir que la France possède de puissants éléments de régénération, parce qu'elle est encore la plus grande propriétaire de numéraire, le plus grand marché de valeurs du monde entier. Mieux vaudrait voir dans ce fait, ce dont il est en réalité la plus sen-

sible démonstration : je veux dire, l'infériorité où se trouve la France vis-à-vis des trois autres grandes nations en ce qui concerne le travail, seule véritable source de prospérité et seule assurance d'avenir. D'où vient que nous donnons, en France, une telle importance à l'argent ? De ce que nous avons cessé de nous consacrer suffisamment au travail, qui seul fait vivre. Sans doute, la pléthore des produits, peut déterminer des crises ; mais le monde est assez vaste pour qu'on leur trouve un écoulement. La pléthore de l'argent est bien plus redoutable, parce que de lui-même il est stérile et ne procure qu'indirectement de quoi vivre ; parce que d'ailleurs il est inviable, et qu'un rien peut le faire disparaître. Ce n'est pas lui, qui constitue la véritable richesse : c'est le travail. Un peuple qui manie bien ce dernier instrument, a beaucoup plus de sécurité qu'un peuple brassant l'or. Les fluctuations du numéraire et de ses détenteurs, ont ruiné beaucoup plus de particuliers et de races que les crises du travail. Celui qui s'habitue à ne compter que sur la monnaie, a beaucoup plus à craindre que celui qui compte seulement sur ses bras et sa tête. Un pays où l'argent est converti en matériel de travail, est incomparablement plus prospère qu'un pays où l'argent circule à flots. Voilà pourquoi la France, avec toute sa fortune pécuniaire, n'est pas en si belle situation. Ses enfants sont mal élevés, étant élevés dans l'estime exagérée du métal brillant, et dans l'oubli des bonnes méthodes de travail, des vertus qui le fécondent. Tant qu'ils continueront à placer leurs petites ou grandes épargnes dans les en-

treprises financières, ils pourront espérer d'en recueillir sans effort les rentes, à moins d'en voir engloutir le capital en quelque cataclysme : mais ils devront renoncer à les voir devenir vraiment fécondes pour leur prospérité privée ou le progrès national. Leur argent n'obtiendra ce bénéfice que du jour où ils le consacreront aux entreprises immédiatement lucratives, dont ils dirigeront eux-mêmes l'exploitation avec intelligence et énergie, avec la double assiduité de l'esprit et du corps, avec probité dans l'usage des éléments, avec justice et charité dans l'usage des hommes. Agriculture, commerce et industrie, arts, science et morale, voilà le vrai champ d'action où l'argent est utile, car en même temps, l'individu s'y perfectionne comme il y prospère, la race s'y élève comme elle en profite. Hors de là, tout succès est illusoire, ou s'il apparaît il est factice et caduque, fécond en déceptions et toujours déprimant pour la perfection de l'espèce.

D'ailleurs, dans la question monétaire elle-même, notre auteur est loin d'avoir saisi avec précision tout le mécanisme, dont il montre seulement avec clarté l'un des rouages, celui du change international. En s'élevant avec force contre la limitation de la frappe de l'argent, et contre la fixation du prix de l'or, il touche évidemment deux questions graves, dont les conditions actuelles nous font souffrir. Mais il étudie la question à un point de vue trop superficiel, pour que toutes ses conclusions soient vraies, ou pour que celles qui sont vraies en somme, soient parfaitement justes. D'autres économistes, plus scientifiques dans leur mé-

thode, ont su découvrir des lois générales qui lui sont restées inconnues. Ainsi M. Ad. Hondard, dans « La question monétaire à la conférence de Bruxelles », M. Paul Bureau dans « La diminution du revenu », M. Léon Poincard dans « Libre-échange et Protection », ont dégagé d'une observation plus détaillée et plus étendue, grâce à des principes plus conformes à l'expérience, et moins inspirés de conceptions absolues, des appréciations, des lois et des conseils beaucoup plus conformes à la réalité des faits et des besoins. Peut-on dire qu'en soi l'étalon d'argent soit préférable à l'étalon d'or ? Que la Protection soit meilleure que le Libre-échange ? Que l'association prime l'action individuelle ? Questions mal posées. Il faut étudier les phénomènes produits dans les différents pays par l'un ou l'autre de ces systèmes : et suivant leurs bons ou mauvais résultats, dire simplement que dans telle ou telle circonstance déterminée l'expérience a démontré leur utilité ou leur nocuité relative. Ainsi, pour prendre un exemple relatif à la question monétaire, l'étalon d'or arrive tôt ou tard à être unique dans les sociétés dont le mouvement économique est considérable. L'étalon d'argent reste au contraire fatalement nécessaire dans les sociétés peu productrices et peu dépensières. Quant aux milieux doués d'une activité moyenne, les deux étalons leur paraissent également nécessaires. Nous n'avons pas ici à expliquer, d'après les économistes cités, le comment et le pourquoi. Il nous suffit d'avoir indiqué le côté faible de l'étude que nous discutons.

Si nous nous sommes arrêté un peu longuement à ce

document récent, c'est qu'il nous a paru le type de ces nombreuses dissertations qui, fourmillent dans la presse — soit en longs paragraphes dans les Revues, soit en petites fractions dans les journaux —, et dont le défaut général est un caractère superficiel sous des dehors sérieux, une pauvreté d'analyse malgré des prétentions doctorales, une absence de méthode scientifique.

CHAPITRE VIII

La Méthode (suite).

ORIENTATION DU POINT DE VUE

- § I. — Des deux systèmes possibles, lequel est le meilleur ?
- § II. — Premier inconvénient du système des hommes d'œuvres : son impuissance et ses exigences.
- § III. — Deuxième inconvénient : ce système ne change que la superficie des choses et ne donne pas la qualité essentielle aux sociétés modernes.
- § IV. — Système des hommes de science : l'orientation de leur point de vue leur fait envisager le principe même de notre régénération. Les hommes d'œuvres peuvent déjà servir ce même principe.
- § V. — Mais pour réaliser ce bienfait, il faut perdre le goût de l'abstraction et prendre celui de la technique.
- § VI. — Vrai moyen de relever le peuple.
- § VII. Supériorité du système scientifique, sauf dans les cas où les œuvres sont seules possibles et efficaces.
- § VIII. — Raison de la supériorité du système scientifique : il emploie les organismes naturels dans les conditions seules possibles.
- § IX. — Cette orientation du point de vue est bonne, parce qu'elle permet d'opposer au principe de la décadence un remède spécifique.

Nous avons ainsi constaté que les divers phénomènes

auxquels on attribue généralement la décadence morale et religieuse en France se ramènent à une seule et même cause profonde, qui est la mauvaise organisation de notre état social. Nous avons pris modèle sur le type de la formation patriarcale, qui nous pousse à attendre tous nos succès d'un secours étranger, en amoindrissant chez nous l'esprit d'initiative et l'énergie intelligente de l'individu.

Il nous reste à rechercher à quel point de vue il convient de se placer pour diriger dans la voie d'une réforme efficace les esprits généreux qui cherchent à rétablir l'estime et la pratique des idées morales et religieuses.

§ I. — *Des deux systèmes possibles, lequel est le meilleur ?*

Il y a deux points de vue tout à fait différents : l'un, qui consiste à attaquer l'édifice par sa base, en même temps qu'à reconstituer l'organisme par son principe, en détruisant l'esprit centralisateur et communautaire, puis en développant l'esprit d'initiative et l'énergie individuelle. De la sorte, la série des conséquences que nous avons vues entraînées par la cause première pour la perte de la France sera entraînée en sens inverse par la nature même des choses pour sa régénération.

L'autre point de vue consiste à attaquer une à une les pierres de l'édifice qui nous emprisonne, puis à essayer de reconstituer l'organisme, détail par détail. C'est ce que font aujourd'hui les honnêtes gens. Les

uns s'en prennent à la franc-maçonnerie, les autres à la juiverie, celui-ci à la presse, celui-là à la politique, tel autre aux classes dirigeantes, et ainsi de suite. Il est clair que chacun exerce ainsi une influence distincte de celle de son voisin et ne contribue à l'action générale que dans la mesure restreinte où sa spécialité est liée avec les spécialités différentes.

Lequel de ces deux points de vue allons-nous choisir ?

Nous n'avons pas la tentation de nous montrer exclusif. Nous connaissons bien des esprits éminents qui tiennent fermement pour l'un ou pour l'autre de ces deux systèmes. A vrai dire, nous n'en connaissons pas un seul qui admette avec une égale impartialité l'action des deux systèmes à la fois.

Cet exclusivisme nous paraît regrettable. Il semble que l'union de tous les efforts ne serait pas de trop pour atteindre le but désiré. Pendant que les hommes de science s'appliquent à développer l'initiative privée, pourquoi les hommes d'œuvres s'en plaignent-ils ; et pourquoi les premiers ne laissent-ils pas les hommes d'œuvre détruire une à une les batteries élevées contre nous ? Leur œuvre respective ne paraît-elle pas se compléter ? Est-ce que le résultat définitif ne sera pas le même de part et d'autre ?

Nous croyons cependant devoir donner une certaine préférence au premier système, qui est celui des hommes de science, en recommandant aux hommes d'œuvre de l'adopter pour l'appliquer dans leur action, sans négliger pour cela leur tactique habituelle partout où ils croiront devoir l'appliquer.

Cette tactique, propre au second point de vue, est sujette à deux inconvénients dignes de considération.

§ II. — *Premier inconvénient du système des hommes d'œuvre : son impuissance et ses exigences.*

Premièrement, il n'est pas vraisemblable qu'elle parvienne jamais à abattre et à remplacer efficacement les diverses causes de décadence auxquelles elle s'attaque en détail. La raison générale en est dans le caractère naturel, spontané et fatal de ces causes, auxquels on ne pense à résister que par des moyens artificiels. A supposer que nous puissions jamais tenter, sur tous les points, l'effort colossal qui serait nécessaire pour réformer à la fois tous ces principes de perversion, deux circonstances seraient toujours là pour nous interdire, même après cette victoire tout à fait hypothétique, l'espoir d'un état nouveau permanent et définitif.

Ce serait d'abord la persistance intime et latente des dispositions du corps social opposées à nos réformes extérieures.

Voudrions-nous supprimer toute la mauvaise presse pour la remplacer par une presse à notre goût ; cette supposition elle-même est illusoire, car ce qui fait avant tout le succès de la presse que nous maudissons, ce sont les désirs des lecteurs, chacun étant déjà bien libre dès à présent d'acheter nos journaux et nos livres de préférence aux autres. Il faudrait donc commencer par modifier l'esprit public. Mais l'esprit public ne peut

être modifié par la presse elle-même : tout son talent est d'en profiter, tout son pouvoir de l'aiguillonner un peu. Nous aurons beau créer des journaux catholiques et conservateurs : ils n'auront de succès que dans la mesure où une partie du public sera prête à les accepter et à faire de la propagande en leur faveur. Il était nécessaire d'en créer comme on l'a fait ces derniers temps, parce qu'ils faisaient totalement défaut ; mais ce mouvement ne peut croître indéfiniment, comme on l'espère. Il aura une limite, qui même paraît déjà à peu près atteinte ; et il devient chaque jour plus évident que ce moyen n'est pas la panacée promise à nos vœux.

Nous pourrions en dire autant des diverses autres réformes, qu'il serait trop long d'étudier en détail : que l'on y réfléchisse, il sera facile de découvrir au sujet de chacune d'elles une disposition fondamentale de l'esprit public et de l'organisation de nos affaires, qui persistera malgré tout sous l'apparence fallacieuse de notre réforme.

Voilà pourquoi celle-ci ne sera jamais que transitoire, laissant subsister une secrète fermentation des choses qui tôt ou tard fera de nouveau explosion pour entraîner les mêmes inconvénients qu'auparavant. Il faudrait donc, dans ce système, renouveler perpétuellement les mêmes tentatives de réforme partielle, et en multiplier d'ailleurs les applications locales dans des proportions immenses, capables d'embrasser tout le territoire, toutes les manifestations de la vie publique et privée.

Mais c'est ici que se présente la seconde circonstance qui nous interdit d'espérer la réalisation d'un tel rêve : nous ne trouverons pas le nombre d'hommes dévoués nécessaires pour rendre universelles et perpétuelles de pareilles institutions. Le dévouement qu'elles exigent est non seulement supérieur aux dispositions naturelles du public, mais encore à la vertu chrétienne que l'on peut attendre de l'élite la plus généreuse. En général les « œuvres catholiques et sociales » supposent le dévouement dont est capable un individu appelé à la vie parfaite. De tels individus sont fréquents dans les ordres religieux, rares dans le clergé, très rares dans les divers états laïques. Il peut se faire que, dans certaines périodes où se manifeste une effervescence assurément fort louable, analogues à celle où nous sommes entrés, on parvienne à susciter cette surabondance de dévouement chez un certain nombre d'âmes éminentes : à merveille, qu'on en profite, que l'on tente toujours cet idéal. Mais que l'on ne se berne pas de la douce illusion qu'il sera toujours possible d'augmenter le nombre des parfaits, ni dans le temps présent, ni surtout dans l'avenir. Là aussi certaines limites ne pourront jamais être franchies ; là aussi nous croyons que les limites extrêmes ne sont déjà pas loin d'être atteintes. L'existence d'un homme d'œuvre est admirable, mais anormale, trop forte pour la nature humaine, trop inaccessible à l'immense majorité. Nous ne voulons pas dire que jamais le nombre des hommes d'œuvre nous paraisse trop grand : au contraire, nous voudrions, nous aussi, que tous les chrétiens en arri-

vassent à ce dévouement ; nous croyons seulement que l'on n'en trouvera jamais assez pour le but que l'on se propose.

§ III. — *Deuxième inconvénient : ce système ne change que la superficie des choses et ne donne pas la qualité essentielle aux sociétés modernes.*

Pour compléter ces indications sur la mesure d'efficacité que l'on peut attendre de ce genre d'action, abordons notre seconde considération.

Imaginons que par miracle les hommes dévoués aient enfin réussi à gratifier la France d'un système complet d'« œuvres catholiques et sociales, » englobant tous les individus et toutes les activités. Auraient-ils ainsi réussi à réformer sérieusement les choses ? Nullement. Il manquerait toujours aux Français cette qualité fondamentale sans laquelle leur bonne volonté sera perpétuellement vaine, sujette à erreur, livrée à tout caprice de souffle nouveau, instable et sans consistance en fait de durée comme en fait d'énergie : il leur manquera l'initiative, la spontanéité intelligente et volontaire, comprenant à la fois le savoir-faire et le courage, le discernement et l'esprit de suite, la hardiesse et la persévérance. Voilà ce qu'il importe avant tout de leur donner. Et voilà ce que les œuvres en question ne leur donnent pas ou leur donnent dans un degré insignifiant. Elles ont presque toutes pour but de leur fournir ce que nous appelons des idées, ou encore

des principes, c'est-à-dire des dispositions d'âme ou de sentiment et des théories abstraites ; quelques-unes visent à subvenir à leurs nécessités matérielles et pratiques, mais encore le font elles plutôt d'après les principes de la charité dans le sens d'aumône, et rarement avec l'intention de relever les capacités du peuple en lui apprenant à conquérir lui-même la prospérité qu'il trouve plus commode de nous mendier.

Nous pourrions citer comme exemple de cette grave imperfection, et se rapportant aussi à la première, cette œuvre spéciale instituée en faveur de l'enfance dans les centres urbains, sous le nom de « patronages. » On dépense beaucoup d'argent, beaucoup de temps, beaucoup de talent, beaucoup de zèle, pour organiser et faire fonctionner un patronage. Et qu'arrive-t-il ? Les enfants auprès desquels on cherche de la sorte à suppléer à l'insouciance des familles en recueillent-ils tout le fruit que l'on avait espéré ? Plus tard, lancés dans la vie, restent-ils toujours de bons chrétiens, deviennent-ils pères de nombreuses familles, savent-ils améliorer eux-mêmes leur sort par la pratique de toutes les vertus civiles et naturelles propres à procurer le progrès démocratique ? Oui, pour quelques-uns ; mais combien rares ! La plupart du temps, nous en sommes réduits à constater que les individus élevés de la sorte imitent dans leur existence pratique la majorité de leurs semblables et retrouvent tout au plus de bons sentiments au moment de la mort. Comment voulez-vous aussi qu'une fois sortis de cette serre chaude qu'on nomme le patronage et jetés sous l'influence

opposée d'un milieu dépravé, ils ne cèdent pas à cette double pression comme ils avaient cédé à la première? Il leur faudrait, pour y résister, une force de caractère absolument héroïque : et justement on n'a pas pensé à développer en eux cette qualité ; on s'est contenté simplement de leur faire prendre de bonnes résolutions, assez légères, on l'avouera, dans la tête d'un enfant.

Ce n'est pas que l'on doive se montrer hostile à l'insitution des patronages. Au contraire, elle nous semble plus nécessaire encore que celle des cercles d'ouvriers. Il faudrait donc la propager, la multiplier dans tous les centres quelque peu peuplés où les familles ne prennent pas soin de leurs enfants. Mais il faudrait surtout la perfectionner. Et la perfectionner dans quel sens? Dans le sens que vont indiquer les pages suivantes.

§ IV. — *Système des hommes de science. L'orientation de leur point de vue leur fait envisager le principe même de notre régénération. Les hommes d'œuvre peuvent déjà servir ce même principe.*

Le point de vue auquel se placent les hommes de science consiste donc à développer, par tous les systèmes imaginables, l'initiative privée. Et ce point de vue est le vrai.

Mais parmi les systèmes imaginables, il en est de deux sortes. L'un consisterait à profiter des « œuvres catholiques et sociales » ou de toute autre organisation philanthropique, pour agir sur le peuple en vue de

développer son initiative, ainsi que toutes les qualités comprises sous cette dénomination générale. Les hommes de science semblent se refuser à accepter cette association, et un pareil exclusivisme nous semble fâcheux. Très certainement, les hommes dévoués qui se livrent d'une façon ou d'une autre à une œuvre populaire pourraient et devraient tourner leur attention de ce côté. Il y aurait deux manières, croyons-nous, d'aboutir à un résultat.

Il faudrait s'appliquer à développer dans le peuple l'énergie du caractère et l'initiative de l'intelligence.

L'énergie du caractère. Question à laquelle on ne semble pas avoir pensé jusqu'à présent, et qui cependant est capitale. Il faudrait que tous les individus qui passent par nos mains, enfants, jeunes gens, hommes mûrs, femmes elles-mêmes, n'en sortissent qu'avec cette qualité dominante, qui les soutiendrait contre tout danger. Nous devrions apprendre à tout Français à se conduire en homme viril, à agir en tout suivant son conseil et non suivant la pression de son entourage, à se dégager des entraînements de la foule pour affirmer sa conviction. C'est un moyen dont on a peur d'user : faire appel à cette dignité du moi, qui n'est pas la vanité mais l'amour-propre bien entendu, la fierté d'être fidèle à son devoir. Habituellement, au contraire, nous conseillons à tous de se défier de la fragilité humaine qui est le lot bien connu de notre nature déchue, nous n'avons pas de plus pressant souci que d'apprendre aux âmes à se jeter éplorées entre les bras de Dieu, à compter uniquement sur son

secours, toujours avec la persuasion que l'homme ne peut rien par ses propres forces. Evidemment, ceci est une vérité chrétienne dont nous éprouvons tous les jours l'importance ; mais il est malhabile d'attirer spécialement sur ce point l'attention des âmes simples ; mieux vaudrait, tout en leur faisant connaître la nécessité de la grâce, les habituer à prendre vigoureusement en main leur conscience, à la porter haut et ferme comme un drapeau sacré, à faire effort en tout et contre tous, à compter sur leurs propres forces et leur propre volonté, en se disant que Dieu viendra bien à leur secours dans la mesure nécessaire, ce qui est parfaitement exact d'ailleurs, rien n'étant si agréable à Dieu que le spectacle d'une âme qui fait tout ce qu'elle peut pour lui rester fidèle. Il faudrait habituer les gens, dès la plus petite jeunesse, à déployer cette énergie de caractère jusque dans leurs affaires pratiques, dans l'emploi personnel de leur vie, de leurs ressources, de leur temps, dans leurs plaisirs et leurs relations, dans les manifestations les plus minimes de leur volonté propre. Car tout s'enchaîne dans la vie, et tel gamin volontaire et hardi, bien que réfléchi, en toutes ses entreprises, fera plus tard un homme bien plus fidèle aux idées morales et religieuses que tel petit ange rêveur et mystique, sans ressort, cédant facilement aux influences de son entourage.

En même temps il est indispensable, plus nécessaire même s'il est possible, de développer dans le peuple l'initiative de l'intelligence. C'est là que réside, à proprement parler, l'éducation des races qui réussissent

dans la vie, parce que c'est là ce qui les relève et les perfectionne. L'éducation française presque entière est passive ou bien fondée sur les facultés mécaniques, mémoire, imagination et sensibilité. Mais on s'applique très peu à former en nous, surtout dans le peuple, les facultés fortes et sérieuses, l'intelligence, la réflexion, l'esprit pratique, la recherche de l'amélioration en tout, la tendance au progrès personnel et spontané, et pour en arriver là, la préoccupation constante de l'observation attentive et de l'analyse judicieuse. Telles sont les qualités que nous devrions développer dans la race française, parce que rien ne contribue mieux à corroborer l'énergie du caractère, la stabilité des convictions morales et religieuses, et parce que telle est la seule manière d'améliorer véritablement le sort des classes laborieuses.

L'amélioration d'une situation économique pour les individus ne dépend que très peu des conditions matérielles plus ou moins favorables dont on entoure ces individus à l'extérieur ; ceci n'est que le mécanisme. Il s'agit bien plutôt de poser et de fortifier le principe intime qui permettra à ces individus de toujours faire progresser cette amélioration : et que peut être un pareil principe ? Uniquement l'initiative intellectuelle venant seconder l'énergie du caractère.

Vous avez fondé une caisse populaire, établi des logements salubres à bon marché, mis à la disposition de la population toute sorte de services gratuits. D'abord il eût été bien préférable que déjà auparavant cette population possédât — comme il arrive ailleurs — les qua-

lités nécessaires pour se créer à elle-même tout ce mécanisme de prospérité nouvelle : cela vous aurait épargné beaucoup de mal. Encore aurez-vous la tristesse de voir que tant de peine aura été en partie perdue, si vous n'avez pas eu soin de donner aux gens les aptitudes nécessaires pour leur permettre de profiter pleinement de ces belles institutions. Il les laisseront végéter à demi ; et dès que vous serez disparu, n'ayant pas en eux-mêmes la science, la perspicacité, le coup d'œil, la prudence, la dextérité ou l'autorité nécessaires pour vous remplacer, tout périlitera, jusqu'à ce qu'un être supérieur vienne relever la situation. Ce n'est pas une méthode, c'est un expédient. Ce n'est pas un progrès, c'est un palliatif aléatoire.

Si donc nous avons eu raison, précédemment, de reconnaître la nécessité d'améliorer le sort économique des classes laborieuses pour acquérir leur confiance, par là les mener à Dieu, par là leur donner la civilisation et le bonheur, nous devons nous appliquer assidûment à développer en elles l'initiative intellectuelle, qui est la vraie manière de les rendre capables, de les relever et d'améliorer leur condition.

§ V. — *Mais, pour réaliser ce bienfait, il faut perdre le goût de l'abstraction et prendre celui de la technique.*

Reconnaissons-le, cette besogne n'est ni facile ni agréable, en France surtout où les esprits ne sont nullement préparés à se laisser pousser dans cette voie ;

mais elle est nécessaire, elle sera la seule efficace. Les voyageurs qui sont allés en Angleterre, non pas comme touristes mais comme observateurs, se sont beaucoup étonnés de l'apparent dévouement que déploient les classes supérieures pour relever les inférieures, ce qui est leur manière spéciale d'exercer la charité. On voit des dames du meilleur monde employer leurs loisirs à enseigner aux ouvriers l'arithmétique et la comptabilité, le fonctionnement des machines et les détails pratiques concernant leur métier : cela avec la meilleure grâce et la plus grande simplicité, se voyant considérées par ce bon peuple comme une camarade avec quelque chose de maternel, selon la formule d'une alliance intime entre le respect et l'affection. Allez donc demander pareil service à n'importe quelle parisienne, lyonnaise ou lilloise ? N'est-ce pas déjà très beau qu'elle consente à verser vingt francs pour vos œuvres et à danser comme une folle au bal de charité ? Mais se mettre en contact intime, dans la vie quotidienne, avec le vulgaire roturier ! Se déganter pour toucher un morceau de craie, pour écrire des chiffres au tableau noir, pour serrer ces mains calleuses et recevoir un merci de ces lèvres empestées de tabac ! Y pensez-vous ? Hélas ! notre beau monde ignore depuis trois siècles l'intérêt supérieur que l'on éprouve à être utile au peuple, le profond et doux sentiment de satisfaction cordiale et fraternelle qui naît après les premières répugnances surmontées à son contact, le beau et l'idéal horizon qui se découvre peu à peu, dans la simplicité de cet épanchement avec l'âme de nos humbles frères.

Du moins serait-ce aux hommes qui font profession de dévouement envers les classes laborieuses, serait-ce spécialement aux catholiques, à entrer vaillamment dans cette voie, la plus efficace parmi toutes celles qui sont immédiatement à leur portée. Ils trouvent encore un certain intérêt flatteur et séduisant à répandre ce qu'ils appellent leurs idées par la presse et les conférences. On peut s'y acquérir une gloriole de tribun. Et puis c'est un métier noble, qui vous met en contact avec la foule d'une façon discrète bien qu'éclatante, et sans en être froissé. Enfin, il y a là quelque chose de brillant et de tapageur, qui va bien avec notre caractère et nos habitudes. Mais il faudra surmonter bien des difficultés le jour où l'on voudra s'abaisser jusqu'à instruire le peuple de ce qui l'intéresse pratiquement, de ce qui peut et doit lui être utile, bien plus utile.

D'abord, il faudra commencer par s'en instruire soi-même : et il y a dans cette nouvelle éducation, non profitable pour nos propres intérêts, quelque chose d'ardu et de peu engageant, qui, pourtant, est indispensable et ne devrait par rebuter des esprits vraiment dévoués. Quoi que l'on en pense, la technique est et sera toujours la première nécessité pour quiconque veut exercer une influence sur ses inférieurs : il faut qu'il se montre plus fort qu'eux et vraiment capable de les instruire. Ainsi avons-nous entendu un Père Assomptionniste, rédacteur du « Petit Ouvrier », déclarer, à la dernière Assemblée des Cercles catholiques, que le prêtre ou le laïque animé de l'excellente, de la salutaire et trop rare intention de fonder une institution

de crédit rural ou un syndicat agricole, échoue fréquemment parce qu'il lui manque la compétence technique sans laquelle le paysan ne lui accordera jamais sa confiance. Le Père réclamait alors avec grande raison une réforme dans l'éducation du clergé à cet égard — et il en faudrait une à beaucoup d'autres. — Il demandait que, au moins dans les diocèses où la plupart des prêtres sont destinés à exercer leur ministère à la campagne, on introduisit 'au Séminaire l'enseignement de l'agriculture. — De l'agriculture, grand Dieu ! Je vois d'ici se récrier tous nos bons traditionalistes. Et pourtant, il faudra bien en passer par là, si nous rêvons la régénération positive de la France plutôt que l'intégrité des routines scolastiques. Jacques Bonhomme ne voudra jamais croire que son curé vise uniquement à soulager sa misère en lui parlant d'une « caisse Raiffensen » ou d'un syndicat agricole, s'il ne le trouve pas mieux que lui au courant de la culture du pays, des nouvelles méthodes aussi bien que des anciennes, des questions financières et commerciales, en un mot de tout ce qui l'intéresse et le fait vivre. N'est-ce pas justice ? Comment le curé pourrait-il instituer et faire prospérer quelque système tendant au progrès, s'il n'est pas plus instruit que celui qu'il prétend en faire bénéficier ?

De même en toute autre circonstance. Partout, la science technique est la première condition du succès. Depuis quelque temps, nos philanthropes se lamentent, de concert avec nos zélés administrateurs de l'Instruction publique, de l'insuccès auquel ont abouti les éco-

les d'adultes instituées par ceux-ci. Chose imprévue ! Les adultes, qui pourtant devraient avoir assez de raison pour comprendre leurs véritables intérêts, se sont vite fatigués de l'enseignement de ces écoles. On en a cherché la cause. On a trouvé que les programmes étaient mal conçus et les maîtres mal formés. Comme toujours et partout en France, on s'en tenait à l'exposition d'idées théoriques, fatigantes pour l'attention de l'auditeur et inutiles pour ses besoins réels. Peu de pratique, peu de technique dans le sens où l'ouvrier en a besoin, Il entendait un monsieur parlant assez bien sur une question scientifique, mais n'ayant évidemment jamais mis la main au métier, ne connaissant pas les petits détails manuels si importants pour le perfectionnement de l'ouvrier, ignorant les trucs et les expédients qui peuvent apprendre à mieux travailler, à faire plus rapidement, à perfectionner l'art. Et puis, ce monsieur ne connaissait rien non plus aux questions de ménage, aux mille petits besoins hygiéniques, financiers, économiques, à toutes ces précautions matérielles qui sont si importantes pour la prospérité de la famille ouvrière. D'ailleurs, il était également incapable d'indiquer aux travailleurs les moyens pratiques de s'associer entre eux, d'organiser le secours mutuel et les caisses d'assurance, de s'entendre pour défendre leurs intérêts, pour lutter avec fruit contre le capital trop exigeant, pour s'enrichir et devenir eux-mêmes petits patrons. De sorte qu'à n'importe quel point de vue, l'auditeur ne pouvait recueillir un fruit sérieux d'un pareil enseignement : à quoi bon continuer à le

suivre ? Bientôt il fut déserté sur une vaste échelle. — Bonne leçon pour nous autres. Sachons déployer les qualités qui manquent à nos savants universitaires dans l'enseignement du peuple : et le peuple est à nous.

§ VI. — *Vrai moyen de relever le peuple.*

Voilà donc l'un des principaux usages que l'on devrait faire, semble-t-il, des institutions philanthropiques et catholiques déjà existantes : en profiter pour relever le peuple en développant chez lui l'énergie du caractère et l'initiative intellectuelle. Ce serait là le meilleur, le vrai relèvement. Tous les secours matériels que l'on peut lui donner sans qu'il les ait conquis par lui-même au moyen de ces aptitudes maîtresses, auront au fond un caractère plutôt déprimant, analogue au caractère de l'aumône. Un homme qui reçoit quelque chose sans l'avoir exactement mérité, sans l'avoir gagné, est plus ou moins avili et déprimé. Quoi que l'on fasse, quelque délicatesse que l'on y mette, il y aura inévitablement une supériorité un peu blessante de la part du donateur et une sujétion amoindrissante chez le récipiendaire. Loin de l'élever, le don l'abaisse : voilà la thèse générale. Dans la pratique, il y a quelque chose de pire encore : c'est que les gens à qui vous donnez contractent, outre la douce vertu de l'ingratitude, l'habitude de se laisser gorger sans faire effort ; par conséquent, ils développent leur tendance naturelle à l'indolence, au laisser-aller : ils sont donc bien loin

de faire les progrès nécessaires vers l'idéal d'énergie volontaire et d'initiative intellectuelle qui seul peut les relever dans leur dignité comme dans leur situation pratique et leur assurer l'avenir. Ils deviennent passifs et non point actifs ; ils comptent de plus en plus sur autrui et de moins en moins sur eux-mêmes ; ils sont donc incapables de subvenir à leurs propres besoins, du jour où leur bienfaiteur disparaîtra : loin d'entrer dans leurs intérêts, celui-ci leur a été plutôt nuisible. Encore une fois, il n'a réalisé que le mécanisme, il ne s'est pas occupé du principe.

Que les catholiques et les autres hommes dévoués au peuple emploient ce système de relèvement, en profitant de l'organisation déjà existante de leurs œuvres : c'est on ne peut mieux servir les véritables intérêts du peuple.

§ VII. — *Supériorité du système scientifique, sauf dans les cas où les œuvres sont seules possibles et efficaces.*

Mais il est un second système, recommandé de préférence par la science, et qui nous paraît en effet plus efficace encore.

Ce serait de réformer radicalement le procédé, de faire une volte-face, un changement complet de tactique, dans le sens qu'indique la nature même des choses.

Remarquons-le, ces institutions multiples auxquelles se consacrent les hommes de bien, ces œuvres de tout genre, ne sont point conformes à la nature des choses,

aux exigences spontanées et immédiates de l'organisme social. Ce ne sont point des esprits supérieurs et des citoyens influents qui s'occupent, selon des lumières pratiques, des besoins spéciaux qu'ils découvrent chez leurs subordonnés immédiats, chez les individus que le fonctionnement naturel du travail aurait mis sous leur direction. Ce sont des hommes d'un monde différent que l'on transporte sur des couches humaines à eux inconnues, en leur demandant de leur insuffler le principe de vie. Ce sont des bourgeois voués aux professions dites libérales, que l'on extrait de leur sphère spéciale, un peu fermée, pour les transporter dans les sphères ouvrières, un peu embrouillées. Ils ne peuvent donc leur venir en aide que d'une façon artificielle, la technique dont nous parlions leur est à peu près impossible : ils inventeront mille emplâtres ingénieux qu'ils mettront un à un sur les plaies du corps populaire, et ils diront avec satisfaction : voyez donc comme mon malade se porte bien, il est tout couvert d'emplâtres ! Ne vaudrait-il pas mieux lui avoir refait une bonne constitution qui en fit un bel Appolon ou un solide Hercule ?

Ici, évitons encore de nous montrer exclusif et injuste, ce qui est un peu la tentation des hommes de science à qui nous aurons recours tout à l'heure. Cette manière empruntée et factice de subvenir aux infirmités du corps social reste et restera toujours la seule possible dans un grand nombre de cas. Quoi que l'on fasse, il y aura perpétuellement, surtout en France, un certain nombre de patrons qui refuseront de sub-

venir aux nécessités physiques ou morales de leurs employés ; il y aura inévitablement des individus victimes innocentes de la lutte pour la vie, sans que l'organisation du secours mutuel ou autre puisse les soulager ; il se rencontrera toujours, surtout dans les grandes villes, des agglomérations où la misère et les excitations malsaines formeront comme une atmosphère délétère sans qu'aucun mécanisme naturel puisse être là pour chasser ces fléaux et reconstituer une bonne atmosphère physique et morale. Ce sera, dans ces circonstances, un devoir pour les hommes dévoués, laïques ou prêtres, catholiques ou simples philanthropes, de se livrer avec plus d'activité encore qu'aujourd'hui à leurs différentes œuvres. Elles sont, en pareilles circonstances, les seules possibles, les seules efficaces. Et certes ce ne sera pas l'ouvrage qui fera jamais défaut. Tous les bourgeois des professions dites libérales pourront y trouver un emploi de leurs loisirs et un but à leur dévouement. Ils y rendront des services réels, dans la mesure où ces entreprises elles-mêmes peuvent en rendre. Ce n'est donc pas contre elles, en principe, qu'il faut s'insurger.

Seulement, ce qu'il importe de dire sans crainte, c'est que l'on a tort de vouloir faire de ce mécanisme artificiel la règle générale du salut de la France. Ce ne sont là et ce ne doivent être que des exceptions, applicables à certains cas anormaux. Il est extrêmement fâcheux que l'attention des hommes de bonne volonté se tourne entièrement vers le développement de ce système, parce que, de la sorte, ils ne songent en aucune

manière à entrer dans le second système dont nous devons parler maintenant.

Ce système est le système naturel du fonctionnement normal propre aux divers organismes sociaux. Il consiste à ce que tous les hommes de talent, de ressource, de bon vouloir, appliquent de préférence leurs facultés, leur initiative et leur énergie aux affaires pratiques, aux entreprises lucratives, en s'efforçant de tout leur pouvoir d'améliorer, physiquement et moralement, le sort de leurs subordonnés personnels, en même temps que celui de leur propre famille.

Il est facile de voir que ce système répond directement aux besoins actuels par un remède spécifique, opposé à la cause principale et fondamentale que nous avons signalée comme la source commune de toutes les causes accessoires de notre décadence. Imaginez une nation où, à part les vocations spéciales et bien décidées qui se portent d'elles-mêmes, sans entraînement, avec toutes les garanties, vers les professions dites libérales, évidemment nécessaires dans une large mesure, tous les autres jeunes gens se lancent dans une entreprise pratique et fructueuse, agricole, industrielle ou commerciale, en y apportant les diverses qualités qu'ils vont perdre actuellement sans fruit dans la cohue des fonctionnaires, des artistes ou des lettrés, des déclassés et des miséreux : avec quelle immense puissance leur bonne volonté ne pourrait-elle pas se déployer sur les classes inférieures dont chacun emploierait et dirigerait une petite portion !

§ VIII. — *Raison de la supériorité du système scientifique : il emploie les organismes naturels dans les conditions seules possibles.*

Il y a dans notre état social deux moyens naturels d'élever les individus et de rendre une race prospère : c'est l'action de la famille et celle du patron. En dehors des socialistes et des fous, il n'est personne qui ne reconnaisse la nécessité d'une bonne organisation de la famille : eh bien, le patron est plus puissant que qui que ce soit pour établir et soutenir cette organisation. Pourquoi ? Parce qu'il tient entre ses mains les deux moyens d'agir sur les individus : la prospérité matérielle et l'influence morale. Nous autres, prêtres et hommes d'œuvres, nous avons bien senti que le jeu simultané de ces deux moyens était la condition indispensable d'une réforme sérieuse. Voilà pourquoi nous nous appliquons à agir sur les consciences et sur leur conviction afin d'exercer une influence morale, puis à subvenir aux nécessités économiques des gens par quelques-unes de nos œuvres afin de les tenir aussi par la prospérité matérielle. Mais il est visible que nous n'y parvenons pas dans une mesure proportionnée à nos efforts : tout simplement parce que notre système est artificiel et que, dût-il réussir pendant une certaine période, il exige un déploiement de zèle trop anormal pour pouvoir se soutenir indéfiniment. Au contraire, le patron bien intentionné peut tout pour ses subordon-

nés, dans l'agriculture et le commerce aussi bien que dans l'industrie. Nous le voyons spécialement dans cette dernière branche d'activité, car les patrons désintéressés et jaloux d'améliorer le sort de leurs ouvriers ne manquent pas en France, grâce à Dieu. Ils veillent à leur conduite morale, ils écartent à l'atelier les dangereux rapprochements des sexes, ils s'occupent de constituer régulièrement leur ménage, ils favorisent l'exercice de leurs devoirs religieux, ils font preuve en tout et pour tout d'intérêt, de cordialité : le peuple est bon et se montre infiniment touché de la bonté qu'on lui témoigne, il ne demande qu'à se conduire en fils pour le patron qui exerce à son égard le rôle d'un père. Celui-ci, d'ailleurs, met en œuvre toutes les ressources dont il dispose en dehors de ses légitimes bénéfices, pour aider l'ouvrier à améliorer sa condition. Logements salubres, chauffage et subsides en cas de maladie, repos du dimanche et des fêtes, caisses de secours et de retraite, il contribue à tout de sa bourse, en même temps qu'il encourage et pousse activement son personnel à faire lui-même le principal, ce qui — nous l'avons vu — est la condition essentielle de sa prospérité véritable et de son relèvement. En un mot, le patron dispose de tous les éléments de la régénération, bien plus, il dispose de la plupart des éléments du progrès. De la sorte, il est plus puissant que le prêtre lui-même pour le développement des idées morales et religieuses : non pas qu'il puisse, non pas qu'il doive se faire apôtre, ce qui réussit rarement, un tel rôle étant dévolu essentiellement à celui-là seul

que Dieu en a chargé ; mais parce qu'il favorise et excite par ses conseils et ses exemples, autant que par ses bienfaits, la confiance que le peuple doit témoigner au prêtre.

D'ailleurs, si tel est le seul système où les résultats puissent répondre aux efforts parce que ce système seul est naturel, on peut dire aussi que seul il est possible en ce qui concerne les classes dirigeantes elles-mêmes. C'est très joli de vouloir susciter parmi les bourgeois adonnés aux professions dites libérales un beau zèle pour la régénération de gens qu'ils ne connaissent pas, qu'ils n'ont pas sous la main, dont ils ne tirent aucun profit. Ce dévouement nous paraît d'autant plus admirable que rien n'y encourage en dehors d'une pure aspiration vers l'idéal humanitaire ou vers l'idéal chrétien. Mais, nous en restons convaincu, le nombre des individualités éminentes desquelles on pourra l'obtenir restera toujours fort restreint, parce que cela suppose une vocation très rare à un certain héroïsme de vertu. Le patron, au contraire, trouve son dévouement très heureusement soutenu par le stimulant de l'intérêt : et telle est la circonstance qui rend le dévouement aux classes laborieuses possible pour tous les patrons doués de simple bonne volonté sans être appelés à une vocation éminente. Voilà pourquoi — le nombre des parfaits étant nécessairement très limité —, c'est uniquement de la classe patronale parmi les classes appelées dirigeantes, que l'on peut attendre la somme générale d'efforts nécessaire pour subvenir aux multiples questions sociales actuelles.

C'est en effet l'intérêt bien entendu du patron d'assurer à ses subordonnés les conditions matérielles et morales de prospérité sans lesquelles ses affaires ne pourront que périlcliter tôt ou tard. Jusqu'ici, un trop grand nombre de patrons ont réussi à s'enrichir d'une façon scandaleuse en abusant de leurs employés, en obtenant d'eux, par la crainte de la famine, un travail disproportionné avec leur maigre salaire. Mais les circonstances se modifient et rendent ces exactions de plus en plus impossibles. L'ouvrier, en effet, use et abuse de la grève : moyen pernicieux pour lui lorsque le patron ne peut réellement pas augmenter le salaire et est obligé de cesser le travail, mais moyen très légitime quand il s'agit de vaincre l'obstination d'un patron exploiteur. De plus, la conscience publique s'affirme de jour en jour et parviendra d'ici peu à imposer, d'une façon ou de l'autre, des bornes à cette exploitation. Mais si l'on peut prévoir l'échéance où celle-ci deviendra impossible en de certaines limites, il est facile de persuader au patron qu'elle n'est même pas conforme à ses véritables intérêts : et de plus en plus il le comprend déjà. Il sait que son usine aura d'autant moins de stabilité qu'il l'aura surchauffée davantage ; il sait qu'un moment viendra où l'ouvrier outré la fera sauter s'il n'en tire pas une honnête subsistance ; il sait que rien n'est détestable comme la population perpétuellement flottante que détermine une mauvaise administration, entraînant à l'usine une foule de vagabonds qui font mal l'ouvrage, tandis qu'une population stable et bien ordonnée évite le coulage, travaille

mieux et promet un avenir ; il sait enfin que s'attacher cette population en développant sa prospérité est le meilleur moyen de fonder une maison bien assise, prospère et de bonne réputation, capable de soutenir cette réputation pendant de longues générations après lui. De toute manière, il se voit récompensé de ses soins, il constate que le facteur moral et humain tient dans ses affaires une place plus grande encore que le facteur matériel et financier : voilà pourquoi on peut espérer du patron en général un dévouement qui ne soit pas au-dessus de la vertu moyenne.

Il en est de même, ne l'oublions pas, dans les autres branches de l'activité humaine. Le propriétaire rural n'est pas moins intéressé à la bonne organisation économique, morale et familiale de ses subordonnés. Il est aussi bien patron, seulement sa clientèle a un autre caractère et réclame des soins légèrement différents. C'est à lui d'exercer son discernement pour ne pas appliquer, à tort et à travers, à ses paysans, les améliorations qu'il aura vues appliquées aux ouvriers par son voisin l'industriel. Mais il lui est également facile de constater que ses fermiers font mal leur besogne et travaillent sans goût comme sans fruit s'il n'est pas là, toujours présent, pour diriger la besogne, pour donner à la terre les soins quasi-paternels qui réjouissent l'homme des champs comme s'il était lui-même l'objet de cette tendre sollicitude. De même, le propriétaire voit bien qu'il n'aura rien à espérer de ses ouvriers agricoles en fait d'application, d'activité, d'énergie, d'initiative intelligente, s'il ne porte pas lui-même in-

térêt à leurs petits besoins de ménage, à l'établissement de leurs enfants, à la prospérité de leur foyer, à leur tenue morale, à toutes ces mille conditions d'une civilisation véritable qui, par leur seul fonctionnement naturel, favorisent tant l'action du prêtre.

Là ne se borne pas, cependant, le fonctionnement de ce système essentiellement fondé sur la nature des choses. Simple bourgeois on est toujours patron dans une certaine mesure, en ce sens que l'on a sous sa direction immédiate ses domestiques et sa propre famille. Il est également nécessaire que, dans cet ordre, tous les honnêtes gens s'appliquent à l'amélioration des personnes qu'ils ont sous la main : mais l'on voit, paraît-il, d'excellents hommes d'œuvre qui l'oublient complètement pour aller déverser sur des étrangers le trop plein de leur zèle. S'il en existe, c'est évidemment de leur part une fausse manœuvre.

Allons plus loin. Le fonctionnement naturel de l'ordre social produit, au-dessus du patron, un certain nombre d'autorités qui peuvent et doivent aussi, dans une mesure plus large bien que moins immédiate et moins pratique, contribuer à l'amélioration des classes inférieures. Ce sont les hommes préposés à l'administration publique, soit dans chaque commune, soit dans le département, soit aux chambres législatives. Ces diverses fonctions dépendent toutes aujourd'hui du suffrage universel. Nous l'avons déjà entrevu, les hommes que le suffrage choisira pour diriger de la sorte les affaires publiques, seront précisément ceux qui auront consacré le plus d'efforts au bien de leurs subordonnés.

Le paysan choisira pour maire, pour conseiller général, pour député, le propriétaire le plus bienfaisant. De même, l'ouvrier donnera ses préférences au patron le plus soucieux de ses intérêts ; l'employé, au commerçant le plus actif à améliorer son maigre sort. Si, dans une région remplie ainsi de multiples bourgeois amis du bon peuple, tous parviennent à s'entendre — ce qui vraiment ne devrait pas être si difficile — pour adopter un même candidat, ils n'auront aucune peine à convaincre respectivement les hommes dont ils disposent, et à les entraîner aux urnes avec un ensemble merveilleux.

§ IX. — *Cette orientation du point de vue est bonne parce qu'elle permet d'opposer au principe de notre décadence un remède spécifique.*

Notre point de vue est définitivement orienté : et nous croyons qu'il l'est bien. La cause primordiale de notre décadence résidait dans l'esprit de centralisation qui avait détaché les classes patronales de la direction des affaires pratiques ; donc, le remède doit consister à les rendre de nouveau à ce devoir, dont l'exécution entraînera spontanément le perfectionnement des classes laborieuses. Nous pensons, en effet, l'avoir démontré : le salut de la France serait assuré du jour où la majorité des patrons, dans l'agriculture, le commerce et l'industrie, se seraient mis activement à remplir leur simple devoir, si conforme à leurs intérêts, pendant que les

détenteurs des professions dites libérales s'emploieraient de plus, dans les centres urbains, à subvenir aux besoins des populations qui ne seraient pas englobées dans ce mouvement général.

Mais, bien certainement, nous sommes loin, très loin de pouvoir réaliser cet idéal, tant les classes dirigeantes sont aveuglées et perverties.

Il n'en est pas moins certain que telle est la vraie voie qu'il faut suivre, le vrai point de vue suivant lequel il faut s'orienter. En dehors de là, nous sommes réduits à des expédients sans grande valeur pratique et sans efficacité définitive. Il faut donc essayer de réaliser l'idéal proposé dans la mesure du possible. Commençons : ce sera beaucoup.

Puisque ce système est, par sa nature même, plus efficace à tous égards que le système dans lequel nous sommes entrés en nous livrant aux œuvres, ne serait-il pas en effet judicieux d'accomplir dans ce sens une volte-face décidée ? Sans abandonner les œuvres que nous avons entreprises, ne serait-il pas nécessaire de nous mettre résolument à perfectionner les organismes sociaux élémentaires dont nous venons de constater l'importance prépondérante ? N'y aurait-il pas lieu de faire trêve en partie à l'absorbante préoccupation qu'un louable zèle nous impose en faveur d'entreprises artificielles, caduques, peu fructueuses, pour porter de préférence notre attention et nos efforts sur cet autre genre d'entreprises qui nous est apparu comme le seul naturel, stable et fécond ?

Telle est la question qui nous reste à étudier.

Après avoir déterminé l'« orientation du point de vue », il nous faut donc aborder à notre tour un essai d'organisation des forces conservatrices, — mieux vaudrait dire peut-être : des forces sociales, le lecteur sachant que nous cherchons, par le moyen de celles-ci, à « conserver » nos bonnes et nécessaires traditions morales et religieuses.

CHAPITRE IX

ORGANISATION DE NOS FORCES EN VUE DE L'ACTION

- § I. — Bilan de nos forces.
- § II. — Nos œuvres sont utiles et doivent être conservées, mais elles sont insuffisantes.
- § III. — Intéressons-nous de préférence aux éléments sains du corps social.
- § IV. — Que tous ceux qui peuvent s'appliquer aux affaires pratiques s'y consacrent, de préférence aux professions dites libérales.
- § V. — Ce serait le meilleur parti à prendre, même pour beaucoup de bourgeois non propriétaires.
- § VI. — Devoir des pères de famille.
- § VII. — Devoir du clergé, principalement dans l'éducation.
- § VIII. — Quelles sont nos œuvres bienfaisantes par leur conformité à ce principe ?
- § IX. — Caractère général de notre système.
- § X. Discussion des tendances opposées de la plupart des catholiques.
- § XI. — Nécessité de modifier les dispositions du milieu.
- § XII. — Qu'est-ce qu'il faut attaquer pour modifier le milieu ?
- § XIII. — La résurrection de l'idéal est-elle le premier de nos besoins ?
- § XIV. — L'esprit scientifique répond mieux aux besoins réels.
- § XV. — Première manière de nous rendre la science utile :

approfondir les sciences qui touchent à la Morale et à la Religion.

§ XVI. — Deuxième manière : la science pour la science.

§ XVII. — L'application de toutes nos facultés aux moyens naturels, loin de ruiner notre influence naturelle, la favorise.

Nous avons vu dans quel sens doivent, en général, s'orienter les honnêtes gens et particulièrement les catholiques pour répondre, par une résistance allant droit au but, au principe même de la décadence où la France est entraînée.

Que l'on nous permette de proposer à présent une répartition nouvelle de nos forces suivant ces indications, que le lecteur, nous l'espérons, aura jugées favorablement.

§ I. — *Bilan de nos forces.*

Comme nous nous sommes appliqué à le montrer, les véritables forces conservatrices ne sont pas politiques mais sociales, celles-ci entraînant celles-là par un mécanisme naturel, tandis que le mécanisme artificiel de la politique ne pourra jamais réformer le principe de l'ordre social en décadence.

Examinons donc quelles sont les diverses catégories de forces sociales dont disposent les conservateurs et spécialement les catholiques.

1° Il nous semble qu'une première puissance réside dans l'organisation actuelle de nos œuvres, malgré leur imperfection sur laquelle nous avons dû attirer l'atten-

tion du lecteur : et, puisqu'elles sont une puissance, il faut les maintenir.

En dehors de cette organisation que nous considérons en elle-même sans prendre garde si ses créateurs et ses soutiens appartiennent à telle ou telle condition, nous pouvons maintenant distinguer les conservateurs en deux groupes principaux : l'un comprenant les laïques, l'autre le clergé. Chacun de ces groupes lui-même se divise naturellement en deux sections, d'après ses occupations propres et ses aptitudes spéciales. Nous avons donc :

2° Les propriétaires d'exploitations lucratives ;

3° Les diverses classes de l'aristocratie et de la bourgeoisie vouées aux professions dites libérales — ou à aucune.

4° Viennent ensuite, parmi le clergé, les ecclésiastiques employés à l'enseignement ou à la direction de la jeunesse ;

5° La plupart des autres ecclésiastiques versés dans le ministère urbain ou rural.

6° Enfin, après avoir recherché de la sorte ce que chacun des conservateurs peut faire pour son propre compte suivant sa condition, nous étudierons une force d'un autre caractère qui nous est aussi indispensable pour préparer, par une influence supérieure et générale, le milieu social à recevoir notre action.

Arrêtons-nous donc successivement à ces six ordres de considérations, dont la résultante nous fournira, croyons-nous, un ensemble assez complet d'organisation où nos forces pourront se déployer avec efficacité.

§ II. — *Nos œuvres sont utiles et doivent être conservées, mais elles sont insuffisantes.*

1° A l'encontre d'un certain nombre d'esprits exclusifs, il nous semble nécessaire de maintenir le *statu quo* dans la plupart de nos entreprises déjà plus ou moins florissantes. Sans parler du système fondamental auquel sont attachés les catholiques, groupés autour de la paroisse ou des ordres religieux depuis des siècles, nous croyons devoir admettre la nécessité de maintenir et même de développer, dans les conditions spéciales qui les requièrent, les œuvres diverses à l'aide desquelles les hommes dévoués essayent de subvenir aux imperfections d'un monde désorganisé. On n'aboutirait, certes, qu'à un résultat désastreux en laissant de côté ces tentatives généreuses bien qu'imparfaites. Il faut seulement s'appliquer à les perfectionner. Dans l'état actuel des choses et pour bien longtemps encore, sinon pour toujours, elles sont et resteront les seuls expédients possibles pour sauver artificiellement de la misère et du vice de nombreux groupes de populations urbaines. Que l'on s'applique donc à les développer avec tout l'élan possible, que l'on se réunisse en masse autour des « Cercles » de M. de Mun, autour de l'« Union nationale » de M. l'abbé Garnier, autour d'autres œuvres, telles que celle de « l'enfance abandonnée » ou des « logements ouvriers » de M. Jules Simon : rien de mieux, il le faut, c'est le zèle humanitaire répandu dans notre bourgeoi-

sie trop longtemps inaccessible aux sentiments généreux, c'est l'amélioration du sort d'une multitude d'infortunés, ce sont les idées morales et religieuses propagées dans les masses, avec elles la stabilité des existences et la droiture des consciences, l'ordre, la paix et l'harmonie opposées aux excitations odieuses et impuissantes de l'idée révolutionnaire. En vérité, il serait criminel d'empêcher tant de louables efforts et de partiels résultats.

Mais qu'on ne l'oublie pas : la réforme sociale ne s'accomplit pas de la sorte d'une façon radicale et définitive ; les idées morales et religieuses elles-mêmes ne reçoivent ainsi qu'une impulsion passagère et extérieure ne s'assoient pas d'une façon profonde dans l'intime de l'organisme social. Il faut donc plus. Ce genre de réforme est superficiel. Il s'adresse seulement aux incapables et aux vaincus de la vie : à ce titre, il est bon, mais il est complètement insuffisant. Il ne réalise que la partie minime du programme. En dehors de cette masse abattue que l'on ne parviendra jamais, par aucun moyen, à relever que très imparfaitement, il y a une majorité beaucoup plus considérable de membres capables et vigoureux, qui cependant sont agités aux hasard par mille influences troublantes, désordonnées, et qui ont également besoin de direction. C'est de leur côté que l'on peut attendre le plus d'efforts et de résultats, parce que ce sont eux qui possèdent le plus de ressources et qui sont les plus aptes à entrer complètement dans la voie du salut certain et décisif. Ils ont donc pour eux le nombre, la vigueur et une disposition fondamentale

à la réforme. Est-ce trop dire que nous ferions de meilleure besogne en consacrant la majeure partie de nos forces à leur service, qu'en absorbant toute notre attention, toutes nos activités, au profit des faibles, incapables de se relever complètement, minorité intéressante par son malheur mais dépourvue de ressources et d'avenir ?

§ III. — *Intéressons-nous de préférence aux éléments sains du corps social.*

Intéressons-nous donc avant tout aux éléments sains du corps social, afin de les tirer de la mauvaise situation, de la décadence économique et morale où les ont engagés les erreurs des siècles précédents : d'ailleurs, par le seul fait de leur fonctionnement normal, ils entraîneraient facilement les autres dans leur mouvement, surtout si nous continuons à y préparer ces derniers comme nous venons d'en reconnaître la nécessité.

Les éléments sains et aisément réformables, qui composent la masse de la nation, se divisent en deux grandes classes : d'une part le monde industriel et commerçant ; d'autre part le monde agricole.

De toute évidence, les moyens à employer pour obtenir la régénération de ces deux classes très différentes, sont eux-mêmes fort divers, et c'est là qu'il faut savoir user de l'importante faculté du discernement, afin de ne pas vouloir établir à la campagne où réside presque exclusivement la population agricole les mêmes institu-

tions qu'à la ville où réside principalement le monde ouvrier et commercial : et réciproquement.

Il est néanmoins un premier moyen essentiel, qui doit s'appliquer également à toute espèce d'activité économique : c'est celui dont nous avons démontré l'importance absolument prépondérante, c'est l'application de tous aux affaires pratiques, c'est la direction des entreprises lucratives par les hommes supérieurs, les intellectuels, les caractères d'élite, qui, malheureusement, vont se perdre sans profit et souvent sans issue, avec un excès numérique non seulement inutile mais désastreux, dans les professions dites libérales, spécialement dans le fonctionarisme et la bureaucratie. Le grand besoin de la France est donc qu'un mouvement vaste et généreux s'opère en ce sens parmi les classes élevées, qui alors seulement redeviendront les classes dirigeantes. A tout prix nous devons faire cesser cette anomalie d'où viennent la plupart de nos maux : voir ce que la France engendre de meilleur, de plus apte par naissance, par situation et par éducation à prendre la direction effective du peuple dans les affaires, abandonner cette direction aux individus moins doués, aux intrigants inférieurs qui parviennent à tout accaparer à force d'audace, d'astuce et de concussion ; et cela, afin de s'abandonner aux illusoires séductions des professions dites libérales, de s'asservir à la tyrannique tutelle de l'Etat-Mammon, en s'imaginant que l'on parviendra à conduire les foules à leur salut par le moyen des pressions superficielles de la politique, sans néanmoins obtenir d'autre succès que de

perdre et de gaspiller la meilleure partie de nos forces dans la gloriole de ne pas vivre au moyen d'occupations vulgaires mais de se consacrer à une prétendue intellectualité aussi vaine que séduisante, fatalement énervante et dissolutive, mortelle à bien des points de vue, ne fût-ce que parce qu'elle empêche la France de se reproduire.

Voilà sur quel point doivent porter, à notre avis, une bonne partie des efforts des honnêtes gens, plus nombreux de jour en jour, qui comprennent la situation présente et les besoins de l'avenir. Voilà quel doit être le véritable *esprit nouveau*.

§ IV. — *Que tous ceux qui peuvent s'appliquer aux affaires pratiques s'y consacrent de préférence aux professions dites libérales.*

Parmi les laïques, deux catégories de personnes peuvent agir en ce sens.

2° — Ce sont d'abord les hommes du monde qui sont immédiatement à même de réaliser ce devoir, tout en ayant cédé jusqu'ici aux préjugés reçus qui le leur interdisent. Ils sont nombreux, les propriétaires de terrains, de mines, d'usines, d'exploitations de tout genre, qui se désintéressent personnellement de la direction réclamée par leur fonds et du soutien exigé par leurs subordonnés : ils confient le soin de remplir ce double devoir à des régisseurs ou administrateurs qui, invariablement, laissent plus ou moins périlcliter l'entreprise,

surtout ne prennent aucun souci de l'instrument humain dont ils abusent pour en retirer — illusion grossière — autant d'argent tout en réalisant eux-mêmes la plus minime somme d'efforts. Il résulte de ce fait un amoindrissement continu au double point de vue économique et moral. Les propriétaires qui s'en affligent ne paraissent pas en avoir reconnu la cause jusqu'à présent. Ils vivent tranquillement, à la ville, de leurs revenus, qui vont toujours diminuant d'année en année, heureux de n'avoir pas d'effort à déployer pour recevoir ce que leur envoie régulièrement leur mandataire, et jouissant avec indolence des plaisirs plus ou moins frelatés de la ville où ils s'annulent et s'énervent jusqu'à la ruine. Si vraiment ils éprouvent une inquiétude, comme ils le prétendent, au sujet de la décadence économique et de l'amoindrissement moral qui croissent ainsi dans leurs propres dépendances comme partout ailleurs, qu'ils ouvrent donc les yeux, qu'ils comprennent une bonne fois que rien ne vaut l'œil du maître, qu'ils aillent employer la majeure partie de leur temps, de leur intelligence, de leurs ressources, à faire prospérer leurs exploitations, à améliorer le sort de leurs employés et surtout à redresser le moral de ces pauvres gens — toutes choses qui se tiennent intimement.

Au reste, ces idées-là ne sont déjà plus si étranges et si méprisées, depuis que de savantes et courageuses publications sociales s'emploient à les démontrer et à les propager. Sous leur impulsion, un certain nombre d'esprits droits et bien intentionnés se sont déjà résolus à suivre cette nouvelle voie. Ils n'ont eu qu'à s'en félici-

ter de toutes manières. Il n'est pas jusqu'à l'agrément de la vie qui n'y ait trouvé je ne sais quel regain de saveur trop longtemps oubliée, saveur vigoureuse et saine, charmante aussi et nullement hostile à la vie intellectuelle et artistique, aux délassements de bonne compagnie, à l'esprit délicat et jovial qui a justement fait la réputation des salons français : avec les mille moyens de propagande et de communication dont nous disposons aujourd'hui, rien n'est plus facile que de joindre intimement la vie des affaires avec une somme très raisonnable de distractions et de plaisirs. Et puis, répétons-le, il y a, dans les affaires même, cette autre jouissance, plus élevée et plus saisissante pour quiconque en a goûté, la joie d'être utile aux humbles frères que l'on employait autrefois comme des machines et comme des brutes, la joie de participer à la poésie simple et charmante de leur petite vie où les beaux sentiments sont si fréquents, la joie d'exciter ces mêmes sentiments dans l'ordre moral et religieux et de les porter à des hauteurs dont on n'aurait jamais cru capable l'âme populaire, en même temps que la joie d'asseoir pour toujours la prospérité des individus, des familles et par là de la société entière.

Tout simplement, comme l'amphitryon qui offre un bon vin à ses convives, ceux qui déjà ont eu l'honneur de donner ce bon exemple peuvent dire à leurs camarades encore réduits au vin frelaté de la vieille France : — Goûtez-en, vous m'en donnerez des nouvelles !

§ V. — *Ce serait le meilleur parti à prendre, même pour beaucoup de bourgeois non propriétaires.*

3° — Naturellement, ce conseil n'est pas applicable à tous nos bourgeois. Il faut qu'une partie d'entre eux reste vouée aux professions dites libérales : ceux qui n'ont pas d'autres moyens d'existence seraient bien embarrassés de chercher une autre situation. Cependant il en est parmi eux un certain nombre qui, littéralement, meurt de faim. A ceux-là, il n'y aurait certes pas de meilleur conseil à donner que d'abdiquer une bonne fois tous les faux préjugés de caste, toutes les répugnances dues à une éducation superfine et archifausse, toutes les mesquines délicatesses d'une prétendue dignité qui les empêche de songer à entreprendre cette chose pourtant si naturelle mais qu'ils n'envisagent qu'avec dégoût : une profession lucrative. Je ne vois pourtant pas pourquoi, n'ayant plus de quoi vivre, nous serions plus difficiles que nos voisins les riches Anglais : ces gaillards-là ont beau posséder dix ou quinze mille livres sterling qui leur suffiraient pour s'installer sur un bon petit pied bourgeois comme nous autres, ils commencent par se mettre résolument au travail de simple garçon de ferme ou de vulgaire ouvrier, pour apprendre leur métier ; après quelques années de ce régime, comme ils ont à la fois en partage l'intelligence et l'éducation, le caractère et l'énergie, la volonté d'arriver et la claire vue des moyens qui peuvent le leur

permettre, ils arrivent effectivement, ils se montent peu à peu une propriété, une exploitation personnelle ; et, au bout de quinze ou vingt ans, la plupart, en Australie, au Cap, en Amérique, deviennent millionnaires. Imitons cet exemple pratique : cela vaudra mieux que de végéter perpétuellement dans un bureau, de se résigner à serrer de jour en jour les cordons de sa bourse et la ceinture de son pantalon, pour se procurer le plaisir équivoque, tout en vivant comme des gueux, sans famille ou à peu près, de tenir un certain décorum extérieur et de fréquenter le beau monde.

Il y a donc ainsi toute une catégorie de pauvres bourgeois qui travailleraient avec fruit à la régénération sociale, entraînant par la force des choses la régénération morale et religieuse, en travaillant sur eux-mêmes, sans s'occuper des autres, en devenant des hommes sérieux au lieu de rester des fantoches purement décoratifs, voués à la stérilité, à un mélancolique désespoir et à toutes les dissolutions de l'oisiveté. Parmi ce monde beaucoup moins à condamner encore qu'il n'est à plaindre, se trouve certainement un grand nombre d'esprits justes et de cœurs droits : à eux nous nous adressons, convaincu de travailler dans leur intérêt aussi bien que dans l'intérêt général de la France.

Mais nous voudrions nous faire entendre plus particulièrement des hommes, quels qu'ils soient, qui exercent ou peuvent exercer à cet égard une influence sur leurs égaux ou leurs inférieurs.

§. VI. — *Devoir des pères de famille.*

Chaque père de famille peut trouver là ample matière à réflexion. Ne crût-on pas opportun de quitter soi-même sa situation bourgeoise pour se lancer dans les affaires, on peut toujours donner à ses propres fils une direction différente. Pour peu que l'on ait compris la vanité et le ridicule des préjugés séculaires qui nous font mépriser tout ce qui ne rentre pas dans une des professions dites libérales, on n'hésitera plus à conseiller à ses enfants de s'orienter de préférence vers une situation plus pratique, offrant le double avantage d'être plus lucrative et de vous donner une bien plus grande influence sur la société, sans entraîner l'inconvénient de sacrifier aujourd'hui comme peut-être autrefois les agréments du monde distingué. Il y a, dans ce système qui a fait la force et la gloire de la race anglo-saxonne, une dignité incomparablement supérieure à notre fausse dignité bourgeoise, parce que c'est la consécration de la virilité et du caractère, c'est la force qui se met au service de l'intelligence, c'est la prospérité qui répond de la sorte aux efforts, c'est le progrès moral qui suit alors le progrès matériel, réduisant ainsi à néant l'opposition qui existe entre ces deux ordres de progrès dans les sociétés mal organisées comme la nôtre.

Que les pères de famille se mettent donc résolument à élever leurs enfants comme le conseille le savant suc-

cesseur de Le Play, M. Demolins, dans une petite brochure ¹ qui a produit une grande impression dans le monde réfléchi des esprits impartiaux de plus en plus nombreux en France : là est le salut.

§ VII. — *Devoir du clergé, principalement dans l'éducation.*

Dans cette question, le clergé peut exercer une influence réelle, très bienfaisante, beaucoup plus bienfaisante que l'influence par lui exercée jusqu'à présent au moyen de la charité. Car, du jour où il aurait déterminé tous les hommes plus ou moins éminents dont il dispose, à s'occuper activement de leurs affaires et de leurs subordonnés, il acquerrait par le fait même auprès des uns et des autres une autorité sans bornes pour le développement des idées morales et religieuses.

Qu'il agisse donc dans ce sens sur la bourgeoisie, sur les pères de famille, sur les jeunes gens surtout : il rendra de la sorte des services dont il ne prévoit pas la portée à la France et à l'Église à la fois, tandis qu'une somme plus grande de zèle et d'activité dépensée comme aujourd'hui pour entraîner cette même bourgeoisie et spécialement la jeunesse dans les œuvres charitables ou « sociales » au sens détourné qu'il donne à ce mot, n'obtiendra jamais qu'une efficacité inférieure,

¹ *Comment élever et établir nos enfants ?* Firmin-Didot, 1894.

discutable, imparfaite, surtout instable et dont les résultats sans consistance seront toujours à recommencer.

Il ne s'agit pas d'aller jeter le trouble au milieu des étudiants déjà entrés dans la voie ordinaire des professions dites libérales : ce serait un faux jeu, une manœuvre prématurée et révoltante. Que l'on se contente de répandre parmi eux ces idées sans leur demander de les mettre à profit ; ils ne pourraient suivre un tel conseil, l'éducation leur faisant défaut. Mais qu'on les prépare à favoriser ce mouvement et à y faire entrer les futures générations.

Avant tout, que l'on s'applique à déterminer en ce sens la vocation naissante de la petite jeunesse confiée à notre enseignement. Le clergé dispose à peu près de la moitié de l'enseignement secondaire. Quel service il rendrait à la France, s'ils se mettait résolument à imprimer cette direction à tous ces fils de bourgeois, trop disposés à suivre les errements de leurs pères et de leurs aïeux ! Heureusement, presque aucun fonctionnaire du gouvernement ne nous confie sa progéniture : quel avantage nous avons ainsi sur les lycées et les collèges officiels ! Nous leur laissons la pire engeance, celle qu'a profondément dépravée l'habitude de la bureaucratie et du salariat administratif, avec son cortège de passivité pour l'esprit, de servilité pour le caractère, d'impuissance pour la volonté, d'étroitesse pour le jugement, de nervosité fébrile pour les sens, de dégradation pour les idées morales, de stérilité pour l'être entier. Nous avons la plus belle part, celle qui s'est for-

mée à l'école de ce qu'il y a encore de meilleur dans la bourgeoisie : le vaillant corps médical, la libre corporation des lettrés et des artistes, les quelques personnalités originales, actives et indépendantes de la magistrature et de l'armée, bref tout ce qui a su gagner son pain à la sueur de son front, monter à force d'énergie, se créer une situation dans cet ordre de choses où le succès est plus difficile que dans les entreprises lucratives. Félicitons-nous que ce lot nous soit échu. Certes, ne songeons pas à détourner d'imiter l'énergie paternelle ceux de nos jeunes garçons qui se sentiront une vraie vocation, bien réfléchie, pour une profession analogue : ce serait vraiment dommage, ce serait criminel, de priver d'une pareille élite les professions dites libérales, dont l'éclat contribue évidemment pour une bonne part à la prospérité générale de la France ; mais nous entendrions mieux que par le passé les intérêts de celle-ci en entrant dans un esprit nouveau sur le caractère de notre enseignement, qui s'orienterait à pousser le plus possible de nos élèves dans la voie pratique des affaires, à leur en donner le goût, à les y initier autant que le permettent nos détestables programmes universitaires, destinés à faire de tous les Français de simples professeurs classiques et des lettrés ne comprenant rien aux choses de la vie. — Sans doute, il y aurait, dans les débuts, bien des difficultés à vaincre : la répugnance des parents, les préjugés héréditaires chez les enfants. Mais, avec de la prudence, de la patience et du savoir-faire, avec une étude personnelle de la question qui nous donnerait une conviction et nous rendrait maîtres de la

démonstration, nous arriverions rapidement, sans rien brusquer, à des résultats progressifs et de plus en plus bienfaisants. Une transformation sociale ne se fait pas d'un jour à l'autre. Lorsque les plus hardis, assez rares, se seraient mis à l'œuvre et auraient prouvé, par leur succès, que la méthode est bonne, d'autres les imiteraient, les préjugés s'évanouiraient petit à petit : avant trois générations, nous aurions accompli des prodiges. — Mais les hommes de bien, spécialement les catholiques, plus spécialement encore le clergé, sont-ils capables d'entreprendre une campagne dont il faudrait trois générations pour voir mûrir les fruits ? Pourtant, le monde « ne se retourne pas comme une omelette », me disait un jour un homme d'esprit. Du moins faut-il commencer par saisir le vrai sens de la question, au lieu de se perdre sans cesse en de vaines tentatives de réformes illusoire.

Or, tel est, nous semble-t-il, le vrai sens de la question.

§ VIII. — *Quelles sont nos œuvres bienfaisantes par leur conformité à ce principe ?*

5° — Nous avons assez parlé ailleurs d'une autre manière d'utiliser notre influence : créer et développer partout où faire se pourra celles des institutions appelées « œuvres catholiques et sociales » qui se rapprochent, bien que plus artificielles, de l'ordre naturel dont nous venons de parler. Ainsi, pour faire entrer à sa place logique ce nouvel emploi de nos forces dans le

cadre de l'organisation des forces conservatrices, répétons seulement ici que les honnêtes gens, y compris le clergé, feraient œuvre utile, nécessaire même, en s'employant à fonder, avec ou sans le concours des patrons suivant qu'ils donnent ou refusent leur assistance, les diverses institutions économiques propres à améliorer la condition des classes laborieuses : caisses de secours et de retraite, bureaux de placement et secrétariats gratuits, vingt autres industries capables de subvenir aux besoins des populations urbaines ; puis, à la campagne, crédit agricole communal, syndicats régionaux ou autres entreprises que l'on jugera utiles dans chaque circonstance. Ces initiatives seront toujours fécondes, pourvu qu'elles ne nuisent pas au fonctionnement naturel du patronage effectif exercé par le propriétaire sur ses subordonnés.

Peut-être trouvera-t-on que nous insistons démesurément sur la nécessité de secourir ainsi le peuple de toutes manières dans ses besoins matériels si l'on veut parvenir à le secourir dans ses besoins moraux. Mais nous ne pouvons résister au désir de citer ici, comme confirmation de cette conviction souvent affirmée et, croyons-nous, démontrée, ces belles et judicieuses paroles adressées par un éminent prélat américain, Mgr Ireland, à la jeunesse française : ¹

« Nous vivons dans un temps où le peuple est mécontent. Il ne s'agit pas de savoir si le peuple est plus heu-

¹ Au cercle catholique du Luxembourg (Paris), le 25 Juin 1892.

reux ou plus malheureux qu'autrefois. La comparaison est de nulle valeur ; je prends les faits tels qu'ils sont. Le peuple est mécontent, le peuple se croit privé de la pleine justice qui lui est due. Le peuple est irrité, et dans son irritation se jette dans de grandes erreurs.

« Nous ne devons pas renouveler la faute de ceux qui, voyant se préparer un volcan au milieu d'eux, attendent, pour prendre les précautions, que l'explosion se soit produite. (*Applaudissements.*) Dites donc au peuple qu'il a des devoirs, mais aussi des droits. On ne lui parle que de ses devoirs, de la patience, de la résignation, et on lui promet uniquement une récompense dans l'éternité. C'est beaucoup pour ceux qui ont la vraie foi, mais pour ceux dans les âmes desquels la foi est presque morte, ce sont des paroles qui ne signifient presque rien. (*Applaudissements.*)

« D'ailleurs, ce n'est pas le langage de la foi chrétienne. Le langage de la foi chrétienne est celui-ci : « Chaque enfant de Dieu, quel qu'il soit, est placé par « Dieu sur la terre pour vivre de son travail ; par conséquent, celui pour qui il travaille doit lui donner les « moyens de vivre. Chaque enfant de Dieu a donc des « droits. » Or la société est ainsi constituée qu'un grand nombre ne trouvent pas à vivre, selon les expressions du Saint-Père, d'une manière digne de leur position. Il y a donc des défauts quelque part (*Applaudissements.*) Mais il y a des remèdes à ces défauts. (*Vifs applaudissements.*)

« Sans doute, il ne faut jamais que le remède soit une

menace pour la société, ni pour le pays. Mais, au moins, que le peuple sache que nous reconnaissons ses droits et que nous cherchons le remède. Quand il verra que nous sommes à l'œuvre pour son bonheur, il nous écoutera, si nous lui disons : « Ayez patience « un peu de temps. » De grâce, ne lui disons pas : « Ayez patience toujours. » (*Applaudissements et rires.*)

« Que de bien nous pouvons faire envers la société, si nous nous souvenons que le mal moral dépend, en grande partie, du milieu et des circonstances dans lesquels le pauvre vit, au jour le jour. Un écrivain anglais a très bien dit : « Ne prêchez pas l'Évangile à un esto-
« mac vide, il n'écouterà pas. » (*Rires.*) Et c'est vrai comme règle générale. Il faut donc dire : « Ne prêchez
« pas trop souvent la vertu, à moins que le milieu
« dans lequel ces pauvres hommes vivent soit tel que la
« vertu soit facile. » (*Applaudissements.*)

« Ayons donc la volonté de faire tout ce que nous pouvons ; appliquons-nous aux œuvres sociales, et faisons tous nos efforts pour rendre plus doux le joug du travail, pour protéger les intérêts de l'ouvrier, pour veiller sur tous les petits et les faibles. »

De telles paroles rentrent trop bien dans le caractère général de Mgr Ireland et de ses entreprises de tout genre, pour qu'il soit permis à qui que soit de l'invoquer à son tour en faveur des tendances opposées, lorsqu'il dit, un peu plus haut dans le même discours : « De nos jours, la mission de l'Église est de montrer à la multitude que l'Église catholique seule peut lui as-

surer sur la terre cette paix et ce bonheur qu'elle désire »... etc.

De telles phrases sont parfaitement justes lorsqu'on les interprète dans le sens du passage si explicite que nous venons de citer ; mais elles deviennent fausses lorsqu'on les entend obstinément dans le sens des préjugés traditionnels, qui conseillent d'agir uniquement par la vertu morale et surnaturelle dont dispose l'Eglise sans vouloir entrer dans la voie des améliorations matérielles devenues nécessaires pour en préparer l'efficacité.

§ IX. — *Caractère général de notre système.*

Aussi, pouvons-nous dire, pour résumer les diverses considérations précédentes, que toutes se rattachent par un lien commun à une ligne de conduite générale, que les esprits réfléchis croient devoir recommander pour sauver la France de sa décadence à la foi économique et morale.

En effet, toutes pourraient se résumer dans cette formule, dont l'acception serait assurément le fait d'un esprit nouveau : *Il ne faut pas espérer la réorganisation sociale par l'action morale et religieuse, mais préparer le développement de la morale et de la religion par l'organisation sociale.* C'est Dieu qui l'a voulu : l'homme n'entrera pas, surtout ne pourra rester dans la pratique de ses devoirs spirituels tant qu'il n'y sera pas poussé et soutenu par un bon régime du travail, de la propriété, de l'Etat, de tous les autres organismes pra-

tiques et matériels dont l'existence et la valeur dépendent avant tout de l'influence exercée par les choses ou par l'intelligence humaine : la morale et la religion en suivent la destinée bien plus encore qu'ils n'en modèrent l'exercice.

Voilà pourquoi nous avons cru devoir nous abstenir de donner dans cette brochure, comme tant d'autres l'ont fait, une thèse et un programme théorique, pour recommander au contraire l'institution naturelle qui réalise spontanément le programme et la thèse : et cette institution se résume dans *l'esprit d'initiative*, dans l'individualisme énergique qui caractérise la race anglo-saxonne : qualité essentiellement différente de l'égoïsme auquel notre tapageuse philanthropie n'a pu nous empêcher d'accorder pratiquement nos principales affections.

§ X. — *Discussion des tendances opposées de la plupart des catholiques.*

A ce sujet, qu'il nous soit permis de dire bien simplement ce que nous pensons des idées propagées avec talent, avec un zèle que soutiennent de généreux efforts personnels, par un ecclésiastique dont nous nous sommes fait un plaisir de citer du moins un excellent rapport : M. l'abbé Naudet. Dans son dernier opuscule ¹ il s'applique à développer sa thèse, son programme « social », suivant les indications qu'il donna

¹ *Notre œuvre sociale*, Tolra, 1894.

lui-même en résumé dans un discours prononcé au Séminaire de Quimper :

« 1° La notion exacte de la justice nous fait accomplir nos devoirs envers Dieu, envers le prochain, envers nous-mêmes ; à cette triple source de devoirs correspond une triple origine de droits légitimes.

« 2° L'idée exacte de la propriété n'est pas le droit d'user et d'abuser ; d'user, oui, d'abuser, non !... C'est là une notion païenne que le droit a fait passer dans le code. La propriété est subordonnée au haut domaine de Dieu et à l'intérêt social ; si bien que les riches sont les intendants de Dieu pour faire valoir les biens qu'ils détiennent, les faire valoir pour eux d'abord, puis pour leurs frères. Une terre ne doit donc pas rester en friche, sinon le but divin n'est pas rempli et ce sol délaissé sans culture devient terrain *vague*.

« 3° La nature du travail « n'est pas une marchandise, mais un acte humain ; » le travail est la loi normale imposée par Dieu à tout homme ; d'une façon ou de l'autre, tous doivent manger leur pain à la sueur de leur front, c'est-à-dire avec difficulté et sacrifice. Et comme la femme est créée pour faire à l'homme un intérieur attachant, et pour donner aux enfants l'éducation du foyer, la meilleure de toutes, la femme n'est pas faite pour l'atelier et l'usine. Le travail étant imposé par Dieu pour avoir le pain nécessaire, l'homme qui travaille peut dire à Dieu : Seigneur, au travail correspond la vie : je travaille, donc je dois vivre, pas moi seulement, mais ma femme et mes enfants...

« 4° Le travail n'est pas aujourd'hui dans les condi-

tions normales; le salaire ne suffit pas à l'ouvrier pour couvrir le présent, ni surtout garantir l'avenir... L'organisme social ne marche plus; le rouage de la justice est cassé... Il faut, et par les œuvres privées et par les lois, rétablir la société sur la base de la justice et retirer les ouvriers de leur état de *misère immédiate* (Léon XIII).

« Alors la justice et la paix s'embrasseront de nouveau pour le triomphe de l'Église. »

Certes, nous ne contredirons point à la plupart de ces idées, dont nous nous proposons, nous aussi, la réalisation. Mais on se demande à quoi sert de s'éterniser comme le font les catholiques sur ces affirmations abstraites, sur ces « principes » comme ils disent avec rengorgement, croyant avoir tout fait après avoir prononcé ce grand mot? Ne vaudrait-il pas beaucoup mieux se mettre pratiquement à l'œuvre, comme nous l'avons demandé dans cette brochure?

Mais encore, ainsi que nous l'avons observé avec soin, y a-t-il deux manières d'orienter son action. Nous avons fait un effort pour recommander la manière que l'école sociale la plus sûre, parce que seule elle est scientifique, nous a permis d'indiquer avec une confiance absolue dans le succès. Par malheur, nous sommes obligé de constater que M. l'abbé Naudet, suivant en cela les erreurs de la plupart des catholiques, admet et propage des vues différentes en certains points importants. Et comme nous les croyons dangereuses, nous voudrions en prévenir le public, toujours avec l'impartialité et le calme que nous avons

recommandés en toute discussion, persuadé d'ailleurs que l'éminent apôtre dont les intentions ne restent pas moins dévouées, n'en pourra que concevoir le désir d'entrer avec nous dans une discussion courtoise et scientifique. Il nous est impossible de prendre un à un tous les détails que, parmi le grand nombre de ses idées irréprochables, nous avons soulignés avec un point d'interrogation. Arrêtons-nous seulement au principal.

Malgré tous les efforts tentés à la suite de M. le comte de Mun pour disculper son école et lui-même de tendances socialistes, nous pensons devoir avertir M. l'abbé Naudet que, pour rejeter le nom, lui et les siens n'en gardent pas moins de la chose une certaine teinture qui nous semble fâcheuse, parce qu'elle marque une tendance opposée à la seule tendance capable de nous réformer. Nous avons montré que celle-ci devait être la tendance particulariste, l'esprit d'initiative privée. Sans nier en principe sa nécessité, il penche fréquemment de préférence vers une tendance communautaire, et c'est en cela faire le jeu du socialisme tout en voulant le détruire. Cette contradiction entre le fait pratique et le principe abstrait se manifeste en plusieurs occasions. Je n'en veux citer que la manière inconsiderée dont le passage suivant recommande la résurrection des corporations du Moyen Age, en donnant la même approbation aux défauts et aux avantages de ces institutions devenues irréalisables de nos jours ¹ :

¹ *Notre œuvre sociale*, p. 46.

« Lorsque chaque métier était protégé contre la concurrence ; lorsque la production était réglée selon les besoins, et le salaire fixé de façon à assurer la vie de l'ouvrier, la misère était certes moins grande qu'aujourd'hui... »

Cette simple phrase dénote une ignorance profonde — pardon du mot : la vérité l'exige —, des conditions sociales où se trouvent les peuples modernes, de la propriété, du travail, du salaire, de la concurrence et de ses avantages ; l'auteur n'en a vu que les inconvénients. Il nous est impossible d'entamer ici une discussion qui exigerait tout un nouveau chapitre ; nous n'avons qu'à renvoyer l'auteur aux ouvrages compétents. Disons seulement que la réorganisation des corporations avec les caractères cités aurait l'immense inconvénient, l'inconvénient capital d'enrayer l'initiative privée et d'empêcher le développement de tous les bienfaits qu'elle doit apporter aux sociétés modernes. Or, c'est là une objection que n'avait pas prévue l'auteur, car il continue :

« Sans doute, il y avait des désordres, des guerres publiques et privées ; sans doute certaines parties de l'industrie étaient en retard et l'agriculture avait un outillage imparfait ; mais c'est une chose désormais acquise, depuis les savants travaux qui ont été faits sur cette époque, le peuple travaillant a pu alors se nourrir, s'habiller, se chauffer, s'installer dans sa maison, plus commodément et plus richement, à la ville et à la campagne, qu'il ne le peut aujourd'hui. »

Une telle observation ne considère que les avantages

immédiats des corporations, sans en calculer l'immense portée ultérieure, qui fit succéder tant de siècles de misère à deux ou trois siècles de prospérité. Il y avait en effet cette petite considération à faire que, par ce système de s'enfermer chez soi en évitant la concurrence, la France, répondant en cela à ses tendances centralisatrices, a ruiné peu à peu chez ses citoyens, déshabitués de se former à la lutte pour la vie, l'esprit d'initiative et l'énergie individuelle, si bien que les races voisines, développant au contraire chez elles cet esprit toujours supérieur à n'importe quel autre, ont fini par faire éclater toutes les barrières opposées à leur libre expansion, nous ont envahis de leurs produits et de leurs sujets, et nous ont rendus incapables aujourd'hui de lutter contre elles : telle est la grande cause de notre décadence économique et morale présente ; et si l'esprit du socialisme triomphait il ne ferait qu'aggraver ces inconvénients des corporations d'autrefois.

Laissons dormir ce qui est mort. Nous avons mieux à faire que de le ressusciter. Ou, si nous voulons nous inspirer d'autrefois, ayons soin, comme le dit Léon XIII ¹ avec son habituelle sagesse, de ne prendre dans les anciennes corporations que l'esprit d'association en l'adaptant aux conditions toutes nouvelles de la société moderne.

On peut croire que ceci est une surprise contraire aux principes généraux de M. l'abbé Naudet. Plusieurs fois, et même à la page suivante, il réclame la liberté privée et l'autonomie locale.

¹ *De conditione opificum.*

Mais de pareilles surprises sont caractéristiques. Elles tiennent à l'habitude invétérée, très facile d'ailleurs, qu'ont prise depuis longtemps les honnêtes gens et spécialement les catholiques, de parler à vue de pays des questions sociales, suivant l'inspiration de leur instinct, sans études préalables suffisantes. Une pareille habitude peut mener loin : il est temps de la modifier. Et la vraie manière de la modifier, ce n'est pas d'étudier d'arrache-pied, à tort et à travers ou suivant toujours les mêmes indications des vieux préjugés : c'est d'étudier posément, suivant les indications d'une bonne méthode. En ces questions plus qu'en aucune autre science, il n'y a qu'un seul fil conducteur qui puisse nous faire découvrir une solution.

Ceci nous amène à entrer dans la dernière considération qui doit nous permettre d'achever notre petit plan d'organisation des forces conservatrices.

§ XI. — *Nécessité de modifier les dispositions du milieu.*

6° — Lorsque nous parlons de la décadence actuelle avec les esprits avisés, ils répondent toujours que les divers moyens de détail mis en œuvre pour nous tirer du bourbier seront impuissants à obtenir un résultat sérieux, tant que nous n'aurons pas modifié l'esprit général, les dispositions d'ensemble, le milieu. Cette observation est parfaitement exacte. Lorsqu'un organe intérieur est malade dans le corps humain, il ne suffit pas de lui donner une médication topique capable de

le guérir, il faut encore reconstituer les forces du corps entier, que la faiblesse de cet organe avait plus ou moins épuisées ; sans quoi, la guérison ne serait qu'apparente, et la moindre chose suffirait pour entraîner de nouveau les désordres anciens, l'organisme n'étant pas en état de résister aux mauvaises influences. Ainsi en est-il du corps social. Il nous faut donc chercher la méthode qui nous permettra de mettre nos divers efforts dans un milieu propice à leur action, la méthode grâce à laquelle nous pourrons provoquer dans la société des dispositions d'ensemble favorables à nos désirs.

§ XII. — *Qu'est-ce qu'il faut attaquer pour modifier le milieu ?*

La difficulté n'est donc pas de reconnaître cette nécessité : elle est de savoir quelle sera la méthode en question, sur quel point devront porter nos efforts pour réaliser notre but. Et c'est là que nous entendons les appréciations varier à l'infini. La plupart, voyant leurs tentatives entravées par l'hostilité de la Loi, du ministre, du préfet ou du maire, sont convaincus qu'il sera toujours impossible de réussir en détail tant que l'on n'aura pas modifié en général le gouvernement. D'autres, allant plus loin — non sans raison —, sont d'avis qu'il faut détruire le principe même qui fausse l'esprit du gouvernement : à savoir la Franc-maçonnerie à laquelle ils associent habituellement les Juifs,

et puis la mauvaise presse qui est la propagatrice de leurs communes volontés. Soit. Nous avons bien garde d'y contredire. Nous pouvons seulement remarquer que ces moyens généraux de modifier les conditions d'ensemble se confondent exactement avec les indications particulières que ces messieurs ont déjà données pour attaquer ces mêmes ennemis en détail. Les chapitres précédents ont assez discuté cette question pour qu'il nous soit permis de ne plus tourner dans le même cercle.

Alors on prend la question de plus haut : et la plupart des conservateurs éminents, principalement les catholiques, déclarent voir le principe de tout le mal dans ce fait que notre siècle a matérialisé les esprits et les cœurs, anéanti le principe spirituel qui avait formé la France d'autrefois, fait disparaître l'idéal chrétien, réduit l'homme à végéter sur la terre sans aucun élan vers les grands sentiments et sans aucun espoir du ciel. — Là encore, nous sommes bien loin de branler la tête avec un sourire de scepticisme. Seulement, nous constatons que l'analyse de ces diverses formules nous permet de les réduire à deux idées. Premièrement, elles sont tout simplement une nouvelle expression de l'idée générale dont s'occupe cette brochure : la disparition des sentiments moraux et religieux. A ce point de vue, inutile de nous en occuper. Nous devons observer simplement que si l'on s'en tenait à ce premier sens, il y aurait là une pure tantologie. Pourquoi la morale et la religion ont-elles disparu ? Parce que les sentiments moraux et religieux se sont évanouis.

— Mais il y a quelque chose de plus sérieux : cette seconde idée, que le « principe spirituel », l' « idéal », sont les premières nécessités du temps présent, l'objectif vers lequel doivent tendre immédiatement nos efforts.

§ XIII. — *La résurrection de l'idéal est-elle le premier de nos besoins ?*

N'en déplaise à tant d'esprits éminents qui vont bien être tentés de nous qualifier nous-même de matérialiste, il nous est impossible d'admettre entièrement cette manière de voir. Comme tout prêtre qui comprend sa raison d'être et sa mission, nous reconnaissons la nécessité de rétablir dans leur antique prééminence les idées morales et religieuses : mais nous sommes fidèle aux principes que nous avons indiqués comme seul moyen pratique d'y parvenir, et nous croyons que l'on ne pourra réhabiliter l'idéal chrétien qu'en manœuvrant suivant la nature des choses, en organisant d'abord les conditions matérielles de l'ordre social, lesquelles entraîneront naturellement l'efficacité de nos efforts dans les questions spirituelles.

Par conséquent, il nous semble que l'on n'aboutira pas à grand chose de pratique en s'appliquant, pour reconstituer un bon milieu où l'on puisse opérer avec succès, à développer les aspirations du public vers l'idéal en général. Ceci n'est pas une tactique, c'est seulement une impulsion. Que diriez-vous d'un capitaine qui se contenterait d'adresser à son armée une

chaleureuse et patriotique allocution avant la bataille, et qui, au lieu de combiner les plans d'opération, la stratégie compliquée que réclame la guerre aujourd'hui, se contenterait d'exciter continuellement par de belles phrases le courage de ses troupes en faisant voltiger au-dessus de leurs têtes l'idéal militaire ? Tel est un peu l'attitude d'un certain nombre de belles âmes dans le camp des conservateurs de toute nuance. Cela n'aboutit pas à grand chose. Dans une large mesure, cela est très certainement nécessaire, comme la harangue du général avant l'action. Nous ne nous plaindrons jamais que l'on porte le plus haut possible les aspirations des âmes françaises. Il y a seulement cet inconvénient, qu'en agitant trop fièvreusement ce drapeau étincelant à leurs yeux, on finit par les éblouir, on détourne leur attention des moyens pratiques seuls capables de donner le succès, on les grise de mots sonores et d'enthousiasmes irréflechis, on leur fait croire que le salut est facile à opérer avec une généreuse poussée en avant, on leur fait oublier la discipline, la méthode, la stratégie, toutes choses qui réclament du sang-froid, de la réflexion, une claire vue comme une volonté sans emballements, une direction sûre et une persévérance à l'abri des découragements.

C'est ainsi que l'on répète sans cesse aux catholiques : Soyez de bons chrétiens, et tout sera sauvé. Quelle illusion ! Comme il faut peu connaître la réalité des choses ! Et comme il faut être habitué à donner au Christianisme lui-même un sens exclusif qu'il ne

comporte pas ! — Oui, certes, soyez de bons chrétiens : mais soyez autre chose, soyez surtout des esprits réfléchis et scientifiques.

§ XIV. — *L'esprit scientifique répond mieux aux besoins réels.*

A chaque époque de l'histoire, il faut savoir saisir le caractère propre de l'humanité contemporaine, la préoccupation dominante des hommes sur lesquels on veut agir. Or, sans être un observateur bien remarquable, il est facile de se rendre compte que la grande préoccupation du XIX^e siècle a été la science. Autour de la science se sont groupés la plupart des esprits supérieurs : ils lui ont imprimé cet élan merveilleux dans toutes les directions, qui fera la gloire de notre époque jusqu'à la fin des temps. Ce mouvement est d'ailleurs si bien lancé que le siècle prochain se fera évidemment un point d'honneur de le porter, s'il est possible, à son apogée. Par conséquent, les hommes d'avenir sont ceux qui se consacrent à la science, c'est-à-dire au développement de l'*intelligence* humaine sous n'importe quelle forme.

Mais, en s'appliquant à propager l'idéal, on porte ses efforts sur le développement du *sentiment* et non pas de l'*intelligence*. Sans doute le jeu simultané de ces deux facultés est nécessaire : l'esprit sans cœur devient sec et glace ; la science sans idéal se montre orgueilleuse et féconde en illusions, comme d'ailleurs l'idéal

non soutenu par la science. Ne négligeons donc pas l'idéal comme l'ont fait les sectaires de la science. Mais il s'agit de savoir sur quel point doivent porter nos efforts d'une façon prépondérante, non pas exclusive. Ce doit être sur la science, parce que c'est elle qui répond le mieux aux préoccupations de notre temps, et aussi parce que c'est elle qui donne les résultats les plus positifs et les plus sûrs.

Nous l'avons vu en ce qui concerne la réorganisation sociale d'où résultera la régénération morale et religieuse : cette œuvre doit se faire d'après une méthode scientifique dont nous avons parlé, si l'on veut arriver à des résultats précis et progressifs sans continuer à se perdre en mille tentatives dépourvues d'efficacité solide et stable. D'où vient la fragilité de ces dernières ? De ce que le fameux idéal qui les inspire porte souvent à faux et ne pose qu'une base sans consistance. La science seule est capable d'éviter cette infirmité perpétuelle de nos efforts, en matière sociale comme en toute autre.

Il faudrait donc que les honnêtes gens, les esprits dévoués au bien public, à quelque classe qu'ils appartiennent, mais les membres du clergé plus qu'aucun autre, se consacraient courageusement à la science sociale.

§ XV. — *Première manière de nous rendre la science utile : approfondir les sciences qui touchent à la morale et à la religion.*

Il y aurait, en dehors de celle-là, deux autres ma-

nières de modifier à l'aide de la science, les dispositions générales du public, les conditions du milieu qui nous sont actuellement défavorables.

Ce serait en premier lieu d'étudier assidûment les multiples questions scientifiques ayant de près ou de loin quelque rapport avec les idées morales et religieuses. Ce n'est plus seulement, comme au moyen Age, la philosophie et la théologie, sciences aussi importantes de nos jours encore : c'est une foule de branches nouvelles de la pensée, qui sont venues toucher par quelque ramification les questions de foi et de morale, nous accablant d'objections imprévues, nous mettant en face de spécieuses explications embarrassantes pour les nôtres, apportant des faits inconnus avec des interprétations troublantes, imaginant des théories, des aperçus qui finissent par satisfaire un grand nombre d'esprits fatigués des idées traditionnelles. Il faut bien le dire, les catholiques n'ont encore répondu que très imparfaitement à un bon nombre de ces questions : et leur infériorité scientifique en face de leurs adversaires n'est pas une des moindres causes de l'aversion que leur témoigne une partie notable des classes dirigeantes. Favorisées ainsi dans leur secrètes tendances à une émancipation désastreuse, celles-ci s'en autorisent chaque jour pour répandre dans les masses intelligentes ou vulgaires la fausse conviction que la foi est incompatible avec la science ; et c'est là ce qui peut-être entrave le plus notre action, dans une époque où le prestige de la science domine tout le reste. On nous reproche de proposer au monde un idéal artificiel ne

reposant en rien sur la réalité, consacré seulement par des préjugés séculaires naîfs dans leur origine et impuissants dans leur avenir, parce que de plus en plus ils apparaissent, nous dit-on, en contradiction avec la science. Sans doute, les efforts que nous avons faits pour démontrer que cette contradiction n'existe pas ne sont pas nuls comme on le prétend. Mais, en toute impartialité, pouvons-nous dire qu'ils sont suffisants ? Ils l'ont été hier, je le veux bien encore : mais ils ne le sont plus aujourd'hui, parce que des difficultés nouvelles surgissent chaque jour. On a vite fait de s'endormir sur une ou deux bonnes ripostes données à nos adversaires dans le passé ; on répète avec une conviction imperturbable que la foi a démontré d'une façon péremptoire son accord avec la science : et l'on ne s'aperçoit pas des sourires triomphants de nos ennemis, qui, nous présentant de nouveau le combat sur un autre terrain, nous accusent d'esquiver la lutte sous prétexte d'une victoire depuis longtemps oubliée.

Non, ceci n'est pas un système. Il faut que, d'une façon permanente et toujours avec progrès, nous consacrons à la science nos meilleures esprits, afin d'être prêts sans défaillance à relever le gant, sans laisser passer la moindre provocation, sans reculer d'un pas devant n'importe quelle attaque, sans nous lasser le bras à manier l'épée, sans nous troubler la vue et sans perdre la tête sous l'influence de la colère ou de la peur. Du sang-froid, du coup d'œil, de l'application, de la persévérance : voilà ce que nous recommandions

au début, voilà ce qui nous semble encore indispensable. En face d'un pareil maintien, l'ennemi perd bientôt sa contenance insolente, et finit tôt ou tard par se déclarer vaincu. Du jour où nous pourrons répandre dans le public la conviction aujourd'hui trop rare que nos idées sont parfaitement d'accord avec la science, le public viendra facilement à nous ; et la seule manière de modifier ainsi ses préjugés, c'est de réduire au silence la partie intellectuelle de nos adversaires.

§ XVI. — *Deuxième manière : la science pour la science.*

Mais il est une autre méthode encore qui s'impose dans ce même ordre d'idées.

La méthode dont nous venons de parler est la méthode de la « science pour la foi ». Il faut y ajouter la méthode de la « science pour la science ». N'ayons crainte : toute science sérieuse contribue par elle-même à corroborer la foi. Nous l'avons déjà vu pour plusieurs : après un premier moment d'éblouissement produit sur les intelligences de deuxième ordre, les conclusions solides et définitives de certaines sciences sont venues rendre à la foi l'hommage que semblaient lui refuser antérieurement des conclusions fragiles et hâtées. Il en sera de même en tout. Il est donc souverainement utile que les catholiques s'emploient de tout leur pouvoir à faire avancer les diverses sciences, quelles qu'elles soient, certains à l'avance que leurs découvertes seront à l'honneur de la foi, et avides de ne pas

laisser à nos adversaires l'avantage d'avoir sans nous inventé ce qui pouvait nous être utile. Encore faut-il pour en arriver là, s'en donner la peine, travailler beaucoup, travailler en grand, faire de l'Église et du clergé une forte école scientifique, comme ils l'étaient au début, au xvii^e siècle par exemple. Souvenons-nous-en, la technique pure est par elle-même efficace. Nous avons eu déjà l'occasion de l'observer à propos des œuvres catholiques ou sociales, dans lesquelles notre influence ne sera décisive que du jour où nous ferons preuve d'un savoir théorique et pratique supérieur au savoir des gens avec qui nous aurons affaire : il en est de même dans la haute science, il faut que là nous nous montrions les égaux, les supérieurs, s'il est possible de nos adversaires, du monde intellectuel tout entier. La tâche est ardue, le but est bien élevé ; mais en fait je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions découvrir dans nos rangs des esprits aussi remarquables que ceux de nos plus forts adversaires. Il en existe bien chez nous un petit nombre, à qui tout l'univers rend honneur : mais, perdus dans le flot de nos médiocrités et de nos ignorances, ils ne parviennent pas dans la mesure suffisante à faire rejaillir sur l'Église leur propre renom. C'est à l'Église entière d'entrer dans la même voie. Elle peut être sûre de conquérir l'opinion de cette manière, en même temps qu'elle vengera ses croyances. Cette méthode venant compléter dans les sphères intellectuelles l'action et le dévouement déployés dans les sphères de la vie pratique, lui conquerra le monde.

§ XVII. — *L'application de toutes nos facultés aux moyens naturels, loin de ruiner notre influence surnaturelle, la favorise.*

Au reste, que l'on ne s'y méprenne pas. Loin de fermer les yeux à la grâce de Jésus-Christ qui seule peut encore comme autrefois agiter la masse en fécondant nos efforts, nous sommes convaincu de lui préparer, en indiquant cette ligne de conduite, une matière plus ample, une provocation plus active et une aide plus efficace. Croyons-le, rien ne plaît tant à Dieu que l'effort assidu et intelligent de toutes les facultés qu'il a données à l'homme ; rien ne lui prouve mieux notre bonne volonté, lorsque nous mettons ces facultés en exercice en vue de procurer sa gloire et le bien de ses créatures. Il se trouve bien plus porté à combler des puissantes effluves de son secours divin un individu qui se dépense de toutes manières pour réaliser, dans la mesure de ses forces, le salut de ses frères et la prospérité de l'Église, qu'un dévot indolent qui se contente, les bras croisés, d'espérer du ciel je ne sais quel miracle immérité.

Cette petite réflexion ne doit préjudicier en aucune manière aux saints ermites et moines cloîtrés qui se consument en pieuses méditations et en oraisons embrasées. Leur rôle est providentiel dans l'Église, ils attirent ainsi des grâces infinies sur les âmes. Au surplus, ce n'est pas à eux qu'il faudrait adresser le reproche de manquer d'énergie. D'une autre façon, mais

avec non moins de mérite que les plus ardents apôtres, il leur faut, pour bien remplir leur vocation spéciale, mettre en œuvre dans toute leur puissance les diverses facultés qu'ils ont reçues du ciel. Nous avons seulement en vue les ecclésiastiques ou plus généralement les catholiques invités par Dieu à travailler activement au bien de leurs semblables.

Si l'observation que nous avons faite à leur sujet paraît juste au lecteur, nous pouvons terminer ce livre avec confiance : car elle l'inspire tout entier.

Nous ne pouvons, sans le prolonger outre mesure, développer les quelques indications que nous venons de donner sur la nécessité de la science : une autre brochure les contiendra, en s'appliquant spécialement à étudier la formation intellectuelle du clergé.

Nous voulons seulement exprimer en terminant l'espoir que notre petit aperçu de l'organisation future des forces conservatrices sera bien accueilli du public, non par égard pour nos idées, mais par estime pour l'école sociale qui les inspire, ou plutôt par la conviction que fait naître cette école chez tous les esprits assez sérieux pour suivre assidûment son enseignement.

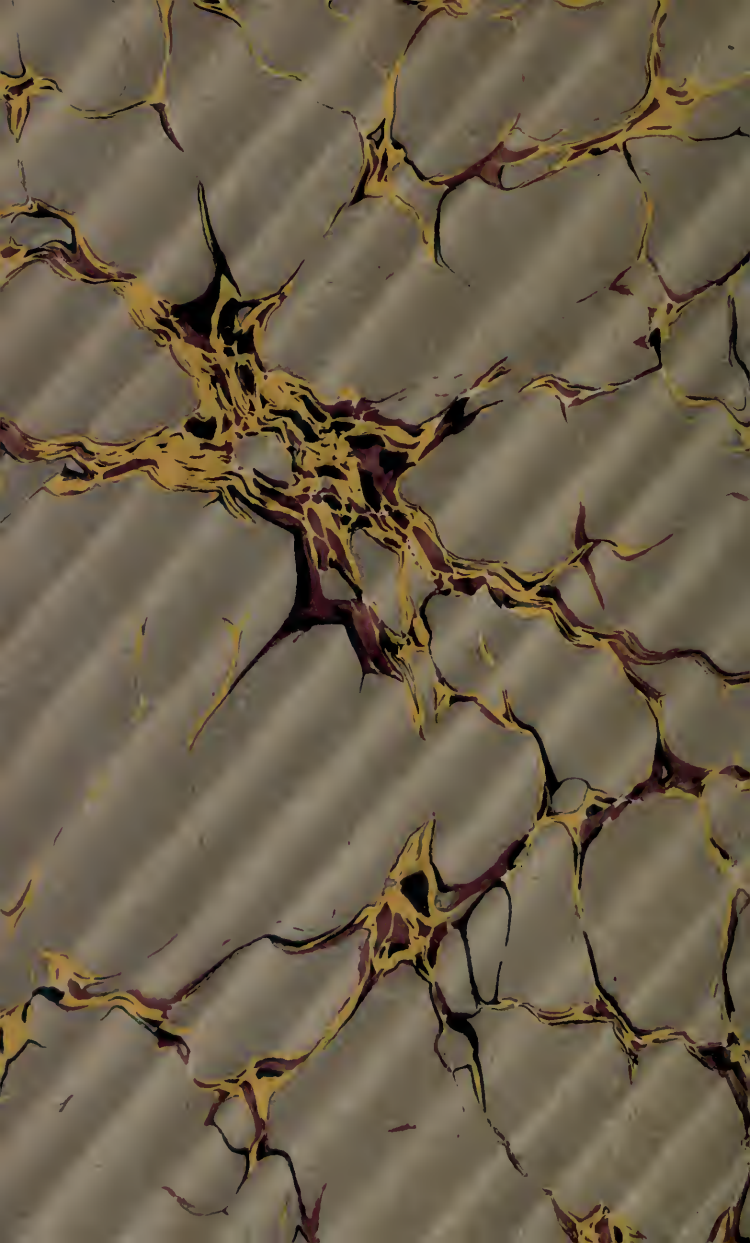
Au reste, répétons le, nous serions on ne peut plus heureux de recevoir les corrections, additions, observations de tout genre que l'on voudra bien nous adresser, parce qu'encore une fois l'Écriture a raison :

« Frater qui adjuvatur a fratre tanquam civitas firma. »

TABLE DES MATIÈRES

I. — État actuel de la morale en France.	5
II. — État actuel de l'Église en France.	32
III. — Discernement des responsabilités et principé de la tactique.	73
IV. — Premier caractère de l'Esprit Nouveau.	107
V. — Deuxième caractère de l'Esprit Nouveau.	133
VI. — Troisième caractère de l'Esprit Nouveau	177
VII. -- Recherche des causes du fait et des prin- cipes de la solution	209
VIII. — Orientation du point de vue.	260
IX. — Organisation de nos forces en vue de l'action.	291

FIN DE LA TABLE



BJ
1059
C7

Crestey, Joseph
L'esprit nouveau dans
l'action morale & religieuse

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY



UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 10 15 04 05 014 8